Duettistes

MISSION DE DISCOVERY

VENDREDI DERNIER JOUR

tion des bulletins du Loto.

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12512 – 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – DIMANCHE 21-LUNDI 22 AVRIL 1985

Nationalisations : la fin du dogme

Filiales privées, gestion efficace le secteur public doit respirer sans carcan

Dénationaliser ? Il n'en est pas question, répète-t-on à l'envi dans toutes les sphères gouvernementales. Mais le « dogme » des nationalisations est, lui, définitivement abandonné. Et, dans la pratique, les chefs des entreprises publiques – notamment par le biais de leurs filiales – ont désormais pouvoir de jouer avec les règles du capitalisme.

La polémique sur les nationalisations bat de nouveau son plein. Chaque jour apporte désormais son lot de déclarations, d'interviews, de communiqués. Ministres, hommes politiques de gauche et de droite croisent le fer comme aux beaux jours des débats de 1981 et de 1982. L'accalmie – relative d'ailleurs – aura été de courte durée : trois ans depuis l'adoption, par l'Assemblée le 11 février 1982, de la loi de nationalisation.

La raison de cette soudaine inflation tient, bien entendu, à l'approche des élections législatives. L'accord pour gouverner de l'UDF et du RPR comprend en bonne place le projet de dénationalisation. La proposition faite par M. Michel Noir, député du Rhône et chargé de l'industrie au parti de M. Chirac, de dénationaliser Renault a eu, sur le débat, l'effet d'amplification recherché. Désigner la Régie nationalisée par le général de Gaulle en 1946, c'était indiquer concrètement que le projet est bien de privatiser l'ensemble du secteur public, et pas seulement les entreprises industrielles et bancaires nationalisées par M. Mitterrand. La gauche n'a pas été la seule à réagir violemment, puisque M. Barre lui-même a qualifié l'intervention de M. Noir de *« discours d'après-banquet »*. A l'UDF et au RPR, il y a visiblement autant de façons d'envisager le rythme des privatisations et la liste des sociétés concernées qu'il y avait, à gauche, de sensibilités avant le vote de la loi. D'où les déclarations des uns et des autres.

Cependant, le débat engagé ainsi de façon somme toute traditionnelle serait vite disparu de l'actualité – les élections ne sont après tout que dans un an – s'il n'y avait cette rumeur qui court les couloirs politiques : *« M. Fabius va dénationaliser lui-même certaines entreprises pour couper l'herbe sous le pied de la droite. »* Il pourrait, par exemple, vendre des actions aux salariés et mettre en application la participation rêvée par de Gaulle. La rumeur s'est étendue d'autant plus vite que le premier ministre affiche à toute occasion qu'il n'a de dogme sur rien. M. Mitterrand n'a-t-il pas lui-même surpris ses troupes en empruntant à la droite deux thèmes dont elle pensait avoir le monopole : la baisse des prélèvements obligatoires, en clair des impôts, et l'éclosion des télévisions privées ? Jamais deux sans trois : prise à contre-pied à ces deux occasions, l'opposition ne cache pas sa crainte de voir le gouvernement annoncer des dénationalisations, au moins partielles, et lui ôter ainsi une munition supplémentaire.

En ouvrant le capital de certaines entreprises nationales, M. Fabius apporterait en effet la preuve que la gauche, ce n'est pas *« toujours plus d'Etat »* et qu'elle sait tirer profit quand il le faut des avantages du privé. La politique économique de rigueur qui a conduit à un plafonnement autour de 13-15 milliards de francs des dotations au capital des entreprises publiques depuis 1983, la décision de M. Fabius de placer le profit des entreprises nationales au premier rang des critères de jugement de leurs PDG, l'abandon des discours sur le volontarisme industriel cher à M. Chevènement, ont déjà préparé le terrain. Le premier ministre a apporté toutes les preuves que les entreprises publiques doivent être, dans sa conception, des entreprises comme les autres. Pourquoi alors ne pas en tirer les conséquences naturelles sur leur capital ?

C'est, bien entendu, s'attaquer à l'un des fondements de la pensée et de l'histoire de la gauche et à l'une des pièces essentielles du programme commun. Toutefois à la question Mme Cresson a fait une réponse ambiguë. Le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur a indiqué à *Libération* le 30 mars qu'aucune étude n'était envisagée sur d'éventuelles dénationalisations, mais qu'elle n'avait *« pas de théorie religieuse à ce sujet ni dans un sens ni dans l'autre (...) » « Dans certains cas je ne suis pas contre une diminution de la participation de l'Etat dans l'industrie »*. C'était en clair reconnaître que le sujet n'est plus tabou.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 16.)

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Le roman policier français

Après 1968, Bogart remplace Marcuse

Avec le gang des traducteurs de Marcel Duhamel

Le livre d'espionnage

et les préjugés de l'extrême droite

LES MILITAIRES ARGENTINS DEVANT LEURS JUGES

Le procès de la « sale guerre »

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. – Pour l'Argentine, c'est « le procès du siècle ». Les Portenos ont le sens de la grandeur et sont enclins aux superlatifs. Mais cette formule semble à la hauteur de l'événement : les anciens commandants en chef des forces armées ayant dirigé le pays d'une poigne de fer de mars 1976 à juin 1982 passent enfin en jugement.

La première audience publique s'ouvre le lundi 22 avril, dans une salle étroite et sombre du palais de justice de Buenos-Aires. Au banc d'infamie, une brochette de neuf généraux et amiraux, la plupart détenus depuis de longs mois. Ils ont appartenu aux trois juntes de gouvernement qui se sont succédé au pouvoir pendant cette période. Ils risquent au maximum la prison à perpétuité.

Mais quel choc de voir ceux que l'opposition libérale et démocratique, muselée, poursuivie, exilée, appelait les « gorilles » traînés devant la justice civile. Le général Videla, tombeur du gouvernement de Maria Estela Peron, en mars 1976, un gouvernement faible, incapable de faire face à l'anarchie grandissante. Le général Viola, sans relief, membre de la junte de juillet 1978 à mars 1981 et chef d'Etat jusqu'en septembre 1981. Le général Galtieri, sans imagination, successeur de Viola à la présidence, l'homme qui a cru pouvoir défier la « dame de fer » et qui a entraîné l'Argentine dans la désastreuse aventure militaire des Malouines. L'amiral Massera, qui se présentait volontiers comme un « libéral » lors de ses déplacements à l'étranger, poursuivi aujourd'hui pour *« entraves à la justice »*. Il est en fait impliqué dans la « disparition » de plusieurs personnalités.

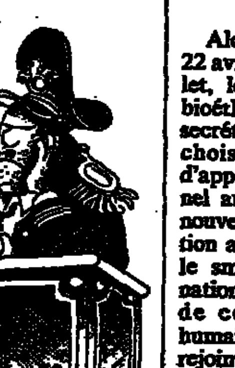
L'amiral Anaya, membre de la junte présidée par Galtieri, qui « paie » lui aussi pour l'opération des Malouines, tout comme le général Lami Dozo, un aviateur, chef suprême d'une arme qui s'est pourtant couverte de gloire puisque les pilotes de l'air argentins ont sauvé l'honneur face aux Britanniques. Mais il n'échappe pas à la règle : il s'agit de frapper au sommet de la hiérarchie militaire. On trouve donc aussi au banc des accusés les moins connus : l'amiral Lambruschini, membre de la deuxième junte, le général Agosti, de l'armée de l'air, et le général Graffigna.

C'est d'abord le procès de la « sale guerre » qui commence. Celle qui a été déclenchée après mars 1976 par les militaires contre la subversion et sans aucune considération humanitaire. L'une des pages les plus sombres et les plus sinistres de l'histoire de l'Argentine, pendant au moins trois années, qui a fait, selon les organisations de défense des droits de l'homme, environ trente mille « disparus ». Arrêtés, enlevés, torturés et présumés morts. La commission d'enquête nommée par le gouvernement Alfonsin et dirigée par Ernesto Sabato a officiellement recensé neuf mille « diparus ». Une mission et des chiffres déjà contestés par l'opposition, civile et militaire, de plus en plus virulente, de plus en plus aggressive à l'égard du gouvernement radical, carrément accusé de vouloir *« humilier »* l'institution militaire.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 4.)





ÉTHIQUE ET PROCRÉATION ARTIFICIELLE

M. Hervé aussi libéral que M. Badinter

Alors que continue jusqu'au 22 avril, au château de Rambouillet, le colloque international de bioéthique, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, a choisi, le vendredi 19 avril, d'apporter sa contribution personnel au débat, en France, sur les nouvelles méthodes de reproduction artificielle. A Reims, devant le smembres de la Fédération nationale des centres d'études et de conservation du sperme humain (CECOS), M. Hervé, rejoint les positions libérales du garde des sceaux, M. Badinter.

Il s'est prononcé en faveur de la procréation artificielle pour tous et non pas seulement pour les couples infertiles. En d'autres termes, l'insémination artificielle avec donneur ou la fécondation *in vitro* ne seraient plus seulement une solution thérapeutique destinée aux couples ne pouvant pas avoir d'enfants, mais d'une certaine façon un « nouveau moyen de procréation », même s'il reste un acte médical.

Les propos de M. Hervé ont suscité de vives réactions chez les responsables des CECOS. Et cela d'autant plus que depuis douze ans, ils se sont fait une loi de n'appliquer l'insémination artificielle que comme une thérapeutique de la stérilité. Séparer la médecine de la thérapeutique reviendrait à légitimer toutes les demandes, qu'elles émanent de couples ou d'individus stériles ou non, font valoir des animateurs des CECOS. Et l'un d'eux ajoute : *C'est ni plus ni moins transformer le médecin en instrument sexuel. »*

Le débat sur la procréation artificielle, ainsi relancé par M. Hervé n'est, à l'évidence, pas clos. Les Eglises et les différentes familles spirituelles ne manqueront sans doute pas d'exposer leurs positions. Et le colloque sur la biotique apportera de nouvelles pièces au dossier.

(Lire page 20 l'article de JEAN-YVES NAU.)

LA TUERIE D'AURIOL DEVANT LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHONE

Massacre pour le salut du SAC

19 juillet 1981, 22 avril 1985 : trois ans et neuf mois après l'horrible et stupéfiant massacre commis à la bastide du lotissement de la Douronne proche du village d'Auriol, dans la campagne de Marseille, la voilà donc au grand jour de l'audience publique cette affaire qui mêle la politique et le crapuleux. Elle amène devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, à partir de lundi et pour au moins trois semaines, six accusés qui vont avoir à y répondre de six assassinats précédés d'arrestation illégale, de séquestration, de vols et de recels multiples et, pour finir, d'association de malfaiteurs et de destruction de biens immobiliers par substances incendiaires, sans parler de quelques transports et ports illégaux d'armes ou de complicité de ces crimes et délits.

Tous étaient, à l'époque, membres du Service d'action civique (SAC) local de la région de Marseille, mouvement dont ce crime entraîna la dissolution par le gouvernement le 3 août 1982. Quatre d'entre eux ont avoué leur culpabilité dans les moindres détails. Ce sont Jean-Bruno Finochietti, instituteur, trente-cinq ans, Jean-François Massoni, trente ans, Didier Campana, trente-trois ans, et Ange Polletti, trente-sept ans, tous trois employés des postes à Marseille et même syndiqués à la CGT ou à la CFDT. Les deux autres, Lionel Collard, trente-six ans, agent technique, ancien parachutiste et Jean-Joseph Maria, le doyen de tous avec ses cinquante-quatre ans, et, à l'époque, chef intérimaire du SAC marseillais, vont nier toute participation. Cette différence d'attitude sera-t-elle source de conflits et d'oppositions ? Peut-on en attendre des éclats porteurs d'une lumière nouvelle propre à cerner davantage une affaire dont les mobiles sont assurément subodorés sans qu'ils aient pu être exactement déterminés ?

Car la tuerie d'Auriol n'aurait pas dû être une tuerie. Le commando qui opéra dans la nuit du 18 au 19 juillet 1981 ne venait pas à la bastide de la Douronne pour massacrer une famille. La *« mission »*, puisque tel est le mot employé par ceux qui plaident coupable, avait pour objet de s'emparer en vue d'interrogatoire et d'exécution du seul propriétaire des lieux, Jacques Massié, policier de son état, mais surtout chef local du SAC marseillais et soupçonné de double jeu, de malversations : depuis plusieurs mois, il se trouvait en conflit ouvert avec Maria.

Les rapports entre les deux hommes s'étaient envenimés au point que, dans les jours qui précédèrent le drame, Collard, un fidèle de Maria, avait pu dire que Massié était *« programmé »*, ce qui signifiait qu'il n'en avait plus *« pour longtemps à vivre »*. Déjà, on l'avait suivi, épié. Déjà, une équipe était venue sur les hauteurs de la Douronne procéder à des « repérages ». A la jumelle, on avait suivi ses allées et venues.

Ceux qui avaient été chargés de ce « travail », que ce soit Finochietti, Campana ou Poletti, n'en avaient au demeurant pas éprouvé la moindre gêne. Au contraire, c'était enfin pour tous la réalisation de ces rêves d'action qui les avaient conduits à adhérer au SAC.

Or, jusqu'à présent, il n'avaient été employés les uns et les autres qu'à assurer des services d'ordre lors de la venue de personnalités parisiennes du RPR, à coller des affiches en période électorale, et, pour le reste, à participer à des réunions ou à des repas qui se terminaient par quelques pétarades à la manière de cow-boys en goguette.

Savaient-ils exactement pourquoi Massié, un des leurs jusqu'alors et même leur patron, depuis qu'en 1978 il avait succédé à la tête du SAC de Marseille à M. Yves Destrem, élu alors adjoint au maire d'Aix-en-Provence, avait pu devenir un homme à abattre ? Oui et non.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 11.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 21 avril. – Fin de la visite du président algérien Chadli aux Etats-Unis.

Lundi 22 avril. – *Italie :* visite du chef de l'Etat est-allemand, M. Honecker. *Etats-Unis :* visite de M. Jacques Delors, président de la Commission européenne.

Mercredi 24 avril. – *Indonésie :* début des célébrations du 30ᵉ anniversaire de la conférence de Bandung.

Jeudi 25 avril. – *Etats-Unis :* visite du président sud-coréen Chon Doo Hwan.

Vendredi 26 avril. – Réunion des dirigeants du pacte de Varsovie.

Samedi 27 avril. – *Maroc :* visite de M. Fabius, premier ministre français.

SPORTS

Mardi 23 avril. – *Cyclisme :* tour d'Espagne jusqu'au 12 mai ; *Football :* 34ᵉ journée du championnat de France de première division.

Mercredi 24 avril. – *Football :* demi-finales retour des coupes d'Europe (Bordeaux-Juventus de Turin).

Jeudi 25 avril. – *Voile :* trophée des multicoques à La Trinité jusqu'au 28.

Samedi 27 avril. – *Cyclisme :* Amstel-Gold-Race ; *Basket-ball :* finale de la Coupe de la Fédération, Stade-Français-Limoges ; *Motocyclisme :* Vingt-Quatre Heures du Mans ; *Escrime :* challenge Jeanty (fleuret féminin) à Coubertin.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

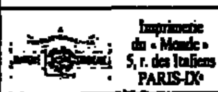
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA : Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM : Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,60 $; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $: G.-B., 55 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,60 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A TRENTE ANS, LA CONFÉRENCE DE BANDUNG

Le droit à l'espoir et au rêve des opprimés

Le 18 avril 1955, un lundi, à 9 heures (heure locale), s'ouvre à Bandung une conférence réunissant les représentants de vingt-neuf pays d'Afrique et d'Asie (1). Sukarno, président de la République indonésienne, pays hôte et une des cinq puissances invitantes avec la Birmanie, Ceylan, l'Inde et le Pakistan, présente cette conférence comme *« un nouveau départ dans l'histoire »* et salue l'ère nouvelle qui s'ouvre ainsi pour les pays d'Afrique et d'Asie, unis, malgré leur étonnante diversité, *« par la haine commune du colonialisme, sous quelque forme qu'il apparaisse (...), par la haine du racisme et par la détermination commune de préserver et de stabiliser la paix dans le monde »*.

« Nous sommes au bord du gouffre », dit-il. Les perspectives sont des plus sombres. La guerre pourrait *« mettre fin à la civilisation, et même à la vie humaine »*. *« Nous vivons dans un monde rongé par la peur. Peur de l'avenir, peur de la bombe nucléaire, peur des idéologies... »*, et *« c'est la peur qui incite les hommes à agir follement, inconsidérément et dangereusement. Au lieu de la peur, laissons-nous plutôt guider par l'espoir et la résolution... par des idéaux et, oui, par des rêves et soyons assurés que nous pouvons faire beaucoup pour faire pénétrer la voix de la raison dans les affaires du monde »* en mobilisant *« la force spirituelle, morale et politique de l'Asie et de l'Afrique en faveur de la paix »*. Cette conférence est celle de la *« majorité »* de la population mondiale, *« au nombre d'un milliard quatre cents millions de gens »*. Cette majorité veut imposer par la *« violence morale »* sa volonté de paix à la *« minorité qui vit dans d'autres continents »*.

« Droit au rêve », *« violence morale »* et d'autres expressions et formules à effets enchanteurs résonnent juste dans ces dernières années de la « guerre froide » qui sont aussi celles de l'effondrement du monde colonial : ici, tout tombe en poussière, et cela avec quelle vitesse ! Le colonialisme vit son agonie, et ceux qu'on appellera *« les damnés de la terre »* découvrent la lueur magique des aubes de l'indépendance et expérimentent la chaleur enivrante de la fièvre nationaliste. Ainsi ce qui, il y a quelques années, n'était qu'un rêve lointain devient une réalité. Comme l'idée même d'une conférence réunissant les représentants du monde colonisé.

Ce rêve qui se réalise magistralement à Bandung était celui de plusieurs générations de militants, d'intellectuels et d'hommes politiques du monde dominé et colonisé.

Dans l'entre-deux-guerres, déjà, plusieurs tentatives avaient été faites pour réunir les représentants de cette majorité silencieuse du monde moderne, et, à chaque occasion, l'impact fut considérable aussi bien chez les puissances coloniales que chez les masses colonisées. Congrès des peuples d'Orient de Bakou (août 1920), congrès d'Irkoutsk (décembre 1921), conférence des peuples d'Asie de Nagasaki (été 1926), conférence des peuples opprimés de Bruxelles (février 1927) et deuxième conférence des peuples d'Asie de Dalny (février 1934) ont été durant cette période les principales occasions de rencontres et de discussions collectives pour les représentants des mouvements de libération du monde colonisé.

L'« équilibre négatif »

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale et devant l'amplification des mouvements de libération nationale dans les colonies, le recul du colonialisme s'accélère et les ex-colonies, une fois indépendantes et promues au rang de membre des Nations unies, découvrent le rôle qui peut être le leur dans un monde soumis aux politiques de blocs et où l'indépendance ne pouvait pas prendre toute sa signification si elle n'était pas accompagnée par le non-alignement. Les traces de telles conceptions se trouvent facilement dans les déclarations et les prises de position des hommes politiques du tiers-monde. Déjà pendant la guerre en Iran, Mossadegh élaborait sa doctrine de l'*« équilibre négatif »* pour s'opposer à la politique suiviste du chah envers les puissances occidentales, tandis que, au sein du Ba'ath, Michel Aflak préconisait pour les Etats arabes *« une politique de neutralité vis-à-vis du conflit entre les deux blocs »* (22 janvier 1948) ; et Nehru, dans son discours inaugural de la conférence des relations asiatiques, à New-Delhi, le 23 mars 1947, déclarait que *« nous, Asiatiques, avons été pendant trop longtemps confinés au rôle de solliciteurs dans les cours et les chancelleries occidentales. Tout cela doit appartenir maintenant au passé. Nous souhaitons tenir sur nos propres jambes et coopérer avec tous ceux qui y sont disposés. Nous n'entendons pas être le jouet des autres »*.

Cette volonté d'indépendance trouvait dans les organismes internationaux, et notamment aux Nations Unies, un champ d'application approprié : dès 1949, à l'ONU, une dizaine de délégués des pays afro-asiatiques commencent à se consulter afin de mieux harmoniser leurs activités et de défendre des positions indépendantes de celles des grandes puissances.

Les cinq puissances invitantes s'étaient réunies à Colombo, du 5 avril au 2 mai 1954, pour chercher les moyens d'accélérer la conclusion de la paix en Indochine. Les cinq prennent alors position contre les essais nucléaires, la politique des blocs et le colonialisme et se prononcent pour l'admission de la Chine aux Nations unies. Quelques mois plus tard, en décembre 1954, les cinq de Colombo se retrouvent à Bogor, localité proche de la capitale indonésienne, pour décider des derniers préparatifs de la conférence, et notamment pour établir la liste des pays à inviter à prendre part à la création d'une « zone de paix » basée sur les principes de coexistence pacifique. Vingt-cinq pays, dont la Chine et le Vietnam du Nord, sont invités, et, parmi eux, seule, la Fédération d'Afrique centrale décline l'invitation.

Le « Paris de Java » !

Dans les milieux occidentaux, on craint l'effet de Bandung sur le monde colonisé, la récupération du mouvement par les communistes et, enfin, la création d'un troisième bloc. Sukarno, dans son discours inaugural, répète avec insistance : *« Nous ne sommes pas un club exclusif »* et *« nous ne sommes pas un bloc cherchant à s'opposer à un autre bloc... »*.

Ces paroles sont prononcées dans la grande salle du palais Merdeka, ex-club Concordia des officiers hollandais, remise en état grâce au travail de six cents ouvriers pendant plusieurs mois, devant près de deux mille délégués, invités et journalistes. Dix-sept premiers ministres, sept ministres des affaires étrangères, assistent à la conférence comme chefs de délégation. Les personnalités les plus en vue du tiers-monde sont là : U Nu, Nasser, Chou En-lai, Nehru, Mohammed Ali, le prince Norodom Sihanouk, etc. En regardant cette assistance, le militant anticolonialiste, Jean Rous, remarque qu'il y a *« quelques années à peine la plupart des hommes qui siègent ici en grande pompe, comme des chefs d'Etats indépendants, se trouvaient dans les prisons du colonialisme anglais, hollandais et français »* (*Franc-Tireur*, 19 avril 1955).

Ces pays qui produisent 100 % du jute, 98 % du thé, 90 % du riz, 55 % des huiles végétales et 25 % du pétrole du monde sont des pays pauvres : avec 62 % de la population du globe, ils ne produisent que 8 % du revenu mondial. En 1955, le revenu national annuel par tête d'habitant des Etat-Unis était de l'ordre de 600 dollars, celui des pays d'Europe occidentale de l'ordre de 450 dollars, tandis que pour l'Indonésie il était de 22 dollars !

Le palais de Merdeka se situe à Bandung, ville d'altitude, à près de 200 kilomètres de Djakarta. Pour échapper à la chaleur tropicale de la capitale, on se réfugie à Bandung : *« Une sorte de Suisse asiatique en plus luxuriant. Quelle richesse de couleurs et de végétation ! Bandung, la ville de la montagne, nous dit-on, est appelée par les romantiques le « Paris de Java »... De larges avenues, des immeubles blancs et confortables, de grands hôtels modernes, des clubs. »*

Le dimanche 24 avril, à 21 h 35, heure locale, la conférence de Bandung termine ses travaux. Un long communiqué sur la paix, la coopération, le colonialisme, le racisme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est rendu public, se terminant par l'énumération de dix principes de coexistence pacifique.

ROUIL

NASSER PAKDAMAN,
professeur associé à l'université de Paris-VII.

(1) Afghanistan, Arabie saoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine populaire, Côte-de-l'Or (Ghana), Egypte, Ethiopie, Inde, Irak, Iran, Indonésie, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Libéria, Libye, Népal, Pakistan, Philippines, Soudan, Syrie, Siam, Turquie, Vietnam du Nord, Vietnam du Sud, Yémen.

IL Y A VINGT ANS

L'intervention américaine à Saint-Domingue

Le 24 avril 1965, en République dominicaine, un groupe de jeunes officiers de tendance libérale se soulevaient contre le gouvernement Reid Cabral. Ils ne revendiquaient pas le pouvoir pour eux-mêmes mais réclamaient le retour à la présidence de Juan Bosch, renversé en septembre 1963 par un coup d'Etat militaire, et réfugié depuis à Porto-Rico. Juan Bosch n'avait pas été bien longtemps aux affaires à Saint-Domingue.

Démocrate convaincu, idéaliste, intellectuel raffiné, ennemi de toute violence et de tout excès, celui qui était alors le leader incontesté du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) n'était rentré d'un long exil d'un quart de siècle qu'en octobre 1961, cinq mois après l'assassinat du dictateur Trujillo. Le PRD était une formation de gauche modérée. Et Juan Bosch appartenait à ce groupe alors restreint mais influent de politiciens latino-américains qui se réclamaient de la « troisième force » : tout à la fois hostiles aux régimes communistes et aux dictatures militaires.

Il était plus que réservé à l'égard des dirigeants de La Havane.

Son retour à Saint-Domingue, en 1961, avait été salué par une fantastique explosion d'allégresse populaire. Car Juan Bosch, plus qu'aucun autre dirigeant, était déjà un symbole. Celui des libertés retrouvées après la longue et interminable nuit de la dictature, de la répression, des tortures dans les cachots de la SIM.

Pendant la campagne pour les élections de décembre 1962, candidat à la présidence, il adopta un comportement dénué de toute démagogie, répétant qu'il n'était pas nécessaire d'*« imiter Fidel Castro »* et que le pays avait besoin de *« l'aide des Etats-Unis »*.

Juan Bosch l'emporta aisément sur le candidat de droite de l'Union civique radicale. Les élections furent supervisées par une commission de l'Organisation des Etats américains, et la presse des Etats-Unis salua la victoire d'un *« libéral et d'un réformiste »*. Les sept mois de gouvernement Bosch furent marqués en République dominicaine par la restauration, et le respect véritable, de toutes les libertés. Il s'efforça de conquérir la neutralité des milieux d'affaires et des chefs d'une armée restée en majorité trujilliste. En vain. Dès juillet, il était sommé par les militaires de remettre sa démission. Le 15 septembre, il fut encore sauvé par une intervention du gouvernement américain. Avant la fin de septembre, Bosch, qui léguait à ses concitoyens la Constitution d'avril – la plus libérale de l'histoire dominicaine, – était un président déchu, de nouveau contraint de se réfugier à l'étranger.

Tel était l'homme intègre, sincère mais parfois maladroit et hésitant que les insurgés du 24 avril 1965 choisissaient comme porte-drapeau d'un mouvement dont le slogan était *« restauration immédiate de la Constitution de 1963 »*. Et ils demandaient par radio à la population de se joindre à eux. Comme en 1961, des dizaines de milliers de Dominicains enthousiastes se lancèrent dans les rues de la capitale. Tous les partis de gauche se prononçaient en faveur du retour immédiat de Juan Bosch.

A Washington, on se déclarait *« complètement surpris »* par ces événements. L'ambassadeur des Etats-Unis, en voyage, s'attendait sans doute à un coup d'Etat contre le gouvernement Reid Cabral depuis quelques semaines, mais il croyait ferme à un putsch d'extrême droite, pas à un soulèvement de gauche disposant du soutien des communistes et des castristes et réclamant le rétablissement du régime démocratique de 1963. Le général Wessin y Wessin, le *« tombeur »* de Bosch en septembre 1963, contrôlant le seul bataillon blindé de l'armée et l'aviation, ne tarda pas à réagir. Il lança un ultimatum aux insurgés. La bataille pouvait paraître inégale.

Une vague de réprobation

Une poignée de jeunes officiers, emmenés par deux colonels, dont Caamano (qui allait devenir rapidement le vrai leader du soulèvement *« constitutionnaliste »*), face aux généraux de la vieille garde trujilliste, disposaient de chars et d'avions. Mais, sortant de leurs casernes, les « constitutionnalistes » occupèrent les bas quartiers de Saint-Domingue et distribuèrent des armes aux civils, et d'abord aux militants des partis de gauche. L'insurrection, dirigée au départ avec réticence par un colonel à peu près inconnu, se transformait en un soulèvement populaire puissant. Au soir du 24 avril, la capitale était contrôlée par les insurgés qui installaient leur quartier général dans un immeuble de la vieille ville, rue Conde.

Dès le 25 avril, les appareils de Wessin, basés à San-Isidro, entreprirent le mitraillage de la capitale, faisant de nombreuses victimes civiles. Le porte-avions américain *SS Boxer* était arrivé le 25 dans les eaux dominicaines et un petit commando de marines avait aussitôt débarqué à l'ouest de Saint-Domingue, près de Bajos-de-Haina, pour préparer l'évacuation des ressortissants américains. Et le 28 avril, le président Johnson, pressé d'agir par Thomas Mann, ancien sous-secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines, et personnellement très hostile à Juan Bosch, ordonnait à la 82ᵉ division aéroportée de faire mouvement vers Saint-Domingue. Dès le lendemain, deux bataillons de la 82ᵉ occupaient sans peine les pistes de San-Isidro. Les unités de marines du *SS Boxer* débarquaient à leur tour en force et s'emparaient des quartiers ouest de la capitale.

Pour la seconde fois en un demi-siècle, les Etats-Unis intervenaient massivement dans l'ancienne Hispaniola. Washington, pour justifier son opération, publia une liste de *« cinquante-trois personnalités communistes qui s'apprêtaient prendre le pouvoir à Saint-Domingue à la faveur de l'insurrection »*. A la mi-mai, on comptait 22 000 marines et parachutistes à terre. Cette intervention spectaculaire mais disproportionnée déclencha une vague de réprobation aux Nations unies et en Amérique latine. Pourtant l'Organisation des Etats américains accepta finalement, non sans réserves, de « cautionner » l'intervention armée des Etats-Unis et d'en assumer, au moins symboliquement, le commandement.

A la mi-mai, Washington dépêcha à Saint-Domingue une mission spéciale dirigée par McGeorge Bundy, conseiller de Johnson, qui s'efforça de mettre en place un gouvernement provisoire *« hostile à toute dictature, de droite comme de gauche »*. En vain. L'homme qui aurait dû logiquement prendre la tête de ce gouvernement était resté dans sa résidence de banlieue de San-Juan. Bosch, pourtant pressé de rentrer par les émissaires des « constitutionnalistes », choisit une abstention boudeuse et prudente.

La crise dominicaine, ouverte en avril, ne trouvera une solution politique provisoire qu'en septembre avec l'installation à la présidence d'un modéré, Garcia Godoy, ancien membre du gouvernement de Juan Bosch. Les troupes « constitutionnalistes » acceptèrent enfin de quitter les positions retranchées qu'elles défendaient depuis avril dans la capitale. Des élections générales eurent lieu le 1ᵉʳ juin 1966. Bosch était candidat. Mais son retour tardif à Saint-Domingue en septembre avait entamé sa popularité. Ironie : c'est Joaquin Balaguer, le plus fidèle des ministres de l'ancien dictateur Trujillo, qui fut élu à la tête d'un parti « réformiste ». Tant de fougue, tant de courage, tant d'espoirs dans les rangs « constitutionnalistes » d'avril 1965, pour un tel dénouement ! Pourtant, Balaguer eut un geste ; il offrit à Juan Bosch d'entrer dans un gouvernement d'union nationale. Le leader du Parti révolutionnaire, amer et désabusé, refusa. L'ancien adversaire tenace de Trujillo, le président « éphémère » de 1963, avait manqué son rendez-vous historique avec le soulèvement d'avril 1965.

MARCEL NIEDERGANG.





Étranger

Portugal

PROCÈS EN ALGARVE

L'improbable vérité sur le meurtre d'Issam Sartaoui

De notre envoyé spécial

Albufeira. – Le fusil en bandoulière, une quinzaine de policiers, dont quelques-uns tiennent des chiens en laisse, déambulent. Un groupe de badauds s'installe commodément sur les marches du parvis de la petite église, face à l'immeuble où siège le tribunal. Journalistes et avocats bavardent sur les derniers développements de l'affaire.

A 14 h 30 précises arrive la voiture cellulaire qui transporte Yussef Al-Awad, alias Mohamed Rashid, alias Arab Arabi Gamal. Pas d'attroupement. A vrai dire, le procès de ce jeune Palestinien accusé d'avoir tué, le 10 avril 1983, son « compatriote », Issam Sartaoui, ne suscite pas d'émotion particulière à Albufeira, petite cité de l'Algarve, au sud du Portugal.

Six membres du jury s'asseoient de chaque côté du président du tribunal ; les deux autres prennent place au bas de la tribune. Au milieu de la salle, les cinq avocats – deux du ministère public, deux de la défense et le représentant de la veuve de l'ancien conseiller politique de Yasser Arafat – cherchent péniblement à s'accommoder d'un espace très réduit. Des banquettes on ne peut plus rustiques sont réservées au public : ou, plus exactement, aux journalistes, car personne d'autre n'est autorisé à pénétrer dans les locaux.

Au premier rang, l'accusé croise tranquillement les jambes, promène son regard sur l'assistance et s'apprête à suivre, avec l'aide de l'interprète, le témoignage de l'employé d'une agence de tourisme qui était dans le hall de l'hôtel d'Albufeira au moment de l'attentat.

On affiche sur un tableau improvisé le plan des lieux du crime. Quelques membres du jury prennent soigneusement des notes. D'autres écoutent, d'un air distrait, un dialogue qu'ils ne comprennent visiblement pas. Soudain, un des jurés porte les mains à la tête. Il se plaint. Le juge-président interrompt la séance. Pour annoncer, une demi-heure plus tard d'une voix grave : *« J'ai fait venir un médecin qui a examiné le garçon..., je veux dire monsieur le juré. Celui-ci est en effet malade. On lui a prescrit du repos. La séance est levée, prions le Seigneur pour qu'on puisse la reprendre demain. »*

Dehors, le juré, un ouvrier du bâtiment, âgé de trente et un ans, s'explique : *« Je sens comme un tambour qui résonne dans ma tête. »*

« Je n'en suis pas sûr »

Le lendemain, le procès reprend. Mais le problème reste posé. Fatigués ? Intimidés ? De toute évidence, la plupart des jurés sont dépassés par l'événement. Requis par la défense, le jury est constitué par des habitants de la région dont les noms ont été tirés au sort sur les listes électorales. Trente-trois personnes ainsi sélectionnées se sont présentées au tribunal. On en a éliminé tout d'abord quelques-unes qui avaient un casier judiciaire pour vol de voiture ; puis deux analphabètes ; puis deux candidats qui ne plaisaient pas à la défense...

Les dix personnes retenues – huit titulaires et deux suppléants – répondaient donc aux conditions requises. Professions : trois ouvriers agricoles, un vendeur dans un magasin, un chauffeur, un cadre de la Compagnie portugaise de transport aérien, un maçon, une ménagère, une employée d'hôtellerie et un commerçant.

Au fil des jours, on a remarqué que le plus âgé des huit titulaires manifestait des difficultés à suivre les débats. Raison : il était sourd. Aussi a-t-il été remplacé par un des suppléants : une femme qui, le lendemain, présentait un certificat médical pour troubles nerveux. Le dernier des suppléants était alors appelé.

Parmi les journalistes, on fait des paris sur la suite des événements. En cas de défaillance d'un autre membre du jury, tout recommencerait à zéro : l'hypothèse se concrétisera-t-elle ?

« On aura tout vu ici », s'exclamait amèrement le juge-président après une interruption de séance. Prévu pour une dizaine de jours, ce procès, ouvert le 9 avril dernier, risque de s'éterniser.

Déclarations contradictoires et témoignages inattendus se succèdent. Lors du premier procès, en janvier 1984, le Palestinien était accusé d'avoir tiré lui-même sur Issam Sartaoui. Il a nié, tout en reconnaissant son appartenance au groupe d'Abou Nidal et au commando chargé de monter l'opération. Cette fois-ci, l'accusation envisage aussi la responsabilité indirecte de l'inculpé dans l'attentat. Aussi le prévenu a-t-il changé de stratégie : il n'a pas tiré ; il n'a nullement participé à l'opération ; il était en Algarve en touriste ; de retour à Lisbonne, il y a vu des amis qui lui ont raconté ce qui s'était passé, en lui donnant tous les détails. Fier de sa nationalité palestinienne, il a voulu se présenter en héros aux yeux de son peuple en se faisant passer pour le tueur...

Un témoignage était considéré comme décisif : celui d'Anwar Abu Eishé, étudiant à la Sorbonne et représentant pour l'Europe de la jeunesse palestinienne. Secrétaire particulier d'Issam Sartaoui, il était à ses côtés au moment de la fusillade. Il avait même été blessé à une jambe. Reconnaît-il le prévenu ? *« Je ne suis pas sûr ; à deux ans de distance, je n'ai plus la mémoire fraîche ; et tout s'est passé très vite. »* Stupeur dans la salle.

Un deuxième témoin, le réceptionniste de l'hôtel, regarde l'accusé et répond péremptoirement aux juges : *« Non, ce n'était pas lui. »* L'opinion contraire est cependant exprimée par un professeur de lycée qui se trouvait dans les parages : *« Il correspond bien à l'image que j'ai retenue de la personne qui est passée en courant devant moi... »*

En aucun cas, le jugement ne saurait être rendu en avril, comme il était d'abord prévu.

JOSÉ REBELO.

Espagne

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PCE DE 1960 à 1982

M. Santiago Carrillo est exclu de la direction du parti

De notre correspondant

Madrid. – Le comité central du Parti communiste espagnol a, le vendredi 19 avril, décrété l'exclusion de son ancien secrétaire général, M. Santiago Carrillo, et de quatorze de ses partisans de tous les organes de direction du parti. Cette mesure met, en principe, fin à deux années d'une polémique de plus en plus virulente entre les sympathisants de l'actuel chef du parti, M. Gerardo Iglesias, aujourd'hui majoritaires, et ceux de son prédécesseur (*le Monde* du 2 avril).

Secrétaire général du PCE de 1960 à 1982 et l'une de ses principales figures historiques, M. Carrillo se trouve donc désormais relégué au rang de militant de base.

L'ancien dirigeant ne s'avoue pas battu pour autant ; il a annoncé son intention de présenter un recours devant la commission de contrôle du PCE. Ses chances d'obtenir satisfaction sont toutefois des plus minces. Certes, ses partisans contrôlent encore l'appareil du parti à Madrid et à Valence. Mais le comité central s'apprête à convoquer, dans ces deux régions, une conférence extraordinaire destinée précisément à les en déloger.

La direction du PCE avait tenté jusqu'au dernier moment d'éviter une telle extrémité. Mais M. Carrillo s'était refusé à tout arrangement. En annonçant, le 30 mars dernier, la création d'une *« plate-forme d'unité communiste »*, qui représentait en fait un véritable parti dans le parti, il avait mis la direction de sa formation au pied du mur. Celle-ci l'avait sommé, en vain, de se rétracter.

Mal placé

Loin d'y consentir, M. Carrillo et ses partisans avaient répondu le 17 avril par une lettre collective critiquant le *« néo-monolithisme »* de la majorité.

Les partisans de M. Iglesias ont eu beau jeu de répliquer que M. Carrillo était particulièrement mal placé pour leur adresser un tel reproche ! Relativement rénovateur sur le plan de la politique internationale, l'ancien secrétaire général ne s'était, en revanche, guère distingué par sa tolérance lorsqu'il dirigeait le PCE. Les années qu'il a passées à sa tête n'ont-elles pas été marquées, en effet, par une suite interminable d'exclusions ? MM. Claudin et Semprun en 1965, M. Lister et les « prosoviétiques » en 1968, M. Azcarate, les « rénovateurs » et les quarante conseillers municipaux communistes qui les appuyaient en 1981, puis les « prosoviétiques » catalans en 1982 : tous ceux qui défendirent au sein du PCE des positions différentes de celles de M. Carrillo se sont vus contraints de quitter le parti.

Laminé par ces expulsions répétées, victime, aussi, du « vote utile », qui favorisa au sein de la gauche les socialistes, gêné par la crainte répandue dans l'opinion publique qu'une poussée communiste ne provoque un malaise militaire, le PCE n'avait obtenu, aux élections législatives de 1982, que 3,9 % des voix. La rupture avec les « carrillistes » ne constituera-t-elle pas le coup de grâce ? Ses dirigeants sont conscients du danger ; mais ils considèrent que cette mesure clarifiera les choses au sein du PCE, en lui permettant enfin de préparer les élections prévues pour l'an prochain, au lieu de se perdre en d'interminables querelles fratricides.

L'expulsion des « carrillistes » de la direction aura notamment pour effet d'accélérer la mise sur pied de cette *« convergence électorale »* avec la *« gauche indépendante »* à laquelle M. Carrillo s'opposait résolument. Le PCE entend désormais prendre langue avec les secteurs écologistes et pacifistes, avec les socialistes « contestataires », déçus par la politique du gouvernement, avec les courants syndicaux indépendants des partis. Il s'agirait, avant 1986, d'articuler autour des communistes une coalition de toutes les forces situées à gauche du PSOE au pouvoir. Reste à voir, toutefois, si le PC dispose encore du crédit suffisant au sein de l'opinion publique pour réaliser avec succès sa reconversion en un parti de type « nouvelle gauche », détaché du marxisme traditionnel.

THIERRY MALINIAK.

DE PASSAGE A MADRID

M. Joxe manifeste son inquiétude devant la montée du contre-terrorisme au Pays basque

Au retour d'une visite à Lisbonne et Madrid, M. Joxe, ministre de l'intérieur, a brièvement rencontré à Bayonne les principaux responsables de la police et de la gendarmerie.

De notre correspondant

Madrid. – Venant de Lisbonne, le ministre français de l'intérieur, M. Pierre Joxe, a fait, vendredi 19 avril, une escale de quelques heures à Madrid afin de s'entretenir avec son collègue espagnol, M. Barrionuevo. Un bref communiqué conjoint, aux termes très vagues, a été rendu public. Il signale que les deux ministres ont *« passé en revue l'état actuel de la collaboration entre leurs départements »*, qui est qualifiée de *« satisfaisante »*.

Si la collaboration de Paris dans la lutte contre l'ETA ne soulève plus désormais de critiques au sud des Pyrénées, c'est plutôt du côté français que certains griefs sont maintenant formulés. Ainsi M. Joxe n'a pu qu'exprimer son inquiétude face à la recrudescence des attentats du GAL (Groupe antiterroriste de libération) au nord des Pyrénées. On semble considérer, du côté français, que les autorités espagnoles ne manifestent pas tout le zèle requis pour collaborer à l'éradication de ce contre-terrorisme. Tout porte à croire, pourtant, que les ramifications du GAL pourront difficilement être mises au jour dans leur totalité si l'enquête ne se réalise pas des deux côtés de la frontière.

MM. Joxe et Barrionuevo ont eu, d'autre part, un échange de vues sur la conférence des ministres de l'intérieur des pays membres du Conseil de l'Europe qui doit avoir lieu prochainement à Rome. Avec l'attentat meurtrier du 12 avril contre un restaurant des environs de Madrid, l'Espagne, qui devait déjà faire face à la violence au Pays basque, doit maintenant, tout comme la France, affronter aussi un terrorisme de type « importé ».

Th. M.

● *Un deuxième des trois Basques extradés* en septembre dernier par la France a été acquitté le vendredi 19 avril par la justice espagnole (*le Monde* du 20 avril). Il s'agit de José Carlos Garcia Ramirez, qui était accusé d'avoir participé en 1980 à un attentat contre des gardes civils. Comme dans le cas de José Martinez Beiztegui, acquitté la veille, le tribunal a jugé que les preuves présentées par le ministère public n'étaient pas concluantes. L'Audiencia Nacional doit se prononcer dans les prochains jours sur le sort du troisième extradé, Francisco Lujambio. – *(Corresp.)*

● *Elections européennes en Espagne en 1986.* – L'Espagne organisera en 1986 des élections pour désigner ses soixante députés européens, a indiqué, vendredi 19 avril, à Bruxelles, M. Manuel Marin, secrétaire d'Etat aux affaires européennes. La CEE et Madrid sont, par ailleurs, convenues que la peseta serait incluse dans l'ECU en 1989 à l'occasion du prochain réexamen quinquennal du poids respectif des monnaies qui composent l'unité de compte européenne. – *(AFP.)*

AU COURS DE SON VOYAGE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

M. Reagan se rendra finalement à l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen

Le président Reagan se rendra finalement à l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen, près de Hanovre, le 5 mai prochain, à l'occasion de son séjour en Allemagne fédérale. Dans une déclaration faite à ce sujet, vendredi 19 avril, simultanément à Washington et à Bonn, les gouvernement américain et allemand ont toutefois indiqué que le projet de dépôt de gerbe au cimetière militaire allemand de Bitburg était maintenu le même jour au programme du voyage présidentiel. M. Reagan et le chancelier Kohl se sont entretenus vendredi, au téléphone, de cette décision, dont le chef du gouvernement allemand s'est félicité dans une interview à la télévision. *« Je suis reconnaissant au président Reagan d'avoir su imposer ce geste de réconciliation quarante ans après la fin de la guerre, malgré la tempête de protestations aux Etats-Unis »*, a déclaré le chancelier.

La plaidoyer d'Elie Wiesel

Dans un souci de précision qui témoigne de l'embarras que cette affaire provoque à Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a noté que la cérémonie à la mémoire des victimes du nazisme à Bergen-Belsen durerait deux fois plus longtemps que celle de Bitburg (trois quarts d'heure à Bergen, vingt minutes à Bitburg). Le dépôt de gerbe dans ce cimetière militaire, a-t-il ajouté, aura lieu *« aussi loin que possible »* des tombes des membres de la Waffen-SS qui s'y dressent.

La décision de Washington a été rendue publique quelques minutes après que l'écrivain Elie Wiesel eut *« imploré »* M. Reagan, lors d'une cérémonie à la Maison Blanche, de renoncer à visiter le cimetière de Bitburg. M. Wiesel – président du Conseil américain pour le Memorial de l'holocauste et lui-même rescapé des camps de la mort d'Auschwitz et de Buchenwald – venait de se voir remettre par M. Reagan la médaille d'or du Congrès, la plus haute distinction civile américaine.

Dans son discours de remerciement, M. Elie Wiesel avait interpellé directement M. Reagan. *« Nous vous sommes reconnaissants*, avait-il dit, *d'être un ami du peuple juif, d'essayer d'aider les juifs opprimés d'Union soviétique et de continuer à soutenir l'Etat juif. Pourquoi alors, ai-je aujourd'hui une telle tristesse dans mon cœur ? Je suis convaincu que vous ne connaissiez pas l'existence de tombes de SS au cimetière de Bitburg. Mais maintenant nous le savons tous. C'est pourquoi je vous implore, monsieur le président. Dites-nous que vous n'allez pas y aller : cet endroit n'est pas le vôtre. Votre place est avec les victimes des SS. Nous savons qu'il y a des considérations politiques et même stratégiques, mais cela transcende la politique et la diplomatie. Le problème est celui du bien et du mal. »*

La décision de M. Reagan de se rendre à Bitburg a été également critiquée par l'ancien premier ministre israélien, M. Menahem Begin, et elle continue de susciter des protestations d'organisations juives aux Etats-Unis.

Italie

Vingt et un hommes d'affaires arrêtés pour « association criminelle »

De notre correspondant

Rome. – Il semble décidément qu'il n'y ait plus de personnes *« au-dessus de tout soupçon »* en Sicile. Le vendredi 19 avril, la magistrature de Trapani a fait arrêter vingt et un hommes d'affaires de la région de Catane, parmi lesquels les plus importants constructeurs immobiliers, comme M. Mario Rendo et son fils Ugo, et M. Giuseppe Constanzo.

Ces hommes – tout comme M. Caetano Craci, qui a échappé, jusqu'à présent, à la police – sont à la tête des plus importants groupes industriels de la Sicile ; leurs activités dans les domaines agricole, touristique et de la construction s'étendent d'ailleurs bien au-delà de l'île.

Les mandats d'arrêt ont été signés par quatre magistrats – dont le juge Palermo, qui a échappé, il y a deux semaines, à un attentat et a repris ses fonctions il y a à peine trois jours. Les personnes arrêtées sont accusées de fraude fiscale. Selon la justice, grâce à la complicité de petites et moyennes entreprises de la région qui émettaient de fausses factures, ces grands groupes auraient constitué d'importantes « caisses noires ».

L'enquête serait partie de rapports des services secrets sur les activités financières de ces groupes siciliens. Il y a deux ans déjà, les finances avaient fait parvenir au tribunal de Trapani un rapport sur l'évasion fiscale dans la région de Catane : les fraudes s'élevaient à 15 milliards de lires (environ 75 millions de francs). Les personnes arrêtées sont accusées d'association criminelle car, apparemment, elles agissaient de concert.

L'un des personnages incriminés, M. Francesco Pace, apparemment lié au clan mafieux des Minore, aurait été le gestionnaire de ces « fonds noirs » qu'il recueillait à travers une série de sociétés de complaisance ; il serait lié également à M. Giocchino Calabro, un mécanicien arrêté il y a quelques jours dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le juge Palermo.

Après l'arrestation, en février dernier, des cousins Salvo, « fermiers généraux » de la Sicile et puissants entrepreneurs ayant des liens au plus haut niveau avec le monde politique, la justice cherche aujourd'hui à établir si, dans le cas des hommes d'affaires arrêtés à Catane, il existe aussi des liens entre les « fonds noirs » qu'ils géraient et des activités criminelles.

C'est la première fois que la magistrature utilise les dispositions légales concernant la fiscalité pour arrêter des entrepreneurs (on estime que, en Italie, huit cent mille d'entre eux sont dans une situation irrégulière). Sans doute, la magistrature a-t-elle choisi de s'attaquer indirectement à certains empires financiers jugés suspects, comme le fit en son temps la police américaine avec les grands du crime organisé outre-Atlantique.

PHILIPPE PONS.

Hongrie

Deux représentants de l'« opposition » tentent de présenter leur candidature aux élections

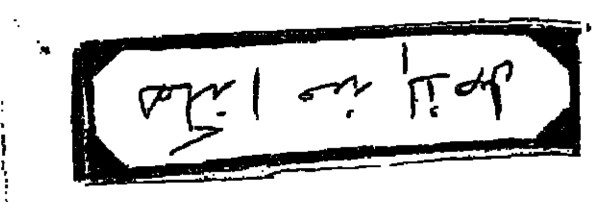
Deux représentants connus des milieux dits d'opposition de Budapest, Laszlo Rajk et Miklos Tamas Gaspar, ont présenté leur candidature aux élections législatives de juin prochain, à l'occasion de réunions électorales tenues jeudi 18 avril, annonce l'AFP depuis Vienne.

La nouvelle loi électorale, qui impose la désignation d'au moins deux candidats pour chaque siège de député, prévoit en principe que tout citoyen est libre de faire acte de candidature, à condition d'adhérer au programme du Front patriotique (c'est-à-dire d'approuver les principes du régime en place et l'« alliance » avec l'URSS) et d'obtenir au moins un tiers des voix des personnes présentes lors des réunions de désignation des candidats.

Lors de la première réunion (il en faut deux au minimum), l'architecte Laszlo Rajk (fils du ministre de l'intérieur exécuté à l'époque stalinienne) a obtenu le quorum requis, tandis que le philosophe Miklos Tamas Gaspar obtenait 47 voix sur 300. Tous deux, indique l'AFP, ont demandé une démocratisation réelle de la vie politique en Hongrie, et accessoirement l'organisation d'un référendum sur le projet de construction, en commun avec la Tchécoslovaquie, d'un grand barrage sur le Danube – un projet qui suscite une grande émotion parmi les écologistes hongrois. M. Tamas Gaspar qui est lui-même originaire de Transylvanie (région de Roumanie à forte minorité hongroise), a plaidé vigoureusement pour une plus grande fermeté dans la défense des minorités hongroises à l'étranger (notamment en Roumanie et en Slovaquie). Il a polémiqué à cette occasion avec un autre candidat à la candidature, qui n'était autre que... le ministre des affaires étrangères, M. Peter Varkonyi.

De toute évidence, ces deux « opposants », dont l'exemple pourrait être suivi par d'autres, ont voulu tenter une expérience en utilisant les nouvelles possibilités offertes par la loi électorale. Le déroulement de la seconde réunion préélectorale, prévue pour lundi 22 avril, montrera jusqu'où les autorités hongroises accepteront de jouer le jeu. Un jeu qui ne présenterait pas que des inconvénients puisqu'il conforterait l'image « moderne » et « différente » qu'elles cultivent discrètement.

J. K.



هكذا منذ الأصل

Étranger

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE L'ÉQUATEUR A CUBA

Un anticommuniste à La Havane

Qui aurait pu imaginer il y a encore quelques mois que, pour l'un de ses premiers voyages à l'étranger, le nouveau président de l'Equateur, M. Leon Febres Cordero, irait serrer la main à M. Fidel Castro ? Pourtant, c'est ce qui vient de se produire à La Havane où une somptueuse réception a été organisée en l'honneur de ce premier chef d'Etat conservateur d'Amérique latine accueilli officiellement à Cuba depuis l'arrivée au pouvoir des castristes il y a vingt-six ans.

L'événement a suscité d'autant plus d'intérêt dans la région que tout semble séparer les deux hommes, partisans d'idéologies diamétralement opposées. Ouvertement pro-américain, adepte déclaré de la libre entreprise et champion d'une droite équatorienne pure et dure, M. Febres Cordero s'est toujours signalé par un anticommunisme militant. Il y a quelques années, alors qu'il siégeait dans l'opposition, il avait été le premier à dénoncer les *« ingérences cubaines »* dans les affaires de l'Equateur qui avaient poussé au gel des relations fraîchement rétablies entre les deux pays.

Mais il y a le langage de l'opposition et les impératifs du pouvoir. Finalement, chacun pouvait trouver son compte dans cette rencontre de La Havane. N'ayant pas de majorité au Parlement, M. Febres Cordero espère ainsi pouvoir momentanément contenir les critiques d'une gauche avec laquelle il doit composer. Faisant allusion à la dette extérieure des pays de la région et à la situation en Amérique centrale, il s'est expliqué sur le sens de son voyage à Cuba : *« Les divergences idéologiques doivent être surmontées lorsque les problèmes sont si importants. »*

Pour M. Fidel Castro, cette visite a été l'occasion de faire légitimer son régime par un dirigeant conservateur au moment où Cuba lance une nouvelle offensive de charme en direction de l'Amérique latine. D'ailleurs, la plupart des pays qui ont renoué avec la démocratie ont reconnu le régime castriste. A leur tour, l'Uruguay et le Brésil pourraient prochainement emboîter le pas. Cela valait bien les vingt et un coups de canon qui ont salué le passage à La Havane du président équatorien.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Nicaragua

Un navire garde-côte est coulé par trois avions honduriens

Managua *(AFP, Reuter, UPI)*. – Un navire garde-côte de la marine de guerre nicaraguayenne a été coulé, jeudi 18 avril, par trois avions des forces aériennes du Honduras qui l'ont attaqué au large de la côte atlantique du Nicaragua, a annoncé, vendredi, le ministère des affaires étrangères de Managua. L'attaque, qui a fait un mort, quatre blessés et un disparu parmi l'équipage du navire, s'est produite à l'extrême est de la frontière entre les deux pays.

Dans une note de protestation adressée au gouvernement hondurien, le ministère nicaraguayen précise que l'attaque a eu lieu alors que deux garde-côtes de la marine, en patrouille de routine, avaient détecté un bateau « pirate » qui tentait de se réfugier dans les eaux territoriales du Honduras.

A Tegucigalpa, des responsables du ministère hondurien des affaires étrangères ont confirmé l'incident, mais en affirmant qu'il avait eu lieu dans les eaux du Honduras. Selon eux, l'armée de l'air avait reçu un appel à l'aide d'un bateau de pêche hondurien attaqué par des patrouilleurs de la marine sandiniste. C'est pour cette raison, a précisé le ministre, que *« des avions et une patrouille maritime ont été envoyés sur les lieux de l'action »*. Le gouvernement hondurien a envoyé une note de protestation à Managua, condamnant cette *« nouvelle incursion sur le territoire »* (du Honduras) par le Nicaragua.

Argentine

Le procès de la « sale guerre »

(Suite de la première page.)

Vingt-deux avocats, des tonnes de documents, plus de deux mille témoins cités à la barre, sept cents cas de « graves violations des droits de l'homme » étudiés avec minutie pendant l'instruction, des officiers supérieurs à la retraite sollicités de leur avis sur « la méthodologie employée par les forces armées pour mettre fin à la subversion » : c'est bien un petit tribunal de Nuremberg en Argentine, présidé par le procureur général Julio Cesar Strassera qui entame ses travaux et qui doit, selon les magistrats, durer de longs mois.

Mais le cœur n'y est plus. Le procès arrive un peu tard. Ce n'est pas la faute du gouvernement de M. Alfonsin, qui a osé déclencher une procédure judiciaire contre les chefs de l'armée. Et qui a maintenu sa décision malgré la reculade significative du Conseil suprême des forces armées qui s'est déclaré *« incompétent »*, après neuf mois d'enquête et de réflexion. Le tribunal civil a repris les choses en main en octobre 1984. La procédure a traîné. Les esprits ont évolué. *« Nous voulons que justice soit faite »*, déclare un conseiller du président Alfonsin. C'est ce que répondent aussi les Argentins interrogés dans la rue, mais sans ferveur excessive. *« Il ne faut pas*, ajoute ce même conseiller, *baisser la garde parce que les nostalgiques de la dictature restent en activité. »*

Grogne, malaise, déceptions, frustrations, inquiétudes suscitées par une crise économique sans précédent et dont personne ne voit l'issue : c'est le désenchantement qui l'emporte à Buenos-Aires dans cet automne austral et ensoleillé de 1985. Le cauchemar n'est pas oublié mais il commence à s'estomper. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment que le gouvernement ne *« va pas assez loin »* alors que les intimes du chef de l'Etat pensent en revanche qu'il *« prend bien des risques »* avec ce procès contre les plus hauts dignitaires d'une armée silencieuse mais attentive.

Les officiers d'active restent sur la réserve mais les généraux à la retraite ne se gênent pas pour protester. Comme l'ancien président Ongania qui dénonce *« l'incapacité »* du gouvernement. Ils sont relayés par des politiciens « modérés ». Comme Alvaro Alsogaray, le Raymond Barre argentin, qui déclare que *« tous les disparus sont morts au combat »* et que le rapport Sabato est *« un tissu de mensonges »*. Selon lui, les membres de la commission d'enquête sont des *« marxistes »*. Le dirigeant de l'Union du centre démocratique ajoute : *« Qui parle de coup d'Etat ? Les seuls amateurs de coup d'Etat sont les radicaux, mais personne ne viendra à leur aide pour leur éviter un échec inévitable... »* Le président du Parti intransigeant, M. Oscar Alende, prend la peine de préciser qu'il n'y a *« pas de consensus populaire pour un coup d'Etat »* mais regrette que le gouvernement *« ne soit pas attentif aux réalités »*.

Moins de deux ans après la restauration d'un régime démocratique, le thème du coup d'Etat est de nouveau ouvertement débattu à Buenos-Aires. *« Personne n'y croit bien entendu*, dit un homme d'affaires installé depuis vingt ans sur les rives du Rio de la Plata, *cela fait partie du jeu politique et des phantasmes. Mais les Argentins sont versatiles... »*

MARCEL NIEDERGANG.

Si je t'oublie, Saigon...

L'Amérique entre le silence et l'obsession

« Noble cause », selon le président Reagan, ou tragédie comparable dans ses effets à la guerre de Sécession, comme l'affirme le célèbre chroniqueur James Reston dans un récent ouvrage (1), l'engagement des Etats-Unis au Vietnam de 1964 à 1975, avec son cortège de malheurs et, pour finir, l'humiliation politique et militaire, continue de hanter les consciences américaines. Dix ans après la chute de Saigon – qui sera commémorée le 1er mai prochain, – tous les acteurs de ce conflit sans pitié n'ont pas chassé de leur mémoire le souvenir de ce combat perdu par les Etats-Unis.

Certains, comme le général Westmoreland, ancien commandant en chef au Vietnam (1965-1968), s'efforcent toujours, avec une maladresse insigne – voir le procès manqué contre la chaîne de télévision CBS, – d'esquiver leurs responsabilités. D'autres préfèrent, au contraire, le silence et l'oubli. D'autres encore ont tenté de s'adapter aux circonstances moins déroutantes d'une existence plus normale. Non sans succès pour quelques-uns d'entre eux. Rares, pourtant, sont ceux qui ont réussi à échapper totalement au « syndrome vietnamien ».

La guerre avait ses partisans et ses adversaires. Elle eut aussi ses exécutants anonymes, souvent victimes innocentes d'une aventure qui les dépassait. A tous, elle a laissé un goût amer, qu'il s'agisse de celui de la défaite ou de celui d'un grand gâchis. Carrières brisées, vies bouleversées, quelques exemples témoignent du choc que fut pour toute une génération d'Américains l'expédition vietnamienne.

En disgrâce

Dernier ambassadeur des Etats-Unis à Saigon, M. Graham Martin s'embarque à la fin d'avril 1975 à bord d'un hélicoptère qui va le conduire en sûreté. Jusqu'au dernier moment, pensant que la capitale pouvait être défendue, il a refusé d'organiser des opérations de sauvetage. Lorsqu'il s'y résout, c'est la ruée.

Affaibli par la maladie, l'ambassadeur américain laisse sur place ses objets personnels et sa collection de bibelots asiatiques. Il emporte avec lui, en revanche, des liasses de documents secrets. Pièces précieuses, dont il menacera après la guerre ceux qui voudront le mener sur le banc d'accusation. Mais, pour Graham Martin, la carrière diplomatique a pris fin au Vietnam. Définitivement oublié par son ancien service, il vit aujourd'hui retiré en Caroline du Nord.

Tous les anciens ambassadeurs américains à Saigon de cette période n'ont pas connu la même disgrâce – M. Cabot Lodge, par exemple, fut nommé ensuite à Bonn, puis auprès du Vatican, – mais pour un autre d'entre eux, Frederick Nolting (1961-1963), le Vietnam fut également le dernier poste. Remplacé peu avant le coup d'Etat contre Ngo Dinh Diem, il démissionna du département d'Etat pour protester contre l'élimination du dictateur par les Etats-Unis. Après un passage à la Morgan Guaranty Trust Co., il embrassa une carrière de professeur à l'université de Virginie.

L'enseignement est une voie vers laquelle se sont dirigés des protagonistes des événements de cette époque venant d'un tout autre horizon. Ainsi, David Dellinger, l'ancien président du Comité national de mobilisation pour la fin de la guerre du Vietnam, est aujourd'hui professeur au Vermont College à Burlington. Autre dirigeant, étudiant dans les années 60, Mark Rudd enseigne, lui, l'anglais et les mathématiques dans une école professionnelle d'Albuquerque (Nouveau-Mexique). Quant au jadis célèbre Abbie Hoffman, fondateur du mouvement Yippie (Youth International Party : Parti international de la jeunesse), il est devenu, si l'on en croit le *Wall Street Journal*, consultant en matière d'environnement.

Comme Mark Rudd, Hoffman n'a retrouvé sa complète liberté que récemment. Après avoir passé, l'un et l'autre, plusieurs années dans la clandestinité, pour des raisons au demeurant différentes, ils s'étaient finalement rendus aux autorités – Rudd en 1977, Hoffman en 1980. La justice s'était alors montrée plutôt clémente envers eux. Sous le nom d'emprunt de Barry Freed, Alice Hoffman a participé, à la fin des années 70, aux luttes des écologistes pour la protection de l'embouchure du Saint-Laurent, région où, à l'époque, il vivait caché.

Parmi les contestataires de naguère, certains occupent des situations « respectables ». C'est le cas, par exemple, de Rennie Davis, devenu vice-président d'une société de conseil en gestion de Denver (Colorado). Avec, notamment, Hoffman et Dellinger, R. Davis défraya la chronique en 1968 lors de violentes manifestations organisées à Chicago, où se tenait la Convention démocrate. Les principaux fauteurs de troubles furent inculpés de conspiration. Condamnés au cours du procès dit des « sept de Chicago », ils furent finalement blanchis par une cour fédérale.

Certains de ces anciens militants ont conservé leurs convictions antimilitaristes et anti-interventionnistes. Dellinger a été récemment appréhendé au cours d'un sit-in protestant contre la politique des Etats-

L'ancien combattant entre le gâchis et la liberté

Correspondance

Washington. – *« Un jeune hippie cracha sur mon uniforme et mes médailles (...). J'étais parti au Vietnam en croyant bien agir ; pour mes compatriotes j'étais un pauvre type... »* Ces paroles amères d'un ancien combattant évoquant son retour aux Etats-Unis caractérisent bien le sentiment de rejet éprouvé par des milliers de ses camarades, déconcertés de retrouver un pays divisé et surtout désireux d'oublier au plus vite cette tragédie. *« Un des plus grands psychodrames de l'histoire des Etats-Unis »*, selon les paroles d'un commentateur, aux effets aussi traumatisants que la guerre de Sécession ou la grande crise des années 30.

Pendant des années, les vétérans se sont sentis en marge de la société. L'hostilité de certains groupes militants du mouvement anti-guerre, qui, à l'occasion, les traitaient de *« tueurs d'enfants »*, leur fut peut-être moins pénible que l'indifférence de la nation. Même leur famille, embarrassée, semblait se désintéresser de ce qu'ils avaient à dire sur leur expérience. Ces héros rejetés se replièrent alors sur eux-mêmes, rangeant leur uniforme de combat, leur treillis, leur chapeau de jungle et leurs médailles.

A la télévision, l'ancien du Vietnam était représenté souvent soit comme un déséquilibré, soit comme une brute militaire ou encore comme un infirme amer et hargneux, parfois suicidaire. Mais cette image fut corrigée rapidement. L'élection de Ronald Reagan et la vague porteuse du patriotisme accélérèrent l'évolution amorcée dès la fin des années 70. Déjà dans le film *Voyage au bout de l'enfer*, les anciens combattants entonnaient le chant patriotique *God Bless America*... Aujourd'hui, le vétéran du Vietnam apparaît à la télévision non plus comme un être faible ou un débile, mais comme un garçon musclé et fier de son passé. Ainsi, les anciens du Vietnam ont réintégré la communauté nationale. Ils relèvent la tête, débarrassés de leur complexe, apparaissant en groupes dans toutes les cérémonies, arborant fièrement leurs décorations sur leur *battle-dress* sorti de la naphtaline. Ils ont cessé d'être des « hommes oubliés »...

Et « leur » guerre, à laquelle le pays ne voulait plus penser, intéresse de nouveau les jeunes générations. Ainsi, beaucoup de vétérans en tenue de combat viennent raconter leur expérience dans de nombreux cours sur le Vietnam donnés à l'université.

Le magazine *Time* évoque le récit d'un obscur GI, John Murphy, révélant qu'il avait planté ses dents dans la nuque d'un *« salaud aux cheveux longs »*, un militant du mouvement anti-guerre, qui s'apprêtait à lui lancer une tomate à la tête. C'est de la même façon, avec ses dents, qu'il s'était débarrassé du soldat vietcong qui menaçait de le tuer. *« Soyez le bienvenu, John Murphy »*, crièrent les étudiants debout.

Une guerre perdue par les autres !

L'histoire de la guerre est maintenant réécrite dans un style glorieux, très image d'Epinal. Une publication *Vietnam Combat*, évoquant *« le sang, le courage et la gloire du GI »*, donne une vision romanesque de la guerre d'où le soldat américain, *« bon et courageux »*, faisant contraste avec les ennemis méchants et sournois, sort victorieux. Les épisodes moins glorieux, comme le massacre par des troupes américaines de villageois de My-Lai, l'emploi du napalm et des défoliants, ou les bombardements de civils, sont laissés dans l'ombre.

La communauté des vétérans n'est pas monolithique et on ne saurait parler d'un esprit ancien combattant. En fait, les guerriers ne tirent pas les mêmes leçons de la guerre. Robert Muller, paralysé jusqu'à la taille, président de l'association *Vietnam Veterans of American*, estime que, pour ceux qui ont été engagés dans les combats, la guerre a été *« absurde... une tragédie. J'ai perdu l'emploi des trois quarts de mon corps. Ce qui m'est arrivé à moi et à beaucoup de mes amis a été inutile... un gâchis »*. Mais pour un responsable d'une autre association, *« la cause était juste et on aurait dû nous laisser faire la guerre comme il faut la mener. Dire que le Vietnam a été un gâchis signifie que ceux qui sont tombés sont morts pour rien »*.

Le mur du souvenir

En fait, un sondage récent a révélé que si les vétérans étaient divisés sur la décision d'entrer dans le conflit, une nette majorité estime que la guerre a été perdue par les politiciens. 88 % d'entre eux approuvent les bombardements aériens et 68 % l'emploi du napalm.

Beaucoup de consciences sont troublées. Des anciens activistes du mouvement anti-guerre déclarent regretter leur action. Ils s'en veulent d'avoir un jour placé des fleurs dans les canons des fusils de la garde nationale prête à intervenir contre eux. D'autres, au contraire, s'accrochent à leurs convictions pacifistes renforcées par la crainte d'un « nouveau Vietnam » en Amérique centrale. D'autres encore culpabilisent, vis-à-vis de ceux, moins chanceux, qui sont partis au combat, à leur place, car beaucoup de jeunes des classes aisées ont obtenu des sursis pour poursuivre leurs études ou des certificats de complaisance de médecins ou de psychiatres qui leur ont évité d'être mobilisés.

Selon les estimations officielles, entre cinq cent mille et sept cent mille vétérans ont connu de graves problèmes de réadaptation. Soit qu'ils ressentent encore dans leur chair les effets toxiques du défoliant « agent orange », soit qu'ils souffrent de troubles psychiques graves dus à la solitude, à l'alcool, à la drogue, aux difficultés conjugales. Certains n'arrivent pas à éliminer le Vietnam de leurs pensées. Ils ont encore des cauchemars. Mais finalement, d'après les sondages, une majorité, surtout parmi les combattants de première ligne, déclarent que la guerre au Vietnam a été *« le plus grand événement »* de leur vie.

A en juger par la foule qui se rend au monument où les noms de 58 022 soldats tombés au combat sont gravés en lettres d'or dans le granit, le Vietnam est encore très vivace dans la conscience collective de la nation. La capitale ne manque pas de mémoriaux célébrant Lincoln, Washington, Jefferson... Mais celui à la mémoire des morts du Vietnam, dont l'inauguration il y a deux ans scella la réconciliation nationale, est le plus visité : deux millions trois cent mille personnes en 1984 et aujourd'hui cent mille visiteurs par semaine.

Quelques groupes de vétérans s'étaient opposés à ce monument austère. Ils auraient souhaité un édifice plus clair, avec la bannière étoilée, de préférence à ce qui apparaît comme un grand mur noir construit en sous-sol. Pour apaiser les mécontents, on a placé une sculpture figurative de trois soldats, les armes à la main mais le regard perdu et fatigué, dans des poses qui n'ont rien d'héroïque. Le mur est d'une impressionnante sobriété. Et ceux qui bavardaient gaiement se taisent soudainement quand ils s'approchent du mur, comme s'ils entraient dans un lieu saint. La procession est silencieuse, troublée parfois par des sanglots et, l'an dernier, par deux tentatives de suicide...

Certains, ayant trouvé le nom de leur fils ou d'un de leurs camarades de combat, s'arrêtent, déposent des fleurs, puis tendent la main pour effleurer, d'un geste affectueux, les lettres d'or de l'inscription.

HENRI PIERRE.

Il y aura dix ans la semaine prochaine un ambassadeur des Etats-Unis,
bannière étoilée sous le bras,
quittait Saigon où faisaient irruption les chars du vainqueur.
L'Amérique subissait sa première défaite.
Ses alliés vietnamiens, abandonnés, prenaient le chemin
des camps de « rééducation » ou de l'exil.
Que sont devenus les héros de la tragédie ?
Qu'y a-t-il derrière le chagrin ou la rage des uns, le triomphe des autres,
le silence de beaucoup ? Un lancinant « Si je t'oublie Saigon... »

Ces Vietnamiens qui ont perdu la guerre

Unis en Amérique centrale. Abbie Hoffman vient de faire, quant à lui, un voyage au Nicaragua. Mais d'autres célébrités de l'époque ont rompu avec leur passé. C'est le cas, semble-t-il, de Bobby Seale. Auteur d'un livre de cuisine, l'ancien chef des Black Panthers s'occupe d'une organisation qui forme des groupes de jeunes dans les techniques de rénovation de vieilles maisons. Rap Brown, qui fut le président du Comité de coordination des étudiants non violents, s'est converti depuis à l'islam et il a pris, comme le boxeur Mohammed Ali, un nom musulman. Aux dernières nouvelles, il tiendrait une épicerie à Atlanta, en Georgie.

Les bilans publiés aux Etats-Unis sur le coût humain de la guerre du côté américain (58 000 soldats tués, 300 000 blessés) ne mentionnent pas toujours le sort subi par les combattants faits prisonniers par les Vietnamiens. Expérience pourtant hautement éprouvante.

Le recordman de la durée de détention est un certain Floyd Thompson, un commandant des Forces spéciales, qui a passé neuf ans dans les camps du Nord. Retiré en Floride, après avoir quitté l'armée il y a trois ans, il serait aujourd'hui dans un état de santé précaire.

Parmi les civils, un diplomate, Douglas Ramsey, a passé sept ans aux mains des Nord-Vietnamiens. Il est actuellement en poste aux Philippines. Un autre ancien prisonnier, le pilote de chasse John McCain, a entrepris après son retour aux Etats-Unis une carrière politique qui lui vaut d'être aujourd'hui l'un des représentants au Congrès de l'Etat d'Arizona pour le Parti républicain. Mais John McCain est plutôt une exception. Sur les 50 gouverneurs et les 535 membres du Congrès, moins d'une vingtaine ont servi sous l'uniforme au Vietnam.

Pour certains des acteurs les plus importants de cette guerre qui, pendant dix ans, tourmenta l'Amérique, le silence est devenu depuis la défaite la règle absolue. Ainsi, M. McNamara, l'ancien ministre de la défense du président Lyndon Johnson, répugne-t-il à s'expliquer sur cette période de sa vie. Porté par la suite à la tête de la Banque mondiale, il y a mené une politique plutôt compréhensive envers les pays du tiers-monde. Il a pris, l'an dernier, publiquement position contre le projet de guerre des étoiles de M. Reagan.

MANUEL LUCBERT.

(1) *Sherman's March and Vietnam*, MacMillan.

Que sont devenus les principaux acteurs vietnamiens du drame ?

Le général Duong Van Minh – le « Big Minh », – qui ordonna, voilà dix ans, la reddition de Saigon, afin d'éviter un carnage, vit très modestement, depuis trois ans, dans la banlieue parisienne, où ses enfants l'ont accueilli après son départ, légal mais discret, du Vietnam. Ce vieux francophile, qui avait, en 1963, pris la tête de la junte militaire lors du coup d'Etat contre Ngo Dinh Diem et son frère Nhu – tous deux assassinés, – puis passé quatre années en exil en Thaïlande, refuse tout contact avec la presse.

L'ancien président Thieu, qui a fui le Vietnam quelques jours avant la chute de Saigon, s'est installé près de Londres, à l'abri des regards indiscrets. Récemment, il a vendu sa propriété, la « Maison Blanche » pour plus de 4 millions de francs – dit-on, – afin de s'installer ailleurs. L'ancien chef de l'Etat sud-vietnamien, très controversé, demeure soucieux de sa sécurité. Il mène une vie paisible et très confortable, entouré par sa famille. Son épouse se rend de temps à autre à Paris pour y faire des emplettes. La fortune de Thieu, selon le *Wall Street Journal*, est évaluée à « *plusieurs millions de dollars* ». Lui aussi n'a fait aucune déclaration depuis sa retraite forcée.

Que sont devenus ces Vietnamiens qui ont si longtemps fait la « une » des médias avant de sombrer dans l'oubli ? Aux Etats-Unis, la diaspora indochinoise compte sept cent mille âmes, dont une forte proportion de Vietnamiens arrivés depuis 1975. En Californie, le seul comté d'Orange en rassemble 90 000 et il fait parler de temps à autre de lui, car la police soupçonne des syndicats du crime de s'y être constitués. Hors de France, les communautés vietnamiennes les plus importantes se trouvent au Canada et en Australie, mais des réfugiés vietnamiens ont été accueillis dans des pays, plus exotiques pour eux, comme la Côte-d'Ivoire et même l'Irlande du Nord.

Une diaspora hétéroclite

En France, leur nombre est impossible à évaluer. La première vague s'est présentée en 1954-1955, époque du repli du corps expéditionnaire français. Les arrivées ont été régulières depuis 1963, date des premiers troubles sérieux dans le Sud. Depuis 1975, plusieurs dizaines de milliers de gens ont été autorisés à s'installer en France. Encore aujourd'hui, le vol hebdomadaire d'Air France – seule compagnie occidentale à se poser à Ho-Chi-Minh-Ville – transporte des réfugiés légaux, le plus souvent des personnes autorisées à quitter leur pays au titre de la « *réunification des familles* ».

C'est ainsi que les tours du 13ᵉ arrondissement, à Paris, abritent une communauté commerçante de Vietnamiens et de Chinois de Cholon, qui ont transformé certaines rues en une petite « chinatown », avec ses restaurants, supermarchés, salles de spectacle et, même, salles de jeux. Comme en Californie, journaux et revues prolifèrent. Des deux côtés de l'Atlantique, les nouvelles circulent. Elles sont alimentées par un trafic constant avec l'ancienne Saigon : colis, lettres, expatriés autorisés par Hanoï à rendre visite à des parents demeurés chez eux.

La diaspora vietnamienne est hétéroclite, ce qui se comprend après tant d'années de guerre et de divisions. Mais, tout en s'adaptant de façon étonnante à des environnements radicalement différents à l'étranger, les exilés vietnamiens se retrouvent dans leur profond besoin de vivre entre eux, en famille, *pour* la famille. A ce niveau, la solidarité joue totalement, et beaucoup de ces désespérés sont ainsi sauvés.

Depuis 1975, environ huit cent mille Vietnamiens – dont, les premières années, une majorité d'origine chinoise – ont réussi à fuir le Vietnam en bateau. Quarante mille de ces réfugiés de la mer se trouvent, en ce moment, dans les camps de transit de l'Asie du Sud-Est. Il en arrive encore entre dix mille et douze mille annuellement. En outre, un peu plus de vingt mille Vietnamiens quittent légalement leur pays chaque année, grâce à un programme mis en place par le HCR (haut commissariat pour les réfugiés de l'ONU). Une partie de ces derniers sont des enfants amérasiens, qui ont grandi dans les rues de Saigon, en marge de la nouvelle société, et vont retrouver un père – ou une institution charitable – aux Etats-Unis.

On estime à un million, environ, le nombre de Vietnamiens qui ont risqué leur vie pour fuir le régime actuel et à 240 000 le nombre de soldats de Saigon morts sur le champ de bataille. Au sein de la diaspora, l'anticommunisme est souvent virulent. Un ancien vice-amiral de Saigon, Hoang Co Minh, a pris la tête d'un Front de libération, apparemment présent sur le terrain, puisque cinq de ses partisans ont été capturés et condamnés à mort en décembre par un tribunal de Ho-Chi-Minh-Ville, au terme d'un procès qui a fait du bruit.

Les « rééduqués »

Même si l'insertion des Vietnamiens à l'étranger est souvent réussie, tous ne font pas de bonnes affaires, tant s'en faut. Un bon nombre d'entre eux vivent très petitement, faute d'une assiette financière pour démarrer un petit commerce ou parce que leurs diplômes – ou leurs qualifications – ne sont pas reconnus. Il n'est pas facile non plus de tout recommencer au seuil de la cinquantaine. On dit que Nguyen Cao Ky – ancien premier ministre, ancien vice-président, ancien maréchal de l'armée de l'air, – qui s'est reconverti dans le commerce des liqueurs en Californie, est aujourd'hui criblé de dettes.

Anna-Malé, l'ancien concierge, originaire de Pondichéry, de l'hôtel Continental à Saigon, vit des jours tranquilles à Paris en exerçant le même métier. Thai Thuan, peintre vietnamien connu, s'est installé à Orléans. En Grande-Bretagne, un Vietnamien est devenu l'une des vedettes du club de première division d'Everton. D'anciens Saigonnais sont en train de reconstituer, à Lagny, le Saigon Tennis Club. Khanh-Ly, l'interprète des chansons célèbres de Trinh Cong Son – le troubadour de Hué – s'est réfugiée aux Etats-Unis, où elle continue de chanter.

Selon des sources officielles, environ sept mille Vietnamiens se trouveraient toujours en « rééducation » dans leur pays, chiffre qui ne tient pas compte, de toute façon, des arrestations opérées depuis 1975 dans le Sud. La plupart d'entre eux sont d'anciens officiers supérieurs, souvent d'anciens stagiaires dans des écoles militaires américaines. Leur sort n'est toujours pas réglé puisque des négociations amorcées pour leur transfert aux Etats-Unis ont été suspendues depuis quelques mois. Dix ans après la fin de la guerre, alors que Hanoï avait annoncé qu'ils seraient relâchés au plus tard au bout de trois ans, ils attendent toujours leur libération.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Plus d'un million de réfugiés indochinois

Un total de 1 102 793 réfugiés indochinois ont été hébergés dans des pays de premier accueil entre 1975 et fin février 1983, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Par ailleurs, 276 000 Vietnamiens, d'origine chinoise pour la plupart, ont été accueillis en Chine au cours de la même période. Une première vague de 130 000 personnes, des Vietnamiens en majorité, avait déjà gagné les Etas-Unis en 1975, après la victoire des forces communistes en Indochine.

Voici le nombre de réfugiés arrivés dans les pays de premier accueil depuis 1976, selon le HCR : Thaïlande (631 475) ; Malaisie (200 692) ; Hongkong (105 563) ; Indonésie (90 356) ; Philippines (32 478) ; Singapour (27 577) ; Japon (7 555) ; Macao (7 097).

Environ 950 000 réfugiés ont été réinstallés dans des pays tiers au cours de la même période : Etats-Unis (571 000) ; France (97 175) ; Canada (95 589) ; Australie (92 633) ; RFA (22 475) ; Royaume-Uni (16 562).

En dehors de la Chine, vingt et un autres pays ont accueilli moins de 10 000 réfugiés chacun : l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, Hongkong, l'Islande, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Paraguay, la Suède et la Suisse.

OPÉRATION SYMBOLIQUE EN MER DE CHINE

Une frégate de la marine nationale va aider à recueillir des « réfugiés de la mer »

La France a décidé d'envoyer deux bateaux en mer de Chine, en mai, pour porter secours aux réfugiés vietnamiens, a annoncé, vendredi 19 avril, le ministère de la défense.

Cette mission de sauvetage, organisée par Médecins du monde, consiste à envoyer une frégate de la marine équipée d'une véritable antenne médicale et un navire civil en mer de Chine pour y recueillir les « réfugiés de la mer ».

La France a décidé d'accorder des visas d'entrée à trois cents personnes recueillies par des bateaux au large de la côte sud du Vietnam. Le Canada a, de son côté, offert d'en accueillir cinquante.

« *L'opération est avant tout symbolique et est destinée à rappeler aux gens que le problème des « réfugiés de la mer » existe toujours et qu'il n'est pas dépassé* », a déclaré un porte-parole de Médecins du monde. Il a précisé que des centaines de réfugiés étaient condamnés à mort à bord des esquifs qui leur servent à quitter le Vietnam. Il a cependant souligné que le nombre des « réfugiés de la mer » était passé de soixante-quinze mille en 1981 à vingt-cinq mille cette année.

Inde

Une personnalité du parti gouvernemental est grièvement blessée dans un attentat au Pendjab

Un haut responsable du Parti du Congrès-I (la formation de M. Rajiv Gandhi) de l'Etat du Pendjab, M. R. Bhatia, a été grièvement blessé par des coups de feu tirés, pense-t-on, par des terroristes sikhs, vendredi 19 avril à Amritsar, capitale de cet Etat du nord-ouest de l'Inde. L'armée et la police ont été déployées pour tenter de retrouver les agresseurs. M. Bhatia est l'un des sept secrétaires généraux nationaux du Parti du Congrès-I et était le secrétaire général de la formation gouvernementale au Pendjab, avant qu'il ne soit appelé le mois dernier à ses fonctions nationales.

L'attentat, fermement condamné par M. Rajiv Gandhi, a suscité une vive inquiétude en Inde. Il pourrait remettre en cause les efforts du premier ministre pour trouver une solution au problème sikh, efforts auxquels M. Bhatia participait activement et que souligne la libération vendredi d'un important chef religieux sikh, M. Gurcharan Singh Tora, détenu depuis l'assaut du Temple d'or d'Amritsar par l'armée en juin dernier. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Jordanie

Le programme de gouvernement de M. Rifai sera axé sur la « liberté économique »

Correspondance

Amman. – Relancer l'économie jordanienne et contribuer à la « *restauration de la solidarité arabe* » : tels sont les deux principaux axes du programme de gouvernement présenté cette semaine par le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai. M. Rifai, dont le cabinet est entré en fonctions immédiatement après la démission de son prédécesseur, M. Ahmed Obeidat, le 4 avril (*le Monde* du 6 avril), s'adressait au Parlement, qui procédera à un vote de confiance le 29 avril.

Ce changement de gouvernement a sans aucun doute été largement motivé par la volonté de mettre en place une équipe dirigeante plus convaincue de la nécessité d'aller de l'avant dans les démarches entreprises par le roi Hussein pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. Politicien confirmé, M. Rifai paraît être beaucoup plus l'homme de la situation que M. Obeidat, lequel risquait, au contraire, d'être un frein.

M. Rifai n'en a pas moins consacré les deux tiers de son allocution à la politique intérieure du royaume, et plus particulièrement à une situation économique dont le redressement est l'une des priorités du nouveau gouvernement. Le cabinet sortant taxé de « *dirigisme* » et d'« *autoritarisme* » par la grande bourgeoisie commerçante jordanienne, s'était rendu très impopulaire auprès de cette dernière. Au point que certains observateurs n'hésitèrent pas à y voir l'une des raisons de la démission de M. Obeidat.

Très proche des milieux d'affaires, où il a recruté plusieurs membres de son gouvernement, dont le ministre de l'industrie et du commerce, M. Rajai Al-Moacher, M. Rifai a indiqué qu'il entendait fonder sa politique sur la « *liberté économique* » et « *l'initiative individuelle* ». Il a également souligné qu'il s'appuierait sur le secteur privé pour tenter de donner un second souffle à une économie jordanienne en proie à une stagnation préoccupante.

M. Rifai a, d'autre part, annoncé une série de mesures – facilités de crédit pour l'agriculture, développement du port d'Akaba, des réseaux routiers et ferroviaires, intensification des recherches pétrolières etc – ainsi que son intention de procéder à une refonte complète du système d'enseignement jordanien. Un programme ambitieux, qui risque cependant de se heurter à un manque de moyens financiers. A ce propos, le premier ministre n'a pas manqué de rappeler que seuls l'Arabie saoudite et le Koweït respectaient leurs engagements en matière d'aide à la Jordanie.

M. Rifai n'en a pas moins affirmé qu'il avait l'intention d'aider les habitants des territoires occupés par Israël à renforcer leurs bases industrielles et agricoles dans le cadre d'un « *plan exhaustif* ». Une mesure dont la dimension politique est évidente. Ce rééquilibrage de la politique d'Amman à l'égard des territoires occupés était déjà apparu dans la composition du nouveau gouvernement, qui comprend onze ministres palestiniens en majorité originaires de Cisjordanie (depuis 1974 le gouvernement jordanien n'avait jamais compté plus de six ou sept ministres palestiniens).

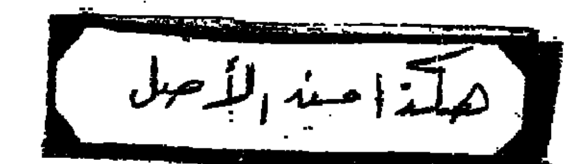
Les relations avec Damas

M. Rifai a d'autre part révélé qu'Amman avait reçu un premier lot d'armements destinés à l'armée populaire jordanienne, dont la création avait été décidée en 1982 lors de l'invasion du Liban par Israël.

Quant aux attentats perpétrés à l'étranger depuis décembre 1984 contre des personnes ou des biens jordaniens, bien qu'ils aient été revendiqués par le groupe palestinien Septembre noir, les Jordaniens y voient généralement la main de la Syrie. Au cours de son allocution de mercredi, M. Rifai a dénoncé ces actions terroristes. Cependant, les dirigeants jordaniens souhaitent rétablir avec Damas des relations de bon voisinage. Un message de félicitations a été adressé par le ministre des affaires étrangères, M. Taher Masri, à son homologue syrien le 16 avril, à l'occasion de l'anniversaire du départ des troupes françaises de Syrie en 1946.

Toutefois, les divergences entre Amman et Damas restent jusqu'à présent entières. Elles portent essentiellement sur trois points : la guerre irano-irakienne, l'OLP et M. Yasser Arafat et les relations avec l'Egypte. Trois points sur lesquels les dirigeants jordaniens n'ont pas l'intention de céder. M. Rifai a d'ailleurs souligné que son gouvernement considérait comme prioritaire le renforcement des relations entre Le Caire et Amman. Il a également affirmé que la Jordanie continuerait de soutenir l'Irak et de coopérer avec l'organisation de M. Arafat dans la recherche d'un réglement au Proche-Orient. Il a cependant ajouté que « *la question palestinienne était la responsabilité de tous les Arabes* », ce qui peut être interprété comme un appel du pied aux dirigeants de Damas.

EMMANUEL JARRY.



Étranger

DJIBOUTI

Le nouveau sultan de Tadjoura-la-Blanche

La cérémonie s'est déroulée le 8 avril dernier selon un rite immuable. La précédente intronisation d'un sultan en pays afar est déjà lointaine. C'était au temps de Djibouti-la-Française...

Correspondance

Tadjoura. – La tribune officielle, réservée aux notables et aux personnalités, se dresse sur la grande place, à égale distance de la résidence du commissaire de la République et de la maison du vizir.

Ce dernier s'apprête en sa Tadjoura-la-Blanche, la ville aux sept mosquées où séjourna Arthur Rimbaud, à devenir sultan selon la tradition ancestrale.

Dans quelques heures, l'intronisation tant attendue par le peuple afar – et, n'en doutons pas, par le gouvernement djiboutien – va dérouler ses fastes. Un soleil implacable menace la cérémonie et réchauffe déjà les vagues calmes qui viennent lécher et nettoyer, à marée haute, la vieille rue côtière, à quelques centaines de mètres de là.

Le commissaire du district va contempler le spectacle du haut de sa terrasse, qui domine la ville, avec vue plongeante sur la foule. Ainsi, les deux pouvoirs sont-ils en place. D'un côté moderne, étatique, centralisateur, et jeune (l'indépendance de la République de Djibouti date du 27 juin 1977) ; de l'autre traditionnel, local, aux teneurs et aux rites immuables remontant à on ne sait trop quand. Pouvoirs antinomiques que cette journée particulière va concilier au prix de quelques surprises.

La précédente intronisation d'un sultan avait eu lieu en 1964, sous le contrôle de l'administration coloniale française. Que cette époque semble lointaine ! Comme si l'écho de l'histoire perdait de sa résonance, certains lancent : *« Aujourd'hui, ce sera la dernière fois ! »*

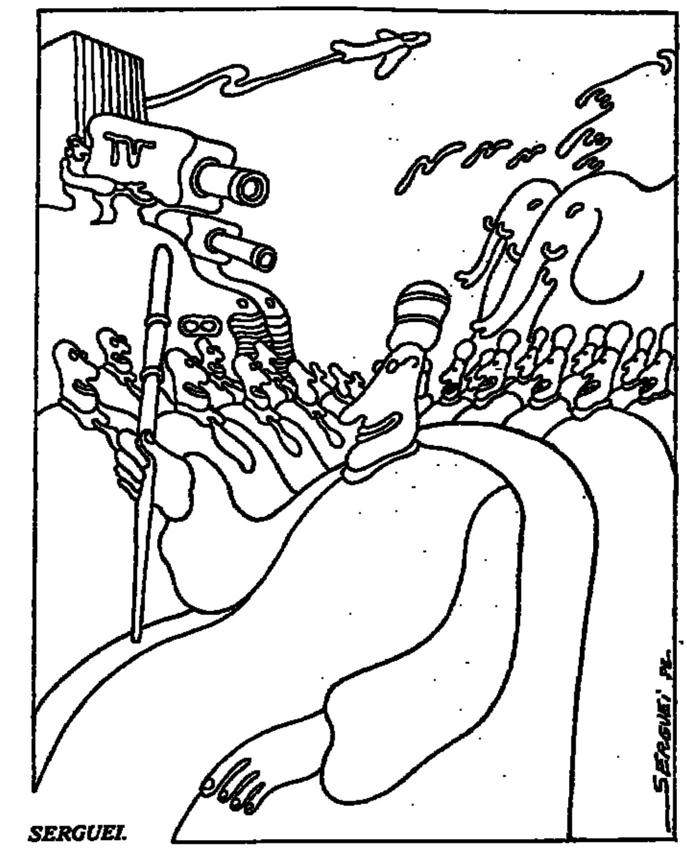
Le car-régie de la radio-télévision djiboutienne pointe son antenne. Quelques journalistes étrangers incarnent, face aux deux pouvoirs qui s'observent ici, celui, modeste, des médias.

Un an de deuil

D'ores et déjà, quelques groupes se dirigent vers l'emplacement de la cérémonie. Elle a lieu après plus d'un an de deuil et de vacance du pouvoir traditionnel. La nomination d'un successeur au sultan disparu est une sorte de libération ; le fonctionnement normal de la société – dans ses normes coutumières – peut reprendre, après avoir été démuni de sa représentation de chair et de sang, garante d'une institution qui ne manque ni de cohésion, ni de justice, ni même de démocratie dans sa façon de mener les palabres. Les discussions concernant le protocole de la succession furent interminables. Les membres de l'Assemblée des notables, le *Mijliss*, s'exprimèrent sans retenue devant de simples citoyens admis depuis toujours à assister aux débats.

La cérémonie commence par le rituel des deux tambours, le « langage du Dinkara. »

La procédure de succession a ses règles, que font appliquer les membres de deux tribus, les Dinitté et les Bourhanto. Le parcours comprend trois grandes étapes.



SERGUEI.

La première est la maison de l'ancien sultan (Dinitté), où les membres de la famille et les dignitaires de la tribu du vizir (Bourhanto) se rendent. Par ce geste, ce dernier remplace le défunt et obtient la charge suprême en devenant à son tour sultan, selon le principe de l'alternance. Alors qu'à l'intérieur les deux familles – en fait, deux fractions tribales, – déterrent le double tambour, symbole de commandement et objet de culte, enterré depuis le décès de l'ancien sultan, une foule encore clairsemée entoure la maison. Cris et pleurs se font entendre à l'intérieur, le « Dinkara » n'est-il pas rappel tambourinant de la mort d'un homme, en même temps qu'instrument de la pérennité d'un pouvoir qu'un autre est sur le point de recevoir ? Sur la grève, de l'autre côté de la maison, un taureau vient d'être abattu. Sa peau, lavée en un tour de main, sera cousue sur le grand tambour et sur le petit, pour que bientôt le battement rythmé résonne et annonce le nouveau règne.

La deuxième étape conduit à une maison traditionnelle, reconstituée pour l'occasion et faite de branches entrelacées, que les Tadjouriens sont allés chercher sur les hauteurs fraîches : dans la forêt du Day, forêt primaire préservée. Le commissaire a donné son autorisation pour qu'une infraction à la loi de sauvegarde de la nature soit exceptionnellement tolérée.

L'ambassadeur prosterné

C'est donc à l'ombre de branches d'arbres presque sacrés que le « presque déjà sultan » subit le rituel de l'intronisation : on le rase, on le lave, on l'habille. On le salue et le félicite. Dehors, la foule se presse. Les festivités ont multiplié par trois la population de Tadjoura. Aux 5 000 habitants recensés s'ajoutent autant de broussards venus, parfois à pied, de la frontière éthiopienne, ainsi que 5 000 autres, citadins pour la plupart, que deux bacs supplémentaires, des boutres, quelques bateaux de plaisance et de nombreuses rotations d'avions ont amenés de Djibouti et d'Obock.

Les notables restés à l'écart des rites de purification jouent des coudes pour pénétrer dans la maison. Certains représentants de l'Etat ont fait le voyage, ce qui est apprécié. Le président Hassan Gouled a mandaté son directeur de cabinet. Le premier ministre, M. Barkat Gourad – il est vrai qu'il est afar, – et le commissaire rendent brièvement visite à M. Abdoulkader Houmed, énième sultan de Tadjoura.

Celui qui sera proclamé officiellement sultan quelques minutes plus tard apparaît sur le seuil, muni des attributs de sa fonction et vêtu de son costume d'apparat. Tous se prosternent à terre. L'ambassadeur de France a le nez dans la poussière, comme tout un chacun. Très vite, on sent la houle gagner la marée humaine. Les douces et somptueuses danseuses en costumes, à la tête casquée d'or ou d'argent, le visage masqué, ondulent en faisant teinter les clochettes accrochées à leurs tresses. La fête bat son plein.

Lors de la dernière étape, face à la tribune, la proclamation est lancée : *« Longue vie au sultan ! »* A ses côtés, le nouveau vizir, tout aussi imperturbable que son aîné, reçoit sa part d'acclamations. Qui sait s'il sera le sultan de l'an 2000 ?

« Nous savons que nous devons nous adapter au monde moderne ; mais pourquoi devrions-nous le faire au détriment de nos traditions ? Autant concilier les deux ! », énonce un de ces Afars de la génération intermédiaire, qui maîtrise avec un égal brio sa culture et la nôtre. *« De toute façon, la jeunesse nous y pousse »*, conclut-il en souriant et en désignant deux jeunes filles qui se tiennent par la main : l'une en voile, l'autre en jeans. Bizarrement, même en marge de la fête, personne n'a parlé de Rimbaud, qui, il y a juste un siècle, est resté un an à Tadjoura. Qui aurait pu croire que le poète aux semelles de vent serait plus démodé ici qu'un sultan en sandales ?

JEAN-CLAUDE GUILBERT.

PHILIPPINES

La lourde machine de Subic Bay

Parmi les bases américaines, Subic Bay, aux Philippines, a un statut particulier. On visite cette énorme machine sans même avoir à le demander aux Américains. Pourtant, on la voit mal fonctionner un jour sans eux...

De notre envoyé spécial

Olongapo. – Il faut se faire une raison : la base navale de Subic Bay n'est plus une « base américaine » – la plus importante, hors des Etats-Unis, après celle de Guam. Depuis 1979, elle a été formellement restituée au gouvernement philippin, qui y exerce en principe sa pleine souveraineté. *« Vous ne verrez plus flotter ici le drapeau américain sans le drapeau philippin »*, souligne fièrement le lieutenant Ronilo Bacolod, l'officier philippin chargé des relations publiques. Lui-même arbore un tee-shirt et un pantalon de survêtement marqué « Ronnie », son diminutif. Il vient de disputer un match de basket contre des militaires américains, *« match amical »*, bien sûr.

S'il est vrai qu'on peut visiter la base militaire de Subic Bay sans en référer aux autorités américaines – ce que nous avons fait, grâce à la seule autorisation du gouvernement philippin, – il est non moins vrai que la base, en fait, est en double commande. L'entrée principale, porte San Miguel, est contrôlée – étroitement – par des forces conjointes de « marines » américains et philippins aux uniformes presque identiques. Et il est d'usage qu'un visiteur extérieur soit signalé par téléphone à l'autre partie, *« par courtoisie et pour information »*.

Le protocole exige même du commandement américain que tout visiteur soit annoncé et contrôlé par le commandement philippin ou SUBCOM (abréviation courante pour Subic Naval Base Command of Armed Forces in the Philippines). Ce SUBCOM est placé sous l'autorité directe du chef d'état-major des forces armées philippines, le général Fabian Ver. La marine américaine, aujourd'hui, n'est plus que locataire... de ses propres installations.

Tout protocole mis à part, il est évident que Subic Bay présente encore les attributs d'une base américaine. Du temps des Espagnols, Olongapo n'était qu'une bourgade et la baie, magnifique cirque de montagnes fermé par une grande île, qu'un ancrage pour ses navires, avec quelques ateliers de réparation. Les Américains ont tout reconstruit à partir de 1954 sur une base qui, aux terme des accords de 1947, devait jouir de l'exterritorialité pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Accord révisé en baisse en 1966 et qui, depuis 1979, est révisable tous les cinq ans.

6000 marins

Olongapo, aujourd'hui, est une ville de 217000 habitants, dont toute l'activité dépend de la base. Plus de 36000 citoyens philippins y sont employés à titre civil. Mais le personnel militaire, lui, est surtout américain : 6000 membres de l'US Navy (13000 personnes avec les familles) pour seulement... 600 militaires philippins ! Le cheval américain dirige *« conjointement »* la base avec une alouette philippine... En outre, près d'un tiers des installations de Subic Bay sont toujours sous contrôle exclusif de l'US Navy (entrepôts, centrale électrique, tour de contrôle, bureaux de l'état-major, etc.). Des 25 000 hectares de la surface totale de la base navale, y compris les plans d'eau, 7000 sont toujours sous contrôle américain. N'y entre pas qui veut.

Mais Subic Bay est surtout américaine par son style : « marines » au crâne rasé en uniforme impeccable, avec lunettes noires et chewing-gum ; géants noirs en tenue de basketteurs ; motards « hippies » à cheveux longs et bandeau indien, chaussés de bottes texanes ; couples américano-philippins, elle brunette en sarong élégant, lui en short effiloché, portant bébé dans un sac ventral ; officiers à casquette tout de blanc vêtus ; marins débraillés étalant leurs tatouages : toute une faune civile et militaire qu'on dirait sortie du film *Mash*, l'hémoglobine en moins.

Ici, un militaire philippin casqué et ganté de blanc (Military Police) règle avec application la circulation : ménagères américaines en bigoudis, seules au volant de leurs immenses Buick ou Pontiac ; petites voitures japonaises bourrées de civils philippins, jeeps de tous calibres, motards cheveux au vent, cyclistes tranquilles. Là, des « marines » américains en treillis et torse nu creusent une tranchée. Une petite tête blonde apparaît à la fenêtre de l'énorme scraper kaki. Plus loin, quelques joggers arpentent les pelouses tondues de frais, sous l'œil amusé des jardiniers philippins accroupis à l'ombre d'un banian.

Des marins en tenue de sortie font de l'auto-stop. D'autres, consignés, se couchent dans l'herbe et fument en contemplant les chasseurs à l'exercice.

Au-dessus des baraquements plongés dans la torpeur tropicale vrombissent constamment hélicoptères, avions-cargos et chasseurs-bombardiers. La base aérienne de Clark, actuellement en réfection, déverse en effet tout son trafic sur Subic Bay, dont les pistes ne désemplissent pas. *« On se croirait revenu au Vietnam »*, observe le chauffeur philippin, qui se rappelle l'intense activité de la base jusqu'en 1975. C'est peut-être exagéré, mais il est de fait que le porte-avions américain *Tarawa*, à quai ce jour-là, crée une animation importante.

Ses chasseurs embarqués sillonnent le ciel à grand fracas, puis se posent sur la piste, parachute déployé. Des Boeing au fuselage couleur camouflage débarquent de mystérieux conteneurs, aussitôt entreposés derrière de hauts grillages, à côté d'alignements de camions, de jeeps et de tanks.

Presque en bout de piste, des militaires américains font de la planche à voile et du ski nautique, indifférents au ballet aérien qui ébranle le ciel. Sur la plage du cercle des officiers, on sirote le whisky sous des parasols de palmes. Ces dames bronzent ou tricotent. Une vie de garnison bien tranquille sous les cocotiers avec, en toile de fond, un remue-ménage digne parfois d'*Apocalypse now*. Mais lorsque les rotors des hélicos se taisent enfin, la baie reprend ses allures de club de vacances.

Les « go-go girls »

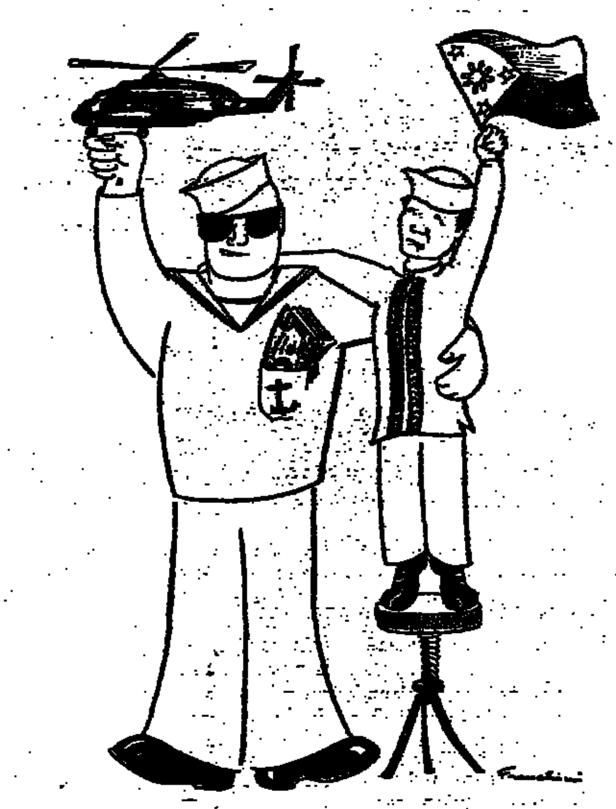
Le vendredi soir, entre quatre et cinq, la base se vide. Tous les personnels – militaires et civils, américains et philippins – se pressent aux grilles de la porte San Miguel. Pour sortir, comme pour entrer, il faut montrer son *pass* aux « marines » de faction. Les piétons s'agglutinent aux portes en masse compacte. Les cyclistes attendent en ligne le long du trottoir. Quant aux voitures, elles sont presque toutes contrôlées et fouillées. Pour le moindre sac d'épicerie, il faut présenter un ticket d'achat, sinon la marchandise est instantanément confisquée. A Subic Bay, on ne badine ni avec la sécurité ni avec le marché noir.

Une fois franchies les grilles de la base et une fois traversé le pont qui enjambe l'arroyo, le retour à la vie civile est brutal : la ville est là, bruyante et colorée, avec ses rues envahies de *jeepneys* jaunes (jeeps à châssis long qui servent de taxis collectifs), ses bars et ses marchands de souvenirs. Les marins en bordée, pour lesquels Magsaysay-Drive – la rue de Siam locale – sert de premier contact avec les Philippines, sont immédiatement happés. D'abord, les bars à soldats, où la bière coule à flots, au milieu de grappes d'entraîneuses à jupe fendue. Le brave marin aux poches remplies de billets verts n'a que l'embarras du choix entre *« massage parlors, health palaces* ou *beauty saloons*. Des fenêtres des étages, ces dames font signe de la main, esquissent un pas de danse et s'esclaffent. La sono « disco » couvre leurs rires pointus.

S'il veut seulement ramener un souvenir au pays, et si les *go-go girls* lui ont laissé quelque menue monnaie, le marin US est entraîné dans des cavernes d'Ali Baba où il ne sera pas dépaysé : rayonnages entiers de tee-shirts et de posters à l'effigie de John Wayne, d'Elvis ou de Bruce Lee. Scènes de Far-West, pin-up, chromos pieux avec Christ guidant le marin, statuettes comiques ou obscènes, etc. Tout le bric-à-brac du bidasse en folie, avec un zeste d'exotisme.

« Toute l'activité de la ville est centrée sur la base », croyait devoir préciser le lieutenant Bacolod. Cela va sans dire. Quelques chiffres, cependant, aident à comprendre. On estime que les treize mille Américains et plus vivant sur la base et à Olongapo, dépensent quelque 300 millions de dollars par an. En guise de loyer, le gouvernement philippin touche en outre des subventions qui aident à financer le développement de l'archipel. Pendant le quinquennat 1980-1984, l'agence américaine USAID a versé 200 millions de dollars pour construire routes, écoles et hôpitaux dans tout le pays. Ce qu'on appelle pudiquement *Economic support fund* ou fonds de soutien économique. Mais il ne faut surtout pas parler de loyer. Le gouvernement philippin a son amour-propre !

Des emplois, de l'argent, un bouclier militaire impressionnant : l'ex-base américaine semble n'offrir que des avantages. Pourtant, à en juger par les efforts déployés de part et d'autre pour mettre de l'huile dans les rouages, on sent que cela grince parfois. Il faut d'abord harmoniser le système de double commande entre les états-majors américain et philippin. L'ogre US doit ménager la susceptibilité du Petit Poucet qui, théoriquement, détient le pouvoir...



FRANCHINI.

Matches et concerts

Les militaires des deux pays sont aussi très préoccupés par les relations de la base avec son environnement civil. *« Nous devons enrichir et cultiver la sympathie des riverains de la base pour améliorer l'efficacité de notre système de sécurité »*, indique joliment le rapport de 1984 établi pour le cinquième anniversaire du lever des couleurs philippines. Porte-avions et hélicoptères ne font pas toujours bon ménage avec les pêcheurs. Quant aux marins en goguette, leur passage éclair en terre inconnue laisse parfois des traces, sans parler des quatre mille réfugiés vietnamiens recueillis par la marine américaine.

Il faut beaucoup de matches amicaux, de concerts et de réceptions « mixtes » pour faire tourner sans grincements l'énorme machine hybride de Subic Bay.

ROGER CANS.

BOTSWANA

Le delta du paradis

Il existe encore des hauts lieux naturels où les touristes mettent rarement les pieds. Mais ils se cachent au fin fond du Botswana, à la frontière de l'Afrique du Sud. On y est alors récompensé de sa peine.

De notre envoyé spécial

Botswana (Chief-Island). – Les brochures soutiennent que c'est « *le dernier paradis de la terre* ». Il y en a peut-être d'autres mais le delta de l'Okavango est certainement du nombre. Au nord-ouest du Botswana, cette rivière, venue des plateaux de l'Angola, franchit la bande de Caprivi et soudain, comme effrayée par l'immensité et l'aridité du désert du Kalahari qui s'étend devant elle, ralentit, s'étale et s'arrête pour donner naissance à une flore et à une faune uniques au monde.

Sur 15 000 kilomètres carrés, un Eden verdoyant déploie son entrelacs d'étangs, de lagons, de canaux. Un labyrinthe inextricable couvert de roseaux et de hautes herbes, infesté de crocodiles, regorgeant de poissons et de grenouilles, peuplé d'une multitude d'oiseaux. La nature à l'état brut où, sur des îlots de toute taille, des myriades d'animaux cherchent leur proie en guettant l'ennemi proche. Cette arche de Noé a tant d'habitants qu'en cas de déluge elle rendrait une faune à la planète.

Ecosystème fabuleux, ignoré du monde, perdu au beau milieu de l'Afrique australe. Seuls les touristes fortunés s'y aventurent pour goûter ce délicieux morceau d'un espace soustrait au temps et se donner des frayeurs d'explorateurs. Et pourtant rien n'est plus facile ni moins dangereux. Le climat est chaud mais supportable. L'eau douce et potable. La baignade recommandée, moyennant quelques précautions : les crocodiles ne sont jamais complètement endormis, malgré les apparences. Pas de bilharziose ou autres fléaux ennemis du plaisir. Le paradis !

La meilleure saison est notre été, l'hiver au Botswana, l'époque où les pluies angolaises arrivent après avoir lézardé sur des centaines de kilomètres dans ce delta du désert, en quête d'un chemin qu'elles ne trouveront jamais. Elles se prélassent, se perdent dans les sables de cette étendue sans pente, plate comme un gigantesque plancher. L'eau qui parvient aux portes de Maun, sentinelle du delta, disparaît définitivement dans la dépression de Mababe, prolongement de la grande faille qui écartèle le continent africain, de l'Ethiopie jusqu'en Namibie, en donnant naissance à la succession des grands lacs.

Pour venir ici, il faut disposer de temps, d'un bon guide ou sauter dans un avion qui, de Maun, vous emmène dans un camp. On survole alors cette étendue sculptée par l'eau où les troupeaux d'antilopes, de gnous ou de tsessebés s'égaillent au bruit du moteur. A peine le temps de s'émerveiller, et l'avion se pose déjà en cahotant sur une piste sablonneuse à peine esquissée à travers la forêt.

Coupé de tout, retiré du monde, chacun commence alors sa découverte. Pour quelques pulas, un guide offre ses services. Assis au fond d'un mokoro, longue barque effilée taillée à même un tronc d'arbre, on goûte au ras de l'eau l'aventure en silence. Le cheminement dans un dédale de canaux permet d'observer tout à son aise la vie quotidienne d'une faune soudain surprise par les intrus. La gondole africaine se glisse partout, découpant le tapis de nénuphars, se frayant un passage parmi les gerbes nonchalantes des roseaux. Un couple de loutres ondule à la surface, tandis qu'un crocodile écrasé sur un banc de sable ouvre un œil au passage.

Peu de touristes

Sur la terre ferme, l'approche précautionneuse de clairières, en prenant soin de rester dissimulés derrière les arbres, révèle, tour à tour, une colonie de babouins, un troupeau d'élans ou de gemsboks. Les traces d'un léopard ne conduisent nulle part. Heureusement ! Le guide avance en toute confiance avec, pour seule arme, une hachette sur l'épaule. Au sommet d'un arbre, un aigle pêcheur, blanc et noir, contemple dédaigneusement ces étrangers dans son univers.

Le voyage sur l'eau peut aussi être entrepris à la tombée de la nuit à bord d'une embarcation plus haute – sage précaution – pour admirer ces fastueux couchers de soleil africains et se remplir les oreilles du tintamarre des cris d'animaux et des coassements incessants des grenouilles. Le projecteur saisit les noctambules stoppés dans leur course ou leur vol par le pinceau lumineux. Les crocodiles en quête d'une proie s'effarent de cette soudaine clarté qui, une fois éteinte, laisse briller dans la nuit noire une myriade de points lumineux voltigeant d'une branche à l'autre : les lucioles.

Au centre du delta, Chief Island, grande langue de terre, est une cité de la culture prisonnière des eaux, refuge de la faune de la réserve de Morémi. Chaque année, le bassin de l'Okavango, long de 250 km, large de 150 km, se remplit à nouveau, l'eau prenant toujours des chemins différents, selon la force du courant.

Ce précieux capital est pourtant menacé. Pas encore par les touristes mais par un poison et une algue. La Dieldrin, produit chimique très toxique, non biodégradable, est utilisée pour combattre la mouche tsé-tsé, qui fait des ravages dans les troupeaux de bœufs alentour, seule richesse du paysan botswanais. Son utilisation a été interdite en Europe de même qu'en Afrique du Sud.

La découverte récemment, dans ce dernier pays, de traces de ce produit dans le lait a provoqué une campagne de presse et des attaques à peine voilées contre le Botswana. Une polémique s'en est ensuivie avec la mise en accusation du fournisseur, la Shell. Les organisations de protection de la nature ont emboîté le pas. Certains ont assuré que la Dieldrin était plus néfaste à l'homme que la mouche tsé-tsé. Le ministère de l'agriculture du Botswana a expliqué que l'utilisation du produit toxique était très sévèrement contrôlée et qu'on n'avait pas trouvé de moyen plus efficace pour combattre la maladie du sommeil.

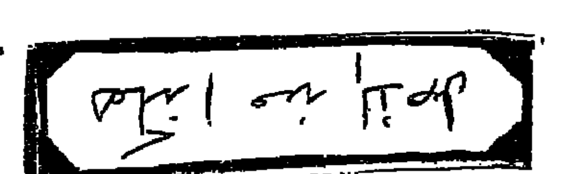
L'algue encombrante

L'autre danger a un nom latin éloquent : la *Salvinia molesta* est une algue venue du lac Kariba, à la frontière de la Zambie et du Zimbabwe, et qui, dans des conditions favorables, peut doubler de volume en deux jours et demi. Les conséquences sont faciles à imaginer. La salvinia bouche les canaux, favorise l'évaporation, étouffe les autres végétaux, chasse le poisson. En réduisant la pénétration du soleil et l'apport d'oxygène, elle finit par tout asphyxier.

Pour lutter contre cette invasion, on a d'abord utilisé un produit chimique, le Paraquat. Efficace mais dévastateur, il a cédé la place à une plante inoffensive qui se nourrit de l'algue malfaisante et à un insecte qui, en déposant ses œufs dans la tige, la fait mourir.

Protéger le delta de l'Okavango est un impératif dont les autorités ont conscience. Elles ont compris que le pays possédait l'un des plus beaux joyaux naturels du monde. Trésor moins rémunérateur que les diamants extraits de ses mines, mais lui aussi irremplaçable.

MICHEL BOLE-RICHARD.



Étranger

République sud-africaine

M. Botha relance sa proposition de forum informel sur les droits politiques des Noirs en zones blanches

De notre correspondant

Johannesburg. – Les violences dans les cités noires de la région de Port-Elizabeth ont causé la mort de cinq Noirs, jeudi 18 avril, ce qui porte à soixante-dix le nombre des victimes depuis le massacre de Langa, c'est-à-dire en moins d'un mois. A Uitenhage, un jeune Blanc âgé de dix-neuf ans, a été brûlé vif par des émeutiers. Il avait été extrait de sa voiture par une foule de jeunes Noirs avant d'être molesté, arrosé d'essence et transformé en torche vivante. Brûlé au second degré et à 80 %, son état est considéré comme très grave.

Les médecins chargés d'examiner les corps des victimes de la tuerie de Langa du 21 mars ont relevé, jeudi, devant la commission d'enquête judiciaire, que vingt personnes, au lieu de dix-neuf officiellement, avaient trouvé la mort et que dix-sept d'entre elles avaient été touchées dans le dos. Sur les vingt, dix avaient été atteintes à la tête. Parmi les victimes, neuf avaient seize ans et moins, dont une fillette de onze ans et quatre adolescents de treize, quatorze et quinze ans.

Les conclusions des experts contredisent donc totalement la thèse de la légitime défense avancée par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange.

Pour tenter de remédier à ces violences, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a proposé, vendredi, à toutes les formations politiques de faire partie du comité spécial qui, depuis la fin de 1983, est chargé d'étudier les moyens d'accorder des droits politiques aux Noirs vivant dans les zones blanches. Ce comité devrait, en principe, aboutir à la création d'un forum informel, au cours duquel le gouvernement discuterait avec les leaders noirs *« qui rejettent la violence »* des conditions dans lesquelles ces nouveaux droits seraient attribués et de leur nature.

Voilà pour l'essentiel quelle est est la solution préconisée par le président de la République pour sortir de ce qu'il a lui-même qualifié d'*« escalade radicale d'un climat révolutionnaire dans le pays »*. Pour le reste, M. Botha a rappelé les quelques propositions – notamment la création de ce forum – qu'il avait formulées le 25 janvier dans son discours d'ouverture du Parlement mais qui, pour l'instant, n'ont abouti à aucun résultat concret. Il a souligné une nouvelle fois qu'en raison de la diversité de la population sud-africaine, *« il n'est ni souhaitable ni réalisable d'« accommoder » toutes les communautés de la même manière »*, car *« un Etat unitaire est inacceptable et entraînerait un conflit ainsi qu'une sérieuse menace pour les droits des minorités »*. M. Botha a proposé de remplacer la notion d'apartheid, dont *« le sens négatif d'oppression qui lui est attaché reste inacceptable »*, par celle de *« coexistence mutuelle qui met l'accent sur les idéaux de justice et de décence pour tous sans domination, ce qui devrait constituer l'objectif de chaque Sud-Africain raisonnable »*.

Le président de la République a suggéré une évolution fondée sur la négociation et a réaffirmé son opposition à la violence qui *« ne peut être combattue que par la fermeté »*. Il a, d'autre part, violemment attaqué le Front démocratique uni (UDF) qu'il a accusé d'être *« une extension interne de l'ANC* (Congrès national africain) *et du Parti communiste d'Afrique du Sud »*, organisations toutes deux bannies.

Il Reconnaît la réalité des revendications des Noirs, mais estime que *« l'objectif final de l'UDF est la destruction du système de gouvernement et des valeurs civilisées. » « Il espère créer une spirale de violence croissante qui s'achèvera en révolution »*.

La nouvelle proposition du président Botha a reçu l'approbation du principal parti d'opposition, le PFP (Parti fédéral progressiste), mais a été rejetée tant par les conservateurs que par les organisations anti-apartheid. Le président de l'association civique de Soweto, M. Nthato Motlana, a estimé qu'il ne s'agissait toujours que de *« parlotes »* qui, a-t-il souligné, ont commencé en 1936 et qu'on propose toujours aujourd'hui, alors même qu'il faut *« réécrire la Constitution pour une représentation de tous sans distinction de race, de croyance et de couleur »*. La proposition de M. Botha, qui est considérée par beaucoup comme une réponse inappropriée à la situation actuelle, intervient alors que l'armée joue un rôle de plus en plus important dans le maintien de l'ordre. Les soldats ont été équipés de tous les moyens destinés à lutter contre les émeutes, et l'un deux a tué un manifestant il y a quelques jours.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Namibie

Paris et Washington considèrent l'initiative de Pretoria comme « nulle et non avenue »

L'annonce faite par le gouvernement sud-africain de la mise en place d'un gouvernement et d'une Assemblée législative intérimaires en Namibie *(le Monde* du 20 avril) a été, dans l'ensemble, sévèrement critiquée à l'étranger.

A Paris, le ministère des relations extérieures a indiqué, vendredi 19 avril, que la France considère comme *« nuls et non avenus »* les effets de l'initiative de Pretoria. A Washington, le département d'Etat a souligné que les Etats-Unis considèrent comme *« nul et vide de sens tout transfert de pouvoir établi par l'Afrique du Sud en Namibie ». « De telles institutions,* souligne un communiqué du département d'Etat, *n'auront* [pour les Etats-Unis] *aucun statut. Les Etats-Uns ne les ont pas reconnues dans le passé et ne le feront pas plus aujourd'hui. »*

Aux Nations unies, le secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, a également estimé que la création d'un gouvernement interne en Namibie était *« nulle et non avenue »*. Enfin, à New-Delhi, le bureau de coordination du Mouvement des non-alignés déclare avoir appris avec une *« profonde indignation »* le *« sinistre projet »* de Pretoria. D'autre part, dans un communiqué publié à Lusaka, la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) affirme que ce gouvernement intérimaire ne peut conduire qu'à la guerre civile en Namibie. – *(AFP, Reuter, UPI, AP.)*

Ethiopie

Addis-Abeba souhaite normaliser ses relations avec le Soudan

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – Il aura fallu près de deux semaines au gouvernement d'Addis-Abeba pour prendre officiellement acte du changement de régime militaire à Khartoum. Le ministère éthiopien des affaires étrangères a indiqué, dans un communiqué publié le jeudi 18 avril, qu'il attendait de voir, *« avec un intérêt considérable, si la déclaration de l'administration soudanaise en faveur de la paix et du bon voisinage allait se concrétiser »*. A ses yeux, le test qui permettra d'en juger est la réponse que ces dirigeants donneront à la requête des responsables américains de les autoriser à acheminer, à travers leur territoire, une aide d'urgence dans les zones du nord de l'Ethiopie qui échappent, peu ou prou, au contrôle du pouvoir central. Le communiqué exprime l'espoir que Khartoum saisira le *« danger »* de cette demande qui *« menace sérieusement la paix dans la région »*.

Le général Sewar El Dahab, le nouveau chef du régime militaire, avait récemment regretté que les relations du Soudan avec certains pays – au nombre desquels l'Ethiopie voisine – *« n'aient pas été ce qu'elles devraient être »*. Niant que les séparatistes érythréens disposent de camps d'entraînement sur le sol soudanais, il avait ajouté : *« Nous ne le permettrons jamais car cela serait contraire à de bons rapports »* avec Addis-Abeba. Sur le fond de la question érythréenne, il s'était prudemment contenté de souhaiter une *« juste solution »*.

Les relations avec l'Éthiopie marxiste avaient presque atteint un point de non-retour. En mars 1984, une rencontre entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, organisée à Nairobi par l'entremise de l'Egypte, avait été annulée au dernier moment, les dirigeants d'Addis-Abeba prenant prétexte d'une livraison américaine d'armes au Soudan pour dénoncer une *« conspiration impérialiste »* et refuser de négocier *« sous la contrainte »*. Les rapports entre les deux voisins n'avaient cessé de se détériorer depuis la signature, en août 1981, d'un traité d'amitié entre l'Éthiopie, la Libye et le Yémen du Sud, qui avait mis fin à une brève lune de miel au cours de laquelle le maréchal Nemeiry et le lieutenant-colonel Menguistu Haïlé Mariam s'étaient promis, en 1980, à l'occasion d'un échange de visites, de renforcer la coopération *« dans tous les domaines »*.

Depuis lors, le maréchal Nemeiry avait ouvertement réaffirmé son soutien aux fronts de libération érythréens et tigréens auxquels il offrait l'hospitalité, tandis que, plus discrètement, son homologue éthiopien apportait son appui aux mouvements d'opposition au régime soudanais. L'insécurité dans l'un et l'autre pays avait conduit à un chassé-croisé de réfugiés : plus de 700.000 Erythréens et Tigréens au sud du Soudan et environ 40.000 *« sudistes »* en Éthiopie.

Le *« retour »* en Israël, via le Soudan, de quelque 12.000 falachas éthiopiens avait encore alourdi, au début de cette année, le contentieux entre les deux pays. Addis-Abeba avait alors reproché à Khartoum d'avoir réalisé de *« substantiels bénéfices »* sur le dos de ces juifs noirs et avait présenté cette opération comme un *« acte flagrant d'hostilité »* à son endroit.

JACQUES DE BARRIN.

Le Front Polisario affirme avoir rencontré le ministre marocain de l'intérieur en janvier à Lisbonne

M. Bechir Moustapha Sayed, responsable du secrétariat permanent du bureau politique du Front Polisario, a annoncé, vendredi 19 avril à Paris, qu'il avait rencontré le ministre marocain de l'intérieur, M. Driss Basri, le 27 janvier à Lisbonne. A propos de cette rencontre, M. Sayed a précisé que le Front Polisario, s'étant rendu compte que *« seul Hassan II savait ce qui se passait dans la tête du roi »*, avait proposé une rencontre directe avec le souverain chérifien. Toujours selon M. Sayed, la rencontre de Lisbonne a tourné court, car M. Basri n'était pas en mesure de formuler une réponse et s'est borné à *« proposer le pardon royal »* en contrepartie du ralliement à la monarchie.

Le représentant du Polisario a, d'autre part, indiqué que le Maroc avait rejeté une proposition algérienne visant à l'établissement de relations entre la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et le Maroc, *« fondées sur les liens personnels »* entre le roi Hassan II et la RASD, *« sur le modèle des rapports existant entre le Canada et la couronne d'Angleterre »*. M. Sayed a ajouté que le président de la RASD, M. Mohammed Abdelaziz, était prêt à rencontrer le roi du Maroc pour envisager une solution négociée du conflit du Sahara occidental, qui est entré dans sa dixième année.

Interrogé au sujet de cette rencontre, le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, au cours d'un déjeuner de presse, mardi 16 avril, avait formellement démenti qu'elle ait eu lieu.

M. Sayed, dont la visite à Paris a coïncidé avec celle du ministre marocain des affaires étrangères, a rencontré, au cours des derniers jours, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central du PCF, M. André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, ainsi que des responsables du Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et du PSU, mais aucun représentant de l'administration ou du gouvernement français.

« LA GUERRE EN FACE » VUE DE MOSCOU

Haro sur « Yves Mutant » « renégat » et « loup-garou »

De notre correspondant

Moscou. – Haro sur Yves Montand ! Les médias soviétiques ont déclenché contre le chanteur français un tir de barrage d'une ampleur exceptionnelle. Les épithètes choisies sont au niveau de celles réservées habituellement aux « revanchistes » allemands et aux néo-fascistes européens. Même M. Weinberger, le secrétaire américain à la défense, cible favorite des articles les plus polémiques et des caricatures les plus féroces, du moins jusqu'à ces derniers mois, n'a jamais été soumis à un tel traitement.

Yves Montand est un *« renégat »* – allusion aux sympathies passées du chanteur pour le communisme soviétique – qui *« s'adonne à un sale antisoviétisme »*, écrit *Tass*. C'est un *« loup-garou »* et, avec un jeu de mot sur son nom, un *« mutant »*, affirme l'hebdomadaire *Temps nouveaux*. Cette dernière publication en profite pour reprendre l'idée répandue en URSS des Français réputés légers, changeants, futiles. *« Les mutations politiques par lesquelles, par exemple, des militants d'un parti libéral bourgeois se rassemblent sous le drapeau fascisant du Front national, ou bien par lesquelles des nationalistes convaincus se reconvertissent en atlantistes également convaincus, sont chose habituelle en France »*, estime *Temps nouveaux*.

Yves Montand est pour les autorités soviétiques un *« mutant »* d'autant plus agaçant qu'il est très connu en URSS et depuis longtemps. Sans atteindre la célébrité de Jean-Paul Belmondo – numéro un incontesté au palmarès des acteurs étrangers, – il conserve une solide notoriété à la fois grâce à ses chansons et à ses films. Il importe donc de démolir au plus vite cette image favorable. *« On éprouve du mépris et de l'aversion pour ce mutant qui a voluptueusement bafoué l'homme et l'artiste en lui-même, qui s'est mis à chanter les merveilles des bourgeois et à lancer l'anathème contre les prolétaires »*, poursuit *Temps nouveaux*.

Trahison

L'occasion de ces attaques est évidemment l'émission de FR3 « La guerre en face », diffusée jeudi soir 18 avril. On peut remarquer que la campagne était tout prête, puisque *Temps nouveaux*, qui est hebdomadaire, est imprimé jeudi pour sortir le vendredi matin dans les kiosques.

Le correspondant à Paris de la télévision soviétique a également rendu compte assez longuement vendredi soir, au cours du journal télévisé, de l'émission de FR 3. Il a été successivement ironique, indigné et explicatif.

Il a exprimé d'un air dégoûté sa tristesse devant cette *« façon de célébrer le quarantième anniversaire »* de la victoire de l'armée soviétique *« sur le fascisme »*. L'explication est venue enfin : il s'agit de *« vendre »* aux Français les projets de *« guerre des étoiles »* du président Reagan. M. Guy Ducoloné, sur fond de Palais-Bourbon, était interviewé. Le vice-président communiste de l'Assemblée nationale a employé le mot de *« scandale »*.

Les commentateurs soviétiques relèvent tous, outre la *« trahison »* d'Yves Montand, la présence dans l'émission de M. Charles Hernu, jugée plus inquiétante encore. *« On pourrait, certes, ne pas prêter attention à la perversion politique d'un vieux chanteur, mais, ce qui étonne et inquiète, c'est que cette émission, manifestement préparée dans un but provocateur en prévision du quarantième anniversaire de la défaite du fascisme, ait été diffusée par la télévision d'Etat française et que le ministre de la défense, Charles Hernu, qui est intervenu après la projection (...), ne se soit pas donné la peine de rétablir la vérité historique et de rendre hommage à ceux qui ont sauvé l'humanité de la peste brune »*, estime Tass. Yves Montand, passe encore, mais un ministre ! Et une télévision d'Etat !

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. ROLAND LEROY : UNE ILLUSTRATION DES THÈSES OFFICIELLES

Le Parti communiste continue de protester contre l'émission de FR 3. Invité du journal de la mi-journée sur TF 1 vendredi, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de *l'Humanité*, a déclaré que l'émission de FR 3 « La guerre en face » *« illustre la thèse officielle exprimée par le président de la République dans son discours de Rennes, le 1er février, selon laquelle la France doit participer à la préparation de la guerre des étoiles »* et *« donne tout son sens militaire au projet Eurêka »*, lancé par le chef de l'Etat et prévoyant une coopération technologique en Europe dans les domaines civil et militaire. Pour M. Leroy, l'intégration européenne et une telle orientation vers la « guerre des étoiles » *« portent en elles-mêmes l'abandon de la force de dissuasion nucléaire »*.

Le directeur de *l'Humanité* a réitéré la proposition faite à Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité à l'audiovisuel, d'une « contre-émission » *(le Monde* du 19 avril), proposition soutenue, dans *l'Humanité* de samedi, par le général Jacques de Bollardière, partisan des mouvements pacifistes, et par le chanteur Renaud. Les lecteurs de *l'Humanité* sont invités à signer un « appel » pour cette émission qui s'intitulerait « la Paix en face ». M. Pierre Juquin, membre du comité central du PCF, chargé de l'action pour la paix et le désarmement après son éviction du bureau politique au congrès de février dernier, figure, en première page de *l'Humanité*, entre ces deux personnalités. Jusqu'à ce jour, le responsable en titre des interventions du PCF dans ce domaine n'avait pu s'exprimer que dans des interviews à *Libération* et à l'AFP, ainsi que dans *Révolution*, hebdomadaire du PCF destiné aux intellectuels.

M. Juquin déclare notamment, dans le numéro daté 19-25 avril de cet hebdomadaire : *« Je ne fais entièrement confiance ni à l'une ni à l'autre des propagandes en présence. Je revendique le droit pour chaque Français de contester et de confronter toutes les informations, de discuter les points de vue, de bénéficier des avis compétents, de débattre des solutions. »*

● *L'ambassadeur des Etats-Unis en France*, M. Evan Galbraith, a estimé que l'émission télévisée « La guerre en face » avait *« bien souligné la menace soviétique contre l'Europe et la France »*. Il a insisté sur la *« nécessité de maintenir la dissuasion nucléaire »*, se déclarant d'accord sur ce point avec le ministre de la défense, M. Hernu, car, a-t-il ajouté, *« il faudra des années, voire des générations, avant que la défense spatiale ne s'avère suffisante »*. S'il est nécessaire pour l'Europe comme pour les Etats-Unis de « moderniser » leur capacité nucléaire, a encore indiqué M. Galbraith, il est toutefois « obligatoire » de pousser les recherches sur la défense spatiale.

LE SOUTIEN DE M. KOHL AUX PROJETS AMÉRICAINS DE DÉFENSE SPATIALE

Moscou réagira « comme Bonn le mérite »

De notre correspondant

Bonn. – L'Union soviétique a, le vendredi 19 avril, mis en garde l'Allemagne fédérale contre une participation à l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan. Sans préciser s'il faisait référence aux programmes de recherche, auxquels les Européens ont été invités à s'associer, ou au développement ultérieur éventuel de nouveaux systèmes, M. Zimianine, secrétaire du comité central du Parti communiste soviétique, qui achevait une visite de quatre jours à Bonn à la tête d'une délégation parlementaire, a indiqué au cours d'une conférence de presse que Moscou réagirait *« comme Bonn le mérite »*. Il a également critiqué la hâte avec laquelle certains dirigeants ouest-allemand s'étaient prononcés pour une acceptation de l'offre américaine, rappelant qu'une militarisation de l'espace aurait un effet déstabilisant en Europe.

La réponse européenne à l'initiative du président Reagan sera évoquée en marge de la réunion du conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui s'ouvre le lundi 22 à Bonn. Il n'était pas sûr, en revanche, qu'elle y soit traitée en séance. Londres s'est, en tout cas, opposé, a-t-on appris vendredi à Bonn, à ce que cette question figure dans le communiqué de la réunion.

Paris entend également profiter de la réunion du conseil de l'UEO pour commencer à sonder ses partenaires européens sur sa récente proposition de créer une agence européenne chargée des technologies du futur (Eurêka). Une délégation de hauts fonctionnaires français, conduite par un membre du cabinet de M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, s'est rendue vendredi à Bonn pour en discuter.

Le projet Eurêka, qui a reçu, le jeudi 18, le soutien du chancelier Kohl, prévoit la création d'une agence autonome chargée d'organiser les activités de recherche des pays intéressés dans un certain nombre de domaines-clés, comme les gros ordinateurs, la micro-électronique très rapide ou l'espace. M. Dumas n'a pas caché qu'il y aurait des retombées aussi bien dans le domaine civil que militaire.

Les premières réactions en RFA ont été positives, bien que l'on doive s'attendre à des sérieuses objections du ministre des finances, M. Stoltenberg. Au ministère des affaires étrangères, on estime qu'Eurêka pourrait donner une nouvelle dimension à la coopération européenne.

HENRI DE BRESSON.

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE MILAN

Le Parlement européen souhaite l'élaboration d'un nouveau traité communautaire

De notre correspondant

Strasbourg (Communautés européennes). – Le Parlement européen demande aux chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE de convoquer, à l'occasion de leur réunion des 28 et 29 juin à Milan, une conférence associant l'Espagne et le Portugal, destinée à élaborer un nouveau traité communautaire. Telle est la recommandation que vient d'adopter à une large majorité (201 voix sur 282 votants) l'Assemblée de Strasbourg. Les communistes grecs, les travaillistes et les socialistes danois se sont prononcés contre. Les droites européennes conduites par M. Le Pen, les membres du PASOK (Parti socialiste panhellénique) et une partie du groupe conservateur se sont abstenus. Les élus du RPR et du PC n'ont pas, quant à eux, participé au scrutin. Contrairement à ce qu'ils avaient fait lors du vote sur le projet d'union européenne, en février 1984, durant lequel ils s'étaient abstenus, les représentants du PS se sont ralliés, cette fois, à la résolution de l'Assemblée.

M. Craxi, premier ministre italien et président en exercice du Conseil européen, qui a participé aux travaux de Strasbourg, s'est montré extrêmement prudent sur l'éventualité de voir les Dix se lancer dans une réforme institutionnelle au sommet de Milan. Ce n'est que pressé par les parlementaires européens qu'il a évoqué la possibilité de convoquer une conférence inter-gouvernementale. La déception de nombreux députés, notamment M. Spinelli, le promoteur du projet de traité d'union européenne, était vive devant la prudence de Rome, qui a toujours milité en faveur d'une percée réelle dans le domaine des institutions.

MARCEL SCOTTO.



Propos et débats

M. Baudis : devoir moral

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, a déclaré, le vendredi 19 avril, sur FR 3, que l'accord de gouvernement signé par le RPR et l'UDF est «une bonne chose». *Invité de l'émission «Face à la 3», M. Baudis a lancé un appel aux hommes politiques de l'opposition pour qu'ils* «cessent de se diviser sur des affaires tactiques et travaillent ensemble pour la France». *Au sujet de la cohabitation, le maire de Toulouse estime que* «si le pouvoir actuel perd les élections l'an prochain, s'il est largement désavoué, M. Mitterrand aura le pouvoir juridique de rester, mais il aura, aussi le devoir moral de s'effacer».

M. Chirac : débat politicien

Le débat sur la cohabitation est «un débat strictement politicien, et l'oppostion serait bien inspirée de ne pas l'alimenter», *a déclaré, le vendredi 19 avril, à Agen, M. Jacques Chirac à Sud-Radio.* «Depuis quelques jours, *a dit le maire de Paris,* les ferments de division au sein de l'opposition font courir à celle-ci un danger certain et font courir à la France celui de créer une situation où, finalement, il n'y aurait pas de gouvernement dans notre pays. Ainsi l'on risque d'installer l'ambiguïté, le désordre, voire une certaine anarchie politique, et tout cela me paraît bien irresponsable.»

L'amiral de Gaulle : mon père à la place de Mitterrand...

L'amiral Philippe de Gaulle déclare, dans un entretien publié par le Figaro-Magazine *le samedi 20 avril, que,* « à la place de Mitterrand, *[son]* père serait déjà parti ». *S'il était aujourd'hui à l'Élysée, estime le fils de l'ancien chef de l'État,* « le général s'en irait, ou renverrait l'Assemblée nationale à une élection franche et massive ».

L'amiral de Gaulle indique, d'autre part, qu'il devra peut-être vendre la Boisserie, la résidence de son père à Colombey-les-Deux-Églises, dont il dit « ne plus pouvoir assumer les frais ». *Il exprime de la* « colère » *à l'idée d'avoir dû payer l'impôt sur les* « prétendues grosses fortunes ». « Un tel prélèvement patrimonial discrédite le régime qui l'applique », *dit-il.*

M. Toubon : M. Fabius ne cherche pas à gouverner

« Il faut stopper et inverser la socialisation progressive de la France, il faut se tourner vers le vingt et unième siècle », *a déclaré le vendredi 19 avril M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, qui répondait au* « Parlons France », *de M. Laurent Fabius, sur TF 1. M. Toubon estime que le premier ministre ne dit pas la vérité aux Français, bien qu'il soit* « plutôt symphatique, plutôt intelligent, plutôt compétent » *et qu'il* « passe bien ». « Il ne cherche pas à gouverner, il cherche à séduire », *a-t-il dit.*

Le secrétaire général du RPR a déclaré que l'objectif de l'opposition est de sortir de la crise et non de la gérer. Il a rejeté la politique de résignation « social-démocrate » *menée par les socialistes, de même qu'une politique qui consisterait à restaurer le passé. Ce qu'il faut, a-t-il dit,* « c'est une politique de renouveau. »

LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

POINT DE VUE

Se soumettre, donc se démettre !

par PAUL VIOLET (*)

EN choisissant de transformer complètement le système électoral français, M. Mitterrand donne l'occasion à l'opposition de trancher le débat sur la cohabitation qui continuait à la diviser dangereusement.

En effet, la décision du chef de l'Etat met définitivement fin aux illusions que certains pouvaient encore entretenir sur la conception qu'il a de son rôle de président. Trois conclusions peuvent être ainsi tirées de son attitude :

— Un irrespect à l'égard de la démocratie. Minoritaire, lui et ceux qui le soutiennent, comme ne l'a jamais été aucun de ses prédécesseurs, le président de la République n'hésite pas, rejetant toute procédure démocratique comm le référendum, à imposer, en utilisant ce qu'il appelait lui-même « la force injuste de la loi », le bouleversement d'un système électoral auquel une majorité de Français depuis bientôt trente ans a marqué son attachement et qui a d'ailleurs démontré, grâce à l'alternance en 1981, sa parfaite viabilité.

— Un esprit partisan : nul ne met sérieusement en doute le caractère politicien des motivations du président de la République. Il y a quelques semaines seulement, il annonçait publiquement qu'il se proposait d'« instiller » de la proportionnelle, c'est à dire aménager notre système actuel sans en remttre en cause la logique majoritaire. Mais, depuis, les élections cantonales ont administré au président une nouvelle et dernière fois l'ampleur du rejet qu'il suscite chez une large majorité de Français. Alors adieu l'homéopathie, bonjour la chirurgie !

Par son initiative électorale M. Mitterrand a déplacé l'enjeu principal des élections législatives qui doit être maintenant le rétablissement de la Vᵉ République, préalable indispensable à toute politique sérieuse de redressement et de rénovation nationale.

Par ses actes, le chef de l'Etat a démontré que l'hypothèse d'une cohabitation avec un Président qui jouerait loyalement le jeu, prendrait de la hauteur et renoncerait à utiliser le moment venu les immenses pouvoirs dont il dispose pour contrecarrer l'action gouvernementale, ne peut plus sérieusement être envisagée. En outre, la cohabitation constituerait, paradoxalement à l'initiative de l'actuelle opposition, le coups de grâce donné à notre Constitution en affectant directement le rôle du président de la République. En effet, le nouveau gouvernement de 1986, soit qu'il neutralise le président soit qu'il le combatte, le relèguerait en tout état de cause dans un rôle incompatible avec notre Constitution telle qu'elle a été voulue par le général de Gaulle et unanimement appliquée par ses successeurs, sans exception. Enfin, la cohabitation par son caractère exceptionnel et inédit, par nature instable et provisoire, compromettrait les chances de jeter les bases solides d'une politique efficace de redressement national et ne serait guère propice au fameux rétablissement de la confiance, à juste titre présenté aujourd'hui comme l'élément indispensable au succès de l'action gouvernementale de demain.

Quatre objections sont généralement avancées en faveur de la cohabitation :

1) *Le président n'est pas obligé de se démettre.* La nouvelle majorité n'est pas non plus obligée de gouverner et de redonner ainsi une nouvelle légitimité à un président qui vient de se la voir refusée par le peuple Français.

2) *On ne peut pas mener une campagne législative en disant : votez pour nous mais nous ne gouvernerons pas.* L'opposition doit mener une campagne législative expliquant le véritable enjeu : pour ou contre la Vᵉ, pour ou contre l'octroi au RPR et à l'UDF des moyens constitutionnels de leur politique. Ce message soulignant l'importance du mécanisme de notre régime sera d'autant mieux compris, que les Français ont manifesté depuis bientôt 30 ans qu'ils l'avaient parfaitement assimilé.

3) *Si le Président ne se démet pas, une crise résulterait du refus de cohabitation.* Certes, mais une crise institutionnelle voulue et décidée par le Président qui devra en assumer la responsabilité face aux francais à qui il aura refusé le droit d'être gouvernés comme ils l'entendent. En tout etat de cause, cette crise serait moins grave que celle que constituerait une cohabitation destructrice de l'équilibre constitutionnel.

4) *La France ne peut pas attendre davantage.* La France ne peut surtout pas se permettre de gâcher les chances quis'offrent à elle d'une politique véritablement nouvelle. L'arrivée au pouvoir de l'opposition constituera pour les Français sceptiques mais pleins d'espoir, un examen de passage. Comment le réussir avec un président de la République quiserait à la fois chef de l'Etat et en même temps chef de l'opposition combattant un gouvernement don til aurait lui-même désigné le Premier ministre. L'action gouvernementale menée sous le signe de la cohabitation serait vouée soit, au mieux, à décevoir les Français, soit, au pire, à essuyer un grave échec qui compromettrait l'avenir.

Soutenir la thèse de la cohabitation équivaudrait à reconnaître qu'en cas de désaccords entre le Premier ministre et le Président, d'ailleurs très fréquents sous la Vᵉ, ce dernier devrait parfois s'incliner. Cela créerait un précédent fâcheux, lourd de conséquences pour l'avenir et auquel il serait bon que réfléchissent ceux qui sont susceptibles de briguer la charge suprême.

Il est urgent que l'opposition ppur parfaire son unité se saisisse de lélément nouveau que M. Mitterrand vient d'introduire en imposant la proportionnelle pour en tirer toutes les conséquences sur la cohabitation.

Sous la Vᵉ République, la formule «se soumettre ou se démettre» ne peut se décliner que par «se soumettre, donc se démettre».

* Adjoint au maire de Paris, délégué national du RPR aux Etudes.

En bref

● *M. Kreisky et le Front national* — M. Bruno Kreisky, ancien chancelier d'Autriche et vice-président de l'Internationale socialiste, a qualifié de Front national de « *parti crypto-fasciste* ». Invité au deuxième congrès du Comité européen pour l défense des réfugiés et immigrés (CEDRI), auquel participent deux cents personnes venues de trente-cinq pays, vendredi 19 avril, à Forqualquier (Alpes-de-Haute-Provence), a déclaré : « *Le parti crypto-fasciste de Le Pen n'est pas un phénomène passager. Il faut tirer les leçons de l'Histoire. Parce qu'on a laissé faire l'antisémitisme auparavant, ce sont finalement des millions d'Européens qui sont morts. La xénophobie d'aujourd'hui est l'antisémitisme d'hier* (...). *Aujourd'hui, il y a beaucoup de xénophobes parmi les travailleurs. Il faut qu'ils comprennent que cela les affaiblit. Il y a un grand travail pédagogique à faire pour que la classe ouvrière comprenne que la xénophobie est un moyen de la diviser* »

● *La motion de censure de l'opposition.* — Le groupe UDF de l'Assemblée nationale a déposé vendredi matin 19 avril, conjointement avec le groupe RPR, une motion de censure sur les projets de loi modifiant le mode de scrutin. Le texte de cette motion de censure est le suivant : « *Considérant que la modification du mode de scrutin pour l'élection des députés, en instaurant la représentation proportionnelle départementale, met en cause l'équilibre des institutions de la Vᵉ République et introduit des facteurs d'instabilité incompatibles avec l'action politique cohérente et efficace qu'impose le redressement économique et social du pays attendu par les Français, l'Assemblée nationale, en application de l'article 49-2 de la Constitution, censure le gouvernement.* »

La discussion et le vote sur la motion de censure interviendront mardi 23 avril. L'ancien président, M. Giscard d'Estaing, figure parmi les signataires de la motion de censure.

● *M Charles Béraudier (UDF) réélu à la tête du conseil régional Rhône-Alpes.* — M. Charles Béraudier (UDF) a été réélu, vendredi 19 avril, président du conseil régional Rhône-Alpes. Sur 119 votants, M Béraudier a obtenu 80 voix contre 27 à M Roland Bernard (PS) et 10 à M Paul Rochas (PC) M Xavier Hamelin (RPR), qui n'était pas candidat, a obtenu 1 voix Un bulletin a été déclaré nul

● *M. Mitterrand au camp de concentration du Struthof.* — Le président de la République visitera le camp de concentration du Struthof (Bas-Rhin), le dimanche 28 avril, Journée de la déportation, a indiqué M. Jean Laurain vendredi à Strasbourg. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre a précisé que cette visite aura lieu en matinée et qu'elle revêtira un caractère solennel « *exceptionnel* ». « *M. Mitterrand, soucieux d'honorer la mémoire des déportés, se recueillera seul devant les tombes* », a-t-il dit.

Le camp du Struthof, près de Natzwiller, sur le versant alsacien du massif vosgien, a été le seul camp d'extermination nazi installé sur le territoire français. Plus de 40 000 personnes de toutes nationalités y ont été internées (y compris des Allemands), et près de 12 000 y ont laissé la vie.

Dans le passé, le camp a reçu la visite des présidents de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing.

● *Les barristes et le Parti républicain.* — M. Francis Delattre, maire de Franconville (Val-d'Oise), a décidé le 18 avril de mettre fin à ses fonctions de directeur du *Contrat libéral*, organe de la tendance barriste du PR. M. Delattre se refuse à « *cautionner les déclarations et prises de position de certains parlementaires membres du bureau politique du PR* (...) *qui conduisent à la division si ce n'est à la dislocation du parti*). M. Delattre vise ainsi les déclarations de MM. Clément, d'Aubert et Millon (*le Monde* du 19 avril) « *constestant publiquement* », selon lui, les décisions et positions du bureau politique.

● *Le PS, le Vatican et M. Le Pen.* — M. Roger Rouquette (PS), député de Paris, a demandé vendredi 19 avril au président de la Conférence épiscopale française, Mgr Jean Vilnet, d'interroger le Vatican sur la rencontre entre le pape Jean-Paul II et M. Jean-Marie Le Pen la semaine dernière à Rome.

« *Jean-Paul II a-t-il vraiment encouragé le groupe d'extrême-droite au Parlement européen* « à continuer à sa battre contre le danger de décadence des valeurs morales en Europe », *comme l'a affirmé l'entourage de M. Le Pen ?* » demande M. Rouquette. « *En tant que chrétien, j'estime avoir droit à une information de la part de l'Eglise* »

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Manifestation et contre-manifestation sans incident à Nouméa

De notre correspondant

Nouméa. — « *Ce n'est pas que je sois raciste, mais il faudrait quand même mettre les Mélanésiens en avant pour bien qu'on les voit.* » Et M. François Néoéré de rassembler ses ouailles en s'époumontant dans son mégaphone pour que sa manifestation ait l'air de quelque chose. Malgré l'appui actif du maire de Nouméa, M. Roger Laroque, et du député RPR, M. Jacques Lafleur, le regroupement dans la case de la paix (RCP) n'est pas parvenu, samedi 20 avril, à rassembler plus de 2 500 personnes sur la baie de la Moselle, rebaptisée place Yves-Tual, du nom du jeune Européen tué le 11 janvier. Une contre-performance d'autant plus ennuyeuse pour les anti-indépendantistes que, quelques centaines de mètres plus loin, le FLNKS organisait son propre rassemblement sur la place des Cocotiers, face à la mairie.

Une insulte pour M. Laroque. Vendredi, le vieux maire de Nouméa avait bien tenté de faire interdire la kermesse des indépendantistes en arguant du fait qu'ils n'étaient pas venus lui demander son autorisation de maire pour se déployer en plein centre de « sa » ville. « *Les gens du RCP, eux, sont venus me voir*, a dit vendredi soir M. Laroque, *et j'ai donné un avis favorable à leur rassemblement.* »

— *Et si le FLNKS était venu vous demander votre avis ?* lui a-t-on demandé.

— *Il va de soi que je leur aurais interdit de manifester* », a alors répondu l'élu du RPCR, « *car je pense que le FLNKS est une organisation qui n'a pas le droit d'exister.* » M. Laroque a donc appelé tardivement les Nouméens à descendre dans la rue sur les ondes de l'unique radio locale privée, contrôlée par le RPCR. Le député, M. Lafleur, a suivi, mais leur appel n'a, pour une fois, guère été entendu. Car ce rassemblement n'avait rien de comparable aux grand-messes organisées par le RPCR, qui ont mobilisé jusqu'à 30 000 personnes.

Le regroupement dans la case de la paix dont la devise est « *Vérité, charité, justice, liberté* », se veut un rassemblement à dominante mélanésienne, partisan du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français. En fait, il est essentiellement composé de Canaques de l'Ile des Pins, menés par M. Néoéré, secrétaire général du Front national, « *intronisé par Jean-Marie Le Pen lui-même* », rappelle son entourage.

Juchés sur l'arrière d'une camionnette, les orateurs du RCP se succèdent pour dénoncer la politique menée par le gouvernement français, et M. Néoéré prend Dieu à témoin pour fustiger Marx, Lénine et les « *crocodiles marxistes* » qu'ils ont engendrés sur le territoire. La foule, en majorité européenne, applaudit. Une nouvelle fois les Nouméens présents ont ressorti leurs rubans tricolores. Vers 10 heures, sous un soleil de plomb, le cortège s'ébranle vers le haut commissariat, où l'on a l'intention de déposer une motion.

Du coca pour la lutte

Deux pâtés de maisons plus loin, l'ambiance est différente. La grande place des Cocotiers est coupée en deux. Dans le bas, les indépendantistes ont installé le matériel de leur fête. Comme prévu, beaucoup moins de banderoles que de stands où l'on vend des boissons — « *Achetez et buvez du coca, c'est pour la lutte* », dit un militant, alors qu'une banderole proclame : « *L'alcool tue les Canaques et engraisse les capitalistes.* ». — des tee-shirts à l'effigie d'Eloi Machoro, des badges et aussi des bougnats (plat traditionnel mélanésien).

Sur la pelouse, autour de la fontaine municipale, les femmes ont déployé de vastes nattes sur lesquelles jouent les enfants. Les dirigeants de l'Union calédonienne sont en paréo et en claquettes. « *Nouméa la blanche, mais terre canaque quand même* », lance l'un d'entre eux. Pour la forme, ils prononcent quelques discours, rappelant l'objet de la « *journée mondiale de soutien au peuple canaque en lutte* », avant que leur auditoire ne voit son attention diluée dans les effluves de merguez et de brochettes.

Une centaine de mètres plus haut, l'uniforme de rigueur est le treillis, les rangers, avec à la ceinture un casque de motocycliste. Membres du Front calédonien et groupuscules apparentés, Européens, Wallisiens, environ deux cents « gros bras », ceux des manifestations agitées de Nouméa, surveillent les 3 500 canaques regroupés à l'ombre des flamboyants. Avec leurs bergers allemands que certains tiennent au bout d'une chaîne, ils rêvent d'en découdre.

De part et d'autre, on a l'insulte au bord des lèvres. A un moment, le *no man's land* se rétrécit un peu trop entre les deux groupes, et les CRS s'interposent prestement. En quelques secondes, deux compagnies, soit 250 hommes, prennent position. On charge les lance-grenades que l'on pointe vers les caldoches qui tentent de s'approcher de la kermesse canaque. La manœuvre produit l'effet escompté. Les anti-indépendantistes stoppent leur progression tandis que les jeunes du FLNKS sont rappelés à l'ordre par leurs aînés.

Parmi les anti-indépendantistes, deux sérieuses altercations ont lieu entre les partisans d'un coup de main et les autres, plus modérés. Tous finissent par se disperser en fin de matinée, après le retour du cortège du RCP à son point de départ. A midi, le centre de Nouméa est vide, et la seule agitation qui subsistera jusqu'à 15 heures viendra de la fête mélanésienne, qui se terminera par un gigantesque pilou, danse de guerre traditionnelle qui prendra pour l'occasion la forme d'une vaste farandole. Cependant, dans leurs résidences surchauffées, les commandos anti-indépendantistes, frustrés, retiraient leurs rangers et s'installaient devant leur vidéo.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

UN EUROPÉEN ASSASSINÉ

Un Européen de soixante-dix-huit ans a été tué, vendredi soir 19 avril, à Païta, à une trentaine de kilomètres de Nouméa. Le corps de Lucien Georges a été retrouvé flottant dans une baie, à proximité de sa voiture à demi immergée. C'est la famille du vieillard, inquiète de ne pas le voir revenir après sa promenade quotidienne avec son chien, qui a donné l'alerte. D'après les premières constatations, Lucien Georges a été tué d'un coup de sabre d'abattis à la tête; il portait aussi une profonde blessure au cou ainsi que d'autres égratignures causées vraisemblablement par la même arme. Une autopsie devait être pratiquée dimanche pour déterminer les circonstances exactes de sa mort. La tension étant inexistante dans cette localité, les enquêteurs s'orientaient samedi davantage vers une affaire de droit commun dont les mobiles sont pour le moment inconnus.

● *M. Ukeiwé « inaugure » l'exposition sur les arts d'Océanie.* — M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement de Nouvelle Calédonie, entouré de pusieurs parlementaires et élus de la région parisienne du RPR, a inauguré, vendredi 19 avril, le musée imaginaire des arts d'Océanie, exposition organisée au musée des arts Africains et océaniens à Paris dont l'inauguration officielle avait eu lieu la veille (*le Monde* du 20 avril) en présence de MM. Jack Lang, ministre de la culture et Jean-Marie Tjibaou, chef de file du FLNKS.

SUR TF 1

M. Mitterrand le 28 avril M. Reagan le 29

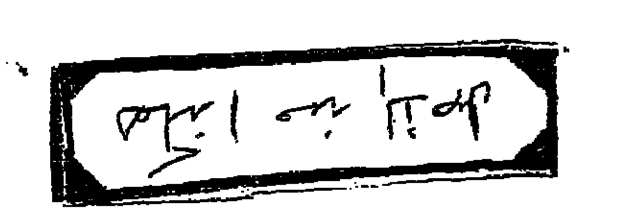
TF 1 diffusera, lundi 29 avril à 22 h 30, une interview du président Reagan, depuis Washington, quelques jours avant son voyage en Europe. Il sera interrogé par le correspondant de la chaîne aux Etats-Unis, Gérard Saint-Paul, et d'autres journalistes de chaînes européennes.

La veille, le président Mitterrand aura participé à une émission spéciale sur TF 1, « Ça nous intéresse... monsieur le président ! » (*le Monde* du 20 avril). Emission d'un genre nouveau, animée par le seul Yves Mourousi. Des extraits de documents filmés d'actualité seront présentés au chef de l'État, et c'est à partir de ces images qu'il sera amené à développer des sujets d'intérêt général, comme il l'avait déjà fait en participant à « 7 sur 7 ». Une manière délibérée de la part de TF 1 d'offrir une approche politique qui soit à la portée de tout un chacun. Une volonté aussi de permettre aux téléspectateurs de mieux découvrir à la fois le chef d'Etat et l'homme.

Yves Mourousi résume l'esprit de cette émission par l'expression « comment va *la France* ». Elle sera réalisée à la Maison de Radio-France, dans un décor spécial : trois bureaux conçus par trois designers français seront proposés au choix du chef de l'Etat.

La formule a été soumise à M. Mitterrand. Elle l'a, semble-t-il, séduit. L'entreprise n'est pourtant pas sans risques pour lui. C'est en effet au cours de l'émission qu'il découvrira les dossiers sur lesquels il sera interrogé.

A. Rd.



Société

LE «MASCULISME» ET SON PROPHÈTE

Ainsi soient-ils

Le féminisme, c'était hier. Voici venu le temps du masculisme, selon son prophète, Hugo de Garis. Ce Britannique de trente-sept ans, basé à Bruxelles, parcourt l'Europe dans tous les sens pour y porter la bonne nouvelle. Il parle déjà cinq langues. Une sixième lui permettra bientôt de délivrer son épître aux Japonais.

Masculisme : mouvement pour libérer les hommes de diverses discriminations et d'un rôle traditionnel qui les aliène.

Par mouvement, entendez courant d'opinion et non groupe organisé, avec président, secrétaire général et trésorier. *« Je préfère agir sur les médias qui touchent des millions de personnes »*, avoue sans complexe Hugo de Garis, avec son air rieur d'étudiant prolongé : cheveux mi-longs, cartable chargé de photocopies et de bouquins.

Pour lui, le Diable s'appelle carriérisme. Cette formidable capacité des hommes à s'enfermer dans leur travail professionnel serait la source de tous les maux : tabac, boisson, stress, infarctus... Absents de la maison, les hommes ne sont plus que des *« robots-pères »*. Leurs enfants vivent dans un monde dominé par la femme, et c'est à cause de ce monde-là que les garçons deviennent plus tard « machistes »... et carriéristes.

«Des constipés émotionnels»

Que les femmes aussi soient victimes de leur *« rôle traditionnel »*, Hugo de Garis l'admet volontiers. Seulement voilà : *« Les hommes, eux, en meurent ! Dans la plupart des pays industrialisés, ils sont les principales victimes du suicide. Et leur espérance de vie est inférieure de plusieurs années à celle des femmes. »*

Chercheur en physique, Hugo de Garis prépare un doctorat en intelligence artificielle à Louvain (1). Selon ses calculs, le sexe masculin perdrait *« un milliard d'années-homme »* par rapport au sexe féminin, à cause de l'espérance de vie réduite, entre 1960 et 2000. *« Cinq fois plus que le génocide juif pendant la deuxième guerre mondiale qu'on peut évaluer à deux cents millions d'années »*, ajoute-t-il avec la froide logique d'un statisticien.

La dénonciation du carriérisme n'empêche pas Hugo de Garis de travailler à plein temps et d'être passionné par son métier. Contradiction ? *« C'est du temps choisi, avec des horaires flexibles, et non de l'esclavagisme comme avant, quand j'étais ingénieur. »* Le théoricien du masculisme est en effet libre comme l'air : depuis son divorce, il n'a plus à s'occuper de ses deux enfants, qui habitent avec leur mère, en Australie. Lui, il vit avec une femme libérée, ayant une activité professionnelle et appartenant à la catégorie des *fip (fully integrated personalities)*, par opposition aux *fluffies*, ces mères au foyer, entretenues et matriarcales. *« Si les* fluffies *sont des « constipées sexuelles »*, explique Hugo de Garis, *les robots-pères sont des constipés émotionnels : on ne les autorise pas à exprimer leurs peurs ou à pleurer »*.

Vis-à-vis des féministes, ce contestataire a des sentiments mêlés : *« Le féminisme est une pré-condition pour la libération de l'homme. Sans ce mouvement, il n'y aurait pas eu de masculisme. »* Mais attention aux militantes qui mettent tous les péchés du monde sur le dos des hommes ! Ces *« misandrines »* exercent un droit de propriété sur leurs enfants et, au fond, restent des *fluffies*.



PESSIN.

Hugo de Garis extirpe de son cartable un jeu de fiches. Une fiche par discrimination antimasculine. La plus classique réclame un droit de garde conjointe des enfants en cas de divorce, comme en Suède et au Danemark. Une autre se demande pourquoi les hommes n'ont pas légalement leur mot à dire avant un avortement décidé par leur conjointe. *« Est-il normal que les enfants et les fœtus soient la propriété exclusive des femmes ? »*

Et pourquoi celles-ci ne feraient-elles pas un service militaire ? Pourquoi sont-elles mieux protégées que les hommes face aux accidents du travail ? Pourquoi verser une pension aux veuves et pas aux veufs ?

Les fiches défilent. La plus audacieuse affirme, chiffres — américains — à l'appui, qu'il y a davantage d'hommes que de femmes battus. *« Mais oui, deux fois plus... Elles les attaquent pendant leur sommeil. Et les hommes, eux, n'osent pas avouer qu'ils ont été battus. »*

Une bible

Le théoricien du masculisme réclame, entre autres, la création d'une sous-commission de l'homme au Parlement européen. Il est en contact avec diverses associations de pères divorcés et compte sur les écologistes pour lui servir de relais politique. Prochaine étape : la publication d'un livre.

Cette bible masculiste, en cours de rédaction, saura-t-elle trouver le ton juste ? Si Hugo de Garis se montre antiféministe, il apparaîtra bien archaïque. S'il insiste, en revanche, sur l'aspect le plus évident de sa théorie (le carriérisme et le « temps choisi »), on l'accusera de n'avoir rien inventé. Pas facile d'être prophète par les temps qui courent...

ROBERT SOLÉ.

(1) Chaussée de Gand 337. Bruxelles 1080.

A L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

Soixante « pékins » à l'école de la guerre

Ne pénètre pas qui veut dans la vaste enceinte de l'École militaire, à Paris. Les officiers eux-mêmes doivent montrer patte blanche. Le lieu est impressionnant, épique, hanté de fantômes illustres : Bonaparte, Dreyfus, Joffre.

Pourtant, en cette matinée de printemps, l'une des salles de cours de la vieille école est pleine de civils : soixante, et, parmi eux, une douzaine de femmes. Pas intimidés pour deux sous. Certains prennent à tour de rôle le micro d'une chaire magistrale pour lire de très sérieux rapports. A l'aide de cartes et de diagrammes, un maire de la banlieue parisienne expose comment la France devrait protéger ses routes maritimes. Un fonctionnaire des douanes développe l'idée selon laquelle la protection civile devrait être un des éléments de notre dissuasion.

Ces notaires, médecins, professeurs, hauts fonctionnaires, commerçants, syndicalistes et directeurs d'entreprise s'ébattent dans les problèmes de défense avec une aisance de vieux « briscards ». Pourtant, ces civils — excepté naturellement les femmes — ont pour la plupart terminé leur service comme simple sous-officier. Mais ils viennent de subir ici quinze jours de formation — ou plutôt d'information — intensive : vingt-cinq conférences, plusieurs visites à des installations militaires, des travaux en petits comités sanctionnés par une quinzaine de rapports, ceux que l'on vient d'entendre. La quatre-vingtième session régionale de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) s'achève. La quatre-vingt-unième commencera à Lyon dans quelques jours.

Curieux organisme, cet IHEDN, qui a vu passer en trente-sept ans plus de huit mille stagiaires. Les uns ont suivi le cycle long (trois matinées par semaine durant toute une année scolaire à Paris), les autres le cycle court (quinze journées complètes dans l'une des vingt métropoles régionales).

Douche froide

Objectif officiel de l'Institut : permettre à des « responsables de haut niveau » (85 % viennent du secteur civil) d'approfondir leurs connaissances des problèmes de défense par un travail en commun.

Il n'empêche que, durant la quatre-vingtième session régionale, celle de l'Ile-de-France, la plupart des vingt-cinq exposés magistraux ont été prononcés par des hommes en uniforme ou des officiers du cadre de réserve. Conférences hautement instructives et qui ont passionné les « élèves ».

La somme d'informations qui leur est délivrée est ahurissante. Tel jour les « pékins » sont impressionnés par nos capacités militaires. Celles de notre arsenal nucléaire bien sûr, mais aussi de nos divisions blindées et de nos régiments de « paras ». Le lendemain : douche froide. La disproportion entre les forces de l'Est et de l'Ouest se faisant face en Eugope est terrifiante.

Les stagiaires constatent à la fois la formidable puissance de nos fusées atomiques, la dérision de notre défense du territoire, et l'inexistence de la protection des civils. Cela ne les empêche pas de croire que la France serait condamnée si elle n'avait pas une volonté farouche de résister. Aussi, lorsqu'un général conférencier affirme que *« l'armée n'a pas à former les jeunes appelés à l'esprit de défense »*, il soulève un véritable hourvari. *« Une nation doit être constituée de patriotes, sinon elle est perdue »*, s'écrie un quidam.

Volontaires et sélectionnés

Visite au camp de Mailly, pour vivre une journée avec les tankistes ; plongée dans les profondeurs du PC souterrain de Taverny ; coup d'œil sur une chaîne de fabrication d'avions de combat. Ces sorties sont autant de récréations et de prises de contact avec le réel. Entre les cours et les visites, on se réunit par petits comités pour rédiger un rapport sur des sujets comme l'industrie d'armement ou l'esprit de défense.

Ces heures de *« brainstorming »* entre copains — car le tutoiement et la cordialité sont de rigueur — devraient produire une floraison d'idées nouvelles, voire impertinentes. Or, à l'exception des sujets dont on dit qu'ils n'intéressent pas les militaires, comme la défense du territoire et la protection civile, les rapports sont ultra-conformistes. Après quinze jours de « drill », les civils abasourdis ne sont plus en état de restituer autre chose que les questions de cours.

Ce conformisme tient aussi au recrutement. Les stagiaires sont tous volontaires, mais tous « sélectionnés », qui par la hiérarchie militaire, qui par le préfet du département, qui par leur administration d'origine. Bref, ce sont des gens qui, par définition, s'intéressent à l'institution militaire et sont déjà convaincus du bien-fondé de ses choix.

Certaines questions, pourtant essentielles, paraissent tabous. La France, membre de l'alliance atlantique mais absente de son organisation militaire, ne cultive-t-elle pas une indépendance-fiction ? L'adversaire ouvertement désigné étant l'URSS, quel serait l'attitude de l'électorat et des militants communistes en cas de conflit ?

A quoi servent, en définitive, les sessions régionales de l'IHEDN ? La réponse est apportée par la dernière intervention du directeur de l'Institut : *« Vous avez admis notre concept de défense, notre stratégie générale, notre politique d'armement. Maintenant, il faut que vous portiez le message à l'extérieur. »* On encourage les stagiaires à rejoindre les vingt-cinq associations d'anciens de l'IHEDN qui comptent déjà cinq mille membres, pour entretenir l'esprit de défense et pour faire passer le message de l'institution — voire du lobby — militaire.

MARC AMBROISE-RENDU.

UN JUGEMENT QUI FERA DATE

La tour Arman devra déménager

Les sculpteurs français ont décidément bien du mal à s'exprimer. Après les malheurs de Jean Dubuffet qui a toutes les peines du monde à dénicher un emplacement pour la tour aux Figures, alors que la construction de celle-ci (10 millions de francs), lui est offerte par le ministère de la culture, voici Arman contraint de déplacer l'une de ses œuvres monumentales. Constituée d'un empilement de soixante carrosseries vivement colorées, elle mesure 18 mètres de haut.

Cette tour a été édifiée avec la bénédiction de M. Jack Lang, ministre de la culture, dans le parc d'une fondation privée à Jouy-en-Josas (Yvelines). Or les Amis de la vallée de la Bièvre, n'ont pas apprécié les conditions dans lesquelles cette affaire a été menée.

Le site est classé depuis 1967, la vallée de la Bièvre est inscrite à l'inventaire depuis 1978, et le parc se trouve à proximité d'une église considérée comme monument historique. Toute velléité de construction est soumise à maintes tracasseries, et changer une simple enseigne nécessite l'aval des Bâtiments de France. Or le constructeur de la tour, M. Jean Hamon, a cru pouvoir se passer non seulement du permis de construire mais aussi de l'approbation du ministère de l'environnement. Les œuvres d'art, affirmaient les fonctionnaires de la culture, sont évidemment exonérées de ces procédures.

Erreur, a jugé la cour d'appel de Versailles : la tour Arman ne peut être considérée comme une « statue » mais comme un « édifice » soumis aux règles d'urbanisme. En conséquence, les juges ont condamné M. Hamon à 20 000 francs d'amende pour avoir ignoré délibérément la loi. Ils l'obligent aussi à déplacer l'empilement hors du site protégé.

Le sculpteur s'en tire bien. Son œuvre ne sera pas démolie, mais changée de cadre. Arman pourra d'ailleurs se consoler de cette aventure, car la commission des sites de Paris a accepté les deux empilements, il est vrai plus raisonnables puisqu'ils ne dépassent pas 6 mètres de haut, dont l'artiste doit orner la cour du départ et celle de l'arrivée devant la gare Saint-Lazare.

Mais celui qui fait grise mine, c'est le constructeur de la tour. Car celle-ci ne pèse pas moins de 1 500 tonnes. Et si elle n'a pas été déplacée dans un délai maximal d'un an, M. Hamon devra payer une astreinte de 600 francs par jour.

Dubuffet devant Renault ?

Le jugement de la cour d'appel de Versailles fait grand bruit dans le monde des arts, et notamment chez les sculpteurs. Nouveau par les motifs invoqués et par les sanctions prononcées, il est appelé à faire jurisprudence. La sculpture monumentale n'échappe pas aux exigences de l'environnement.

Il enlève en tout cas à M. Jack Lang toute possibilité d'imposer la tour Dubuffet à un maire qui ne la voudrait pas. On a déjà renoncé au parc de Saint-Cloud. Dans le parc de La Villette, la tour n'a pas non plus pu trouver sa place *« en raison de ses dimensions »*. Bernard Tschumi, le concepteur du parc a rendu visite à l'artiste pour tenter de trouver dans son catalogue une œuvre « de consolation ». Les *Arborescences* l'ont séduit, mais *« comment les intégrer dans la trame de mes folies ? »*, demande-t-il.

La tour aux Figures ira-t-elle finalement se jucher sur une butte, à la pointe de l'île Saint-Germain, face aux usines Renault ? Ce serait une belle revanche pour Jean Dubuffet. Il y a huit ans de cela, l'artiste avait exécuté pour la Régie une œuvre de 1 800 mètres carrés baptisée *le Salon d'été*. Mais Renault avait abandonné l'exécution du projet en cours de route, ce qui donna lieu à un long procès. L'œuvre inachevée repose dans l'une des cours de l'usine, sous un mausolée de terre et de béton.

Mais avant que la tour aux Figures élève ses 18 mètres de béton au-dessus de la Seine, il faut que les trois communes concernées — Meudon, Boulogne et Issy-les-Moulineaux — donnent leur accord. Deux réunions ont déjà eu lieu avec les maires, auxquels on a présenté une maquette, sur le terrain. Les conseils municipaux rendront leur verdict au début du mois prochain.

Enfin, dernière aventure, celle qui vient d'arriver au monument commémoratif que l'église arménienne de Paris voulait édifier. Une stèle de granit brisé et une crypte rappelant le génocide de 1915 devaient être placées dans les jardins des Champs-Elysées. La commission des sites avait repoussé cette demande, mais elle avait proposé elle-même un emplacement convenable, et plus discret, à proximité du Grand Palais, sous les frondaisons du Cours-la-Reine, non loin de la Petite Suisse, un jardin encaissé, datant de l'Exposition de 1900.

La Ville de Paris était d'accord pour céder les 140 mètres carrés nécessaires. Le conseil municipal devait voter une délibération en ce sens le 4 mars dernier. Elle a été retirée précipitamment de l'ordre du jour. La veille, la cour d'assises du Val-de-Marne avait condamné à de lourdes peines les trois terroristes arméniens responsables de l'attentat d'Orly. La stèle et la crypte ont finalement été acceptées par un vote en catimini à la séance suivante. Mais osera-t-on les construire ?

M. A.-R.

Société

Massacre pour le salut du SAC

(Suite de la première page.)

Il y avait ce qui se disait sur lui depuis quelques mois. On ne parlait même dans les réunions que de ça. Une « *planche pourrie* », disaient les uns. « *Un gars qui parle beaucoup, mais qui n'agit jamais* » renchérissaient les autres. C'était vague, malgré tout. Cela se précisa.

Au fil des mois, Jacques Massié apparut bientôt comme le chef qui s'approprie les cotisations, qui passe des contrats avec des entreprises en proie à des crises sociales, proposant, moyennant finances des équipes de briseurs de grève, mais empochant l'argent, en l'espèce 50 000 F, sans jamais fournir les hommes. Quoi d'étonnant au reste, puisque ce policier de rang modeste apparaît à beaucoup comme un panier percé. Il a acheté cette bastide de la Douronne pour 280 000 F déclarés, en fait, près de 500 000 F. Comment pourrait-il rembourser pareille somme avec un revenu professionnel mensuel de 6 000 F, et comment paie-t-il ses voitures de grosse cylindrée dont il semble ne pas pouvoir se passer ?

Lorsqu'il avait été nommé, en 1980, élève-inspecteur à l'école de la police nationale de Cannes-Ecluse, en Seine-et-Marne, ce qui l'éloignait de Marseille pour la nécessité de ses cours, c'est Jean-Joseph Maria qui avait été choisi pour assurer à sa place l'intérim. Or Maria, en cette occasion, fut très vite apprécié des troupes. Elles virent en lui l'homme qui enfin redonnait au mouvement sa rigueur et le conduisait dans les bons choix. Et puis, surtout, les frais que Massié ne remboursait jamais à ses hommes sous prétexte qu'il n'y avait plus un sou dans les caisses, Maria, lui, les payait rubis sur l'ongle. Cependant, Jacques Massié, chaque fin de semaine, revenait à Marseille, et Maria, alors, lui rendait compte des activités des jours précédents.

Une bible : « B comme barbouzes »

A l'approche des élections de 1981, la présidentielle d'abord, les législatives ensuite, le climat acheva de se détériorer. Le SAC marseillais mesura, comme d'autres, les chances de succès qu'avait cette fois la gauche. Certains s'en réjouirent. Ceux-là rêvaient de clandestinité et de baroud. Ils avaient pour livre de chevet *B comme barbouzes*, dont Massié leur avait dit que c'était la bible. Ils se voyaient promis aux entreprises les plus folles au sein de réseaux reconstitués. D'autres, au contraire, la redoutaient.

Que ferait d'ailleurs, en cette circonstance, Massié lui-même ? On le savait peu orthodoxe. On avait vu d'un mauvais œil certaines démarches faites par lui du côté de l'UDF, ce qui, pour un chef local d'un mouvement historiquement lié au gaullisme et en tout cas, à l'heure qu'il était, au RPR, confortait certains compagnons dans l'idée que cette planche pourrie, cet opportuniste, une fois la gauche au pouvoir, risquait fort de flirter avec elle. On le voyait déjà tentant de monnayer à son profit la livraison de quelque secret, d'en profiter pour pratiquer tous les chantages.

Massié, effectivement, en savait long sur certains attentats, sur certaines agressions, auxquels le SAC n'avait pas été étranger à Marseille, que ce soit une attaque de banque, que ce soit un dépôt d'engin explosif dans une cité maghrébine. De surcroît, sa belle-famille et particulièrement son beau-père, M. Jules Jacquèmes, dirigeant de la société marseillaise Midi-Containers, dont les affaires battaient de l'aile, avait ses entrées chez les socialistes et connaissait particulièrement bien M. Michel Bezet, un adjoint de M. Gaston Defferre. Avocat, Me Bezet s'était même vu chargé d'une affaire personnelle de Jacques Massié. Singulière collusion pour un homme du SAC.

Tel était donc le climat. L'élève inspecteur n'en ignorait rien. Il l'ignorait d'autant moins que, le 26 avril, après avoir dîné avec Maria sur le Vieux-Port, il s'était aperçu rentrant à Auriol dans la nuit, qu'une moto le suivait et que bientôt, un coup de feu allait être tiré contre sa propre voiture. Pour lui, le doute dès lors n'était plus permis : c'était là un coup monté par Maria et Collard qui marchaient la main dans la main. De cet attentat, on va beaucoup parler. Maria n'y a jamais vu autre chose qu'une simple affabulation de Massié pour redorer son blason. L'enquête, après une plainte déposée tardivement, ne permit pas d'élucider le mystère.

Il reste pourtant qu'à partir de ce jour, Jacques Massié sera constamment sur ses gardes, ne se déplacera plus jamais sans l'arme à la ceinture. Il reste que Maria, de son côté, supportera mal l'accusation portée contre lui et en public par ce « compagnon ». Entre les deux hommes, le torchon brûle. Les troupes, elles, en majorité, font corps avec Maria. Mais Massié garde malgré tout la confiance de Paris et Paris, en la circonstance, c'est M. Pierre Debizet, le secrétaire général du SAC. C'est bien, mais c'est peu. Car à Marseille, le policier se sent de plus en plus isolé. Le temps n'est plus où, au commissariat de la Capelle, le brigadier-chef qu'il était pouvait faire des remontrances à son supérieur, l'officier de paix principal Réné Pragnon pour sa mauvaise gestion et obtenir contre lui des sanctions quasiment immédiates.

Le temps n'était plus où l'on pouvait court-circuiter une procédure ouverte un jour contre Collard et deux autres membres du SAC trouvés en possession d'un poste émetteur, de documents concernant des statues étrusques et surtout, d'un plan indiquant les rondes de surveillance dans la ville des banques et des bureaux de poste. Or, ce plan, Collard l'avait reçu de Massié lui-même. A l'époque, Massié avait le bras long. Du haut en bas de la hiérarchie policière, locale, il était bien entendu qu'on ne devait, en rien, le contrarier.

Car, en ce temps pas si lointain, il les fait tous rêver, les compagnons, avec son bagage rempli de gadgets électroniques, avec les coups qu'il réalisait sous leurs regards ébahis. Car on l'avait bel et bien vu installer un micro à Toulon dans la chambre d'hôtel de M. Pierre Deman, un homme envoyé à M. Destrem par M. Philippe Dechartres, mais dont on se méfiait. D'autres avaient été estomaqués de le voir, un jour, du côté des Baux-de-Provence tenter de s'emparer d'un porte-documents de Michel Debré pour en photocopier, disait-il, le contenu. Il parlait même d'expédition au Moyen-Orient contre les Palestiniens et avait fait vacciner contre la fièvre jaune un de ses compagnons pour qu'il soit prêt le jour du départ.

En attendant, il ne parlait que d'infiltrer la CGT, la CFDT, les gauchistes, le PCF, les autonomistes corses, de surveiller les exportations d'armes au port de Marseille. Chaque soir, il remplissait de notes multiples des carnets non moins multiples.

Dans une telle ambiance, comment ne pas se sentir un peu « cow-boy », comment, comme le confessera l'un d'eux, ne pas se dire « qu'on ne peut faire le voyou, tout en étant couvert ».

Ce temps-là était fini. Maria avait alerté à Paris M. Pierre Debizet. Il lui avait fait part de ses griefs contre Massié, des cotisations empochées, des malversations pressenties. Le 5 mai 1981, le secrétaire général avait jugé utile de venir voir sur place. Il rencontra Maria ainsi que M. Yves Destrem, mais non Massié. Il repartait le lendemain sans avoir « réglé le problème ». Cette visite avérée après le drame lui valut d'être inculpé et même incarcéré dès le 28 juillet 1981. Remis en liberté le 7 septembre, il devait finalement obtenir un non-lieu de la chambre d'accusation de Paris après que la Cour de cassation eut annulé, pour ce qui le concernait, l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence qui le vouait, comme les autres, à la cour d'assises. Aujourd'hui, il se retrouve du coup simple témoin, mais un témoin très attendu.

Lacet et poignard

En tout cas, il n'eut pas le temps de revenir à Marseille pour, comme il l'a toujours soutenu, confronter Massié et Maria avant de prendre sa décision.

Car, le 10 juillet 1981, Finochietti, Poletti, Massoni et Campana ont été requis, ainsi que Collard, qui le nie. La mission est fixée : surveiller les allées et venues de Massié, l'intercepter, récupérer les documents qu'il détient. Campana précisera : « *On nous a bien dit qu'il ne s'agissait pas d'une vengeance, mais de l'exécution d'un ordre venu d'un niveau supérieur.* » Quelques jours plus tard, ils volent une camionnette à Aix-en-Provence. Le 18, à bord de ce véhicule et d'une R5, ils arrivent, dès 15 heures, au-dessus de la bastide de Massié. Ils sont armés : fusils, revolvers, couteaux, bombes à gaz paralysant, masques de chirurgiens, cordelettes. Ils observent.

Quand ils croient que Massié est seul chez lui – en fait, il était parti à Orange, – ils investissent la maison. Ils ont alors la surprise de se trouver en face de Mme Marie-Dominique Massié, que vont bientôt rejoindre sa belle-mère, Mme Emmanuelle Jacquèmes, âgée de soixante-sept ans, son beau-père, M. Jules Jacquèmes, soixante-dix ans et son fils Alexandre et l'ami de la sœur de Massié, M. Georges Ferrarini. Un repas de famille était en effet prévu ce dimanche.

Que faire ? Tour à tour, ces cinq personnes vont être neutralisées par l'équipe, aspergées de gaz soporifique, ligotées. Le commando attend. En dépit des masques, que portent les uns et les autres, Mme Massié a reconnu Finochietti.

C'est Campana encore qui dira : « *Ça prenait vraiment, à partir de ce moment-là, une drôle de tournure.* » Trois heures se passent à attendre. Ils ne savent quoi. C'est à 18 heures, selon Campana et les autres, que Collard a dit : « *Il faut maintenant les exécuter tous.* » Tous ont été descendus un par un du premier étage. Au pied de l'escalier, Collard, un lacet à la main, les étranglait puis les achevait au poignard. Le dernier fut le fils de Massié, Alexandre. Il avait huit ans. C'est Finochietti, l'instituteur aimé de ses élèves, qui l'a pris dans ses bras. C'est Poletti, le postier titulaire d'une médaille de sauvetage pour avoir tiré de la noyade deux enfants, qui le frappera à coups de tisonnier. C'est Finochietti qui l'achèvera au couteau « *parce qu'il râlait encore* ».

Au fur et à mesure, les corps ont été chargés dans l'estafette qui s'en ira avec Collard et Massoni à 70 kilomètres de là, dans le Var, les enfouir au fond d'une galerie de mine désaffectée. Les autres, Finochietti, Campana et Poletti doivent achever la « mission », car Jacques Massié n'est toujours pas rentré. Ce n'est qu'à 3 heures du matin qu'il arrivera. Il sera à son tour tué après avoir vainement cherché à se défendre, à échapper au couteau de Finochietti, au tisonnier de Poletti, perdant, dans sa fuite désespérée, sa chevalière et ses lunettes.

C'est tout cela qu'il va falloir redire devant les jurés dans les moindres détails. Pour leur part, Collard et Maria devront faire face aux charges qui leur sont opposées. Le premier a été vu par des témoins en compagnie des autres, dans la matinée du 19 juillet, une arme à la main alors que l'équipe venait se changer et se restaurer chez Campana. Maria devra expliquer pourquoi c'est de chez lui que tous partirent la veille, et pourquoi c'est encore chez lui qu'ils devaient revenir mission accomplie.

L'accusation a fait citer cent vingt-neuf témoins. On y trouve, outre M. Pierre Debizet, des hommes politiques de Marseille : côté opposition, MM. Joseph Comiti, Yves Destrem, Yacinthe Santoni : côté majorité, Louis Philibert, député PS et président du conseil général des Bouches-du-Rhône, et Michel Bezet. Et puis, bien sûr, tous ces membres de l'ex-SAC marseillais, du chef de groupe aux compagnons de base, par lesquels on a peu à peu, mais non sans mal, fait de ce dossier ce qu'il est devenu, mais dans lequel manqueront toujours les pièces enlevées ou détruites.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

● *Trois heures d'audition pour le professeur Mériel.* – Le professeur Mériel, chef du département d'anesthésie-réanimation du centre hospitalier régional universitaire de Poitiers, a été entendu pendant près de trois heures, vendredi 19 avril, par M. Pierre Hovaere, juge d'instruction chargé de l'information concernant la mort, le 30 octobre 1984, de Nicole Berneron, une patiente décédée lors d'une intervention chirurgicale pratiquée dans cet hôpital.

Le professeur Mériel est, depuis le 25 janvier dernier, inculpé d'homicide involontaire dans cette affaire, tandis que deux médecins anesthésistes, les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau, restent, eux, inculpés d'assassinat après la découverte du sabotage d'un respirateur dans le bloc opératoire où est décédée Nicole Berneron.

● *Arrestation d'une vingtaine de cambrioleurs dans les Ardennes.* – Le service régional de police judiciaire de Reims a procédé, le vendredi 19 avril, à une vingtaine d'arrestations dans une affaire concernant plus de cent cinquante cambriolages pour une valeur totale de 7 millions de francs. La bande de cambrioleurs opérait principalement dans les Ardennes.

Société

Sciences

Atterrissage mouvementé de la navette Discovery

Avec un peu de retard sur l'horaire prévu, la navette spatiale Discovery s'est posée, vendredi 19 avril à 15 h 55 (heure française), sur la piste du centre spatial Kennedy (Floride), après avoir passé sept jours en orbite. Dans les toutes dernières minutes du vol, des nuages ont gêné le retour de l'engin et de ses sept membres d'équipage. Cette seizième mission a été marquée par quelques épisodes fâcheux dont la NASA, qui était à la recherche d'un peu de réussite après l'interruption de ses vols habités pendant deux mois et demi, se serait bien dispensée.

Sur les deux satellites que Discovery emportait dans ses flancs, un seul, le satellite canadien Telesat-1/Anick, a pu être mis correctement en orbite. Le second, destiné à assurer une partie des télécommunications de la marine de guerre américaine, est venu s'ajouter aux milliers de débris spatiaux ceinturant la Terre, en raison du mauvais fonctionnement d'un interrupteur ou de celui de son moteur d'appoint (la question n'est pas tranchée). Toujours est-il que ce satellite, Syncom TV-3, assuré pour 85 millions de dollars, flotte à la dérive, ce qui n'est guère du goût des compagnies d'assurances après la mise en orbite ratée des satellites de télécommunication Palapa B-2 et Westar-6 au cours des derniers mois.

Comme un ennui n'arrive jamais seul, la navette a connu, en se posant à Cap Kennedy, un léger problème dû à l'éclatement d'un pneu du train d'atterrissage et à l'endommagement sérieux d'un autre. Enfin, et ce n'est pas le moindre, les responsables du vol ont constaté qu'un trou de la taille d'une assiette était apparu dans un aileron de l'aile droite à la suite – sans doute – de la perte de quelques tuiles de la protection thermique. Il y a quelques mois, ces tuiles avaient considérablement retardé le départ d'une autre navette, Challenger, dont le tir est prévu pour le 29 avril.

Presse

EN BELGIQUE

M. Hersant gagne le deuxième round contre « la Nouvelle Gazette de Charleroi »

De notre correspondant

Bruxelles. – Débouté au début de ce mois dans un procès l'opposant à *la Nouvelle Gazette de Charleroi* (*le Monde* daté 7-8 avril), M. Robert Hersant vient de lancer et de gagner – provisoirement tout au moins – une contre-offensive foudroyante. Le litige porte sur l'édition de Mons *la Province*, que les propriétaires du titre ont décidé de céder au groupe Hersant à la fin de l'année 1985.

Vendredi 19 avril, *la Province*, toujours éditée par *la Nouvelle Gazette*, est parue sous une forme inhabituelle : un journal de vingt pages dont seules la première et la dernière étaient imprimées. Dans ce numéro peu banal, les journalistes de *la Province* expliquent qu'ils ne veulent plus écrire une seule ligne pour servir les intérêts de M. Hersant. Les propriétaires – l'association de notables Propagande libérale – ont entamé une procédure d'urgence devant le tribunal de commerce de Mons, qui a statué dans l'après-midi même.

D'une part. les juges ont d'une part décidé que le groupe Hersant pouvait s'approprier immédiatement le titre. Dès ce samedi matin, 20 avril, *la Province*, imprimée désormais sur les installations de *Nord-Éclair*, à Roubaix, devait paraître sous la houlette du patron de presse français.

Le tribunal a d'autre part ordonné à *la Nouvelle Gazette* de se dessaisir de la liste des abonnés à *la Province*. Il a même interdit à la société éditrice de *la Nouvelle Gazette* de prendre contact avec les abonnés et les lecteurs de *la Province* et de leur faire parvenir un exemplaire d'un autre journal (à savoir *la Nouvelle Gazette de Mons et du Borinage*, édition lancée pour contrer dans l'offensive Hersant).

Les responsables de *la Nouvelle Gazette de Charleroi* sont résolus à faire opposition au jugement que vient de prononcer le tribunal de Mons. La confrontation judiciaire reprendra donc dès la semaine prochaine.

JEAN WETZ.

Education

Le Conseil d'Etat annule certaines dispositions d'un décret sur le Conseil supérieur des universités

Le Conseil d'Etat a annulé partiellement, le 19 avril, un décret du 13 avril 1983 instituant le Conseil supérieur des universités, chargé d'examiner les questions relatives au recrutement et à la carrière des universitaires.

Le décret donnait aux assistants titulaires – bien qu'ils ne soient pas éligibles au Conseil supérieur des universités et que ce dernier ne soit pas compétent pour se prononcer sur leur carrière – le droit d'élire les représentants des maîtres assistants et chefs de travaux. Le Conseil d'Etat a estimé que cette participation des assistants à l'élection des représentants de corps auxquels ils n'appartiennent pas était contraire à un principe général régissant l'organisation des institutions représentatives de la fonction publique. Le Conseil d'Etat a censuré, d'autre part, comme dénaturant le principe de l'élection, les dispositions très complexes de l'article 4 du décret qui faisaient, dans certains cas, prévaloir l'ordre de présentation des candidats sur le nombre des voix obtenues par chacun d'eux.

Le Conseil d'Etat a aussi annulé en partie un décret du 24 août 1982 créant pour un an un « *conseil supérieur provisoire des universités* ». Le Conseil d'Etat a jugé que le mécanisme de tirage au sort des membres du conseil, tel qu'il était prévu par le décret, pouvait aboutir à la disparition de toute représentation élue, enfreignant ainsi les dispositions de l'article 31 de la loi du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur.

Environnement

Important dépôt de déchets toxiques découvert en Belgique

Un important dépôt de déchets toxiques a été découvert par la police belge, le 17 avril à Plancenoit, au sud de Bruxelles, à la suite de plaintes des riverains. Ce dépôt, constitué de centaines de fûts contenant toutes sortes d'acides et solvants chlorés, y compris arsenic et cyanure, était situé dans la laiterie d'une ancienne ferme, louée par la filiale belge d'une entreprise française d'élimination de déchets, la SARP (Société d'assainissement rationnel et de pompage), dont le siège est à Limay (Yvelines).

Les voisins de la ferme-entrepôt avaient constaté que les déchets liquides étaient déversés directement dans la rivière, la Lasne. Plusieurs milliers de litres de produits toxiques auraient ainsi été écoulés discrètement au lieu d'être traités dans des centres d'élimination appropriés. Le directeur d'exploitation de SARP Industrie, M. Jean-Louis Biros, affirme que ce dépôt n'était qu'un « *stockage provisoire de produits dangereux que nous ne pouvons traiter dans nos usines sans avoir obtenu les autorisations d'importation nécessaires* ».

D'autre part, le préfet de Moselle a confirmé le 17 avril que la décharge de Montois-la-Montagne continuerait à accueillir, sous certaines conditions, les poussières d'incinération de déchets toxiques en provenance d'Allemagne fédérale.

Sports

FOOTBALL

Duel Auxerre-Monaco pour la qualification en Coupe de l'UEFA

Les Girondins de Bordeaux, vainqueurs de Rouen (2-0), conservent cinq points d'avance sur Nantes, qui a battu Laval (2-0), en tête du championnat de France de football de première division à l'issue de la trente-troisième journée disputée vendredi 19 avril.

Dans la lutte pour la troisième place qualificative pour la Coupe de l'UEFA, Auxerre, en gagnant contre Metz (2-0), possède maintenant un point d'avance sur Monaco qui s'est imposé à Toulon (1-0).

Enfin le derby parisien, Paris-SG - RC-Paris, s'est conclu sur un score nul (2-2).

∴

Le tirage au sort des quarts de finale de la Coupe de France qui auront lieu les 11 (aller) et 18 mai (retour) a mis en présence les équipes suivantes :

Paris-SG (D-1) - FC Nantes (D-1)
AS-Monaco (D-1) - RC-Paris (D-1)
AS-Saint-Etienne (D-2) - Lille (D-1)
Toulouse-FC (D-1)-FC-Sochaux (D-1)

∴

La Ligue nationale de football – selon le vœux des dirigeants du Loto sportif – a programmé les rencontres du championnat de France de première division de la saison 1985-1986 les mercredi et samedi. En revanche, le ministre de l'intérieur lui a refusé la création d'une loterie gratuite portant sur les billets d'entrée au stade.

LES RÉSULTATS

Division I
(Trente-troisième journée)

*Bordeaux b. Rouen	2-0
*Nantes b. Laval	2-0
Monaco b. *Toulon	1-0
*Auxerre b. Metz	2-0
*Tours et Lens	1-1
*Bastia et Sochaux	1-1
*Brest et Strasbourg	1-1
*Paris-SG et RC Paris	2-2
*Nancy b. Marseille	3-1
*Lille et Toulouse	0-0

Classement. – 1. Bordeaux, 53 pts ; 2. Nantes, 48 ; 3. Auxerre, 41 ; 4. Monaco, 40 ; 5. Toulon, 39 ; 6. Metz, 38 ; 7. Lens, 34 ; 8. Sochaux et Brest, 33 ; 10 Laval, 31 ; 11. Paris-SG, 30 ; 12. Nancy et Toulouse, 29 ; 14. Marseille et Strasbourg, 28 ; 16. Lille et Bastia, 27 ; 18. Rouen, 26 ; 19 Tours, 24 ; 20. RC-Paris, 22.

Division II
GROUPE B
(Trente et unième journée)

Lyon b. *Nice	3-1
*Saint-Etienne b. Martigues	4-1
Nimes b. *Limoges	4-0

● *Sports équestres.* – La deuxième épreuve de la finale de la Coupe du monde de sauts, disputée le 19 avril à Berlin-Ouest, a permis aux Britanniques Nick Skelton sur *Everest St. James* et Malcolm Pyrah sur *Towerlands Anglezarke*, qui se sont classés premier et deuxième, de prendre le commandement du classement provisoire. Le Français Pierre Durand sur *Jappeloup*, troisième de cette épreuve, se retrouvait cinquième au classement général, à égalité avec l'Américain Hap Hansen.

En bref

● *Cinq membres de la secte Krishna inculpés.* – Quatre hommes et une femme de la secte Krishna ont été inculpés, jeudi 18 avril, par le tribunal de grande instance de Senlis (Oise) pour avoir brutalisé un couple qui voulait quitter l'association. Les quatre hommes ont été inculpés de « violences avec préméditation » et « violation de domicile aggravée ». L'un d'entre eux, M. Thomas Milano, a été écroué ; les trois autres, placés sous contrôle judiciaire, ont été remis en liberté, ainsi que la femme.

● *Fleury-Mérogis : Une quinzaine de détenus se blessent volontairement.* – Une quinzaine de détenus de Fleury-Mérogis se sont blessés volontairement, dans la journée du mercredi 17 avril, pour protester contre la suppression de parloir dont ils étaient victimes.

Cette suppression avait été provoquée par la grève de certains personnels pénitentiaires. Les détenus avaient alors refusé de regagner leurs cellules après leur promenade quotidienne.

Carnet

Naissances

– Jacques ANGELERGUÈS
et Christine
de KERCHOVE DE DENTERGHEM,
Léonore et Antoine,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Louise,

le 8 avril 1985.

– Lauriane et Agnès

ont la joie d'annoncer la naissance de

Philippe,

le 13 avril 1985.

Jacques et Claudie LE COSSEC,
40, avenue Pasteur,
92400 Courbevoie.

– M. Alain VILLEROT
et Mme, née Jeannine Reboul,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Loïc,

chez Clarisse et Philippe Villerot,
le 31 mars 1985,

et de
Camille,

sœur de Marion et de Rémi,

chez Brigitte et Francis Cladel,
le 13 avril 1985.

7, allée des Lacs-Italiens,
51100 Reims.

Mariages

– Liliane RABIER
et
Philippe ADAMOWICZ,

sont heureux de faire part de leur mariage célébré le 20 avril 1985, dans la plus stricte intimité.

16, allée des Haras,
92420 Vaucresson.

Décès

– Casablanca. Rabat. Montbéliard.

M. Pierre Billuart,
proviseur au Maroc et à Montbéliard,
Les docteurs Jacques et Maguy Billuart
et leurs trois garçons,
Les professeurs Roger et Marie-Anne Munos
et leurs deux garçons,
M. et Mme François Billuart
et leurs trois filles,
ont la très grande douleur de faire part du décès de leur bien-aimée épouse, mère et grand-mère,

Suzanne BILLUART-THIBAUD,

décédée dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'enterrement a eu lieu en toute simplicité à Fumay (08) le vendredi 19 avril.

– Eveline Henkel,
née Delval,
Hanns G. Henkel,
Marc et Stéphane Henkel,
M. et Mme Albert Crinon,
Mlle Claude Crinon,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Irma DELVAL,
née Mayer,

survenu le 11 avril 1985, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu à Aix-en-Provence dans l'intimité familiale.

Ils rappellent le souvenir de son mari,

Roger DELVAL,

décédé le 11 novembre 1972.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le docteur Edmond Duchene,
Sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Nicole DUCHENE,

le 16 avril 1985, dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 19 avril.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Beyrouth (Liban).

On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 16 avril à Beyrouth, de

Mme veuve Youssef FIRZLI,
née Victoria Firzli.

Une messe sera dite à son intention à Paris en l'église grecque-orthodoxe, 7, rue Georges-Bizet, le samedi 20 avril, à 12 heures.

De la part de
M. et Mme Elias Firzli
et famille,
M. et Mme Nicola Firzli
et famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

86, boulevard Flandrin, 75116 Paris.

– Mme Robert Fohanno,
née Catherine de Laigue,
Ses enfants, petits-enfants
et arrière-petites-filles,
Mlle Madeleine Fohanno,
font part du décès de leur fils, frère, oncle, grand-oncle et neveu,

Gilles FOHANNO,

survenu à Paris le 13 avril 1985, à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, place d'Auteuil, Paris-16e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Carnel à Lorient (Morbihan) le mercredi 24 avril, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

« Voici, je fais toutes choses nouvelles. »
Apocalypse, XXI, 5.

10, rue de Rémusat,
75016 Paris.

– Nous apprenons le décès de

M. Max JUVÉNAL,
ancien député des Bouches-du-Rhône,

survenu le 17 avril 1985 à Saint-Mandrier (Var).

[Max Juvénal, né le 22 novembre 1905 à Aix-en-Provence, était avocat et fut par deux fois bâtonnier de l'ordre dans sa ville natale. Après s'être évadé d'un camp de prisonniers de guerre, il fut, à partir de 1941, chef régional de l'armée secrète, puis président du comité de libération de Marseille. Membre de la deuxième assemblée consultative, puis des deux Assemblées constituantes, il a été élu conseiller général à Aix-en-Provence en 1945, présidant même un temps l'assemblée départementale des Bouches-du-Rhône. Il avait aussi été élu député SFIO des Bouches-du-Rhône en 1956 ; il n'avait plus siégé à l'Assemblée nationale depuis 1958, mais en 1959 il entrait au conseil municipal de Saint-Mandrier, dont il fut le maire de 1970 à 1983.]

– Le président de l'université de Lille-III

Et les membres du Conseil

ont le regret d'informer ses amis que

Claude NORDMANN,
professeur d'histoire
à l'université de Lille-III,

est décédé subitement en son domicile parisien, le 18 avril 1985.

Ses obsèques auront lieu le mardi 23 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des-Ternes, Paris-17e.

Remerciements

– Mme O. Constans,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Robert CONSTANS,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine par leur présence, leurs prières et envoi de fleurs.

Anniversaires

– Le 22 avril 1982 disparaissait

Erna ENGLANDER.

Ce jour, tous ses amis dédieront à sa vivante mémoire leurs plus affectueuses pensées.

Communications diverses

– ESME-SUDRIA. – Quatre-vingtième anniversaire 1905-1985.
Vendredi 26 avril : Gala, 21 h
(PLM-Saint-Jacques)
Samedi 27 avril : Contact ESME 85,
forum 10 h à 23 h
(Montparnasse, Park-Hôtel)

Renseignements : (1) 567-86-78, de 8 h 30 à 16 h 30.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 21 AVRIL

« La crypte des Nymphéas et la collection Walter-Guillaume », (Cézanne, Renoir, Picasso, etc.), 10 h 30, hall de l'Orangerie.

« L'Opéra », 15 h dans le hall (D. Bouchard).

« Tombes célèbres du Père Lachaise », 15 h, entrée principale, (M.C. Lasnier ou Marion Ragueneau).

« Le Musée Rodin », 15 h, devant entrée (Marion Ragueneau)

CONFÉRENCES

DIMANCHE 21 AVRIL

« Les révélations de Mère Marie Rapfols pour notre temps », 1, rue des Prouvaires, 15 h (M. Henri Durrenbach).

« Le culte du Sacré-Cœur et sa signification prophétique » (Natya), 14 h 30, 35, rue de Sèvres.

« Des enfants rencontrent des enfants » (rencontre internationale », 26, rue Bergère, 15 h, « La force de la méditation dans la vie »

A L'ELDORADO-BOBINO

A nos vingt ans avec Anne Sylvestre

Anne Sylvestre chante à Paris, et un nouveau disque,* Écrire pour ne pas mourir, *l'accompagne.

Les amis d'autrefois, s'ils entendent ça, les amis du passé, vont se rappeler. Elle était porteuse d'eau. Une sorcière comme les autres, Jeanne d'Arc ou Margot. Elle nous a présenté Lazare et Cécile, qui ont pris la douce habitude de s'aimer secrètement, Jean-Baptiste qui aime tant les enfants qu'il en fait un tous les ans, le mari de Maryvonne qui descend la poubelle en partant. Et Clémence, qui a pris des vacances, ne fait rien et n'éprouve aucun remords.

V'là le printemps, gnan gnan, pour tout le monde et pas pour elle. Elle cherche un mur pour pleurer, on ne pleure plus, paraît-il, on ne dit plus rien quand on vous crache dessus. Elle préfère les gens qui doutent. Elle se demande toujours comment faire les chansons d'amour.

Ces mots écrits ici, ils ont été pris dans les chansons d'Anne Sylvestre. Les vraies chansons n'ont plus de guillemets, elles font passer les jours, elles marquent chaque souvenir à la bonne page. Alors, on ne voit pas pourquoi Anne Sylvestre éprouve maintenant le besoin de s'en prendre à son public :

« Vous m'avez tant aimée
Quand j'étais bergerette
Et vous voulez retrouver
Toujours les mêmes chan- [sonnettes
Et vos vingts ans qui y sont [restés. »

Les renie-t-elle, ces pareils qui rient de sa tendre et superbe vacherie ? Qui ont envie avec elle de *« Rien qu'une fois faire des vagues / Et tout cesser rien qu'une fois » ?* Qui se moquent d'eux-mêmes, parce que *« Le bonheur pauvre malade / Le bonheur il est pour les chiens ? »* A l'Eldorado-Bobino, ils ne veulent pas la laisser partir, mais elle ne dit pas un mot, heureuse et agacée, elle chante trente fois et ce ne sera pas trente et une. En hommage à Mistinguett *(C'est vrai)*, elle entonne, gouailleuse : *« Trop tard / Pour être une star »*. Ce n'est pas assez drôle pour ne pas être amer.

Si elle acceptait d'être seulement la star de ceux qui le veulent bien – Et Dieu sait s'il y en a ! – Anne Sylvestre soignerait peut-être davantage ses nouvelles chansons. Il y a des bonheurs d'inspiration et de mélodie *(Flou)*, de saines jalousies et recherches de rythme *(les Blondes)*. Les arrangements sur son disque sont soignés, avenants, comme le quatuor qui l'accompagne sur scène. Pourtant, trop de rimes vont à la dérive, et, parfois, le cœur à l'ouvrage n'y est plus.

Dans la salle, les gens n'ont pas l'air de s'en apercevoir. Et à réécouter le disque une fois, dix fois, on ne s'en apercevra plus non plus. Les batailles d'Anne Sylvestre, les petites, contre les autres et contre soi, les grandes, contre la bêtise et la malhonnêteté, pour l'amour et pour les enfants, ce sont des cadeaux pour toute la vie. Sa voix est restée exactement la même. Ses vingt ans, ses cinquante ans, – pourquoi cela lui déplairait-il ? – sont les nôtres. Elle a une œuvre, comme Brassens. Personne n'a intérêt à ce qu'elle la laisse tomber.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Eldorado-Bobino, 21 heures, jusqu'au 27 avril. Album *Ecrire pour ne pas mourir* : dix nouvelles chansons.

« QUARTETT », DE HEINER MULLER, AUX AMANDIERS

« La renommée est faite de quiproquos »

Après *Lucio Silla*, et en même temps que la *Fausse Suivante*, Patrice Chéreau présente à Nanterre, au Théâtre des Amandiers, un troisième spectacle venu du dix-huitième siècle. Sous le titre *Quartett*, c'est une paraphrase des *Liaisons dangereuses*, par Heiner Müller. La pièce est présentée en français. *« C'est comme s'il avait réécrit le roman à sa manière,* dit Patrice Chéreau, *tout est dans le dialogue entre Valmont et la marquise de Merteuil, un couple qui a fait le tour de sa vie. »* Heiner Müller place l'action *« après la troisième guerre mondiale, c'est donc une pièce optimiste,* dit-il, *puisqu'elle suppose qu'il y aura des survivants. »*

Heiner Müller vit à Berlin-Est, mais son théâtre est joué partout dans le monde occidental. En France, on l'a d'abord connu avec *la Bataille*, de Karge et Langhoff. Jean Jourdheuil – qui est également, avec Heinz Schwarzinger, son traducteur, a monté *Hamlet machine*, et Philippe Adrien *la Mission*.

Heiner Müller est venu en 1983 au Petit Odéon, pour le Théâtre de l'Europe. Plusieurs de ses textes étaient dits en allemand et en français. Heiner Müller est une gloire internationale de la RDA. Son sort est particulier, sa personnalité hors du commun. Il est populaire à L'Est comme à l'Ouest dans la génération d'après 1968. Heiner Müller est un maître du paradoxe, et son ironie sceptique joue avec le désespoir.

Au cours d'un séjour au Théâtre de Bochum, dans la Ruhr, où ses pièces sont régulièrement montées, il a accordé à l'équipe du Dramaturge de Bochum une interview dont nous donnons ici quelques brefs extraits.

C.G.

« Nous avons l'impression que vous vous êtes éloigné de la réalité est-allemande dans vos dernières pièces.

Heiner Müller. – Je suis une partie de cette réalité, et je ne me suis pas éloigné de moi-même. D'autre part, j'ai tellement écrit sur la réalité est-allemande qu'elle a du mal à me rattraper.

– Vous avez dit que peu d'acteurs étaient capables de jouer. La plupart des metteurs en scène d'ailleurs ne savent pas comment s'y prendre avec eux.

H.M. – A quelques exceptions près, le théâtre ne sait plus, ni à l'Ouest ni à l'Est, quelle est encore sa fonction dans la société. Naturellement, la première victime de ce vide est le comédien. Il est toujours bon quand il a un rapport immédiat avec le public. Mais ce rapport n'existe pratiquement plus. Il faut le recréer. C'est le travail du metteur en scène – mais la mise en scène n'est pas un métier. Ici, on la considère comme un sport de compétition. Les comédiens en souffrent, la compétition n'existe pas entre eux, à peine. Et elle est nulle quand il s'agit de textes. C'est une situation perverse.

– Quelques critiques vous ont reproché, quand vous avez monté vos propres pièces, de les réduire à de simples accessoires du spectacle.



Michelle Marquais et Roland Bertin

H.M. – Ce qu'ils écrivent est incroyable, mais se demander d'où vient leur déception est intéressant. Ils font partie d'une gauche nostalgique qui attend autre chose, quelque chose qui leur permette une fois de plus de regretter l'immobilité de la gauche. Dans ce cas, ils sont prêts à écouter un texte tragique, ou même un peu comique. La renommée est faite de quiproquos. Chaque mauvaise interprétation de mon théâtre me réjouit.

– En avez-vous quand même trouvé d'intéressantes ?

H. M. – C'est difficile.

– Des interprétations qui vous ont donné des idées, vous ont donné envie d'écrire ?

H. M. – Je n'ai pas d'idée, je n'en ai jamais eues.

– Et personne ne l'a jamais remarqué !

H. M. – J'écris tellement que personne ne peut le remarquer. Maiakovski a dit, d'une façon pour moi très claire, comment naît un poème. Il y a d'abord le rythme. Puis des mots isolés se rassemblent. Quand les mots sont là, vient l'idée. Elle est reprise, tout au moins relativisée par la formulation. Puis elle est oubliée. Quand le texte est achevé, on peut à la rigueur y trouver des idées. Elles viennent après, jamais avant, sinon c'est profondément ennuyeux. Si j'ai une idée, je peux vous la dire, je n'ai pas besoin de l'écrire. Comme matériau, l'idée ne vaut rien.

– J'ai entendu dire que vous restiez en RDA parce que les feuilles d'impôts sont plus faciles à remplir...

H. M. – C'est une raison, en effet, mais pas la seule. Je ne me sens absolument plus capable de m'intégrer à une société qui considère l'argent comme une valeur absolue, et je n'en éprouverais aucun plaisir. Je trouve chez nous un contre-modèle, même s'il est naturellement rongé par le deutschemark.

Communisme et liberté

– Que répondez-vous à la formule de Susan Sontag : le communisme est un fascisme à visage humain.

H.M. – Elle m'a effrayé et attristé (...). Il y a quelque temps, j'étais dans un hôtel de Bochum, où se tenait un congrès des directeurs de caisse d'épargne, je crois. Je les ai vus, ces zombies à attaché-case, avec leurs visages vides. Subjectivement, ils sont libres. Et ce sont des esclaves. Les asociaux de Berlin-Est sont effectivement libres, même s'ils ont des difficultés avec les pouvoirs. Leur liberté intérieure est plus grande...

– Que feriez-vous si on mettait un théâtre à votre disposition ?

H.M. – Je le dirigerais pendant deux ans, avec succès. Puis il serait fermé. Mais pendant ces deux ans je m'amuserais bien. Je crois que je pourrais en obtenir un si je voulais, mais je ne sais pas s'il faut que je le veuille.

– Savez-vous pourquoi Brecht est si peu joué ?

H.M. – Parce qu'il est pris trop au sérieux.

– C'est le destin de tous les auteurs socialistes.

H.M. – Certains textes de Brecht ne sont pas pris au sérieux et ce sont les meilleurs. *Fatzer*, par exemple. Tout ce qu'il a écrit après est compromission.

– Vous n'avez pas suivi le même chemin.

H.M. – Mon chemin est plus simple, j'ai commencé là où Brecht s'est arrêté. »

(Traduction Olivier Dannoni.)

PRINTEMPS DU THÉATRE A PARIS

Pour le renouveau

A Paris, du 29 mai au 30 juin, le premier Printemps du théâtre mettra en compétition des professionnels qui s'affirment sans être encore confirmés, et les confrontera à des troupes étrangères, ainsi qu'à des metteurs en scène de renom.

Le Printemps du théâtre est la version 1985 du Concours des jeunes compagnies qui, dans les années 60, a révélé des gens comme Jorge Lavelli et Patrice Chéreau... Mais si, à l'époque, le mouvement du théâtre allait vers la découverte et la notion de groupe, il n'en va plus de même. Les compagnies se sont multipliées, il s'agit aujourd'hui de sortir de la confusion. La jeunesse ne suffit plus à retenir l'attention, on a besoin d'éléments capables non seulement d'assurer la relève, mais le renouveau. Parmi les cent vingt dossiers reçus, ont été présélectionnés ceux qui marquent le tournant d'une aventure. Restait ensuite à monter les productions.

Dirigé par Stéphane Lissner, le Printemps du théâtre est une initiative de la ville de Paris, qui le finance avec l'aide de partenaires publics – ministère de la culture, conseil régional d'Ile-de-France, action artistique – et privés, notamment la Banque Harvet, la fondation Johnson, la FNAC, Luderic, ADR, Synergie qui se mettent à la disposition des troupes.

Cinq spectacles se trouvent en compétition : *le Triomphe de l'amour*, par Frédéric Keppler, au Rond-Point du 29 mai au 6 juin ; *Hélène 1927*, de Mona Thomas, par Hélène Surgère, comédienne aimée qui signe ici sa première mise en scène et joue avec Josiane Stoleru, au Studio des Mathurins du 30 mai au 30 juin ; *le Paradis sur terre*, de Tennesse Williams, par Elisabeth Chailloux, *(la Surprise de l'amour)* avec Christiane Cohendy, à l'Aquarium du 1er au 23 juin ; *Météorologies*, un spectacle de Pascal Rambert qui vient de Nice et sera à l'Espace Cardin, du 11 au 22 juin ; *De Saxe*, roman de et par Jean-Luc Lagarce. Il vient de Besançon et sera à la Madeleine du 14 au 22 juin.

Village

D'autre part, hors compétition, Claude Régy présente à la Bastille du 7 au 15 juin, *les Soldats* de Lenz, avec les acteurs du Jeune Théâtre national. Du 25 au 30 juin, la Bastille accueille le Wooster Group, star du Soho new-yorkais, avec *Route 1 et 9* – qui s'est donnée plusieurs mois de suite au garage de Schechner et reste au répertoire du groupe. Un autre New-Yorkais du off Broadway, John Jesurun, est du 4 au 9 juin à l'American Center.

Pendant tout le mois de juin, le foyer du Rond-Point sera un village du théâtre avec toutes sortes de stands. Il y aura des débats publics et le forum FNAC sera mis à la disposition du Printemps du théâtre. Les spectateurs qui prennent un abonnement pour les cinq spectacles en compétition pourront désigner celui qu'ils préfèrent et décerner leur prix pour lequel le conseil régional organisera une tournée en Ile-de-France. Le jury officiel est présidé par Jean Mercure. Parmi les jurés, Michel Piccoli, Juliet Berto, Michel Etcheverry, Robin Renucci, Yannis Kokkos, Jean-Pierre Miquel, Claude Régy, Daniel Darès, MArgot Capelier...

Le spectacle primé recevra 100000 F, sera invité au festival d'Avignon et partira en tournée – organisée par la FNAC avec l'aide de l'ONDA. Un spectacle sera invité au festival de Chicago. Un prix de 15000 F sera également attribué à la meilleure actrice et au meilleur acteur. France-Culture enregistrera l'une des pièces et toutes seront enregistrées par la vidéothèque de Paris.

L'an prochain, les troupes étrangères invitées viendront d'Italie et en 1987, année du 750e anniversaire de Berlin, elles viendront d'Allemagne.

C. G.

هكذا صدر الأصل

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXILS : Bastille (357-42-14), sam. 20 h, dim. 16 h.

FOLIES BURLESQUES INTERNATIONALES : Amandiers (366-42-17), sam. 20 h 30.

LA DAME EST FOLLE : Essaïon (278-46-42), sam. 19 h.

NE LAISSEZ PAS VOS FEMMES... : Essaïon II (278-46-42), sam. 17 h et 21 h.

DJAMILIA : Essaïon (278-46-42), sam. 20 h 45.

TRIPLE MIXTE : Fontaine (874-82-34), sam. 17 h et 21 h.

LA CHARRETTE DES CAYMANS : Plaine (250-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

LE TEMPS D'UN CRI : Aubervilliers, Lycée Wallon (834-18-87), sam. 21 h.

LMS-Vincennes : Tour village (365-63-63), sam. 21 h, dim. 16 h.

WEST END : Villejuif, Romain Rolland (726-15-02), sam. 20 h 30, dim. 16 h.

LA DERNIÈRE DU MALADE IMAGINAIRE : Présent (203-02-55), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

DÉLICATE BALANCE : Cité internationale, Galerie (589-38-69), sam. 20 h 30.

QUARTETT : Nanterre, Amandiers (721-18-81), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30.

LA BAIE DE NAPLES : Cergy, Quinze-vingt (038-11-99), sam. 21 h.

HUGO, L'HOMME QUI DÉRANGE : Odéon (325-70-32), sam. 20 h 30, dim. 15 h.

L'IMPRÉSARIO DE SMYRNE : Comédie-Française (296-10-20), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30.

JOURNAL D'UN HOMME DE TROP : Ivry, Théâtre des Quartiers (672-37-43), sam. 20 h 30, dim. 17 h.

THEATRE D'OMBRE CHINOIS : Musée Guimet (723-64-85), dim. 15 h et 20 h 30.

FAIRE PART : Clichy, Rutebeuf (739-28-58), dim. 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), Opéra : sam. 19 h 30 : Alceste ; Danse : Voir rubrique (Palais des congrès).

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : l'Imprésario de Smyrne, de Carlo Goldoni ; dim. à 20 h 30 : le Misanthrope.

ODÉON (325-70-32), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Hugo, l'homme qui dérange (par Cl. Brûlé).

TEP (364-80-80) Théâtre : sam. 20 h 30, dim. 15 h : Macadam Quichotte ; Cinéma : sam. 14 h 30 ; dim. 20 h : Biruk, l'ermite, de R. Balaian (v.o.) ; la Ballade de Narayama, de S. Imamura (v.o.).

BEAUBOURG (277-12-33) Cinéma vidéo : sam., dim. 13 h : Philippe Herreweghe fait chanter Brahms, de A. Faisandier ; à 16 h, Un 14-juillet un camp, de I. Ténézé ; 19 h, Pour qui vote l'oxygène, de J. Van der Keuken ; Marin Karmitz, éditeur de films à Paris ; sam. 14 h 30 : Ermitoû, de Ol. Sembène ; 17 h 30 : Qu'est-ce qui fait courir David, de E. Chouraqui ; 20 h 30, le Mystère Picasso, de H.-G. Clouzot ; dim. à 14 h 30 : Baxter Vera Baxter, de M. Duras ; 17 h 30, Local Hero, de B. Forsyth ; 20 h 30, El, de L. Bunuel ; Danse : sam., à 20 h 30 ; dim. à 16 h : Aujourd'hui Ontario danse Compagnie Robert Desrosiers dance theatre (l'Hôtel perdu ; Brass Fountain ; Bad Weather).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) Ballet : sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 et 20 h 30 : le concours (chorégraphie M. Béjart ; musique : Percussions Adam ; Tchaïkovski).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), Danse : sam. à 20 h 45, dim. 14 h 30 : Wuppertal (le Sacre du printemps ; Café Muller) ; sam. 18 h 30 : Barrett sisters (Chicago).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Milliardaire.

Les autres salles

☞ AMANDIERS (366-42-17), sam. 20 h 30 : Folies burlesques internationales.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h : le Sablier.

☞ ARCANE (338-19-70), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Sonate au clair de lune.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), sam. 21 h, dim. 15 h : Doit-on le dire ?

☞ ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Amour en visite.

☞ ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : En attendant Godot.

LA BARAQUE (707-14-93), sam. 21 h, dim. 15 h : 2 + 2 + 2 = 1 (dern.).

☞ BASTILLE (357-42-14), sam. 20 h, dim. 16 h : Exils.

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

CARTOUCHERIE, Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Incurables. Th. de la Tempête (328-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Place de Breteuil.

CENTRE WALLONIE BRUXELLES (271-26-16), dim. 18 h 30 : le Mariage forcé.

☞ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), Resserre, sam. 20 h 30 : Macbeth ; La Galerie, sam. 20 h 30 : Délicate Balance.

CLA (508-48-28), sam. 20 h 30 : Il était une fois un roi (dern.).

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) sam. 21 h 15, dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), sam. 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

☞ DIX-HEURES (606-07-48), sam. 20 h 30 : Tête de bois ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Dialogue d'exilés (dern.).

EDOUARD-VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Big Bang dans l'île de Callisto.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), sam. 20 h 30 : Shame (la Honte).

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19), sam. 18 h 30, dim. 16 h : la Folie de Don Quichotte.

☞ ESSAION (278-46-42), I. sam. 19 h : La dame est folle ou le billet pour nulle part ; II. sam. 17 h et 21 h : Ne laissez pas vos femmes accoucher dans les maternités.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (254-99-18), sam. 20 h 45 : Un hiver indien.

☞ FONTAINE (874-82-34), sam. 17 h et 21 h : Triple mixte.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Love.

HUCHETTE (326-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☞ LIERRE-THÉATRE (586-55-83), sam. 20 h 30, dim. 17 h : l'Opéra nomade.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. Sam. et dim. 18 h : l'Ombre d'Edgar ; 20 h : Enfantillages ; sam. 21 h 45 : Le pupille veut être tuteur (dern.). II. Sam. 18 h : l'Entrée en matière (dern.) ; sam., dim. 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; Petite salle, 21 h 30 : C'est rigolo.

MADELEINE (265-07-09), sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), sam. 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : la Porte - la Crise.

MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon.

☞ MATHURINS (265-90-00), sam. 18 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Un drôle de cadeau.

MICHEL (265-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

MOGADOR (285-28-80), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Bye bye show biz.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), sam. 21 h, dim. 16 h : Henri IV. – Petite salle sam. 18 h et 21 h, dim. 16 h : Tchekov Tchekova.

☞ MUSÉE GRÉVIN (246-84-47), sam. 21 h : Amphitryon 39.

MUSÉE GUIMET (723-61-65), sam. 15 h et 20 h 30, dim. 15 h : le Banquet.

LE NOUVEAU THÉATRE DE COLETTE (631-13-62) (354-53-79), sam. 20 h 30 : Une parfaite analyse donnée par un perroquet : 21 h 30 : G. Deschamps.

☞ NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : Oxtiern ou les Malheurs du libertinage du marquis de Sade.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

☞ PLAINE (250-15-65), sam. 20 h 30, dim. 17 h : la Charette des Caymans.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Transports en commun.

Samedi 20 - Dimanche 21 avril

☞ PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim. 15 h et 21 h : Double Foyer.

☞ QUAI DE LA GARE (585-88-88), sam. 21 h : le Concile d'amour ; sam. 15 h et 18 h 30, dim. 15 h : l'Incendie.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), sam. 21 h, dim. 15 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), sam. 20 h 30 et 22 h 15, dim. 16 h : Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

☞ TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. Sam. 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II. Sam. 20 h 30 : Huis clos ; sam. 22 h 15, dim. 17 h : Et si Beauregard n'était pas mort ; sam. 18 h : la Vie d'un gars qui naît.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), sam. 20 h 30 : Androclès et le Lion (dern.).

☞ THÉATRE NOIR (346-91-93), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Gouverneurs de la rosée.

THÉATRE MONDAIN AMBULANT (887-09-87), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Grand Déménagement.

☞ THÉATRE PRÉSENT (203-02-55) (D soir, L), 20 h 30, dim. 17 : la Dernière du Malade imaginaire.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Oiseaux ; Petite salle sam. 20 h 30, dim. 15 h : l'Arbre des tropiques.

☞ THÉATRE 13 (588-16-30) sam., 20 h 30, dim., 15 h : la Collection.

☞ LE TINTAMARRE (887-33-82) sam., 20 h 15 et 24 h : Phèdre ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TOURTOUR (887-82-48), sam. 16 h : Tac ; sam., 18 h 30 et 20 h 30, dim. 17 h : Haut comme la table ; sam., 22 h 30 : Carmen Cru.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92) sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), les 17, 18, à 20 h 30 : la Serre ; sam., 17 h : les Méfaits du tabac – Prose du transsibérien ; dim., 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les concerts

SAMEDI 20

La Table verte, 21 h 30 : Trio A. Stocchetti (Bach, Haendel, Vivaldi...).

Radio-France, grand auditorium, 17 : Ensemble instrumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Masson (Guinjoan, Pagh Paan, Pasquet...).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Rosenthal, chœurs de Radio-France, chef de chœur A. Boulfroy (Barraud).

Eglise Saint-Merri, 21 h : Trio pour flûte, orgue et soprano (Bach).

Heure musicale de Montmartre, 18 h : R. Muraro (Rachmaninov, Liszt, Messiaen).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Atelier Musique (Philippot, de Pablo, Sciortino...).

Salle Cortot, 20 h 45 : E. Sun (Chopin).

18-Théâtre, 16 h 30 : A. Stajic, E. Ricci (Brahms, Beethoven, Schubert...).

Eglise suédoise, 18 h : Chorale des jeunes d'Helsinki (Bach, Schubert, Mendelssohn).

Dunois, 20 h 30 : V. Globokar, F. Kzewski, F. Walot (Kzewski).

DIMANCHE 21

Eglise Saint-Merri, 16 h : Chorale Es Bo Bygdens Musikskola, dir. K. Säkstrom (Sibelius, Kodaly, Haydn...).

Lucernaire, 17 h 30 : E. Daubresse, F. Rosse, J.-L. Campana ; 18 h 30 : CMC (Berio, Bussotti, Pousseur).

Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : Quatuor Orlando (Haydn, Beethoven).

Musée de l'Assistance publique, 15 h : L. Windsor, A. Pondepeyre (Purcell, Schubert, Brahms...).

Eglise des Billettes, 10 h : M. Pinte (Frescobaldi, Haendel, Pierné...) ; 17 h : E. Pitti, E. Varvarova (Brahms, Schubert).

Eglise allemande, 17 h : H. Schauerte (Bach).

Eglise Saint-Roch, 17 h : Petits Chanteurs du Marais, dir. J.-P. Poupard (Lotti, Allegri, Mozart...).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : K. Boeke (Machaut, Bassano, Virgiliano...).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 20 AVRIL

17 h : Carte blanche à « Cinématographe » : Petit à petit, de J. Rouch ; 21 h : Cent jours du cinéma espagnol : La vida en un hilo, de E. Neville.

DIMANCHE 21 AVRIL

Cent jours du cinéma espagnol : 15 h : Locura de amor, de J. de Orduna ; 21 h : Don Quijote de la Manche, de R. Gil ; Carte blanche à « Cinématographe » : 17 h : Ceddo, de S. Ousmane ; 19 h : 44, ou les récits de la nuit, de M. Smihi.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 20 AVRIL

17 h : 70 ans d'Universal : The Big Fix, de J. P. Kagan ; 19 h : Classiques du cinéma mondial : Une fille dans chaque port ; 21 h : les Grandes Espérances, de D. Lean.

DIMANCHE 21 AVRIL

15 h : Grosse Liebe ; Der Italiener, de F. Radax ; 17 h : 70 ans d'Universal : Dracula, de J. Badham ; 19 h : Je t'attendrai, de L. Moguy ; 21 h : Carte blanche à « Cinématographe » : Furyo, de N. Oshima.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46). – V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Republic Cinéma (H. sp.), 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Calypso, 17e (380-30-11).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (606-87-61).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

BROTHER (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

LE COW-BOY (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

2010 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

DUNE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; v.o., v.f. : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). V.f. : Ranelagh, 16e (288-64-44).

EIJANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-50-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

GREMLINS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaîté-Boulevard, 2e (233-67-06).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

HORS LA LOI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina (H. sp.), 4e (278-47-86) ; Denfert, 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LADY HAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MARLÈNE (All., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysée Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Lafayette, 5e (329-79-89).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MISSION NINJA (A., v.f.) (*) : Paris Ciné II, 10e (770-21-71).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (257-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Capri, 2e (508-11-69) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA RIVIÈRE (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82).

ROMANCE DU FRONT (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

SAC DE NŒUDS (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-70) ; Gaîté Rochechouart, 5e (878-81-77).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs Elysées, 8e (720-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DES MURS, film israélien de Uri Barbash, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LE DÉCLIC, film français de Jean-Louis Richard (*), Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (305-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

ELECTRIC DREAMS, film britannique de Stève Barron, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE KID DE LA PLAGE, film américain de Garry Marshall, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA MAISON ET LE MONDE, film indien de Satyajit Ray, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE, film franco-canadien de Daniel Petrie, Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Bienvenue Montparnasse, 14e (544-25-02).

SOLLERS/GODARD : L'ENTRETIEN, film français de Jean-Paul Fargier, le Latina, 4e (278-47-86).

VIDAS, film portugais d'A. Cunha Telles, v.o. : La Latina, 4e (278-47-86), v.f. : Arcades, 2e (233-54-58).

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 20 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Les grands succès de la scène : Treize à table.
De M.-G. Sauvajon, mise en scène R. Clermont, avec M. Mercadier, R. Camoin, A. Wartel...
Deux personnages, Madeleine et Antoine Villardieu, entre 10 heures et minuit, doivent effectuer de véritables prouesses pour organiser leur réveillon de Noël et faire en sorte que leurs invités ne soient pas treize à table.

22 h 45 Droit de réponse : Prête-moi ta plume.
Avec des écrivains : Françoise Xenakis, Roger Peyrefitte, Patrick Besson, Christine Jacquet... des critiques, des éditeurs, des prête-plume...

0 h 15 Journal.

0 h 35 Ouvert la nuit.
Alfred Hitchcock présente : *l'Eternel Trio.*
Extérieur nuit : le métro secret.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Champs-Elysées.
Autour de Michèle Torr, Francis Lalanne, la Compagnie Créole, Jean-Pierre Mader, Bibi...

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock.
Spécial Mick Jagger, à l'occasion de la sortie de son premier disque en solo.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.

21 h 55 Journal.

22 h 20 Feuilleton : Dynastie.

23 h 5 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Danielle Darrieux, Jean-Pierre Mocky, Frédéric Mitterrand.

23 h 35 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 50, Atout PIC ; 19 h 00, Feuilleton : l'homme du Picardie ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, La science amusante ; 19 h 55, Les aventures de Saturnin.

CANAL PLUS

20 h 30, Série : Maître du jeu ; 22 h 50, **Caligula**, film de T. Brass ; 1 h 30, **le Grand Carnaval**, film de A. Arcady ; 3 h 45, **les Anges du mal**, film de P. Nicolas ; 5 h 10, **la Loi et la Pagaille**, film de I. Passer.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « la Question », de Hans Krendlesberger, adaptation : Ghislain Riccardi. Avec C. Rich, M. Pillet, J.-P. Cassel, précédé d'un entretien avec l'adaptateur.

22 h 10 Démarches avec... Denis Roche (expositions photos à la galerie Donguy).

22 h 30 Musique : « Ricercare », de J.-M. Gouelou. Aspects cachés du répertoire de piano du XIX[e] siècle.

0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) : *Tête d'or*, de Barraud, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio France, dir. M. Rosenthal, chef des chœurs A. Boulfroy, sol. D. Henry, C. Meloni, N. Stuzmann...

23 h 30 Les soirées de France-Musique : club des archives (Percy Grainger) ; à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 21 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h Messe.
A la paroisse Saint-Laurent, à Paris (11[e]).

12 h 5 Midi presse.
Invitée : M[me] Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

12 h 30 La séquence du spectateur.

13 h Journal.

13 h 25 Série : Starsky et Hutch.

14 h 20 Variétés : La belle vie.

15 h 20 Sports dimanche.

17 h 30 Les animaux du monde.

18 h 10 Série : Matt Houston.

19 h 7 sur 7.
Avec Eddy Mitchell.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Traquenard.
Film américain de N. Ray (1958), avec R. Taylor, C. Charissen, L. J. Cobb, J. Ireland, K. Smith (rediff.).
Dans les années 30, à Chicago, un avocat de la pègre rencontre une danseuse de boîte de nuit. Ces deux êtres blasés, plongés dans un milieu louche, vont s'aimer.

22 h 15 Sports dimanche soir.

23 h Journal.

23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 15 Dimanche Martin.

12 h 45 Journal.

13 h 15 Dimanche Martin (suite).

17 h Série : Médecins de nuit.

18 h Stade 2 (et à 20 h 20).

19 h Série : L'Homme de fer.

20 h Journal.

20 h 35 Jeu : Le grand raid.

21 h 35 Série : Sorties de secours.
Deuxième volet d'une série sur la délinquance. A 300 km de Stockholm des jeunes de milieux défavorisés réapprennent la vie en société dans une institution qui prône le juste milieu entre la répression et le laisser-aller.

22 h 40 Magazine : Désirs des arts.
Un bilan après la Biennale de Paris : l'art contemporain est-il victime d'un malaise ? Ne court-on pas le risque de soumettre l'art à l'esprit du Salon qui fut si néfaste au dix-neuvième siècle ?

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

10 h Mosaïque.

13 h Magazine 85.

15 h Musique pour un dimanche (et à 17 h 30).

15 h 35 Théâtre : La grammaire.
De Labiche, avec J. Dynam, P. Cranchet, J.-P. Darras...
François Caboussat, président du comité agricole, ne connaît rien à l'orthographe et se fait rédiger ses discours par sa fille.

16 h 15 Théâtre : Cet animal étrange.
(2[e] partie). D'après Tchekhov. Enregistré au Théâtre de l'Athénée par la compagnie Théâtre-Puzzle ; avec M.-C. Barrault, P. Chesnais...
Saynètes extraites des récits de l'auteur de la Mouette.

18 h Emission pour les jeunes.

19 h Au nom de l'amour.

20 h RFO Hebdo.

20 h 35 Document : Ma dernière nuit à la Goutte-d'Or.
Le quartier de la Goutte-d'Or à Paris est-il vraiment une zone dangereuse ? Un ghetto ? La caméra voleuse de Daniel Duval a parcouru les rues, les couloirs, les immeubles du XVIII[e] arrondissement.

21 h 30 Aspects du court métrage français.

22 h Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit : le Tigre du Bengale.
Film allemand de F. Lang (1958), avec D. Paget, P. Hubschmid, C. Holm, S. Bethmann, W. Reyer, L. Paluzzi (v.o. sous-titrée). (Rediffusion.)
Un architecte européen, venu en Inde faire des travaux pour un maharadjah, s'éprend d'une danseuse sacrée, que celui-ci veut épouser.

0 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, **Noces de sang**, film de C. Saura ; 8 h 25, Cabou Cadin (et à 14 h 20) ; 9 h 10, Gym à gym ; 9 h 20, **Doux moments du passé**, film de C. Saura ; 11 h 10, **Y a-t-il un Français dans la salle ?** film de J.-P. Mocky ; 13 h 5, Reilly, l'as des espions ; 13 h 55, Batman ; 15 h 50, Superstars ; 16 h 5, Hill street blues ; 17 h, Gala d'investiture du président Reagan ; 18 h, **le Braconnier de Dieu**, film de J.-P. Darras ; 19 h 45, Club de la presse (Pierre Joxe) ; 21 h, **Mort d'un pourri**, film de G. Lautner ; 23 h 5, Le radeau d'Olivier ; 23 h 45, **Liberty Belle**, film de P. Kane ; 1 h 35, **Prends ton passe-montagne, on va à la plage**, film de E. Matalon.

FRANCE-CULTURE

8 h, **Orthodoxie** : office pascal ; 8 h 25, **Protestantisme** ; 9 h 5, **Ecoute Israël** ; 9 h 35, **Divers aspects de la pensée contemporaine** : la Grande Loge de France ; 10 h, Messe, à Saint-Trophime d'Arles ; 11 h, **Histoires du futur** : entretien avec Albert Jacquard ; 12 h, **Des Papous dans la tête** ; 13 h 40, **L'exposition du dimanche** : une famille, les Hugo, au musée Borély de Marseille ; 14 h, **Le temps de se parler** ; 14 h 30, **Le Cornet acoustique**, de Leonora Carrington. Avec Y. Clech, M. Cassan, D. Guillebert... ; 16 h 15, **La tasse de thé** : rencontre avec la cantatrice Nadine Denize ; à 17 h 45, Histoire-actualité : la gestion économique des socialistes ; 19 h 10, **Le cinéma des cinéastes** : Satyajit Ray ; 20 h, **Musique** : Le son des choses. Portrait de Claude Santelli.

20 h 30 Atelier de création radiophonique : Kroutchonik Klebnikov et quelques autres futuristes russes.

22 h 30 Musique : le Streckar Tubapack illustré.

0 h Clair de nuit : les enfants du froid.

FRANCE-MUSIQUE

10 h, **Gustav Mahler** : la saison 1909-1910 ; 12 h 5, **Magazine international** ; 14 h 4, **Des goûts réunis** : extraits du concours international d'exécution musicale de Genève (1939) ; 17 h, **Comment l'entendez-vous ?** La musique et ses jeux ; 19 h 5, **Jazz vivant** : les pianistes B. Henrique à Juan-les-Pins, M. Alexander à Nancy et H. Jones à Paris ; 20 h 4, **Avant-concert.**

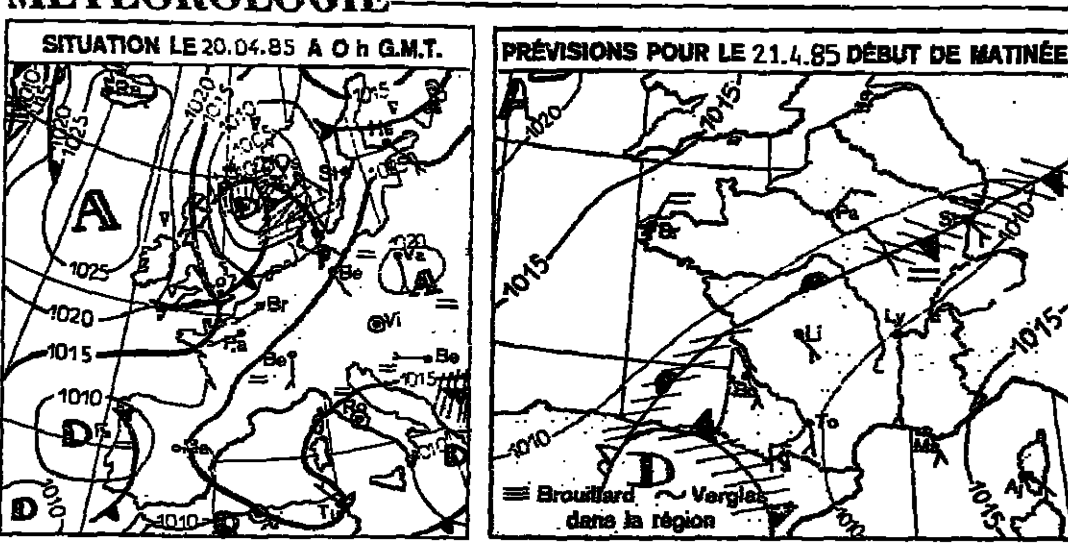
20 h 30 Concert, récital d'orgue Jean Boyer : *Prélude et fugue en mi mineur, Fantaisie en sol majeur, Sonate et trio en ut majeur, Fantaisie et fugue en sol mineur*, de Bach ; trois extraits du *Livre d'orgue*, de Messiaen ; *Fa-si*, de Berio.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Les entretiens de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 10, Ex libris : l'Amérique musicale vue par les compositeurs français ; à 1 h, Les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 22 AVRIL

TF1	20 h 35, Cinéma : *la Guerre des abîmes* ; 22 h 30, Débat : Les océans de cocagne ; 23 h 30, Journal ; 23 h 50, C'est à lire.
A2	20 h 35, Théâtre : *Folle Amanda* ; 23 h, Les carnets de la danse ; 23 h 55, Journal.
FR3	20 h 35, Cinéma : *la Baraka* ; 22 h 15, Journal ; 22 h 45, Thalassa ; 23 h 30, Allegoria ; 23 h 35, Prélude à la nuit.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 20 avril à 0 heure et le dimanche 21 avril à 24 heures.

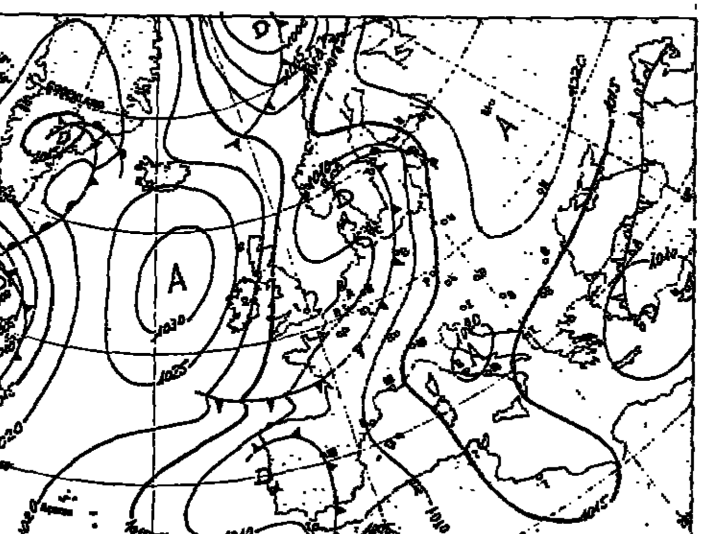
Les hautes pressions du nord de l'Atlantique dirigent sur le nord de la France de l'air plus frais et plus humide et qui va entrer en conflit avec l'air plus chaud et instable qui pénètre sur les régions du Sud-Ouest.

Dimanche. Le matin, sur la moitié nord de la France, le ciel sera souvent très nuageux, mais ne donnant que quelques faibles pluies sur les seules régions du Morvan à l'Alsace.

Des Pyrénées au Poitou-Charente, le ciel sera voilé par des nuages parfois pré-orageux. Ailleurs, le soleil prédominera encore. Au cours de la journée, le temps deviendra plus lourd sur le quart sud-ouest, accompagné d'orages, surtout sur le relief pyrénéen et du sud du Massif Central. Quelques pluies également des Charentes au nord du Massif Central et au Jura. Plus au Nord, le ciel évoluera peu, restant souvent très nuageux. Le quart sud-est restera sans soleil, bien que quelques orages affecteront en fin de journée le Languedoc. Les températures minimales seront stationnaires ou en légère hausse dans le Nord-Est, tandis qu'il fera plus frais l'après-midi excepté sur le Sud-Est puisque les températures maximales s'étageront entre 13 et 18 degrés du Nord au Sud (entre 18 et 20 degrés dans le Sud-Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le samedi 20 avril, à 8 heures, de 1 011,4 millibars, soit 758,6 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 21 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 avril ; le second, le minimum dans la nuit du 19 au 20 avril) : Ajaccio, 18 et 6 degrés ; Biarritz, 23 et 11 ; Bordeaux, 23 et 6 ; Bourges, 19 et 5 ; Brest, 20 et 6 ; Caen, 19 et 5 ; Cherbourg, 18 et 7 ; Clermont-Ferrand, 20 et 6 ; Dijon, 19 et 2 ; Grenoble-St-M.-H., 22 et 4 ; Grenoble-St-Geoirs, 20 et 3 ; Lille, 20 et 7 ; Lyon, 19 et 7 ; Marseille-Marignane, 19 et 10 ; Nancy, 19 et 1 ; Nantes, 21 et 6 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 11 ; Paris-Montsouris, 22 et 10 ; Paris-Orly, 21 et 7 ; Pau, 23 et 8 ; Perpignan, 19 et 6 ; Rennes, 22 et 4 ; Strasbourg, 20 et 2 ; Tours, 20 et 4 ; Toulouse, 23 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 7 ; Amsterdam, 19 et 7 ; Athènes, 15 et 11 ; Berlin, 17 et 7 ; Bonn, 20 et 3 ; Bruxelles, 20 et 7 ; Le Caire, 28 et 18 ; îles Canaries, 24 et 13 ; Copenhague, 14 et 5 ; Dakar, 22 et 17 ; Djerba, 20 et 11 ; Genève, 16 et 3 ; Istanbul, 13 et 7 ; Jérusalem, 18 et 7 ; Lisbonne, 19 et 13 ; Londres, 20 et 7 ; Luxembourg, 18 et 6 ; Madrid, 26 et 10 ; Montréal, 7 et 0 ; Moscou, 7 et −1 ; Nairobi, 25 et 14 ; New-York, 29 et 16 ; Palma-de-Majorque, 21 et 3 ; Rio-de-Janeiro, 26 et 21 ; Rome, 22 et 8 ; Stockholm, 12 et 4 ; Tozeur, 23 et 13 ; Tunis, 18 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du samedi 20 avril :

UN DÉCRET

● Relatif à la mission d'aménagement de la côte aquitaine.

DES ARRÊTÉS

● Portant organisation d'une Semaine internationale de l'agriculture à Paris du 9 au 16 mars 1986.

● Conférant le titre de docteur *honoris causa* à M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 21 AVRIL

– *M. André Sainjon*, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum » sur RMC à 12 h 30.

– *M. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du comité central du PCF, est l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-*le Monde* » sur RTL à 18 h 15.

– *M. Pierre Joxe*, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, participe au « Club de la presse » d'Europe 1 à 19 heures, également diffusé en clair sur Canal-Plus à 19 h 45.

LUNDI 22 AVRIL

– *M. Etienne Dailly*, vice-président du Sénat, sénateur (gauche démocratique) de Seine-et-Marne, est reçu au journal de 8 heures sur RMC.

– *M[me] Simone Veil*, présidente du groupe libéral à l'Assemblée des communautés européennes et membre du bureau politique de l'UDF, est l'invitée de l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3949

HORIZONTALEMENT

I. Pour lui, souffler c'est jouer. Abréviation religieuse. – II. Un témoin digne de foi. Agent de la Compagnie des eaux. Champ de batailles. – III. Lieux de repos ou lieux d'agitation. Le paradis pour un jeu d'enfer. – IV. Du solide ou du liquide, en Suisse. Symbole chimique. Au bout du compte. – V. Qui est à nos genoux. Pour faire revenir ce qui nous revient. Parole en musique. – VI. S'accompagne d'un petit choc ou accompagne un coup. Bien clair ou pas très net. – VII. Un vrai manche. Mouvements de sommier. Dans l'aube. – VIII. Etude de milieux. Ténor du barreau. – IX. Qui ne manque donc pas d'amour... propre. Ne peut pas être reporté. – X. Poète ou poétesse. Maillot d'une seule pièce. – XI. Dur mais pas cassant. Fit « les Chaises » bien avant d'avoir un fauteuil. – XII. Vue ou aperçu. Une certaine recherche avec un grand désordre. Une certaine division ou une certaine cohésion. – XIII. Pièce d'un château. Maudissent donc ou bénissent. – XIV. Privés de lumières. Abrite un palais vénitien. Participe passé. – XV. Arrive donc au terme ou en est à ses débuts. Chemin semé d'embûches et souvent de bûches. D'un auxiliaire.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I													■		
II					■						■	■			
III						■	■							■	
IV		■		■				■	■			■			
V								■							
VI											■				
VII		■			■							■			■
VIII										■					
IX		■									■				
X	■		■						■						
XI				■								■	■		
XII					■					■					
XIII						■	■								■
XIV								■					■		
XV				■								■			

VERTICALEMENT

1. Va régulièrement à la pêche au goujon. Huile de vidange. – 2. En chambre close ou dans les grands espaces. Ne s'emploie plus guère dans les « salades » niçoises. Un bon moyen de conserver ses chemises. – 3. Un homme d'intérieur des plus maniaques. Battu ou qui n'est pas loin de l'être. – 4. Poussé pendant la course. Examen obligatoire propre à certains métiers. Lettre grecque. – 5. Particulièrement gâté puisque pas pourri. Navigateur génois du XV[e] siècle. De quoi faire ruminer. – 6. Interjection. Confusion de l'âme ou contusion du corps. Conjonction. – 7. Symbole. N'accordions donc pas le droit de juger. Personnel. – 8. Un petit peut s'entendre avec un grand. Petits habitants de la terre. – 9. Calma les soifs de Bacchus. Peut avoir bonne allure mais est dépourvu de classe. Coupe de cheveux. – 10. A fond de cale. Abrégé de lecture. Elément d'une bordure de protection. – 11. Entraient dans la composition des « plats ». Abréviation. Qui ne perçoit pas ou qui est difficile à percevoir. – 12. Ni oui ni non. A mettre au rayon des nouveautés. – 13. Assemblage de petits morceaux. Préfixe. – 14. Donne soif, parfois. Jadis pour les légumes, de nos jours pour les crudités. – 15. Qui connaît une période de gêne. N'est donc pas « sourde ». Note.

Solution du problème n° 3948

Horizontalement

I. Ecrivains. – II. Trône. Lai. – III. Air. Lieur. – IV. Uzès. Se. – V. Apre. Pé. – VI. Guibolles. – VII. Enervée. – VIII. Création. – IX. Thé (the). Nie. – X. Ormes. – XI. Phare. Set.

Verticalement

1. Etalage. Top. – 2. Cri. Punch. – 3. Roturière. – 4. In. Zèbre. Or. – 5. Vêle. Ovaire. – 6. Is. Let. – 7. Ile. Pleines. – 8. Nausée. Oise. – 9. Sire. Séné.

GUY BROUTY.

Économie

REPÈRES

Chaussures : une paire sur deux est d'origine étrangère

Une paire de chaussures sur deux vendues en France est d'origine étrangère, et ces importations coûtent de plus en plus cher à la balance commerciale de la France : plus de 2 milliards de francs en 1984, selon le constat établi par la Fédération nationale de cette industrie. Depuis 1975, les exportations françaises de chaussures sont à la traîne, en dépit du succès à l'étranger des articles de haut de gamme, tandis que les importations progressent. D'où une dégradation accélérée de la balance commerciale de ce secteur : 2,289 milliards de francs de déficit l'année dernière, contre un solde négatif de 320 millions seulement en 1976. L'Italie, l'Espagne et les pays d'Extrême-Orient sont les principaux concurrents.

Prix : accélération en Grande-Bretagne

Les prix de détail britanniques ont augmenté de 0,9 % en mars, leur plus forte hausse mensuelle depuis août 1984, après s'être accrus de 0,8 % en février et de 0,4 % en janvier. En mars 1984, la hausse n'avait été que de 0,3 %. Le taux d'inflation calculé sur les douze derniers mois a atteint le mois dernier 6,1 %, son niveau le plus élevé depuis novembre 1982. Il s'agit de la troisième augmentation mensuelle consécutive de ce taux qui, en décembre 1984, n'atteignait plus que 4,6 %, mais était passé à 5 % en janvier et 5,4 % en février, principalement à la suite de la forte dépréciation de la livre sterling. – *(AFP.)*

Poclain : M. Vernier-Palliez, président du conseil de surveillance

L'ancien PDG de la régie Renault et ambassadeur de France à Washington, M. Bernard Vernier-Palliez, a été élu, le 17 avril, président du conseil de surveillance de Poclain, leader mondial de la pelle hydraulique. M. Vernier-Palliez remplacera M. Pierre Bataille, fils du fondateur, qui avait démissionné il y a quelques mois en raison de ses désaccords avec les dirigeants de la firme, filiale de la compagnie américaine Case-Tenneco. Poclain a perdu, l'an passé, 234 millions de francs (comme en 1983). En juillet 1984, Case-Tenneco, à la suite d'une restructuration financière qui avait vu le capital passer de 250 à 455 millions de francs, avait relevé sa participation dans Poclain de 40 à 44 %.

Production industrielle : redressement en février

Pour le mois de février, la production industrielle a augmenté en France de 4,7 % par rapport au mois de janvier. Hors bâtiment, et corrigé des variations saisonnières, l'indice de la production industrielle se situe à 133 (base 100 en 1970), contre 127 en janvier et 132 en février 1984).

Nationalisations : la fin du dogme

(Suite de la première page.)

La rumeur allait trouver une autre source où s'abreuver. Coup sur coup ont été annoncés ces jours derniers les projets de placement en Bourse d'une partie des actions de filiales de groupes publics. La Société européenne de propulsion (SEP), filiale de la SNECMA, qui mettra 15 % de son capital le 29 mai sur le second marché, et Saint-Gobain Emballage, qui vendra, pour environ 150 millions de francs, 15 à 20 % de ses actions également sur le second marché en juin, autant d'opérations interprétées comme des *« dénationalisations rampantes »*.

C'était suffisant pour que les hommes politiques montent au créneau. M. François Doubin, président du MRG, a déclaré que les radicaux de gauche ont toujours été *« réservés »* sur le sujet et qu'il faudra, *« à l'évidence, dénationaliser »*. M. Crépeau, ministre de ce gouvernement, ne trouve *« rien à redire »* aux propos de son compagnon de parti. M. Jospin parle d'une *« vaste campagne de rumeurs »* et précise : *« Il n'est nullement question que les efforts consentis par la nation pour renforcer durablement son potentiel industriel soient vendus à quelques privilégiés. »* M. Marchais se déclare *« farouchement opposé »* aux dénationalisations, mais pour lui *« elles ont déjà commencé, car les entreprises nationalisées sont gérées comme des entreprises privées »*. Chacun à gauche retrouve donc ses positions de 1981, avec promptitude.

Quelles sont celles de MM. Mitterrand et Fabius ? Ont-ils ou non les intentions qu'on leur prête ? Il existe dans les cabinets ministériels à Matignon et à l'Elysée des réflexions. Mais elles sont individuelles. Pour l'instant il semble que personne n'ait reçu mandat d'effectuer une étude sur la question. En ce qui concerne les filiales des groupes et des banques nationalisés, chacun regrette aujourd'hui que *« la loi de respiration du secteur public »*, qui devait définir le cadre légal de cession ou d'achat de ces filiales, n'ait été votée dans la foulée en 1983. Alors que différentes versions en avaient été élaborées, la crainte, partagée par plusieurs ministres, dont M. Fabius, de voir le débat se prolonger a conduit le gouvernement à ne pas la soumettre au Parlement. Toutefois, dans l'illégalité ou du moins dans le flou législatif, des dizaines d'opérations de cession de filiales ont eu lieu. M. Gomez, PDG de Thomson, en a donné tout récemment la liste pour ce qui concerne son seul groupe et la seule année 1984. Orega CC (200 personnes dans les composants) a été vendu à une société française ; Jumentier (150 personnes) et SEH (670 personnes), toutes deux dans l'ingénierie, ont rejoint des groupes étrangers.

Une jurisprudence s'est donc établie peu à peu sur cette respiration du secteur public, et elle n'est pas paralysante. Toute la souplesse souhaitée par les PDG, *« autonomes dans leur gestion »*, est autorisée, et le gouvernement les y encouragera.

Par ailleurs le plafonnement des dotations en capital a rendu nécessaire un appel croissant à l'épargne privée de la part des entreprises à court d'argent frais. Plusieurs moyens sont disponibles, et tous sont utilisés au maximum depuis 1982. L'introduction en Bourse de la SEP ou de Saint-Gobain-Emballage ne doit pas faire oublier que les filiales n'ont pas été nationalisées et que nombre d'entre elles étaient déjà cotées à la corbeille, et le sont restées. De nouvelles introductions ont déjà eu lieu (Gidadisc pour la CGE), d'autres sont en projet. Les filiales jouent donc sans restriction le jeu capitaliste.

La seule question qui se pose concerne les maisons mères. Les nouveaux titres participatifs ou certificats d'investissement mis en place par M. Delors en 1983 ont permis aux entreprises de drainer 8,4 milliards de francs pour la seule année 1984, plus de la moitié de ce que l'Etat a apporté à leur capital cette année-là. Mais ces sortes d'actions ne donnent pas de droit de vote. L'Etat conserve l'intégralité de son pouvoir d'actionnaire à 100 %. Peut-il aujourd'hui en céder une partie, autoriser les entreprises à lancer de véritables actions, c'est-à-dire revenir à une conception de contrôle à 51 %, défendue il y a trois ans par MM. Rocard, Delors et Badinter ? Beaucoup au gouvernement sont tentés de le faire car c'est désormais dans la logique des choses.

Toutefois, contrairement à la rumeur, la cession d'actions des holdings au secteur privé est *« exclue »*, affirme-t-on unanimement dans toutes les sphères gouvernementales.

A cela une raison politique : *« Nous aurions plus à perdre de voix à gauche avec ce qui serait interprété comme un reniement majeur, qu'à en gagner à droite »*. Et des raisons économiques : *« Dénationaliser les holdings n'est pas utile puisqu'ils respirent par l'intermédiaire de leurs filiales. En outre, cela assécherait le marché boursier et priverait les entreprises privées de ressources. »*

Mais si, d'ici à 1986, de telles opérations semblent impossibles, tel n'est pas le cas à plus long terme. Tous nos interlocuteurs affirment que *« le secteur public ne doit pas être figé à jamais. Qu'il est possible d'envisager l'actionnariat du personnel pour relancer une dynamique sociale, domaine où les nationalisés n'ont guère avancé »*. Pour les banques, on s'interroge, avec raison, pour savoir comment satisfaire l'énorme besoin de fonds propres qu'elles auront dans un proche avenir. Bref tout est ouvert. Il n'y a plus de règle absolue, plus de dogme. Le secteur public de gauche respire sans carcan. L'*« efficacité »* prime, et le gouvernement compte bien tirer avantage de son pragmatisme face à une droite dont il qualifie la conception des dénationalisations de thatchérienne et de dogmatique. *« Au fond, cette polémique nous arrange bien car elle prouve le succès des nationalisations*, conclut un conseiller ; *si toutes les entreprises étaient en perte aucun capitaliste privé n'en voudrait, et il n'y aurait pas de débat. »*

ÉRIC LE BOUCHER.

Charbonnages de France sans président

M. Fabius a décidément bien du mal à faire prévaloir ses choix à la tête des grands groupes énergétiques nationaux. Après la nomination laborieuse de M. Ortoli, imposé au groupe Total, celle du futur président de Charbonnages de France (CDF) tourne à la farce. Depuis le 17 mars, date du départ à la retraite de M. Philippe Huet, l'établissement public fonctionne sans président. Non faute de candidat, puisque l'élu, M. Grangette, soixante-trois ans, actuel président de la COFACE, a non seulement accepté publiquement le poste qui lui était proposé, mais s'est déjà vu, officieusement nommer... un successeur ! Annoncée en coulisse depuis trois semaines, sa nomination a sans cesse été repoussée, bien que le décret soit prêt et même contresigné par plusieurs ministres.

Motif ? La résistance, voire l'obstruction, manifestée par le directeur général de CDF, M. Michel Hug, qui brigue depuis des mois le cumul des deux fonctions et le titre de président-directeur général. Il a, il est vrai, beau jeu de souligner l'absurdité des structures actuelles de CDF (1), qui, bien que le pouvoir du directeur général soit par tradition prépondérant, aboutissent à une confusion réelle des pouvoirs.

Depuis l'application des lois Auroux, le directeur de l'établissement central est en effet tenu de rendre compte devant un conseil d'administration où siègent les trois présidents des bassins, sur lesquels il a normalement autorité. *« Je suis prêt à faire face à mes responsabilités dans la mesure où j'ai la liberté d'agir »*, répète M. Hug depuis des semaines (*le Monde* du 22 février).

Peu soucieux de s'engager dans une réforme des structures de CDF et d'ouvrir un débat public à l'Assemblée nationale sur le charbon à quelque temps d'échéances politiques cruciales, le gouvernement a néanmoins offert à M. Hug une solution de compromis : nomination, après un temps de vacance suffisant pour montrer l'aspect symbolique de la chose, d'un président proche de la retraite et peu susceptible de contrecarrer les visées de son directeur général, assortie de quelques « compensations ». Les pouvoirs du directeur général seraient ainsi renforcés dans l'entreprise et surtout à la tête de CDF-Chimie, filiale de Charbonnages de France, mais jusqu'ici très autonome. D'une société à directoire et conseil de surveillance, CDF-Chimie serait transformé en société anonyme avec un seul PDG, en la personne de M. Hug.

Vendredi 19 avril, tout semblait ainsi réglé, à la satisfaction générale. Pourtant, M. Grangette n'a pas été nommé, comme prévu, administrateur de CDF, et le conseil d'administration de l'établissement s'est tenu ce jour-là pour la première fois sans président. Les choses semblent *« à nouveau bloquées »*, assurait-on dans l'entourage de M. Grangette, placé depuis plusieurs semaines dans une situation impossible. *M. Hug « boude très fort mais c'est tout »*, répondait-on au gouvernement.

Le directeur général de CDF finira-t-il par accepter les compensations proposées ? Ou le gouvernement cédera-t-il devant ses exigences ? A moins que M. Hug n'ait d'autres arrière-pensées. A un an des élections, alors que la tension sociale recommence à monter dans les différents bassins charbonniers avec l'entrée dans les faits du plan de redressement draconien de CDF et après la publication de résultats pour 1984 honorables, ce serait, il est vrai, une assez jolie sortie... M. Hug jusqu'ici s'est toutefois gardé de prononcer le mot de démission.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Charbonnages de France est composé de quatre établissements publics distincts (trois houillères de bassin et un établissement central) ayant chacun un président, un directeur général et un conseil d'administration nommés par les pouvoirs publics.

Accords salariaux pour 1985 aux caisses d'épargne et à Air France

Deux nouveaux accords salariaux viennent d'être conclus dans le secteur public pour 1985. Dans les caisses d'épargne et de prévoyance, le Centre national a signé un accord avec le Syndicat national unifié – majoritaire dans la profession – et FO, le texte étant rejeté par la CGT, la CFDT, la CGC et la CFTC. Le contrat prévoit tout d'abord un apurement de 1984, le rattrapage en pouvoir d'achat étant assuré par une prime uniforme de 700 F versée en avril. Pour 1985, les traitements seront relevés de 4,19 % en niveau par rapport au 1er novembre 1984, date du dernier relèvement du point, à raison de deux augmentations de 2,50 % au 1er mai et 1,65 % au 1er octobre.

L'accord salarial dans les caisses d'épargne se distingue de celui conclu dans les banques par des mesures en faveur des bas salaires de certaines catégories d'employés, ce qui a, semble-t-il, fait hésiter la CFDT. Ainsi la masse des salaires en 1985 augmentera de 3,95 % pour la majorité du personnel, de 5,2 % pour les plus basses catégories et de 4,2 % en moyenne. Si la hausse des prix en moyenne excède l'objectif gouvernemental de 5,2 % pour 1985, la direction s'est engagée à examiner les mesures d'ajustement qu'elle pourrait prendre en fonction de la situation financière des caisses d'épargne. Il pourrait s'agir comme pour 1984 d'une prime uniforme.

Le 17 avril, un accord salarial a été conclu pour 1985 à Air France, mais il n'a été signé que par FO (qui avait obtenu au total 33,5 % aux dernières élections du comité d'entreprise). La CFTC a protesté contre cet accord, estimant que *« FO a signé en coulisse un accord différent de celui qui venait d'être annoncé officiellement à l'ensemble des organisations syndicales »*. Représentant 5 % des voix, elle a décidé d'*« introduire un recours devant le tribunal compétent pour faire annuler l'accord »*. A la direction d'Air France, on indique que l'accord correspond aux dernières propositions faites à l'ensemble des syndicats.

Le contrat salarial prévoit une hausse générale des rémunérations en niveau – le personnel au sol étant seul concerné – de 4,5 % par rapport au 1er janvier 1985, avec 2,4 % au 1er juin et 2,1 % au 1er novembre. Une prime uniforme de 400 F sera accordée au 15 mai, ce qui porte l'augmentation de la masse salariale en 1985 par rapport à 1984 à 5,2 %. Cette prime s'ajoute à la prime uniforme annuelle de 2 200 F, qui est traditionnellement accordée en août. Si la moyenne des prix dépasse 5,2 %, la direction prévoit un ajustement des salaires *« en fonction des conditions économiques et de la situation de la compagnie »*.

REÇU PAR M. FABIUS

M. Bergeron s'inquiète du « dépérissement du dialogue social »

A la tête d'une délégation de FO, M. André Bergeron a été reçu le vendredi 19 avril par M. Laurent Fabius. Le premier ministre lui a confirmé que le gouvernement prendrait des mesures en faveur des chômeurs en fin de droits avant le 30 juin prochain. *« J'ai beaucoup insisté sur cette affaire*, a déclaré M. Bergeron, *je crois que le président de la République avec lequel j'en ai discuté a été très conscient de la chose, le premier ministre également* (...). *J'ai fait part au premier ministre de notre préoccupation face au dépérissement du dialogue social. Je reste persuadé que si ce dialogue continue à dépérir, cela finira par avoir des conséquences. »*

Selon M. Bergeron, M. Fabius a souligné le souhait du gouvernement de voir aboutir les négociations entre les syndicats et le patronat sur le projet de contrats formation recherche d'emploi (CFR). Le secrétaire général de FO a qualifié à ce propos de *« lamentable »* l'attitude de la CGPME, qui a décidé pendant trente jours de ne pas participer à des rencontres avec les syndicats et les pouvoirs publics. M. Bergeron a insisté sur la nécessité d'une relance dans le bâtiment, car *« les mesures prises par le gouvernement vont dans le bon sens mais sont insuffisantes »*.

CGT et CFDT défileront séparément le 1er Mai à Paris

Comme en 1984, le 1er mai se célébrera cette année encore dans la désunion à Paris, avec des manifestations séparées de la CGT, de la CFDT et de FO (la FEN envoyant des délégations dans chaque cortège). La CGT, qui voit dans la manifestation du 1er mai *« l'occasion de dire haut et fort* Assez ! *et agir »*, organise un défilé à 15 heures de la Bastille à Richelieu-Drouot sur les thèmes de l'emploi, du SMIC à 4 000 F net, du racisme et de la paix dans le monde. Le 28 mars, l'union régionale parisienne CFDT avait écrit aux organisations régionales de la CGT, de FO, de la FEN, de la CGC et de la CFTC, pour proposer *« l'organisation commune du 1er mai »* à partir de trois objectifs : emploi et réduction du temps de travail, lutte contre le racisme et solidarité internationale.

Une rencontre a eu lieu en début de semaine entre la CGT, la CFDT et la FEN, mais aucun accord n'a pu être trouvé. L'Union régionale parisienne CFDT, dont la nouvelle direction est plutôt dans l'opposition à la confédération, avait néanmoins envisagé d'appeler ses militants, tout en conservant un cortège distinct, à défiler à la même heure et sur le même parcours que la CGT. Cette position n'a finalement pas été retenue, et le 19 avril la CFDT a décidé d'organiser un rassemblement suivi d'une manifestation de 10 heures à 13 heures, sans chercher à se joindre à la CGT. Le lieu de cette manifestation – sur les trois objectifs initialement proposés aux autres syndicats – sera précisé ultérieurement.

LES ASSISES DU CENTRE NATIONAL DES PROFESSIONS DE SANTÉ

« Les sacrifices demandés ont atteint leurs limites »

De notre correspondant

Marseille. – A l'occasion de ses assises, le Centre national des professions de santé (CNPS), qui regroupe douze professions et la plupart des syndicats, a présenté un ensemble de dix propositions pour une politique de santé. A travers ces propositions, le CNPS réaffirme la volonté des professionnels de santé de contrôler les flux de formation, afin de tenir compte des besoins et de bénéficier de l'équité fiscale. Le renoncement aux créations *« abusives et injustifiées »* de centres de soins agréés est de nouveau réclamé dans ces propositions.

En accueillant Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, M. Jacques Monnot, président du CNPS, a souligné que *« les sacrifices demandés aux professions de santé ont atteint leurs limites. Aller au-delà serait vouloir attenter à leur existence. Il convient aujourd'hui d'ajuster les prestations aux recettes obligatoires sans pénaliser davantage les seuls professionnels de santé »*. Mme Dufoix a affirmé sa volonté de concertation et a voulu rassurer les médecins par rapport à la prochaine convention avec la Sécurité sociale. *« Je crois*, a-t-elle dit, *qu'il faudra mettre un frein à ce qui pourrait devenir une mauvaise course-poursuite entre la valeur des actes et leur nombre. Il faudra dans l'avenir disposer des instances et des normes qui, pour n'être pas mathématiques et contraignantes, donneront pourtant les moyens d'atteindre un équilibre, un système qui permette aux médecins de choisir entre la quantité et la qualité des soins et la meilleure manière de servir les malades. »*

J.C.

Faits et chiffres

Affaires

● **Ciba-Geigy retire un médicament du marché.** – La firme pharmaceutique suisse Ciba-Geigy a décidé de retirer du marché tous les médicaments anti-diarrhéiques à base de clioquinol. La production et les livraisons de ces produits pharmaceutiques ont été arrêtées, et la société invite les pharmaciens d'officine à lui rendre leurs stocks.

Social

● **Renault-Douai : recul de la CGT.** – Aux élections des délégués du personnel qui se sont déroulées le 17 avril à l'usine Renault de Douai (8000 salariés environ), la CGT a enregistré un nouveau recul. Dans le premier collège (6804 inscrits et 5139 exprimés, soit un taux de participation de 81,08 %, en augmentation de 1,06 point sur 1984), la CGT a obtenu 53,71 % des exprimés (– 4,88 points), devant FO, 22,43 % (+ 4,27), la CFDT, 19,19 % (– 0,04) et la CFTC, 4,67 % (+ 0,65). Dans le deuxième collège (1271 inscrits et 942 exprimés, soit une participation légèrement inférieure à 1984), la CGC est en tête avec 75,11 % (– 3,85 points). La CGT recule fortement avec 11,65 % (– 9,39) tandis que la CFDT, qui ne présentait pas de liste en 1984, obtient 13,24 % des suffrages exprimés.

● **Occupation des deux usines de Manufrance à Saint-Etienne.** – A la suite de l'envoi des lettres recommandées aux salariés licenciés, les syndicats CGT ont réagi le 19 avril en décidant une occupation des deux usines de la SCOPD Manufrance. Environ deux cents salariés participent à cette occupation. Lundi, l'ensemble du personnel (trois cent quatre-vingt-seize personnes) doit se réunir et se prononcer sur cette occupation qui vise à *« marquer la détermination de la SCOPD à faire survivre la marque et l'outil de la marque »*.

La Turquie resserre ses liens financiers avec le monde islamique

De notre correspondant

Ankara. – Ne proposant à leurs clients aucun intérêt, mais une *« association aux bénéfices ou aux pertes »*, deux organismes financiers turco-arabes, Al Baraka et Fayçal Finance, pratiquant le système bancaire islamique, – dont les principaux actionnaires sont des Saoudiens, – ont récemment ouvert leurs portes à Istanbul. La Turquie, Etat laïque dont les liens commerciaux avec les pays islamiques ont particulièrement grandi au cours de ces dernières années, s'est donc mise, elle aussi, à l'heure de La Mecque, non sans avoir auparavant autorisé dix-sept banques étrangères « capitalistes », dont plusieurs arabes, à s'implanter dans le pays.

« Différentes voix, différentes formes », annonce dans son slogan publicitaire Fayçal Finance, qui est l'une des vingt-trois filiales du célèbre holding financier Dar al Maal al Islam, créé en 1981 et opérant dans une dizaine de pays. Début avril, le jour de l'inauguration, les portes de la banque avaient été ouvertes après le sacrifice rituel d'un bélier, selon la coutume islamique. On remarquait, en grand nombre, des hommes barbus, comme le sont les musulmans pratiquants qui, le chapelet à la main, s'avançaient vers les guichets.

Les clients se voient offrir deux possibilités pour faire fructifier leurs économies : soit déposer leur argent sur un compte courant – en livres turques ou autres devises – et le retirer quand ils le voudront, sans aucun taux d'intérêt, tout en bénéficiant en priorité des services bancaires les plus classiques ; soit – et c'est surtout cette catégorie d'épargnants qui est visée – déposer un minimum de 100 000 livres turques ou l'équivalent en devises étrangères (par exemple 2 000 F français), pour une durée de trois mois minimum et de cinq ans maximum, sur des comptes spéciaux – qualifiés d'*« actes de participation aux bénéfices et aux pertes »*.

Il s'agit d'un contrat original en vertu duquel l'établissement financier « associé » prélèvera 20 %, *« pour couvrir ses frais »*, sur les bénéfices qui seront réalisés, tandis que les 80 % restants seront distribués entre les « participants » au prorata de leur mise.

Allergie religieuse

Le président du Fayçal Finance, M. Durak Basa, estime que cette nouvelle formule d'association combattra les *« effets négatifs du taux de l'intérêt »*, interdit par l'islam, tout en rapportant des bénéfices substantiels, *« au moins 60 % par an »*, dit-il. Alors qu'en Turquie le taux d'inflation annuel avoisine les 50 %, cette promesse trouvera sans doute un écho favorable, surtout auprès d'une catégorie importante de petits épargnants, dont les avoirs restaient jusqu'à maintenant « oisifs » en raison de l'« allergie religieuse » à l'égard des taux d'intérêt.

Par ailleurs, les entrepreneurs cherchant à se procurer des crédits pourront également s'adresser à ces établissements islamiques. Hormis, bien entendu, ceux qui voudraient créer un casino international ou fonder un élevage de porcs. Morale islamique oblige. Les deux établissements financiers offrent également des services de leasing.

L'épargne des pratiquants

D'ores et déjà, plusieurs grandes firmes spécialisées, notamment dans l'exportation de produits turcs vers les pays arabes, sont devenues les clients de Al Baraka ou de Fayçal Finance. Ces deux établissements financiers n'accordent pas de crédits au comptant à l'exportation, mais *« mobilisent les fonds »* et se chargent des opérations.

Mobiliser l'épargne des « pratiquants », encourager le commerce avec les pays du Golfe et attirer les capitaux étrangers – surtout arabes – vers la Turquie, tels sont les principaux objectifs de ces organismes financiers islamiques. A vrai dire, le gouvernement de M. Ozal avait déjà réussi à attirer, entre autres, une masse très importante de petits épargnants que la foi en l'islam empêchait de déposer leurs avoirs dans les banques classiques, pratiquant des taux d'intérêt interdits par Allah.

Ainsi, il y a quelques mois, le gouvernement avait vendu des *« certificats de participation aux bénéfices »* de gros ouvrages publics, comme le pont sur le Bosphore ou le barrage de Keban, sur l'Euphrate.

Toutefois, le resserrement des liens financiers avec le monde islamique irrite quelque peu les milieux kémalistes en Turquie, défenseurs de l'Etat laïque, bien que la population soit constituée à 90 % de musulmans. La présence, parmi les dirigeants de Al Baraka ou de Fayçal Finance, de personnalités pro-islamiques turques, autrefois très *« actives »* dans les partis conservateurs, n'est en effet pas passée inaperçue.

Selon le gouvernement conservateur de M. Ozal, il n'y a aucune inquiétude à avoir : la Turquie n'est pas le Pakistan, et rien ne saurait altérer le principe sacro-saint de la laïcité. Aux bons musulmans la possibilité de faire fructifier leurs économies, tout en ayant la conscience tranquille, mais à condition que les gens d'affaires islamiques, turcs ou arabes, ne se mêlent pas de politique et ne soient pas tentés de financer, *« derrière le rideau »*, des mouvements pro-islamiques en Turquie ou de soutenir un parti politique proche de leur idéologie.

Les personnes « méfiantes » évoquent les statuts du *Dar al Maal al Islam*, dont dépend le Fayçal Finance, dans lesquels figure, entre autres, l'objectif de *« contribuer à l'intégration religieuse, politique et culturelle au sein du monde islamique »*.

ARTUN UNSAL.

Le comportement des jeunes face à l'argent

Les jeunes s'empressent-ils de dépenser au plus vite leur argent de poche ou, au contraire, préfèrent-ils « le mettre de côté » ? La question n'est pas sans importance quand on sait l'intérêt – sans jeu de mots – que les établissements bancaires attachent à cette nouvelle clientèle de jeunes, de quinze à vingt-quatre ans, dont le nombre (près de dix millions de garçons et de filles) représente un « marché » de plus de 20 milliards de francs sur la base d'un « revenu » moyen – et mensuel – de 200 F. Certains sont cigales, d'autres fourmis.

Depuis quelques mois, tous les grands réseaux bancaires se sont lancés en ordre dispersé dans cette « course à la tirelire » en faisant descendre parfois de plusieurs crans les tranches d'âge visées, puisque certains produits s'adressent à des enfants de moins de dix ans.

L'essentiel est, en effet, dans tous les cas, quitte à y perdre de l'argent pour l'instant, de fidéliser cette clientèle en jeans ou en culottes courtes...

Elle est d'ailleurs en partie conquise puisque 70 % des jeunes interrogés par l'Institut français de démoscopie (sur un échantillon de cinq cents personnes) pour le compte de la Société générale disposent déjà d'un compte d'épargne rémunéré (livret ou compte sur livret). Encore faut-il les inciter à être, dès leur plus jeune âge, des consommateurs habituels de services bancaires, alors que, pour l'instant, seulement 48 % des adolescents interrogés disposent d'un compte bancaire ou d'une procuration.

Cinq attitudes-types

Pour essayer de mieux cerner leurs comportements, Démoscopie a déterminé cinq attitudes-types à l'égard de l'argent : l'« anti-accumulateur jouisseur », prompt à la dépense et qui constitue à lui seul le tiers (28 %) des jeunes interrogés, l'« accumulateur frileux » et l'« économe vorace », en proie aux pires contradictions entre son désir d'économiser et son appétit de consommation, l'« aventurier », plus proche du traditionnel flambeur que connaissent les employés de banque qui s'occupent des comptes de particuliers, et, enfin, le « désintéressé » que l'on a vite fait de qualifier d'affectif.

« Une des découvertes de cette typologie des attitudes est que, quelle que soit l'attitude de ces jeunes de quinze à vingt-quatre ans à l'égard de l'argent, ce sont, de toute façon, des consommateurs. Même s'ils font des économies (la moitié d'entre eux ont de 1000 F à 5000 F en banque), ils ont envie, à près de 80 % d'entre eux, de dépenser », constate M. Jacques Paitra, sociologue, président de l'Institut français de démoscopie.

« Environ 40 % des personnes interrogées ont, finalement, une attitude assez traditionnelle vis-à-vis de l'argent ; elles souhaitent le garder, l'économiser, surtout si elles n'en possèdent pas... Mais la valeur qui domine reste celle de la dépense.

» On se rend compte par cette étude, et par d'autres, que nous avons complètement quitté les années 60 et 70 – caractérisées par une vive critique de la société de consommation – et que nous avons à présent une génération de jeunes très réalistes, intégrés à la société, qui ont compris la situation économique difficile et durable dans laquelle nous sommes et qui sont prêts à faire avec », conclut-il.

A ce tableau, rapidement brossé, du jeune épargnant qui peut apparaître à certains, précisément, un peu trop réaliste, les études complémentaires menées par cet Institut peuvent atténuer la portée de ce jugement. Si 33 % des jeunes interrogés veulent *« avoir de l'argent »* et 17 % seulement *« enrichir leur personnalité »*, 36 % d'entre eux considèrent qu'*« entreprendre et construire »* figurent parmi les choses que l'on peut espérer dans la vie, et une large majorité (43 %) placent en tête de leurs préoccupations une exigence plutôt rassurante : *« Avoir de l'affection autour de soi. »*

SERGE MARTI.

Catégories de jeunes	Représentativité (en %)	Sexe M - F	Origine sociale des parents	Lieu de résidence	Ont un compte bancaire
● Anti-accumulateur jouisseur	28 %	50 % M 50 % F	58 % cadres supérieurs, professions libérales, commerçants, employés	Grandes villes	47 %
● Accumulateur frileux	24 %	55 % F	Catégories à revenus modestes	Petites villes, communes rurales	Peu
● Aventurier	14 %	66 % M	Toutes catégories	Milieu urbain	57 %
● Econome vorace ...	16 %	66 % M	Ouvriers agricoles, non actifs	50 % dans les petites villes et communes rurales	Très peu
● Désintéressé	18 %	62 % F	Cadres moyens, employés	Villes de 20000 à 100000 habitants	Peu

FIN DES RÉUNIONS MONÉTAIRES A WASHINGTON

Les pays du tiers-monde demandent aux pays industrialisés d'ouvrir plus largement leurs marchés

Washington *(AFP)*. – Les réunions de printemps des instances supérieures du Fonds monétaire et de la Banque mondiale – comité intérimaire et comité de développement – se sont achevées vendredi 19 avril à Washington sur une note discordante, bien que, dans l'ensemble, elles aient été officiellement qualifiées de *« positives »*, notamment par le ministre français de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy.

Aux Etats-Unis, qui s'efforcent d'obtenir un nouveau round de discussions pour réduire le protectionnisme, les pays pauvres ont fait valoir qu'ils ne pourraient participer à une nouvelle négociation commerciale internationale que si les pays riches commencaient eux-mêmes par respecter les accords conclus au sein du GATT (1) et réduire leurs barrières douanières.

Ce différend, qui a surgi lors de la rédaction du communiqué final et que l'on s'est efforcé de minimiser du côté américain, a prolongé jusqu'à la nuit la dernière séance du comité de développement de la Banque mondiale et du FMI.

Le communiqué finalement publié, rédigé en termes diplomatiques, appelle tous les pays à *« éliminer rapidement les mesures incompatibles avec le GATT »* et à commencer, *« dans la mesure du possible »*, à réduire les barrières au commerce existantes. Il ajoute qu'une *« participation générale de tous les pays* (à un nouveau round du GATT) *serait encouragée par une action rapide pour améliorer l'accès des marchés aux pays en développement »*. Le président du comité de développement, M. Ghulami Ishaq Khan (Pakistan), a critiqué l'accord multifibres qui soustrait le commerce des textiles du libre-échange. Pour le reste, les réunions du comité de développement et du comité intérimaire, qui, pour la première fois, ont inclu un *« dialogue informel »* sur les problèmes de l'endettement du tiers-monde, ont été conformes à l'attente. Aucune innovation majeure n'a été décidée. Mais la stratégie du FMI de négociation « cas par cas » a été confirmée.

Il a été convenu que, lors de sa prochaine réunion en octobre à Séoul, le comité intérimaire *« examinera »* la question des *« améliorations du système monétaire actuellement à l'étude »*. Il s'agit d'une allusion à l'étude entreprise par les dix principaux pays industrialisés, dont les ministres se réuniront à ce sujet à Tokyo le 21 juin. Le communiqué contient une allusion au souci d'atteindre une plus grande stabilité des changes. M. Bérégovoy avait, pour sa part, plaidé à nouveau en faveur de l'établissement d'un *« lien »* entre l'ouverture de nouvelles négociations commerciales et la *« remise en ordre du système monétaire international »*. Il a préconisé à cet égard que la *« surveillance »* du FMI s'exerce *« de façon symétrique »* sur les grands pays industriels et sur les pays pauvres qui reçoivent des crédits du Fonds monétaire.

Le comité de développement a pour sa part décidé d'étudier, à l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale à Séoul, une proposition de cette dernière de créer un fonds de garantie des investissements étrangers dans les pays en développement.

Autre recommandation (dont l'initiative revient à M. Bérégovoy) retenue dans le communiqué du comité intérimaire : le Fonds monétaire est invité à étudier le « recyclage » des ressources du Fonds fiduciaire (qui dispose actuellement de 400 millions de dollars), créé naguère pour recueillir le produit des ventes d'or du FMI (qu'il n'est pas question de reprendre). Il s'agirait de financer par ce biais de nouveaux prêts aux pays les plus pauvres.

(1) L'expression GATT recouvre à la fois l'accord international sur les tarifs et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade) et l'institution siégeant à Genève chargée de veiller à son application.

ENQUÊTE SUR LES MARTEAUX CHINOIS

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communeutés européennes). – Après les chaînes de vélo, les marteaux. A une année d'intervalle, la Commission européenne a ouvert, à la demande des associations professionnelles des Dix, une enquête antidumping sur les ventes chinoises dans la CEE.

Pour les marteaux et les masses « en métaux communs », le comité européen de l'outillage avait fait valoir que la part de la Chine dans le marché communautaire doit passée, en trois ans, de 20,5 % à 27,4 %. Constatant qu'*« il existe des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une procédure »* notemment en raison de *« marges de dumping importantes »*, les instances communautaires ont déclaré la plainte recevable.

Il n'empêche que pour quelques milliers de chaînes de vélo et 500 tonnes de marteaux de plus, la Communauté court le risque d'irriter Pékin, alors que de tous côtés on entend dire que la Chine est le grand marché de l'avenir. Sans compter qu'au moment où l'Europe veut se placer à la pointe de la compétition sur les technologies nouvelles, contrer les Chinois dans ce domaine apparaît comme une opération intempestive.

M.S.

● **Plusieurs contrats pour des firmes françaises en Colombie.** – La Société auxiliaire d'entreprises (SAE) a remporté un marché de 360 millions de francs pour la construction d'un oléoduc de 228 km en Colombie. Cet oléoduc doit relier les champs pétroliers de la province de Casanare, exploités par Elf-Aquitaine et la société d'Etat colombienne Ecopetrol, à 200 kilomètres à l'est de Bogota, au réseau existant dans la vallée centrale du rio Magdalena.

D'autre part, le gouvernement colombien a confié à Thomson le soin d'élargir le réseau de la troisième chaîne nationale de télévision. – *(AFP.)*

Transports

Pour l'achat d'un DC-8

LE CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION PRÊTE 6 MILLIONS DE DOLLARS A L'ASSOCIATION LE POINT DE MULHOUSE

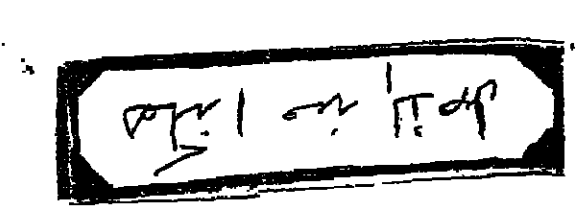
Le conseil régional de la Réunion a adopté, le 18 avril, à l'unanimité, un protocole d'accord avec l'association Le point de Mulhouse portant sur l'achat d'un DC-8-71 remotorisé.

La région Réunion et Le point constitueront un groupement d'intérêt économique (GIE) qui aura pour objet l'acquisition de l'appareil. La région apportera au GIE un prêt participatif sans intérêt de 6 millions de dollars pour une durée de huit ans, avec deux ans de franchise. Le point lui consentira un prêt de 4 millions de dollars aux mêmes conditions. Le solde du prix de l'appareil, soit 8 millions de dollars, sera fourni par un prêt bancaire.

Le DC-8 sera loué au Point pour une durée de huit ans. L'association *« s'engage à ce que la proportion des sièges vendus à des touristes étrangers ne soit pas inférieure à 50 % du total des sièges vendus »*. La Réunion sera desservie par l'appareil, à partir du mois de décembre 1985, à raison d'un vol par semaine entre Bâle-Mulhouse et Saint-Denis. Prix : 4 200 F aller-retour.

Ce contrat extrêmement favorable pour Le point correspond à une véritable subvention qui permet à la Réunion de ne pas dépendre seulement d'Air France pour ses dessertes aériennes. Il permet à l'association de s'équiper d'appareils répondant aux nouvelles normes de bruit, ce qui n'était plus le cas de ses trois autres avions.

● **Fin de la grève du personnel des wagons-lits.** – Le personnel d'accompagnement des wagons-lits a mis fin au mouvement de grève commencé le 28 mars. Les salariés CGT et CFDT, qui ont obtenu 3 % d'augmentation de salaire le 1er avril, 2,5 % au 1er octobre et 1,5 % au 1er décembre, estiment que ces mesures ne sont pas suffisantes et réclament 1 000 F de plus par mois (soit 20 % d'augmentation). Si les prochaines négociations, qui reprendront fin avril, n'aboutissent pas, les syndicats n'excluent pas une nouvelle grève.



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 15 au 19 avril

Un sacré « coup de rein »

SANS ce satané dollar, dont la chute à la veille du week-end a fait jaser dans les chaumières du monde financier et causé pas mal de remous, la Bourse de Paris aurait probablement administré cette semaine la preuve éclatante de son irréductible foi en l'avenir de l'économie française. Cependant, malgré son dérapage, elle ne s'est pas mal tirée d'affaire du tout, démontrant même, avec un joli brio, comment se sortir des situations délicates. Car son léger accès de faiblesse à la cinquième séance n'a pas été le seul accident de parcours de la semaine sous revue. Dès lundi, le marché avait commencé à faiblir (– 0,49 %). Et le lendemain, il attrapait un sérieux refroidissement (– 2,25 %), qui déclenchait l'alerte dans les salles de rédaction. Pensez donc ! Jamais une telle baisse quotidienne n'avait été enregistrée depuis août 1983. *« Coup de semonce »*, avaient commencé à titrer certains journaux. *« Ne cédez pas à la panique »*, assuraient les spécialistes. *« Le repli a été aussi brutal que la hausse a été prolongée. »* Prolongée ? Il fallait en effet remonter loin dans les annales pour retrouver une aussi longue marche : huit séances consécutives, les quatre précédant les fêtes de Pâques et les quatre suivantes. De mémoire, personne ne se souvenait avoir jamais vu cela. *« Vous verrez,* disait-on rue Vivienne, *la Bourse redressera la barre très vite. »* Très vite ? Vingt-quatre heures lui suffirent pour reprendre son souffle. Mercredi, alors que les plus optimistes tablaient sur un simple retour à l'équilibre, elle s'offrit même le luxe d'un petit trot (+ 0,37 %). Autour de la corbeille, ébahis mais ravis, habitués et professionnels se frottaient les mains. Ils n'étaient pas au bout de leur étonnement. Jeudi, du trot le marché passait au galop (+ 1 %). Désormais les pronostics étaient clairs : malgré la proximité de l'échéance mensuelle, la Bourse avait des chances de faire jeu à peu près égal entre ses gains et ses pertes. Las ! Le coup de tabac sur le dollar déclenché par l'annonce d'un sérieux ralentissement de l'expansion américaine rafraîchissait l'atmosphère sous les lambris. Vendredi, le repli des cours reprenait et la journée s'achevait sur un recul moyen de 1,2 %.

D'une semaine à l'autre, les valeurs françaises ont ainsi baissé de 2 %.

L'enseignement à retenir de ces cinq séances ? Un gérant de portefeuille la résumait en ces quelques mots surpris dans une conversation : *« Quand même, la Bourse, elle a un sérieux coup de rein... »* L'image est jolie. Surtout, elle illustre fort bien l'exploit accompli. Même si le marché a raté de peu son rétablissement, il ne s'est pas trop mal *« récupéré »*, comme le disait un commis. Qu'est-ce en effet que 2 % de perte en comparaison des gains successifs accumulés depuis le début de l'année (20 %) ? Assurément rien ou pas grand-chose, surtout quand l'heure de la liquidation générale, propice aux dégagements quand celle-ci est gagnante, et elle l'est (+ 4,7 %) – ce qui n'est pas fréquent en avril, – s'apprête à sonner (lundi 22 avril).

Mais, première question, faut-il s'étonner d'une telle vitalité ? Certainement pas. Jamais les liquidités n'ont été aussi abondantes. En outre, le temps des bilans pour 1984 est lui aussi arrivé. Des résultats publiés, il ressort que, d'une façon générale, l'industrie française se porte franchement mieux. Même s'il n'a pas d'influence directe sur la Bourse, le bénéfice historique de Rhône-Poulenc (près de 2 milliards de francs) en témoigne. Mais il y a aussi les entreprises cotées, qui annoncent le plus souvent des résultats excellents, parfois supérieurs aux prévisions. Citons en bloc : Accor (+ 53,8 %), Bouygues (+ 34 %), Bic (+ 51 %), Chargeurs (+ 56,6 %), Arjomari (+ 72 %), CSF, qui de façon inattendue passe d'un gros déficit à 300 millions de francs de profits bien avant la date prévue, Imétal, revenu dans le noir avec un bénéfice de 165 millions.

Certes, d'autres ont été moins heureux, mais fréquemment à cause de sociétés affiliées en difficulté, comme Auxiliaire d'Entreprises, dont la filiale américaine a eu un accident, Lyonnaise des Eaux, à cause de Degrémont. Mais ces entreprises gagnent quand même pas mal d'argent, ce qui n'est pas évident, notamment, dans les travaux publics, dans les activités du crédit – les progrès de Cetelem ne sont pas terribles (+ 14,2 %) mais l'établissement va distribuer une action gratuite pour cinq – ou dans la pharmacie, avec des prix bloqués. Sanofi affiche néanmoins un résultat amélioré de 20 %.

Tout cela met les investisseurs en appétit, qui ont en plus appris une bonne nouvelle : le déficit du commerce extérieur en mars a considérablement fondu (567 millions de francs contre 6,48 milliards en février), grâce au bond des exportations. Qui plus est : les taux d'intérêt baissent sur le marché obligataire pour revenir à leur point le plus bas depuis le mois d'octobre dernier.

La vitalité de la Bourse n'a, dans ces conditions, rien de surprenant. L'intérêt s'est cette semaine principalement concentré sur les locomotives, celles qui sont souvent accrochées ou pourraient l'être à de gros contrats : Avions Marcel Dassault, Thomson-CSF, Matra, Roussel-Uclaf, et surtout Peugeot, encore à peu près la seule à monter vendredi (+ 2 %) pour atteindre 359 F. Du jamais vu depuis 1979. En revanche, Lesieur, dernier de la classe avec un résultat encore plus mauvais que prévu (– 60 %), a été sévèrement puni (– 11 %).

Deuxième question : le dollar a-t-il vraiment été à l'origine du repli de vendredi ? Les professionnels n'en étaient pas intimement persuadés. Certes la baisse, liée à l'affaire du PNB américain, a fait grand bruit. Si d'aventure le billet vert devait continuer à se déprécier, cela ne ferait pas l'affaire des *« belles américaines »* de la cote, et, en se confirmant plus tard dans l'année, le ralentissement de l'expansion aux États-Unis aurait des répercussions de ce côté-ci de l'Atlantique. Mais dans les travées les boursiers s'efforçaient de dédramatiser. D'abord, le dollar se situe encore à un niveau très supérieur à celui de son cours moyen de 1984 (8,74 F) et l'économie américaine n'est pas encore menacée de refroidissement. Il reste que si la stratégie du marché se fonde sur les chiffres, elle prend aussi largement en compte les données psychologiques. Anticiper est son rôle. Et faiblesse du dollar + mollesse du PNB = méfiance. Cette équation circulait sous le manteau à la veille du week-end.

Et qui dit méfiance dit prudence. *« Les deux mois à venir pourraient être consacrés à consolider les positions acquises »*, disait-on sous les colonnes. Cela paraît logique et salutaire.

Mais, troisième question : où tous les capitaux disponibles vont-ils aller se placer au moment où leur volume ne cesse de croître ? Dans une interview accordée vendredi au quotidien économique *la Cote Desfossés*, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, a peut-être donné un début de réponse. Après avoir souhaité que les progrès de la Bourse continuent dans l'intérêt général, il a ajouté : *« Il ne suffit pas de drainer des liquidités pour les placer en Sicav de trésorerie ; il est indispensable de les orienter vers le financement et le développement des entreprises. C'est à cette condition que la Bourse verra ses progrès se poursuivre. »* Et de conclure : *« Dans la société d'économie mixte que nous développons, l'intérêt général nous commande d'encourager l'épargne, c'est-à-dire l'investissement, et le flux financier aux même fins. »*

Est-ce la promesse voilée de quelques mesures capables de donner au marché les moyens de garder son souffle ou le ministre compte-t-il seulement sur sa modernisation en cours pour prendre le relais ?

ANDRÉ DESSOT.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	19-4-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 720	– 13
7 % 1973	8 200	– 275
10,30 % 1975	97,70	+ 0,10
PME 10,6 % 1976	97,55	+ 0,15
8,80 % 1977	118,30	+ 0,55
10 % 1978	97,10	+ 0,20
9,80 % 1978	96,30	– 0,20
8,80 % 1978	97,40	– 0,15
9 % 1979	93,85	+ 0,30
10,80 % 1979	99,55	– 0,05
12 % 1980	101,07	– 0,10
13,80 % 1980	106,30	+ 0,20
16,75 % 1981	112,13	+ 0,28
16,20 % 1982	118,30	+ 0,40
16 % 1982	118,14	+ 0,19
15,75 % 1982	115,45	+ 0,20
CNE 3 %	4 155	+ 165
CNB bq. 5 000 F	102,50	inch.
CNB Paribas 5 000 F	103,20	+ 0,01
CNB Suez 5 000 F	103,10	+ 0,10
CNI 5 000 F	102,34	– 0,01

Pétroles

	19-4-85	Diff.
Elf-Aquitaine	240,10	– 6,10
Esso	533	– 17
Exxon	499	– 4
Francarep	301	– 7
Petrofina	1060	– 16
Pétroles (Française)	262	– 1,80
Pétroles B.P.	130,90	– 2,20
Primagaz	340,80	– 13,20
Raffinage	96,80	– 4,70
Royal Dutch	563	– 8
Sogerap	476	– 19

Métallurgie construction mécanique

	19-4-85	Diff.
Alspi	154	– 5
Avions Dassault-B.	1 405	– 55
Chiers-Châtillon	61,10	– 0,40
Creusot-Loire	–	–
De Dietrich	500	+ 20
FACOM	1 275	– 7
Fives-Lille	390	– 1
Fonderie (Générale)	54,20	– 2,80
Marine Wendel	218	– 14
Penhoët	791	– 29
Peugeot SA	359	+ 26
Poclain	56,80	+ 1
Pompey	193	– 5,50
Sagem	1 660	– 90
Valéo	247,10	+ 15,50
Vallourec	113	– 4,50

Banques, assurances

	19-4-85	Diff.
Bail Équipement	339	– 15,9
Bancaire (Cie)	651	– 2
Cetelem	630	+ 59
Chargeurs SA	507	– 18
CFF	780	– 37
CFI	319	– 4
Eurafrance	1 245	– 90
Hénin (La)	437	– 7
Imm. Pl.-Monceau	441	– 13,5
Locafrance	380	– 18
Locindus	771	– 1
Midi	2 181	– 68
Midland Bank	255	+ 33
O F P (Omn. Fin. Paris)	1 130	– 35
Parisienne de réesc.	1 155	+ 5
Prétabail	1 180	+ 9
Schneider	166	– 8,5
UCB	349,50	– 12,5

Valeurs diverses

	19-4-85	Diff.
Accor	278,90	– 3,10
Agence Havas	660	+ 10
Appl. Gaz	206,90	+ 7
Arjomari	1 100	– 65
Bic	514	– 46
Bis	380	– 5
CGIP	724	– 46
Club Méditerranée	1 114	– 55
Essilor	3 039	– 11
Europe 1	910	+ 5
Hachette	1 880	– 189
L'Air Liquide	618	– 24
L'Oréal	2 450	– 140
Navigation Mixte	424	– 5
Nord-Est	89,10	– 5,20
Presses de la Cité	1 955	– 94
Sanofi	670	– 12
Skis Rossignol	1 891	– 40

Bâtiment, travaux publics

	19-4-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	900	– 75
Bouygues	687	+ 12
Ciments Français	330,50	– 7
Dumez	623	– 23
GTM	306	– 19
J. Lefebvre	238,50	– 26,5
Lafarge	515	+ 27
Maisons Phénix	225,20	– 12,8
Poliet et Chausson	529	– 27
SCREG	140	– 11,5
SGE-SB	67	– 4,5

Matériel électrique services publics

Décision importante pour Moulinex, qui va céder prochainement 20 % de son capital au groupe américain Scovill, mettant ainsi un terme aux accords conclus avec la firme Regal, de même nationalité. Au titre de l'exercice 1984, Moulinex fait état d'un bénéfice net consolidé en légère diminution (61 millions de francs, contre 68,7 millions de francs en 1983), la marge brute d'autofinancement ayant cependant progressé de 11 %, à 229 millions de francs. Le chiffre d'affaires est passé de 2,9 à 3,3 milliards de francs, et la société prévoit de ramener le montant du dividende net à 3 F, contre 4 F pour l'exercice 1984.

	19-4-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	307	+ 2
CIT-Alcatel	1 345	– 25
Crouzet	262	– 5,50
Générale des Eaux	625	– 20
IBM	1 216	– 44
Intertechnique	2 317	– 243
ITT	312	+ 18
Legrand	2 145	– 34
Lyonnaise des Eaux	744	+ 16
Matra	1 930	+ 98
Merlin-Gérin	1 795	– 85
Moteurs Leroy-Somer	538	– 32
Moulinex	107	– 4,50
Philips	161	– 2,50
PM Labinal	534	– 3
Radiotechnique	280,10	– 19,90
Schlumberger	367,80	– 9,20
SEB	401	– 34
Siemens	1 720	– 26
Signaux	670	– 15
Téléméc. Electrique	2 510	– 110
Thomson-CSF	576	– 7

Alimentation

Le groupe BSN annonce pour l'exercice 1984 un bénéfice net (part du groupe) de 755 millions de francs contre 741 millions pour le précédent exercice, le chiffre d'affaires atteignant 27,3 milliards de francs (contre 24,9 milliards en 1983). Sur les branches d'activité (boissons, produits frais, produits secs, emballage et divers), seul le secteur des boissons a vu son bénéfice régresser d'une année à l'autre (168 millions de francs contre 263 millions en 1983), les produits frais enregistrant par contre la plus forte progression (140 millions de francs de bénéfice en 1984 contre 94 millions précédemment).

	19-4-85	Diff.
Béghin-Say	282	– 7
Bongrain	1900	– 20
BSN G.-Danone	2501	– 38
Carrefour	2190	– 10
Casino	902	– 13
Cédis	815	+ 16
Euromarché	1000	– 30
Guyenne et Gasc.	296	– 9
Lesieur	740	– 95
Martell	1747	+ 2
Moët-Hennessy	1849	– 61
Mumm	790	– 6
Nestlé	24310	– 130
Occidentale (Gle)	689	– 12
Olida-Caby	299,50	+ 16,5
Pernod-Ricard	704	– 26
Promodès	1389	– 56
Source Perrier (1)	492	– 7
St-Louis-Bouchon	355	+ 3
C.S. Saupiquet	540	– 15
Veuve Clicquot	2480	– 40
Viniprix	1100	inch.

(1) Compte tenu d'un coupon de 7 F.

Filatures, textiles, magasins

Les Docks de France, qui figurent parmi les plus importants groupes succursalistes français, annoncent pour l'exercice 1984 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 104,8 millions de francs, en hausse de 12 % environ sur l'année précédente. Dans le même temps, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 17,8 milliards de francs contre 16,8 milliards en 1983. De son côté la maison mère a dégagé un bénéfice net de 60,5 millions de francs (contre 59,9 millions) et son dividende net a été relevé de 34,50 F à 36 F par action en 1984.

	19-4-85	Diff.
André Roudière	344	–
FF Agache-Willot	N.C.	N.C.
BHV	224	– 19
CFAO	853	– 12
Damart-Serviposte	2 195	– 135
Darty	1 319	– 27
DMC	220	– 9
Galeries Lafayette	380,10	– 19,8
La Redoute	1 351	– 77
Nouvelles Galeries	161,90	– 1,10
Printemps	230,10	– 10,5
SCOA	94,80	+ 1,30

Produits chimiques

	19-4-85	Diff.
BASF	645	– 8
Bayer	677	– 1
Hoechst	674	+ 3
Imp. Chemical	96	+ 5
Institut Mérieux	1 778	+ 3
Laboratoire Bellon	1 008	– 1
Norsk Hydro	124	+ 3,90
Roussel-Uclaf	1 749	+ 29

La Compagnie financière (Edmond de Rothschild) passe un accord avec une banque d'Etat italienne

Après un an de négociations, la Compagnie financière, banque du groupe Benjamin et Edmond de Rothschild, et la Banca Nazionale del Lavoro (BNL), la plus importante banque d'Etat italienne, viennent de procéder à un échange de participations. L'opération doit permettre notamment à l'établissement français de retrouver *« après cent vingt ans d'absence »* le chemin de l'Italie, où les Rothschild *« avaient été les financiers du royaume de Naples et des deux Siciles »*, et de développer sur place une stratégie financière étendue à l'ensemble de la péninsule.

Ce rapprochement va faire l'objet de deux opérations. D'une part, la Compagnie financière va prendre une participation de 27 % dans la Banca Tiburtina de Credito et Servizi, une petite banque de dépôts située jusqu'à présent à Tivoli, dans la banlieue romaine, et qui vient de transférer ses locaux au cœur de la capitale italienne. Cette opération va permettre à la BNL, qui détenait jusqu'à présent 77,10 % du capital de la Banca Tiburtina, de ramener sa participation à un pourcentage identique. A elles deux, la Compagnie financière et la Banca Nazionale del Lavoro détiendront alors 54 % de cet établissement (23,10 % du capital étant «gelé» par la BNL), le solde étant essentiellement réparti dans le public.

Par ailleurs, la BNL va prendre des participations dans trois sociétés du groupe Edmond de Rothschild, la principale étant naturellement les 10 % acquis dans la Compagnie financière à l'occasion d'une des augmentations de capital prévues par cette dernière visant à le porter successivement de 30 à 120 millions de francs.

Parallèlement, la Banca Nazionale del Lavoro – qui possède une succursale à Paris depuis 1981 – va détenir 18 % du capital de Sogered SA, une importante société de négoce installée à Fribourg (Suisse), aux côtés de la Compagnie financière, qui en possède 20 %. Dotée de 3 millions de francs suisses (11 millions de francs français) de fonds propres, Sogered est spécialisée dans les échanges commerciaux entre l'Europe occidentale et les pays du Comecon, plus particulièrement l'URSS, grâce à son agence installée à Moscou.

Enfin, la banque italienne va prendre 20 % dans la Compagnie fiduciaire SPA. Cette société, dont le siège est à Milan, est spécialisée dans la gestion de patrimoine et l'ingénierie financière.

S. M.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
CSF (1)	109 438	64 234 490
Lafarge (1)	81 799	41 894 485
Peugeot (1)	103 677	36 548 932
Matra (1)	16 096	30 681 582
TRT	13 611	27 717 400
Imétal	242 005	27 113 393
Norsk Hydro	172 921	21 835 275
Moulinex (1)	181 170	20 622 482
BSN	8 025	20 186 385
L'air liquide (1)	31 669	19 782 286
CNE 3 % (1)	4 359	18 118 115
4 1/2 % 1973 (1)	9 632	16 739 070

(*) Du 11 au 18 avril inclus.
(1) Séance du 19 avril comprise.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 12 avril	Cours 19 avril
Or fin (kilo en barre)	99 900	98 200
– (kilo en lingot)	99 500	96 800
Pièce française (20 fr.)	583	580
Pièce française (10 fr.)	408	400
Pièce suisse (20 fr.)	881	864
Pièce latine (20 fr.)	572	562
● Pièce tunisienne (20 fr.)	672	660
Souverain	717	708
Souverain Elizabeth II	727	714
● Demi-souverain	420	405
Pièce de 20 dollars	4 025	4 025
– 10 dollars	2 080	2 020
● – 5 dollars	1 525	1 525
– 50 pesos	3 740	3 580
● – 20 marks	725	700
– 10 florins	683	672
● – 5 roubles	440	440

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	15 avril	16 avril	17 avril	18 avril	19 avril
RM	497 934	474 782	586 215	586 609	554 314
Comptant					
R. et obl.	2 276 254	2 111 415	2 484 083	2 149 421	2 688 945
Actions	90 476	130 515	163 504	112 585	81 742
Total	2 864 664	2 716 712	3 233 802	2 848 615	3 325 001

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Franç.	116,2	114	114,1	115,2	–
Étrang.	107,8	106,6	106,1	106,6	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 28 décembre 1984)

Tendance	120	117,3	117,7	118,9	117,5

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	218,7	214,8	214,3	216,6	214,8

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	19 avril	12 avril	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	112,8	114	– 1,1	114	99,7

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Très irrégulier

Très indécis sur la conduite à tenir, le marché, douché par les dernières nouvelles économiques, s'est orienté à la baisse avant de se redresser un peu à la veille du week-end. Mais il a reperdu tout le bénéfice de son avance précédente, ô combien timide. L'indice des industrielles, parvenu un moment à 1 272,30, s'est finalement établi à 1 266,56 (contre 1 265,67 le 12 avril).

Les opérateurs attendaient les dernières statistiques du département du commerce. Leur publication les a, pour le moins, saisis. Alors que les prévisions de croissance pour le premier trimestre s'échelonnaient de 1,8 % à 4 %, l'augmentation du PNB n'est ressorti qu'à 1,3 %, la plus faible depuis le quatrième trimestre 1982. En outre, la production industrielle en mars ne s'est accrue que de 0,3 % et la consommation des ménages a diminué de 0,5 % le même mois. Jeudi, quand ces informations parvenaient sur le marché, le « Dow » perdit près de huit points d'un coup. Les investisseurs ont été probablement secoués, d'autant qu'une tendance à la reprise de l'inflation se dessine. La légère reprise de vendredi n'a revêtu qu'un caractère assez technique.

	Cours 12 avril	Cours 19 avril
Alcoa	34 1/8	32 3/4
ATT	21 1/8	21 3/8
Boeing	60 7/8	62 3/4
Chase Man. Bank	54 3/4	54 3/8
Du Pont de Nemours	55	56 3/4
Eastman Kodak	68	65 1/2
Exxon	51	53 7/8
Ford	44	43 1/4
General Electric	59 5/8	58 5/8
General Foods	61 1/4	63
General Motors	73 1/2	70 5/8
Goodyear	27	26 5/8
IBM	128	127 3/4
ITT	34 3/8	33 5/8
Mobil Oil	29 3/4	29 3/8
Pfizer	42 1/8	44 1/2
Schlumberger	38	39 1/2
Texaco	36 3/8	38 3/8
UAL Inc.	44 7/8	41 7/8
Union Carbide	38	38 3/4
US Steel	27 1/8	26 3/4
Westinghouse	30 1/8	30 1/8
Xerox Corp	45	45 3/4

LONDRES

L'avance se poursuit

La reprise, amorcée la semaine précédente, s'est poursuivie ces derniers jours. Toutefois, quelques ventes bénéficiaires, à la veille du week-end, ont légèrement érodé les niveaux de cours.

L'amélioration de la situation économique, le raffermissement de la livre sterling et la détente enregistrée sur le front des taux d'intérêt ont quelque peu encouragé les opérateurs à prendre des initiatives d'achats.

Indices «F.T.» du 19 avril : industrielles, 978,8 (contre 967,8) ; mines d'or, 515,2 (contre 533,5) ; Fonds d'Etat, 81,88 (contre 81,40).

	Cours 12 avril	Cours 19 avril
Beecham	360	355
Bowater	246	252
Brit. Petroleum	538	553
Charter	196	188
Courtaulds	145	141
De Beers (*)	548	545
Dunlop	65	65
Free State Ged. (*)	30 1/3	30 1/4
Glaxo	10 51/64	12
Gt. Univ. Stores	795	825
Imp. Chemical	747	769
Shell	716	726
Unilever	11 1/2	11 1/2
Vickers	270	261
War Loan	36	36 1/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Soutenu

La tendance a été plutôt soutenue cette semaine sur le marché allemand, en partie grâce aux achats de l'étranger favorisés par les perspectives de développement économique.

Indice de la Commerzbank du 19 avril : 1 223 (contre 1 211,7).

	Cours 12 avril	Cours 19 avril
AEG	111,90	113
BASF	206,30	204,70
Bayer	213	213,30
Commerzbank	166	171,70
Deutschebank	463,70	473,40
Hoechst	213	213,50
Karstadt	214,50	226
Mannesman	162,50	164,50
Siemens	538,30	545,50
Volkswagen	208,30	206,70

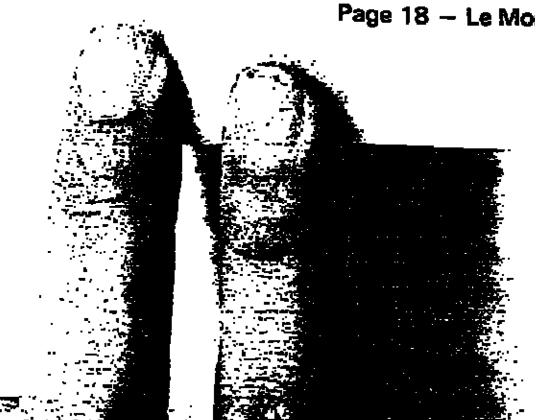
TOKYO

Baisses « historiques »

Le Kabuto-cho a enregistré cette semaine les deux baisses quotidiennes les plus importantes de toute son histoire, l'une mardi (– 345,45 points), l'autre jeudi (– 245,24 points). D'origine essentiellement technique, après les excès à la hausse commis ces derniers temps, ces reculs ont toutefois été ponctuellement compensés ensuite par une assez forte reprise.

Indices du 20 avril : Nikkei Dow Jones, 12 232,07 (contre 12 588,01) ; indice général, 955,98 (contre 981,52).

	Cours 12 avr.	Cours 19 avr.
Akai	453	450
Bridgestone	525	502
Canon	1 230	1 210
Fuji Bank	1 560	1 400
Honda Motors	1 320	1 270
Matsushita Electric	1 420	1 470
Mitsubishi Heavy	262	267
Sony Corp.	4 350	4 220
Toyota Motors	1 250	1 250



Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Embouteillages

C'est vers les emprunts du gouvernement américain que se sont massivement tournés les investisseurs étrangers en 1984. En revanche, ils se sont, avec tout autant d'ardeur, retirés de la Bourse de Wall Street. Selon les statistiques publiées cette semaine par la Securities Industry Association, les avoirs étrangers en papier du Trésor des Etats-Unis ont augmenté de plus de 21 milliards de dollars l'an dernier pour atteindre 110,4 milliards à la fin de 1984.

Dans le même temps, les ventes étrangères d'actions américaines l'ont tellement emporté sur les achats que, pour la première fois depuis seize ans, les Etats-Unis, habitués à des entrées de capitaux dans ce domaine, ont dû faire face à une sortie nette de 2,9 milliards de dollars. Tout s'est donc passé comme si, dédaignant les avis de leurs conseillers financiers, les investisseurs internationaux avaient décidé, dès le début du second trimestre 1984, que le boom économique «reaganien» était plus apparent que réel et ne pourrait durer longtemps.

Deux facteurs expliquent l'engouement, l'an dernier, des étrangers pour les émissions du gouvernement américain : d'une part, les rendements très élevés qu'elles procuraient et, d'autre part, l'abolition de la retenue à la source de 30 % en juillet 1984. Au cours des six premiers mois de l'année passée, les rendements sur le papier à long terme du Trésor des Etats-Unis progressèrent de 200 points de base pour atteindre près de 13,60 % en juillet. Ils amorcèrent, par la suite, une descente pour revenir en décembre aux environs de 11,60 %.

L'impact de la suppression de la retenue à la source est évidente lorsque l'on constate que les achats nets étrangers de bons et obligations du gouvernement américain augmentèrent de plus de 17 milliards de dollars durant le second trimestre 1984, contre seulement 3,7 milliards au cours des dix premiers mois et une progression de 5,4 milliards pendant toute l'année 1983.

La situation s'est complètement retournée cette année. La chute de la devise des Etats-Unis sur les marchés des changes et la diminution des rendements que procure le papier du gouvernement ont, au cours des dernières semaines, poussé les investisseurs internationaux à se dessaisir massivement de leurs avoirs en dollars au profit d'autres devises.

Un tel changement n'est toutefois pas aisé. Les montants qu'on peut investir en des devises autres que l'américaine sont limités. Cette restriction a entraîné une hausse des cours des euro-émissions libellées en d'autres monnaies. Dans l'immédiat, la ruée pour sortir du dollar américain est telle que les devises de substitution de base comme le deutschemark, le franc suisse et le yen, ne peuvent combler le rejet de la monnaie des Etats-Unis, pas plus que l'ensemble des devises périphériques, telles l'ECU, le florin néerlandais, le dollar canadien, le dollar australien, le dollar néo-zélandais et, tout récemment, le franc français, sans parler du franc belgo-luxembourgeois.

La seconde euro-émission en francs français a été autant couronnée de succès que la première. D'un montant relativement modeste puisque de seulement 300 millions de francs, elle a été lancée, mercredi, au pair avec un coupon annuel de 11,25 % par la CECA. Deux jours plus tard, elle était entièrement absorbée et se trouvait même offerte avec une prime de 0,25. Son placement en Allemagne s'est révélé important. C'est peut-être la première fois que les investisseurs d'outre-Rhin ont eu une vue aussi positive du franc français. Sa présente stabilité vis-à-vis du deutschemark leur a permis d'apprécier le rendement considérablement plus élevé qu'offre le papier de la CECA par rapport à ce qu'ils peuvent trouver en Allemagne.

Autre émission, autre succès

Le comité de l'eurofranc se réunira au Trésor lundi 22 avril à 18 heures. Il tirera, en conjonction avec les banques, les conclusions qui s'imposent après les deux premiers euro-emprunts en francs. Il semble que les autorités françaises souhaitent que le troisième émane d'une société industrielle française.

Le regain de l'activité primaire en dollars à partir de jeudi – après qu'il a été révélé que la croissance du PNB américain avait été de seulement 1,3 % durant le premier trimestre de cette année au lieu des 2,1 % initialement projetés – montre à quel point le dollar des Etats-Unis reste la devise favorite du marché international des capitaux, tant il est impossible de la remplacer en volume. Plus de 1,3 milliard de dollars d'euro-émissions nouvelles à taux fixe ont soudainement vu le jour cette semaine, dont plus de la moitié pour des sociétés américaines. Certaines d'entre elles sont sorties à des conditions extrêmement agressives dans l'anticipation d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt.

A titre d'exemple, Texaco a proposé au pair 250 millions de dollars sur dix ans avec un coupon de 11,125 %, ce qui représente un rendement de seulement 4 points de base supérieur à celui des obligations de même durée du Trésor américain. La General Electric Credit Corporation a été plus loin encore en lançant au pair un euro-emprunt de 200 millions de dollars sur quatre ans avec un coupon de 10,25 %, soit juste l'équivalent du rendement des bons du Trésor américain de même échéance. Motorola avec 100 millions de dollars d'euro-obligations et l'Amex Credit Corporation avec 200 millions de dollars se sont également montrés peu généreux. Aussi, l'accueil réservé à tous ces emprunteurs a été des plus tièdes. C'est, tout compte fait, la Suède qui a bénéficié de la meilleure réception, avec une euro-émission de 200 millions de dollars sur cinq ans. Elle sera émise au pair avec un coupon de 10,875 %, soit l'équivalent, au moment du lancement, d'un rendement de 40 points de base de plus que le papier du gouvernement américain de même durée.

Les emprunts à taux variable utilisant la technique dite «Mismatch» ont perdu de leur attrait depuis que l'écart entre le taux du Libor à un mois et celui à six mois, qui était de plus de 1 % il y a encore trois semaines, s'est énormément réduit pour ne plus représenter que 0,375 %. Dans ces conditions, l'intérêt pour les banques d'emprunter à un mois pour prêter à leur tour à six mois s'est évaporé. Bien plus, l'aplatissement de la courbe des taux d'intérêt à court terme peut faire craindre un renversement éventuel, les taux les plus courts devenant plus élevés que ceux à plus longue échéance.

Pour parer à cet inconvénient, la Belgique s'est mise en vedette avec une technique originale. Elle a lancé en début de semaine une euro-émission de 200 millions de dollars, dont la durée s'étendra à vingt ans mais, avec la possibilité pour les prêteurs d'en demander le remboursement après quinze et dix-sept ans. L'intérêt payable trimestriellement sera composé d'une marge de 0,125 % venant s'ajouter au taux du Libor à un mois. Mais, au cas où ce dernier s'avérerait supérieur au taux du Libor à six mois, l'intérêt sera alors l'ajout d'une marge de 0,1875 % au taux du Libor à trois mois. Le tout, étant coiffé d'une commission bancaire de 0,40 %, est très avantageux pour l'emprunteur aussi longtemps que le taux du Libor à un mois reste inférieur à celui du six mois. Si cette inversion se produit, les investisseurs seront alors très favorisés. Malheureusement pour eux, cela n'arrive qu'assez rarement.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Nouveau coup pour le dollar

Quelque chose est-il donc cassé dans le beau mécanisme de hausse du dollar qui l'avait poussé à des sommets voici seulement deux mois, ou son vif repli n'est-il qu'un accident de parcours dans l'ascension qu'il a entreprise depuis janvier 1980, comme cela s'était produit il y a juste un an ? C'est difficile à dire, mais force est de reconnaître que cette semaine le billet vert a subi une nouvelle secousse. Les milieux financiers en viennent même à se demander si un véritable retournement de tendance n'est pas en train de se produire. A l'heure actuelle, constatent-ils, tout tourne au désavantage du dollar alors que, auparavant, tout concourait à le doper. Bien plus, la psychologie, dont on connaît la puissance sur les marchés des changes, joue maintenant contre le dollar.

Qu'on en juge : au début de la semaine, la faillite d'une petite firme de courtage du New-Jersey spécialisée dans les transactions sur bons du Trésor continuait à provoquer des remous dans les milieux financiers. La nouvelle suivant laquelle soixante-quinze établissements financiers ou maisons de courtage étaient touchés par cette faillite ravivait les craintes sur la vulnérabilité du système bancaire américain, et pesait sur le dollar. Les jours suivants, le comportement de la devise américaine fut erratique tant les indications en provenance des Etats-Unis étaient contradictoires : augmentation des mises en chantier plus forte que prévu (+ 16,2 % en mars) mais production industrielle inférieure (+ 0,3 %) aux estimations (+ 0,3 % au lieu de + 0,5 %). On vit le dollar plonger à 3 DM, et même moins, et revenir à 9,14 F. En fait, les marchés des changes attendaient le «juge de paix», à savoir l'augmentation du PNB américain pour le premier trimestre de l'année, qu'une estimation provisoire, le 21 mars dernier, chiffrait à 2,1 %.

Deux jours avant la publication du chiffre définitif, jeudi soir à Washington, une rumeur commença à courir suivant laquelle ce chiffre serait plus élevé que prévu : on parlait de 3 % et même de 4 %. Jeudi matin, sur des marchés très nerveux, le dollar tout ragaillardi monta d'un coup de 2 %, passant de 9,20 F à 9,35 F et de 3,02 DM à près de 3,07 DM. Mais le même jour à 15 h 30, heure française, le «juge de paix» rendit son verdict : 1,3 % seulement de croissance pour le produit national brut au premier trimestre 1985. Une véritable misère ! Tout le monde tombe de haut, y compris le dollar : 3 % de baisse en quelques heures, de 9,30 F à 9,05 F, de 3,06 DM à 2,96 DM. On se rapprochait du seuil des 9 F et on crevait allègrement celui de 3 DM, considéré jusqu'alors comme un palier de résistance. A la veille du week-end, le dollar semblait se stabiliser aux alentours de 2,97 DM et de 9,09 F ; or, sur les marchés des changes, on avait l'impression qu'il pouvait encore baisser.

Selon les spécialistes travaillant sur graphiques, comme FINTREND à Paris, il existe un bon «support» à 2,95 DM mais il est possible que les marchés fassent descendre le billet vert à 2,91 DM. D'autres bons supports existent à 2,90 DM, 2,88 DM et 2,85 DM. A 2,82 DM, on touche l'axe de la grande courbe haussière sur cinq ans (depuis janvier 1980).

L'économie américaine, en plein ralentissement, a-t-elle perdu son pouvoir d'attraction sur les capitaux du monde entier, jusqu'à présent drainés vers les Etats-Unis. La maigreur des performances de l'économie des Etats-Unis au début de l'année donne à réfléchir. Le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldridge, tout en accusant le coup *(« C'est inférieur à nos prévisions »)*, fait remarquer que les achats domestiques ont augmenté de 4,4 % au cours de ce premier trimestre, et que la baisse de régime du début de l'année est due à l'augmentation des importations. Il reste que le chiffre de 1,3 % est le plus mauvais enregistré depuis le dernier trimestre 1982. Comme un malheur n'arrive jamais seul, l'inflation semble se réveiller quelque peu outre-Atlantique, avec une hausse des prix de 5,5 % pour le premier trimestre 1985, contre 2,8 % pour le premier trimestre 1984. Le même M. Baldridge n'a-t-il pas indiqué, au surplus, qu'il ne serait pas mécontent de voir le dollar fléchir encore de 20 % dans les deux prochaines années, ce qui améliorerait la compétitivité de l'économie ? Mais cette baisse, relèvent les pessimistes, relancerait aussi une inflation que la hausse du dollar avait contribué à calmer.

Dans ces conditions, comment s'étonner que les détenteurs de capitaux internationaux se préoccupent de diversifier un peu leurs placements et de rechercher des chevaux plus performants ? En livres sterlings par exemple, on trouve des rendements plus élevés qu'aux Etats-Unis (13 %) et une économie qui semble se ranimer un peu. Si les taux, pour les placements en marks, sont peu élevés, l'économie de la RFA devrait progresser de 3 % en 1985, presque autant que les 3,9 % pronostiqués par un gouvernement américain peut-être trop optimiste.

Même la France, où l'économie reste relativement stagnante (probablement 1,5 % du PNB en 1985), offre des possibilités aux investisseurs, que ce soit en obligations à taux élevé (12 %) ou en actions de sociétés performantes : il y en a de plus en plus. Ajoutons-y les charmes de l'eurofranc, qui rapporte entre 10,5 et 12 % suivant les échéances, le sentiment très net que le gouvernement se refusera avant 1986 à changer les parités du franc au sein du SME, et on aura l'explication de la très bonne tenue du franc. Cette tenue est particulièrement remarquable par rapport au mark, au plus bas depuis quinze mois et soutenu par la Banque de France, qui en achète des tombereaux.

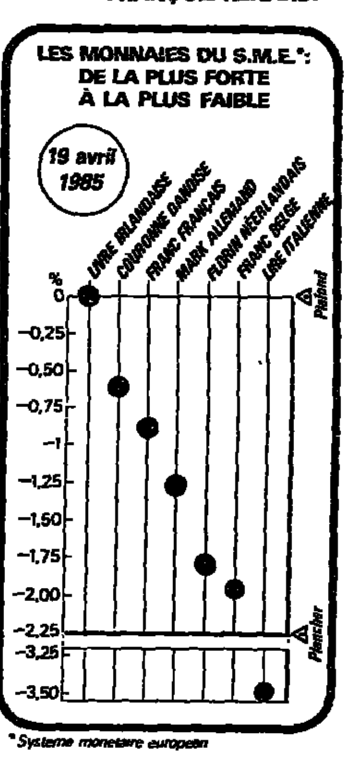
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 15 AVRIL AU 19 AVRIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York ...	1,2910	–	10,9950	40,3714	33,5988	1,6655	29,6384	0,0524
	1,2500	–	10,6723	38,7747	32,5998	1,6194	28,7976	0,0509
Paris	11,7416	9,0950	–	367,17	305,50	15,1482	269,56	4,7717
	11,7125	9,3700	–	363,31	305,46	15,1740	269,83	4,7781
Zurich	3,1978	2,4770	27,2353	–	83,2045	4,1255	73,4143	1,2995
	3,2237	2,5790	27,5247	–	84,0749	4,1765	74,2692	1,3151
Francfort ...	3,8433	2,9770	32,7332	120,18	–	4,9583	88,2335	1,5619
	3,8343	3,0675	32,7075	118,94	–	4,9676	88,3369	1,5642
Bruxelles ...	77,5116	60,04	6,6014	24,2389	20,1679	–	17,7949	3,1500
	77,1875	61,75	6,5902	23,9433	20,1303	–	17,7825	3,1489
Amsterdam ..	4,3558	3,3748	37,0974	136,21	113,33	5,6195	–	1,7701
	4,3406	3,4725	37,0603	134,64	113,20	5,6234	–	1,7707
Milan	2460,64	1906	209,56	769,47	640,24	31,7455	564,98	–
	2451,25	1961	209,28	760,37	639,28	31,7570	564,72	–
Tokyo	319,52	247,50	27,2131	99,9192	83,1373	4,1222	73,3550	0,1298
	314,50	251,60	26,8521	97,5571	82,0211	4,0744	72,4550	0,1283

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 19 avril, 3,540 F contre 3,722 F le vendredi 12 avril.



* Système monétaire européen

Les matières premières

Baisse des métaux et du café

Le ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis, supérieur aux prévisions, a jeté un «froid» sur les différents marchés où se traitent les matières premières utilisées à des fins industrielles. Les métaux non ferreux ont été les plus affectés. Autre fait marquant de cette semaine, la chute du dollar n'a apporté aucun réconfort aux métaux précieux, à l'inverse des mois précédents. Il faut aussi souligner qu'en l'espace de sept semaines la livre a progressé de 30 % environ par rapport au dollar.

MÉTAUX. – *Le mouvement de reprise a tourné court au Metal Exchange de Londres sur le cuivre. Les stocks britanniques de métal, bien qu'en augmentation de 1 400 tonnes, (ils sont à 88 500 tonnes), sont à leur niveau le plus bas depuis onze ans. En l'espace de deux mois, les prix du bismuth ainsi que ceux du molybdène ont fléchi de 10 %. Les prix du cadmium ont cédé près de 25 %.*

Sensible repli des cours de l'étain à Londres. Le directeur du stock régulateur aurait réduit ses interventions sur le marché.

La baisse s'est poursuivie sur les cours du zinc à Londres. Elle atteint près de 20 % par rapport aux meilleurs niveaux touchés au commencement du mois de mars..., mais entre-temps la livre sterling s'est bien revalorisée. En 1984, la consommation mondiale de métal s'est élevée à 4,704 millions de tonnes selon les statistiques du groupe international d'études du plomb et du zinc, en hausse de 99 000 tonnes sur celle de l'année 1983, les progressions les plus importantes étant enregistrées tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Mais l'offre mondiale a été supérieure, d'où un gonflement des stocks mondiaux en fin d'année supérieur à 100 000 tonnes.

La nouvelle chute du dollar n'a apporté aucun soutien sur le marché des métaux précieux. Les cours du platine et de l'argent ont fléchi. Aux Etats-Unis, l'utilisation d'argent pour les besoins industriels est tombée à son niveau le plus bas depuis 1963, soit à 114,9 millions d'onces en 1984.

Dans l'attente d'une diminution plus sensible des stocks mondiaux, les cours de l'aluminium ont poursuivi leur glissement à Londres.

TEXTILES. – *Effritement des cours du coton sur le marché de New-York en corrélation avec la perspective d'une récolte abondante. Au Brésil, il faut s'attendre à une hausse de 50 % de la production, alors que celle du Pakistan pour la saison 1984-1985 est évaluée à 4,7 millions de balles contre 2,9 millions pour la saison 1983-1984.*

CAOUTCHOUC. – *Variations peu importantes des cours du naturel à Londres. La Malaisie vient de modifier le système des taxes frappant les exportations de gomme naturelle. Le seuil d'imposition a été relevé de 180 à 210 cents le kilo.*

DENRÉES. – *Les cours du café sont revenus à Londres à leurs niveaux les plus bas depuis un an. Les exportations des pays membres de l'accord international sont inférieures durant le premier semestre (1er octobre-31 mars) de 3,7 millions de sacs au quota alloué de 26,8 millions de sacs (au lieu de 28,9 millions de sacs pour le semestre correspondant de la saison précédente.*

Aux enchères de thé à Londres, les prix ont fléchi à nouveau de 6 à 8 pences par kilo. Si les conditions climatiques ne se détériorent pas, la récolte de l'Inde pourrait dépasser l'objectif de 655 millions, alors que la précédente n'atteignait que 632 millions.

Fléchissement des cours du cacao sur les différents marchés qui ont davantage prix en considération l'excédent mondial plus important que prévu.

Les cours du sucre ont repris leur mouvement de baisse. La prochaine récolte de betteraves des pays de la CEE pourrait être inférieure de 2,6 % à la précédente. Les superficies ont été réduites de 1,5 %.

R.B.

LES COURS DU 19 AVRIL 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 180 (1 196) ; à trois mois, 1 156 (1 197,50) ; étain comptant, 9 340 (9 785) ; à trois mois, 9 282 (9 776) ; plomb, 297,50 (313) ; zinc, 697 (718,50) ; aluminium, 868 (891) ; nickel, 4 310 (4 400) ; argent (en pence par once troy), 496 (541). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,20 (64,85) ; argent (en dollars par once), 6,44 (6,70) ; platine (en dollars par once), 285,7 (306,90). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,40 (29,38).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, mai, 68,17 (68,84) ; juillet, 66,98 (67,35). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mai, 515 (512). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, mai, inch. (55).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 725 (750).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mai, 2 459 (2 372) ; juillet, 2 249 (2 177) ; sucre, mai, 3,52 (3,83) ; juillet, 3,68 (4,02) ; café, mai, 140,60 (141,19) ; juillet, 140,37 (141,10). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mai, 105,40 (111,60) ; août, 111,40 (114,60) ; café, mai, 2 003 (2 095) ; juillet, 2 044 (2 139) ; cacao, mai, 1 918 (1 957) ; juillet, 1 908 (1937). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 2 210 (2 260)) ; septembre, 2 160 (2 240) ; café, mai, 2 350 (2 440) ; septembre, 2 450 (2 495) ; sucre (en francs par tonne), octobre, 1 287 (1 354) ; août, 1 272 (1 305). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), mai, 128,30 (130,90) ; juillet, 134,30 (136,90). – **Londres** (en livres par tonne), juin, 126,80 (127,50) ; août, 123,50 (126,20).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mai, 352,25 (364,50) ; juillet, 330,25 (339,25) ; maïs, mai, 283,25 (282,25) ; juillet, 280,50 (282,75).

INDICES. – Moody's, 951 (961,90) ; Reuter, 1 886,50 (1 926).

Marché monétaire et obligataire

Baisse des taux en vue

La petite brise de détente qui soufflait sur les marchés financiers ces dernières semaines a nettement forci dans un contexte de baisse générale des taux qui se précise de plus en plus nettement. Comme toujours, le vent vient d'Amérique, où le loyer de l'argent au jour le jour entre banques a glissé au-dessous de 8 %, touchant 7 3/4 %. L'eurodollar à six mois, de son côté, est passé sous la barre des 9 %, cotant 8 3/4 % à la veille du week-end. De plus, selon des propos prêtés au chef économiste de la First Boston, M. Wojnilower, on serait à la veille d'une diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale, le taux de base des banques, actuellement de 10 1/2 %, étant susceptible de revenir à 10 %.

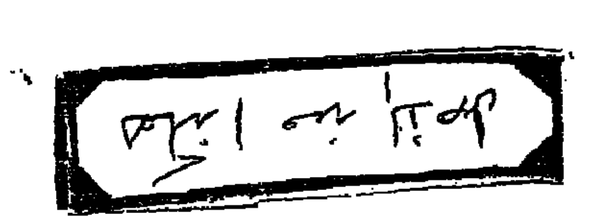
Deux choses sont certaines en tout cas. Tout d'abord, le ralentissement de l'expansion aux Etats-Unis, tel que le traduit la faible progression du produit national brut au premier trimestre 1985 (1,3 % sur une base annuelle), pourrait permettre à la Réserve fédérale non seulement de ne pas durcir sa politique, mais encore de l'assouplir. Ce dernier point reste incertain toutefois, car la masse monétaire américaine continue à augmenter plus rapidement que prévu et, surtout, l'inflation semble se réveiller un peu au début de l'année. Dans ces conditions, la Réserve fédérale pourrait se contenter de ne pas bouger. Ensuite, les graphiques des opérateurs montrent une très nette orientation à la baisse pour les taux à long terme outre Atlantique. Ces derniers pourraient fléchir d'un point entier en 1985, revenant de 11,56 % actuellement pour les emprunts d'Etat à 10,50 %. En tout cas, les cours des obligations ont sensiblement monté sur les marchés américains, ce qui reflète bien la croyance à une détente générale des taux.

Sur le marché obligataire de Paris, l'ambiance reste bonne, les liquidités sont abondantes et surtout l'environnement international est de plus en plus favorable, on l'a vu. Aussi les rendements ont-ils continué de fléchir sur le marché secondaire, revenant de 11,01 % à 10,94 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 10,81 % à 10,74 % pour ceux à moins de sept ans et de 12,21 à 12,14 % pour les emprunts du secteur public, selon les indices Paribas. Petit à petit, on tend donc à retrouver les niveaux touchés fin octobre, avant les orages non désirés de novembre et décembre, soit respectivement 10,67 %, 10,11 %, et 12,10 %.

Sur le marché du neuf, rien de spécial n'a été noté. L'emprunt de la Banque française du commerce extérieur (BFCE), annoncé le jeudi de la semaine dernière, a achevé de se placer dans de bonnes conditions (4 milliards de francs à quinze ans et taux fixe de 11,90 %)

Pour la semaine prochaine, est prévu le fameux emprunt de la SNCF, qui sera le premier à être émis suivant les recommandations du rapport Tricot, c'est-à-dire, entre autres, un changement plus fréquent de chef de file (en fonction des besoins) et la refonte des barèmes.

F. R.



هكذا صدر الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

M. CHARLES FITERMAN invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste français, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-*le Monde* », le dimanche 21 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien ministre des transports du gouvernement Mauroy répondra aux questions d'André Passeron et de Patrick Jarreau, du *Monde*, et de Paul-Jacques Truffant et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

BOMBE CONTRE L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD A BRUXELLES

Bruxelles. – Deux personnes ont été légèrement blessées par l'explosion d'une bombe, samedi 20 avril à l'aube, derrière un bâtiment où siège l'assemblée de l'Atlantique nord. L'édifice, situé au centre de la capitale belge, a été sérieusement endommagé. L'attentat a été revendiqué par un « Front révolutionnaire d'action prolétarienne » (FRAP), jusque-là inconnu.

L'assemblée de l'Atlantique nord est une organisation réunissant deux fois par an des parlementaires des seize pays membres de l'OTAN ; elle n'a pas de lien institutionnel avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Treize attentats ont été commis en Belgique entre le 2 octobre et le 15 janvier derniers contre des installations de l'OTAN ou des sociétés travaillant pour la défense occidentale, sans faire de victimes. Ces actions avaient été revendiquées par les « Cellules communistes combattantes ». – *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

NOUVEL ATTENTAT A TOULOUSE CONTRE UN BATIMENT DE LA POLICE

Un nouvel attentat à l'explosif a été commis, samedi 20 avril, vers 3 heures du matin, à Toulouse, dirigé cette fois, contre le service de transmissions de l'intérieur (STI) de la police de cette ville. Cet attentat n'a pas fait de victimes, mais a provoqué des dégâts importants, soufflant notamment toutes les cloisons et la toiture du bâtiment, situé dans le quartier des Minimes. Du matériel de transmissions radio a également été détruit par les trois charges d'explosif déposées sur les rebords extérieurs des fenêtres du bâtiment.

Cet attentat, le quatrième commis à Toulouse depuis le début de l'année, n'a pas été revendiqué. Cependant, sur les murs du STI, les auteurs de l'attentat ont tracé à la peinture l'inscription « *Non aux extraditions* », ce qui semblerait lier cet attentat au problème basque.

Le numéro du « Monde » daté 20 avril 1985 a été tiré à 453811 exemplaires

A B C D E F G

M. Edmond Hervé approuve les thèses libérales de M. Robert Badinter en matière de procréation artificielle

De notre envoyé spécial

Reims. – Les responsables de la Fédération des CECOS (Centres d'études et de conservation du sperme humain) réunis à Reims, entendaient, devant M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, répondre de manière très critique aux récentes prises de position du ministre de la justice en faveur d'un droit à la procréation autonome. A peine l'avaient-ils fait que M. Hervé exprimait, pour la première fois, sa position personnelle sur les nouvelles méthodes de reproduction artificielle.

« *J'entends proposer un texte législatif*, a déclaré le secrétaire d'État, *soumettant à agrément préalable les centres de conservation de sperme et les centres de fécondation* in vitro. » A quels critères devront répondre de tels centres pour pouvoir être agréés ? Soit l'insémination artificielle avec donneur (IAD) et la fécondation *in vitro* (FIV) demeurent des réponses médicales face à des stérilités irréversibles ; soit, de manière tout à fait laxiste, on reconnaît le droit de chacun à procréer librement en dehors de toute nécessité thérapeutique.

M. Badinter avait déjà, il y a quelques semaines, pris clairement position en faveur du deuxième cas de figure. Le secrétaire d'Etat à la santé a emboîté le pas au garde des sceaux. « *Il ne suffit pas de définir*, a estimé M. Hervé, *les critères strictement sanitaires d'agrément ; la procréation médicalement assistée est-elle une réponse médicale à l'infertilité du couple (mais, dans cette hypothèse, y a-t-il une définition médicale admise par tous de l'infertilité et qu'est-ce qu'un couple ?) ou la procréation médicalement assistée est-elle un moyen nouveau de procréation ? L'IAD et la FIV ne sont plus seulement des problèmes scientifiques et techniques. Ils peuvent très bien ne plus être uniquement des solutions thérapeutiques, tout en restant des actes médicaux.* »

C'est surtout cette dernière phrase qui a surpris, voire choqué. Le réseau des CECOS (structure unique au monde, qui, depuis douze ans, a permis la naissance de plus de dix mille enfants) a pour principe de ne considérer l'insémination artificielle que comme une thérapeutique du couple stérile et non comme une simple technique mise à la disposition de l'individu qui en ferait la demande. « *Séparer médecine et thérapeutique*, expliquent les professeurs Georges David, président, et Jacques Lansac, trésorier, de la Fédération des CECOS, *c'est, ni plus ni moins, transformer le médecin en instrument sexuel. En arrivera-t-on demain à nous demander, après le droit à la procréation, le droit à la jouissance médicalement assistée ?* »

La crainte des spécialistes de la stérilité est aussi qu'on puisse observer dans ce domaine une évolution comparable à celle de l'avortement : le médecin conserve le droit d'accepter ou de refuser d'agir, mais des textes imposent la création de structures d'accueil. « *Pourquoi*, se demande le professeur David, *un individu normal aurait-il besoin du médecin pour concevoir ? Nous ne sommes pas prêts à accepter le rôle d'instrumentation, de substitut sexuel, que l'on nous demande de jouer.* »

La seule différence notable entre le secrétaire d'Etat à la santé et le garde des sceaux concerne la question de la rénumération des donneurs. Le premier y est totalement opposé, alors que le second tient cette éventualité pour contingente. Concernant les mères porteuses, M. Hervé a souligné la nécessité d'interdire tout trafic, tout intermédiaire devant, selon lui, tomber sous le coup de la loi pénale. Rappelant que le contrat entre « demandeur » et « donneuse » n'avait pas de valeur, il a ajouté : « *la notion de don d'enfant n'existe pas dans mon univers juridique* ».

JEAN-YVES NAU.

138 LICENCIEMENTS EN PROJET A L'IMPRIMERIE MONT-LOUIS

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. – A l'appel de la CGT, cent cinquante ouvriers des imprimeries Mont-Louis et Fomac ont manifesté vendredi 19 avril dans les rues de Clermont-Ferrand. Cette action, complétée par un télégramme de l'encadrement au président de la République, répond, en ce qui concerne Mont-Louis (deuxième centre français d'impression du secteur public après celui de Clichy et avant celui de Bugey), à un projet de licenciement collectif qui doit être annoncé par la Société nationale des entreprises de presse (SNEP), lundi 22 avril en comité d'entreprise.

Il prévoit le départ de cent trente-huit des deux cent neuf membres du personnel, mais aussi la suppression totale du secteur « imprimerie générale », lourdement déficitaire. Mont-Louis ne conserverait que son département « vignette bancaire » spécialisé dans l'impression des chèques.

Il s'agit de la plus importante imprimerie de la région Auvergne, la deuxième en difficulté, la Fomac ayant déposé son bilan à la fin du mois de mars. Le personnel de cette dernière se trouve en grève depuis le 15 avril, après que le syndic désigné eut prononcé trente-neuf licenciements sur les cent emplois et l'abandon de certaines productions. La Fomac est spécialisée dans la fabrication d'imprimés. – L.T.

En Chine

INCENDIE DANS UN HOTEL : DIX MORTS ET SEPT BLESSÉS

Hongkong. *(AFP)*. – Dix personnes sont mortes et sept autres ont été blessées au cours d'un incendie qui s'est déclaré, dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 avril, dans un grand hôtel de la ville de Harbin (province du Heilongjiang, au nord-est de la Chine), a annoncé l'agence Chine nouvelle.

Les personnes qui ont trouvé la mort dans l'incendie sont cinq Nord-Coréens, un Américain et quatre employés de l'hôtel, a précisé l'agence chinoise reçue à Hongkong, sans donner les noms des victimes. L'incendie s'est déclaré, selon la même source, vers minuit, au onzième étage de l'hôtel Swan ; il a été rapidement maîtrisé par les pompiers.

L'hôtel Swan avait été ouvert en janvier 1984 et comptait 262 chambres sur 15 étages.

A Rennes

LA « COURSE AUX EMPLOIS D'ÉTÉ » N'AURA PAS LIEU

(De notre correspondant.)

Rennes. – La « course aux emplois d'été » organisée à Rennes par la Banque populaire de l'Ouest (BPO), le quotidien *Ouest-France* et la ville de Rennes, et qui devait avoir lieu dimanche matin 21 avril, a été supprimée à la suite de l'indignation exprimée par les syndicats CFDT et CGT et par les Jeunesse communistes. Malgré une maladresse, à l'origine du tollé syndical, l'idée de départ était généreuse : proposer 107 emplois d'été à de jeunes Rennais de classes terminales, de BTS et de classes préparatoires aux grandes écoles.

« *La plupart du temps*, explique M. François Flaud, directeur de l'agence BPO de Rennes et initiateur de l'opération, *les emplois d'été sont réservés en priorité aux enfants du personnel des entreprises, ou sont obtenus par piston. Notre souci a été d'aider les jeunes qui ne bénéficient pas de ces avantages.* » Le rectorat d'académie et la préfecture avaient approuvé une telle initiative, qui avait suscité un véritable engouement chez les jeunes puisqu'il y a eu 700 inscriptions.

Dans le projet initial, les lycéens, avant de visiter le forum où quatre-vingts entreprises proposaient un ou plusieurs emplois d'été, devaient participer à un jogging de 4 km dans le centre ville, et six des cent sept stages étaient attribués d'office aux premiers arrivés (trois pour les garçons et trois pour les filles)... En définitive, la course n'aura pas lieu, et les lycéens, après avoir visité le forum, feront acte de candidature pour le « job » de leur choix. Les cent sept emplois seront attribués par un jury constitué d'enseignants et de chefs d'entreprise. Le PC s'est réjoui de cette suppression, en soulignant que « *le dramatique problème de l'emploi ne se règle pas par les jeux du cirque* ». – Ch. T.

● *Disparition de deux jeunes Français au Mali.* – Le mystère demeure total sur le sort des deux jeunes Français originaires d'Amiens (Somme), Olivier Bourges, dix-neuf ans, et François-Xavier Vrignaud vingt ans, qui devaient se rendre en auto-stop à Tamanrassett (sud de l'Algérie) en août 1984, a-t-on appris, vendredi 19 avril à Bamako. Dans la capitale malienne, les enquêtes de deux officiers de police français, arrivés mercredi 17 avril, n'ont apporté aucune indication. – *(AFP.)*

LES PARLEMENTAIRES BRÉSILIENS ONT ÉTÉ PRIÉS DE NE PAS QUITTER BRASILIA

Rio-de-Janeiro. *(AFP.)*. – Le président de la Chambre des députés brésilienne, M. Ulysses Guimaraes, a demandé vendredi soir 19 avril à tous les parlementaires de ne pas quitter Brasilia, en raison de l'aggravation de l'état de santé du président Tancredo Neves. La Constitution prévoit qu'en cas de disparition de M. Neves, le Parlement doit se réunir immédiatement en session extraordinaire pour être informé de la vacance du pouvoir et procéder à l'investiture du vice-président, M. Jose Sarney, comme président du Brésil.

LE PRÉSIDENT TCHADIEN HISSÈNE HABRÉ EST PRÊT A RENCONTRER TOUS LES OPPOSANTS déclare M. Roland Dumas

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, est revenu vendredi 19 avril à Paris, après avoir accompli une brève tournée dans trois pays africains : la Centrafrique, le Gabon et le Tchad. M. Dumas a notamment rencontré le président tchadien, M. Hissène Habré, à Am-Timan (capitale de la province du Salamat, dans le sud-est du pays).

Dans une interview accordée à Radio-France internationale, le ministre des relations extérieures a évoqué son entrevue avec le chef de l'Etat tchadien, déclarant notamment : « *Il me semble que les choses évoluent au moins dans les esprits. La volonté du président Hissène Habré de poursuivre sa tâche de réconciliation nationale a été exprimée à plusieurs reprises dans nos conversations. Il m'apparaît qu'à la solution militaire se substitue petit à petit l'idée d'une solution politique avec toutes les parties concernées, de même que me paraît s'affirmer la volonté du président Hissène Habré de rencontrer ces parties, disons ces opposants divers qui se trouvent à l'intérieur du Tchad, aux frontières ou encore à l'extérieur.* » M. Dumas a ajouté : « *Il existe dans le nord du Tchad des bandes qui sont entretenues par la Libye. Donc, il y a là un nœud, un blocage.* »

NOMINATION DE DEUX AMBASSADEURS

● **M. Noiville, à Varsovie**

● **M. Rouquié, à San-Salvador**

Le *Journal officiel* du samedi 20 avril annonce la nomination de M. Jean Noiville au poste d'ambassadeur à Varsovie, en remplacement de M. Jean-Bernard Raimond.

M. Alain Rouquié est d'autre part nommé ambassadeur au Salvador.

La nomination de Mme Halimi comme ambassadeur auprès de l'UNESCO, en remplacement de Mme Baudrier, a, par ailleurs, été confirmée l'avant-veille (nous avons publié cette information et la notice biographique de Mme Halimi dans *le Monde* du 28 mars).

[Né en 1927, M. Noiville est licencié ès lettres, agrégé d'histoire, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, de l'Ecole pratique des hautes études et de l'Ecole nationale d'administration. Entré dans la carrière diplomatique au milieu des années 50, il a notamment été en poste à Moscou, à Bucarest, à Tokyo et à Alger. De 1965 à 1970, il avait par ailleurs exercé les fonctions de directeur des stages à l'Ecole nationale d'administration.

Chargé des affaires d'Asie-Océanie à l'administration centrale en 1975, il était devenu directeur de ce département en 1977 et y avait conservé ces fonctions jusqu'en 1982.

M. Noiville est officier de l'ordre national du Mérite.]

[M. Alain Rouquié, âgé de quarante-six ans, est maître de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, où il travaille depuis 1967. Il est également, depuis 1981, membre du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay. Considéré par les spécialistes comme l'un des meilleurs connaisseurs français des problèmes d'Amérique latine, Alain Rouquié est l'auteur de plusieurs livres sur la région. Son domaine de prédilection est plutôt le « cône Sud ». Mais il a aussi écrit au Seuil un livre intitulé *l'Etat militaire en Amérique latine*, qui est une analyse pénétrante des systèmes politiques de tout le sous-continent. Au sein du Parti socialiste, dont il est membre, M. Rouquié a toujours été l'avocat d'une approche moins idéologique et plus « réaliste » des problèmes de la région.]

A SON RETOUR DE DAMAS

M. Rachid Karamé annonce des mesures en faveur de la sécurité à Beyrouth-Ouest

Beyrouth *(AFP)*. – Le premier ministre libanais démissionnaire, M. Rachid Karamé, est revenu d'une visite de vingt-quatre heures à Damas en annonçant des mesures pour rétablir la sécurité à Beyrouth-Ouest dont la population vit sous l'ordre nouveau des milices druzes et chiites.

M. Karamé, porteur des conditions et des griefs de la communauté sunnite mécontente de la prise en charge par les chiites et les druzes de la sécurité d'une ville à majorité sunnite, a été reçu vendredi 19 avril par le chef de l'Etat syrien, M. Hafez El Assad, en présence du vice-président syrien chargé du dossier libanais, M. Abdel Halim Khaddam.

A son retour, il a affirmé que M. Assad avait écouté « *favorablement* » ses doléances, et qu'ils étaient convenus de « *mesures pratiques* », qu'il n'a pas révélées, pour rétablir la sécurité à Beyrouth en « *garantissant la dignité* » des habitants. M. Khaddam avait reçu séparément jeudi une délégation du mouvement chiite Amal et du Front national démocratique, coalition des partis de gauche libanais dirigée par le chef druze, M. Walid Joumblatt.

Dans leur prêche du vendredi, les cheikhs sunnites ont devant des milliers de fidèles exprimé leur rancœur à l'égard des coreligionnaires qui les ont « *humiliés* ». S'en prenant à « *ceux qui, sous prétexte d'éventer des complots, incendient les mosquées et perquisitionnent les domiciles* », ils ont refusé la « *force de frappe* » chiito-druze, ainsi que « *toute mesure touchant Beyrouth-Ouest, si elle n'avait pas l'aval du mufti sunnite* » et de leurs chefs, M. Karamé et M. Selim Hoss, ministre sunnite.

A GRENOBLE

Les ministres marocain et français de la culture ont inauguré le cycle « Présences artistiques du Maroc »

En compagnie du nouveau ministre marocain de la culture, M. Mohamed Ben Aïssa et de M. Alain Carignon, maire (RPR) de Grenoble et président du conseil général de l'Isère, M. Jack Lang a inauguré, vendredi 19 avril dans la capitale dauphinoise, le cycle de manifestations « Présences artistiques du Maroc », qui va se dérouler à Grenoble jusqu'au 10 juin.

M. Lang a notamment visité, au musée de la ville, une grande rétrospective des dix-neuf principaux peintres modernes marocains, à la Maison de la culture, les expositions personnelles de trois des artistes marocains vivants les plus connus à l'étranger : Chaïbia, Belkahia et Meléhi, et, à la mairie, un panorama illustrant la vie culturelle très active de la petite ville d'Asilah, dans le nord du royaume, où se déroule depuis une dizaine d'années un festival multiartistique international, le Moussem (*le Monde* daté 11-12 juin 1978).

Une trentaine d'autres manifestations marocaines concernant aussi bien la musique (Nass el Ghiwan, Jill Jillala, orchestre andalou de Fez, etc), le théâtre (la place Djemaa-el-Fna de Marrakech vue par le théâtre du Rio), le cinéma (vingt-trois films, dont *Zeft*, œuvre inédite en France de Tayeb Saddiki), que la poésie, l'histoire ou l'islam vont se dérouler à Grenoble au cours des semaines à venir dans le cadre d'une opération culturelle d'un ampleur sans précédent en France de la part d'un pays arabe.

Le Monde a été associé au cycle « Présences artistiques du Maroc », publiant sur l'ensemble de l'événement un supplément de quatre pages diffusé avec notre quotidien dans la région Rhône-Alpes et au Maroc.

J.-P. P.-H.

LA HUITIÈME CONFÉRENCE INPUT

Les télévisions de service public face à la tentation du mécénat

De notre envoyé spécial

Marseille. – La projection des films de télévision sélectionnés pour la huitième conférence INPUT, confrontation internationale des télévisions de service public organisée cette année à Marseille par l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), s'est poursuivie jeudi 18 et vendredi 19 avril avec le même projet de qualité esthétique et de souci culturel. Télévision et politique, la télévision et le passé, portraits de gens en crise, la bataille des sexes, la télévision fait-elle du voyeurisme ? Autant de titres génériques situant bien les pôles de recherche des quelque 570 producteurs et réalisateurs des différents pays représentés. Participation record à Marseille, puisque, à Liège, il y a quatre ans, INPUT rassemblait 230 participants, et 420 à Charleston en 1984.

Mais la grande tentation des artisans du service public serait de se réfugier dans un certain isolationnisme de qualité et d'esthétisme, affranchi des contingences financières sans lesquelles, pourtant, il ne peut y avoir d'œuvres télévisées. A cet égard, la soirée-débat de jeudi portant sur « le mécénat d'entreprise et la télévision » – avec le concours de M. Jean-Paul Escande, PDG de la Société marseillaise de crédit, – a été révélatrice.

En dépit des précautions oratoires prises par le représentant de l'INA, M. Michel Fansten, la seule évocation du mécénat comme solution possible, même comme « *simple argent de poche* », aux problèmes du financement de plus en plus difficile des programmes de création et de leur raréfaction, a provoqué aussitôt une levée de boucliers dans l'assistance. Non seulement parmi les responsables des programmes français, mais également britanniques, allemands, italiens et même américains, dont certaints avaient déjà fait l'amère expérience du parrainage.

Le président d'INPUT, M. Mike Fentiman, producteur à la BBC, a reconnu, au cours de la conférence de presse-bilan de la rencontre 1985, que les participants étaient peut-être introvertis, trop centrés sur des problèmes d'esthétique et pas assez sur ceux de l'intendance. Mais il a donné sa définition, quasiphilosophique, du service public à la télévision. « *Ce n'est pas un état de fait*, a-t-il déclaré, *c'est un idéal.* »

Plus pragmatique, M. Michel Anthonioz (INA), vice-président d'INPUT, admet que « *le financement des programmes nécessaire à la création dans la télévision de demain exigera d'accueillir d'autres fonds que ceux de la redevance, sans renoncer pour autant aux moyens de les contrôler* ».

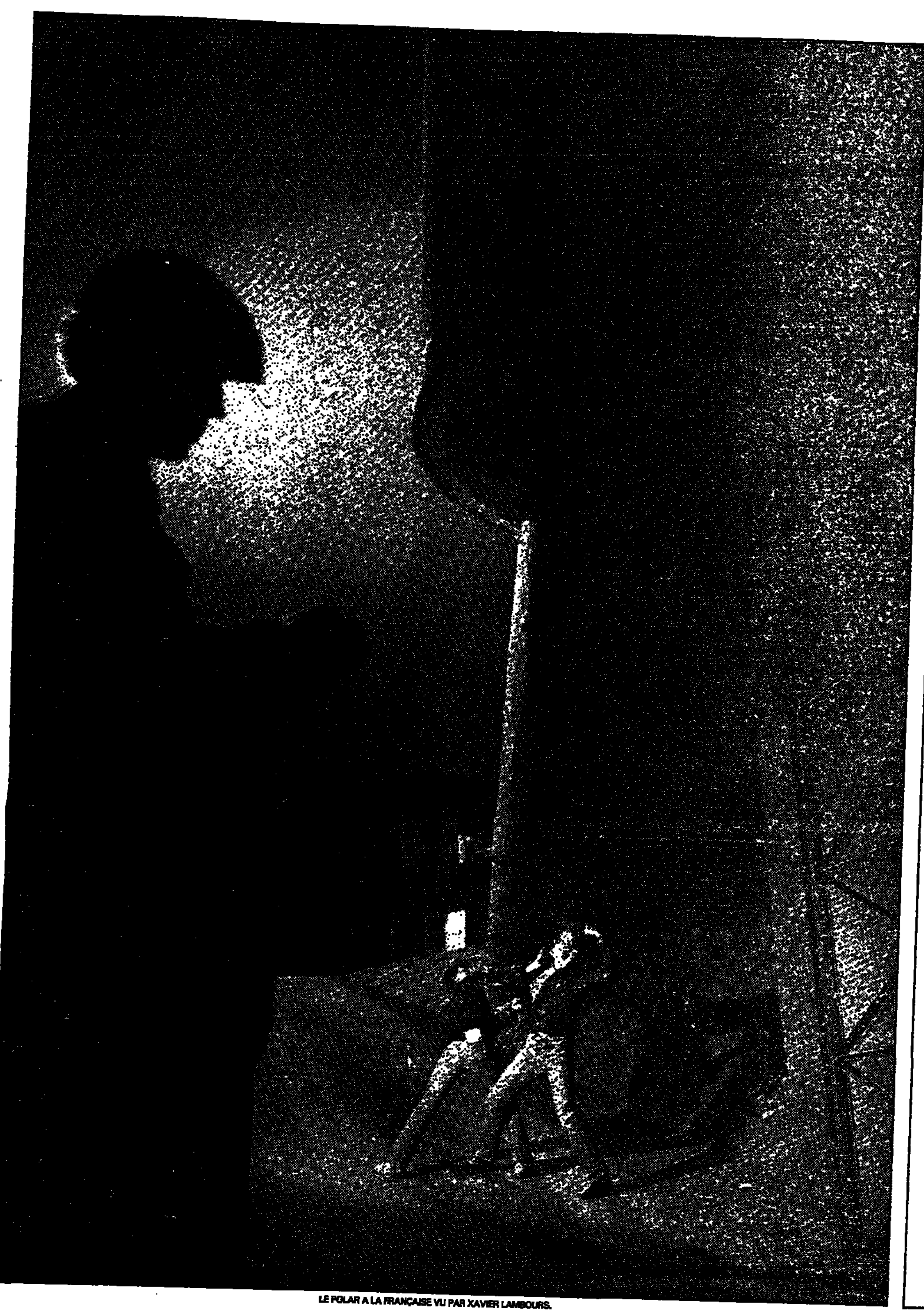
M. Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, recevant les participants, vendredi 19 avril, s'est lui-même demandé si, « *avec les nouvelles techniques, il serait possible de conjuguer le succès économique et la recherche esthétique dans la réalisation des émissions de télévision* ». « *Peut-on résoudre cette contradiction ?* » a-t-il conclu.

Y aurait-il d'ailleurs antinomie entre les deux termes ? La balle est dans le camp de ceux qui font les programmes, comme des pouvoirs publics qui ont en charge ce gigantesque instrument d'influence des foules qu'est devenue la télévision.

CLAUDE DURIEUX.

Le Monde

AUJOURD'HUI



LE POLAR A LA FRANÇAISE VU PAR XAVIER LAMBOURS.

LE ROMAN POLICIER FRANÇAIS

Du rouge en habits noirs (page III).

Jean Rossignol, le « père » du *Rififi*, du *Doulos* et autres classiques du cinéma. Entretien avec H. Lieberman, maître en angoisse (page IV).

Henri Robillot se souvient du « gang des traducteurs » de chez Gallimard (page V).

Thierry Jonquet et Jean-François Vilar, deux délinquants du trotskisme. Qui est Hugues Pagan ? (page VI).

Attention, un SAS peut en cacher un autre ! (page VII).

Choc Corridor, librairie aux deux patrons et aux seize mille frissons. La complainte de Frédéric H. Fajardie (page VIII).

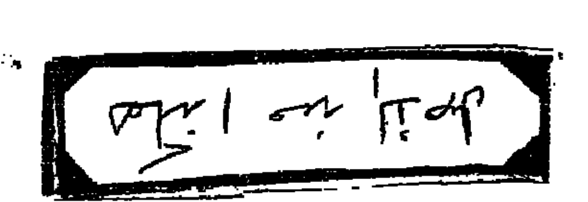
L'HEXAGONE SOUS TOUS SES ANGLES

En 1984, douze grands photographes recevaient pour mission de partir à la recherche du paysage français, ce parent pauvre des plasticiens d'aujourd'hui. Villes, usines, littoral, lieux de travail, tels furent notamment les thèmes qu'ils eurent à traiter. Cette commande « culturelle » venait d'un organisme d'Etat qui travaille plus couramment sur rapports écrits, la Délégation à l'aménagement du territoire. (Pages X et XI.)



LE LITTORAL VU PAR GABRIELE BASILICO.

Supplément au nº 12512. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 21 avril-Lundi 22 avril 1985.



« JEUNES TOQUES »

Je suis de ces lecteurs du *Monde* qui *« risquent l'étranglement »* chaque fois que leur quotidien vient à manquer au kiosque. Or la lecture du *Monde* aujourd'hui daté 7-8 avril a failli provoquer chez moi ce même effet. Vous avez en effet réussi le tour de force de nous donner six pleines pages de chroniques joliment tournées sur les plaisirs de la table sans une seule ligne sur la formation initiale et continue dans ces métiers que l'on dit de bouche. Permettez-moi donc de vous dire quelques mots de nos préoccupations.

Certes, M. Lang a raison de s'intéresser à la « haute cuisine » et de confier une mission exploratoire à M. Ferniot. On parle de transmettre un *« savoir de haute qualité »* ; pourquoi pas par la création d'une Ecole nationale supérieure des arts culinaires (ENSAC, voilà un sigle tout trouvé) qui formerait des « ingénieurs en art culinaire » ? Plus sé*rieusement, pour donner aux jeunes* ce *« goût de la recherche »* dont parle Jack Lang, il faut commencer par leur donner une formation attrayante et de qualité.

Il est tout à fait raisonnable de *« s'intéresser aux moyens d'assurer la promotion internationale de la gastronomie française »*, mais commençons par le commencement, c'est-à-dire par une formation initiale solide. Cette formation, nous la devons à ces jeunes qui continuent à être attirés par ces métiers pas seulement parce qu'ils sont encore porteurs d'emplois. Ne les décevons donc pas en leur donnant une formation pas toujours actualisée sanctionnée par des diplômes dont l'évolution ne suit pas celle des techniques de production et de commercialisation.

Les pouvoirs publics devraient s'intéresser un peu plus à ces formations ; surtout en modernisant les matériels et outils de formation qui nous permettent de faire travailler les jeunes *« en grandeur réelle »*.

Je suggère donc à M. Ferniot, *« journaliste et écrivain gastronome »*, de demander, avant de remettre au ministre son rapport *« ordonnant les souhaits de professionnels de la table »*, leur avis aux professionnels de la formation de la haute et de la moins haute cuisine.

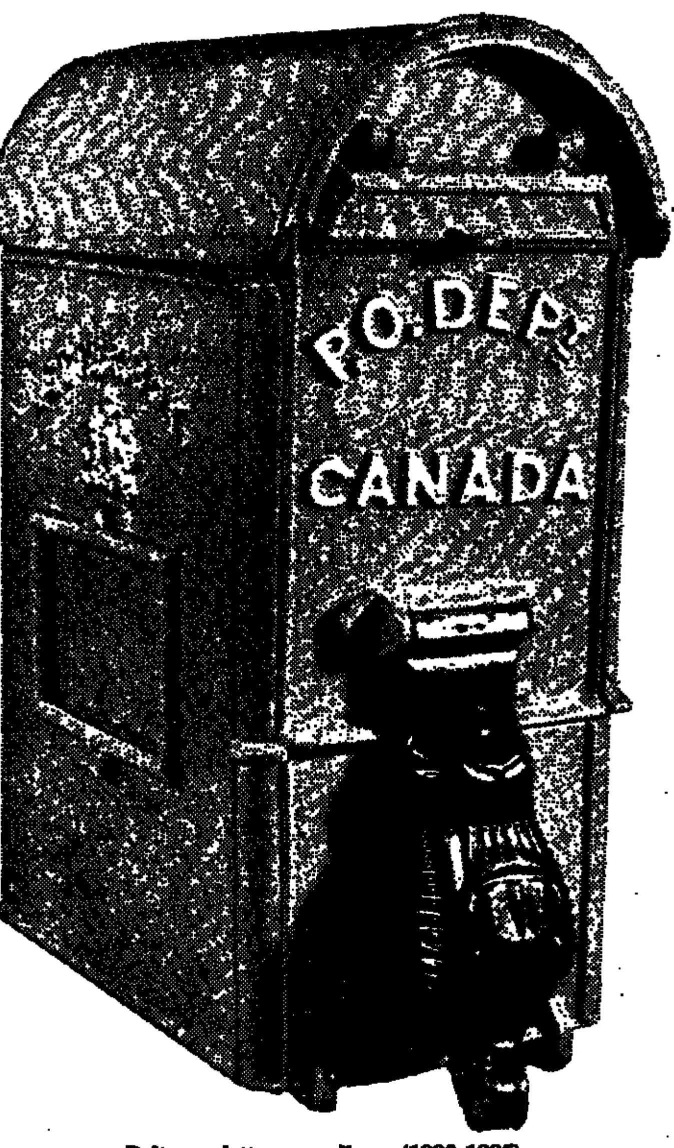
Il n'y a pas en effet que la « haute cuisine » qui soit digne d'intérêt. Qu'en est-il de la « nouvelle » ? De la « rapide », du « sous-vide », de « l'hypo-calorique », que nous subissons plus ou moins aujourd'hui faute d'avoir su en intégrer (et pourquoi pas dans notre enseignement) les meilleurs côtés ?

A-t-on réellement étudié les comportements du consommateur français face à ces nouveautés ?

Je crois plutôt, et comme d'habitude, que l'on s'est contenté de regarder avec attendrissement et reconnaissance du côté « des grands chefs » et de la « haute cuisine », espérant que la « grande tradition » fera barrage à ce déferlement et à ces nouveaux périls. Rien n'est moins sûr, et ne jetons pas avec dédain au nom de notre « culture culinaire » tous ces nouveaux bébés avec l'eau de leur bain.

A moins que dans une quinzaine d'années, l'on ne s'extasie devant lesdits bébés qui auraient grandi sous d'autres cieux, japonais, par exemple. Non, monsieur Ferniot ne vous précipitez pas pour rendre votre rapport à M. Lang, profitez-en pour poser toutes les questions, y compris celles de l'actualisation des formations.

W. METTOUDI,
collège François-Rabelais
(Vitry, Val-de-Marne).



MUSÉE NATIONAL DES POSTES (OTTAWA)

Boîte aux lettres canadienne (1880-1885).

DIÉTÉTIQUE

Suite à votre enquête consacrée à l'avenir de la table en France, parue dans *le Monde Aujourd'hui* daté 7-8 avril 1985, je me permets de signaler à vos lecteurs enseignants le numéro spécial d'une revue dont j'ai rédigé le texte. Consacré à la nutrition, ce fascicule n'a pas d'autre ambition que d'apporter des informations rapides sur les règles de base d'une bonne alimentation. Financé par la société France Glaces Findus, il est distribué gratuitement à tous les enseignants qui en font la demande auprès de *la Revue d'information de France Glaces Findus*, 4, rue Brantôme, 75003 Paris. Tél. : 274-24-00.

JACQUES ESCALIER,
professeur en biologie
(Dardilly, Rhône).

LES RÉGIONS SOUS L'ÉTAT

Cousin du binôme « autorité-liberté », le « trop d'Etat-moins d'Etat » se révèle en France un casse-tête permanent. Il était, de toute évidence, exclu de résoudre cet antique problème, fût-ce en une demi-douzaine de pages bien tassées du *Monde Aujourd'hui*».

Permettez-moi toutefois de vous faire part de ma surprise, constatant la totale absence d'un sujet qui, au premier chef, entrait de rigueur, me semble-t-il, dans le cadre de votre enquête. En douze articles et sept dessins, occupant quarante-deux colonnes, le mot « décentralisation » ne figure pas. Est-ce le résultat d'un oubli ou d'une intention délibérée dont je saisis mal le sens ?

Le propos transparent des divers signataires — je ne saurais que les en féliciter — tendait à recommander le « moins d'Etat possible », tout en conservant à l'Etat son rôle d'arbitre et de garant des libertés. Rien là que de sage, j'ajouterai même : que de banal, en vue d'assurer la santé d'une démocratie. Mais quelle démocratie ne demeurerait boiteuse, voire menteuse, si elle ne s'accompagnait de la décentralisation la mieux affirmée sur le terrain, aux échelons local et régional ?

Le « moins d'État » est directement, sinon exclusivement, fonction d'un transfert de compétences. Il s'agit, pour un centre omniprésent, touche-à-tout, apoplectique et dominateur, de remettre partie de ses pouvoirs à des instances élues périphériques. C'est là, depuis le fameux manifeste de Nancy de 1865, le B.A.BA du catéchisme des décentralisateurs. La loi de mars 1982 « Droits et libertés des communes, des départements et des régions » aurait donc pu porter en sous-titre : « Comment faire maigrir l'Etat ».

Il est pour le moins paradoxal que les experts du « trop-moins d'Etat » aient négligé de prendre en compte cette cure d'amaigrissement tenue, à tort ou à raison, par ses initiateurs pour *la grande affaire du septennat*. Et cela à l'heure même où se met en place le dispositif de la consultation régionale de 1986.

Il y aurait certes beaucoup à dire sur les voies et moyens adoptés en vue du dégraissage de l'obèse « monstre froid ». Nous ne nous priverons pas, pour notre part, du droit de critique à ce sujet. Encore faut-il, en préambule, ne pas ignorer la chose...

JEAN MAZE,
président du CLAR
(Comité de liaison pour l'action locale et régionale).

DES J.O. A PARIS...

Faut-il des J.O. parisiens (dossier *le Monde Aujourd'hui* daté 7-8 avril) ? Si Barcelone bénéficie d'une unanimité nationale, si Amsterdam se heurte à l'opposition des écologistes et d'une partie de la presse, Paris bénéficie de l'unanimité entre un président de la République et un maire aspirant à cette même fonction. Certes, nous sommes dans un régime présidentiel, mais cela permet-il pour autant de confondre cette unanimité-ci avec l'unanimité nationale ?

Car, enfin, quels sont les enjeux de ces J.O. ? Politiques, bien sûr.

Pour voir sa candidature préférée aux autres, Paris devra observer sur la scène internationale une réelle neutralité, d'où l'adoption d'un profil bas jusqu'en octobre 1986. Certains groupes ou partis, dans les pays et territoires où la France a des intérêts et des devoirs, ne seront-ils pas tentés de tirer profit de cette situation ?

Economiques, bien sûr. On nous assure que pas moins de dix idées sortent quotidiennement de l'équipe de jeunes énarques penchés sur le dossier. Assurons-nous bien que figurera celle qui assurera l'équilibre financier de l'opération sans avoir recours aux deniers des contribuables et sans mettre à mal le programme d'équipement sportif de la France dans les prochaines années.

La promotion du sport, bien sûr. Les J.O., c'est aussi le sport et la promotion de ce dernier passe — c'est une nécessité — par le spectacle. Seulement, doit-il être français ? Certaines disciplines comme le ski et le tennis montrent à l'évidence que l'absence de champions nationaux au plus haut niveau n'a pas empêché un engouement massif concrétisé par des pratiquants de plus en plus nombreux. A l'opposé, les réelles performances de M. Guy Drut n'ont pas pu endiguer le déclin de l'athlétisme français.

L'exploit sportif, bien sûr. Si les J.O. récompensent les athlètes, ces derniers paient souvent bien mal, en retour, l'organisation qui les réunit. Depuis longtemps l'important n'est plus la participation ni même la performance, mais seulement la victoire. On se bat contre les autres plutôt que contre soi-même. Dans la plupart des compétitions, l'absence de records en est la conséquence immédiate.

Seules, certaines disciplines (lancé, sprint, saut en longueur...) échappent à l'atonie de l'ensemble, car elles obligent l'athlète dans le bref instant de l'effort à donner le meilleur de lui-même, et non à doser celui-ci par rapport à ses adversaires.

PHILIPPE PICHOT,
(Villepinte, Seine-Saint-Denis).

PEI ET LE BERNIN

J'ai lu avec attention la lettre « Libérez I. M. Pei », de M. André Gutton, architecte à Paris, paru dans *le Monde-Aujourd'hui*, daté dimanche 7 - lundi 8 avril 1985, suite à la publication de votre enquête sur « les grands chantiers du président ». Bien qu'étranger je me permets d'émettre quelques réflexions.

J'ai pu voir la maquette du Grand Louvre à l'Orangerie des Tuileries et j'ai lu le fascicule du mois de septembre 1984 publié par le ministère de la culture. J'avoue que ce projet m'a fasciné et qu'il répond à un réel besoin pour faciliter le fonctionnement, l'accessibilité et l'accueil du musée du Louvre.

J'ai pu visiter plusieurs réalisations de l'architecte I. M. Pei aux Etats-Unis. Il est sans aucun doute un des meilleurs architectes contemporains. Prenons pour exemple le « East Building » du National Gallery of Art à Washington D. C. Cet « East Building » est relié à la National Gallery par un passage souterrain. Cet accès est fonctionnel et agréable. A aucun moment je n'ai eu la sensation d'être un rat ou une souris en flânant dans cette galerie.

Je ne puis m'empêcher de retourner quelque trois siècles en arrière où l'architecte le Bernin fut invité en 1665 à Paris par le roi Louis XIV pour présenter un projet pour le palais du Louvre. Le projet du Bernin ne fut jamais réalisé, en partie parce que les architectes de l'époque y étaient farouchement opposés ! A ce propos on peut citer le texte de Rudolf Wittkower dans *Art and Architecture in Italy, 1600-1750* :

« The french architects were bitterly antagonistic. »

On peut également citer Robert Wallace dans *le Bernin et son Temps, 1598-1680* :

« De surcroît, les architectes de Louis XIV engagèrent contre le Bernin une lutte sans merci. »

En conclusion, j'espère que la France fera confiance aux auteurs du projet, qui porte bien son nom de « Grand Louvre ».

JAN CHRISTIAENS,
architecte
(Ostende, Belgique).

Rectificatif

Le coût de l'Institut du monde arabe. — C'est par erreur que nous avons indiqué dans *le Monde* daté 24-25 mars que le coût global de la construction de l'IMA, à Paris, sera de 240 millions de francs, auxquels s'ajouteront 142 millions de francs apportés par les Arabes. Le chiffre exact est de 270 millions de francs pour le coût total dans lequel la participation arabe sera de 142 millions de francs, le reste étant à la charge de la France.

Chronique

CHERCHEUR D'ENFANTS

C'EST épuisant d'avoir du cœur. Joël Weiss est exténué. Les yeux cernés, les paupières lourdes qui luttent contre la fatigue, la nervosité visible qu'il tente de combattre par une succession de cigarettes : la lassitude extrême et, pourtant, une certaine forme de bonheur inoubliable, l'un des plus beaux moments de sa vie assurément.

Joël Weiss est cet homme de cinquante-deux ans, éducateur de rue bénévole qui vient de forcer l'admiration de la France en repêchant sur le trottoir parisien une épave de la prostitution juvénile, Thierry, le « tapineur » qui n'avait pas quinze ans. En huit jours, cent cinquante journalistes l'ont appelé.

On connaît l'histoire. Elle commence il y a quelques semaines par la fugue d'un gamin de Paris qui plaque tout et part avec quarante francs en poche. Disparition. Signalement. Recherche. C'est Joël Weiss qui le récupérera, après avoir été alerté par un membre de la famille. Il le repérera nuitamment dans un quartier de drague du Paris inavouable et, après une filature efficace, le persuadera de cesser le commerce qu'un proxénète père de famille organisait à son seul profit, en s'aidant de drogues dont il intoxiquait son protégé.

Joël Weiss est un homme plutôt petit, mais de forte corpulence, le visage massif, une silhouette à la Louis XVIII vu par les caricaturistes. Des allures d'entraîneur d'équipe de rugby de deuxième division. Mais cet homme se distingue de ses contemporains par une étrange manie qui consiste à s'occuper de ce qui va mal pour tenter de faire en sorte que cela aille mieux. Il fait « dans le social » comme d'autres font dans le bricolage, la pêche à la ligne ou le sport.

La dette

La solidarité — nom moderne de la charité — est son hobby, le combat aux marges de la société est sa passion. Il ne voudrait pas en tirer gloire, et, si le bruit fait autour de son dernier exploit lui paraît positif, c'est moins pour le profit qu'en tirerait sa vanité que pour la publicité donnée à l'une des plaies sociales que ce don Quichotte veut combattre : la prostitution des mineurs. *« Je ne suis pas un détective privé bénévole ni un saint. Je crois simplement être un homme de cœur. Et puis, j'ai une dette. »*

Quelle dette ? Lointaine déjà. En février 1942, le censeur du lycée Chaptal, à Paris, reçoit la visite des SS. On recherche un élève, Joël Weiss, âgé de dix ans et dont le père, commerçant israélite installé à Paris, a été arrêté au cours d'une tentative de franchissement de la ligne de démarcation avant qu'il ne parvienne à s'évader. Si l'on tenait l'enfant... Le censeur fait poireauter les SS dans son bureau tandis qu'avec la complicité du professeur de Joël on fait sortir l'enfant par une porte du lycée donnant sur la rue de Rome. *« Désolés, messieurs, mais l'élève Joël Weiss n'est pas venu en classe ce matin. »* A dix ans, il est à la rue, recherché : une fugue, en somme. *« Oui*, dit-il aujourd'hui, *c'est ça, une fugue. »* Mais à la manière de l'époque pour qui était juif et avait aux trousses la police allemande et ses complices français. Pas vraiment une recherche dans l'intérêt des familles.

Au terme d'une longue errance, le gamin retrouve les siens dans le Sud-Est. En Savoie, puis en Isère, il vivra dans la clandestinité, portant des plis aux résistants, petit télégraphiste de l'armée des ombres. Un jour, à Allevard, il restera caché pendant huit heures sous un tas de charbon, dans une cave, tandis que la Gestapo française fouille les lieux. Dans les maquis, il côtoie des jeunes de quatorze ou quinze ans qui mourront au combat : *« J'ai vu mourir des gosses. »* Il n'oubliera jamais que la vie est tragique et que, lui, il s'en est sorti.

Plus de quarante ans après, Joël Weiss, quand vient la nuit, sort dans Paris. Il n'est plus recherché, il recherche. Il rôde, il tourne, à pied, en voiture. Il arpente en tous sens les hauts quartiers où l'enfance perdue vit sa clandestinité mercantile, dans les maquis des plaisirs interdits. Il part seul vers neuf heures du soir. Il revient vers minuit ou deux heures du matin. Il parle aux isolés. Il est connu des prostitués — filles ou garçons. Certains l'aident dans ses recherches : *« Même des maquereaux de Saint-Denis sont d'accord avec moi. Ils ont une certaine forme de morale et trouvent qu'il y a des limites à ne pas franchir. »* Il y a quelques jours, des prostituées de la Madeleine l'ont arrêté dans la rue : *« C'est formidable ce que vous avez fait avec le petit Thierry. »* Pour elles aussi, l'enfance est sacrée. Ce quinquagénaire qui n'a pas d'enfants — *« J'ai ceux des autres »* — a un métier (conseiller technique dans une société de services) qui l'occupe mais, surtout, une passion qui le préoccupe, résumée par cette formule passée de mode utilisée dans un tract électoral qu'il a conservé : « Une vie au service des autres. »

Car Joël Weiss a eu aussi un début de carrière politique. Il fut, un temps, conseiller de Paris avant de remplacer le défunt Bernard Lafay, en 1977. Carrière qui aurait pu continuer si, en 1983, il ne s'était présenté dans son 17e natal face à la liste RPR qui rafla douze des quatorze sièges, ne laissant à celle de Joël Weiss que mille huit cents voix, une misère, pas même 10 % du fichier constitué au cours de sa carrière politico-sociale.

Conseil économique

Pas très politique, donc. Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel à ses yeux, carrière n'est pas le mot, palmarès plutôt, et très diversifié. Lycéen, il crée, à quinze ans, une association d'aide aux jeunes tuberculeux. Soldat, dans les années 50, il convainc le colonel de son régiment de lui confier l'organisation de l'alphabétisation des recrues qui en ont besoin. En 1956, il crée les Carnot Roller Skaters, club de jeunes lycéens qui font du basket à patins à roulettes et se produisent dans la France entière au cours de matches d'exhibition, pour aider des jeunes handicapés. Le club vivra un quart de siècle.

En 1960, Joël Weiss s'intéresse à une célèbre bande de « blousons noirs » (les « loubards » de l'époque), la bande des Batignoles. En 1978, il est le premier à dénoncer les conditions de vie des vieux à l'hospice de Nanterre et obtient la suppression de véritables mitards, ces cellules disciplinaires où l'on plaçait, pour les punir, ceux qui ne se tenaient pas bien... L'année précédente, il avait aussi fait condamner *« le tortionnaire de Mandarine, la petite ânesse du jardin du Ranelagh »*...

Et toujours cette passion pour les « jeunes en danger moral », comme on dit dans les textes réglementaires. Il ne voudrait pas qu'on en exagère l'ampleur : *« Les trottoirs de Paris ne sont pas ceux de Manille. »* N'empêche, il cite des cas qu'on dirait inventés par quelque auteur de roman ambigu en état de fantasmagorie : *« Au Père-Lachaise il y a une allée de la drague où des mineurs racolent le client avant de le traiter dans un caveau ; dans tel cinéma parisien des jeunes s'offrent à vous, au vu et au su de la direction ; dans tel parking, au sixième sous-sol, tout se passe dans les voitures ; j'ai rencontré un fils d'ambassadeur qui tapinait pour se payer des planches à voile ; tel garçon que je recherche a sans doute été embarqué pour l'Amérique du Sud ; il y a un immeuble de Paris où l'on fait ça sur un palier ; j'ai connu un garçon de dix-sept ans, le plus jeune proxénète de France, qui avait trois mineurs sous sa coupe, il habitait avec sa mère qui trouvait cela normal. »*

Notre éducateur autodidacte ne recherche pas les honneurs : *« Je ne demande pas qu'on me donne la Légion d'honneur comme à Brigitte Bardot qui défend les chiens, mais quand même. »* Il a trois idées. D'abord qu'on crée dans chaque grande mairie *« un bureau d'accueil pour les jeunes en danger »*, car *« les fugueurs viendraient s'y confier plus aisément qu'à la police ou à la justice »*. Ensuite, qu'on organise toutes les semaines à la télévision une émission sur les enfants disparus de la semaine. Enfin, il voudrait bien être nommé... au Conseil économique et social : *« J'ai fait une demande il y a six ans, je l'ai refaite auprès de M. Mauroy, puis de M. Fabius. »* Curieux projet : *« Cela me permettrait, tout en restant un homme de terrain, de faire des rapports. »* On ne fait rien sans un peu de naïveté.

Quand Thierry a accepté de quitter le trottoir et de le suivre, Joël Weiss a pleuré : *« L'histoire de ce gosse pour moi, c'est le plus beau des cadeaux, ça vaut le Loto. »* Un cœur gros comme ça, ça peut donc rapporter gros ?

BRUNO FRAPPAT.

LE ROMAN POLICIER FRANÇAIS



Le numéro 2000 de la Série noire est paru. « Je ne peux pas vous raconter ma propre mort, écrivait Marcel Duhamel en conclusion de Raconte pas ta vie, *son livre de souvenirs. Mais j'aimerais bien qu'elle attende la parution du deux millième titre de ma collection. »*
La mort n'a pas attendu et le numéro 2000 vient de paraître, en l'absence du « patron », mort en 1977.
Avec la traduction, juste après la guerre, des grands auteurs américains, la collection créée par Duhamel chez Gallimard a relancé un genre que les Français maîtrisaient déjà, à leur manière — populiste et libertaire — et qui avait déjà inventé son climat, ses héros, son style.
Une nouvelle génération revendique aujourd'hui cette filiation.
Certains des jeunes auteurs les plus en vue ont fait leurs classes dans le gauchisme actif ; beaucoup continuent d'en cultiver l'idéal, et d'exploiter des affinités contrariées avec le milieu policier... La lutte des classes, avec de vraies armes, et les armes des mots.
Un esprit, une idéologie à l'opposé de celle qui inspire les romans d'espionnage, où s'affrontent en caricatures et en clichés les hérauts d'un monde libre qui parlerait la langue des slogans de l'extrême droite.
Dans la littérature « noire », le combat continue.

DU ROUGE EN HABITS NOIRS

par Alain Dugrand

EN ce temps-là, un ministre des sports se désolait de la dépolitisation de la jeunesse, de sa langueur et de sa lassitude. De son crétinisme, en somme. « Ils » ne lisaient plus, aimaient des rockers aux noms d'Hector, de Vince Taylor. Les parents s'inquiétaient. Les cheveux des jeunes s'allongeaient, le haschisch se vendait sous le porche des lycées, et nos beatniks continentaux ne voulaient lire en Kerouac qu'un guide pour d'exotiques voyages. Pourtant, la France se couvrait de maisons de la culture, et *Mère Courage*, *le Brave Soldat Chveik* triomphaient de Chaillot à Villeurbanne...

Une fois les pavés rangés sous le bitume, le gauchisme se mit à l'œuvre, et les jeunes lurent. Le tiers-état des sciences humaines déferlait sur les consciences, l'Université chassait les derniers créateurs et s'emparait de l'édition. L'essai triomphait. Deleuze et Althusser, Foucault, les lacaniens, les éditions de Pékin, les anti-psy, le journal cubain *Granma*, puis Derrida. A Vincennes, sous Lyotard, on apprend le cinéma et les sciences de l'éducation. Des centaines de livres de la Petite collection Maspero, de 10/18, se dérobent chaque jour aux librairies Gît-le-Cœur et Norman Béthune.

Le temps passa. En 1972 — la Gauche prolétarienne est prête à s'autodissoudre, — le quatrième livre d'un certain Jean-Patrick Manchette paraît à la Série noire. Ce Manchette, qui écrit dans *Nada* : *« Le terrorisme gauchiste et le terrorisme étatique, quoique leurs mobiles soient incomparables, sont les deux mâchoires du même piège à cons. (...) Le desperado est une marchandise, une valeur d'échange, un modèle de comportement comme le flic ou la sainte. (...) C'est le piège qui est tendu aux révoltés, et je suis tombé dedans. Et je ne suis pas le seul. Et ça m'emmerde bien... »*

Révélation chez les gauchistes gavés de réalisme socialiste, des lectures d'Ostrovski (*Et l'acier fut trempé*, 1934), des principes du léninisme par J.V. Staline. Pour ceux qui avaient raté le situationnisme et la librairie la Vieille Taupe, l'iconoclaste écrivait : *« Il n'y a pas d'idéal. Dieu n'existe pas, et le marxisme est une duperie. »*. On se précipita alors chez Gibert, à la recherche des livres de Manchette. Son post-situationnisme qui proclame la fin de l'art, le bégaiement, la répétition d'une forme usée jusqu'à la corde, allait redonner vie — à son corps défendant — au roman « policier », en créant une école : le néo-polar...

Les pères du roman noir américain, Chandler, Hammett, Burnett, McCoy, sont lus et relus. Le cocktail a tout pour plaire : la radicalité de Dashiel Hammett, marxiste américain, victime du maccarthysme ; la désespérance de Jim Thompson, la glorification du *loser*, victime de l'époque, du temps et du destin. Chacun ses universités. Ces auteurs, publiés en Série noire par Marcel Duhamel dès la fin de la guerre, deviennent des phares. La couverture reliée aux lettres jaunes sur fond noir obsède les chineurs de marchés aux puces. La spéculation enfle.

Les parents de nos jeunes gens avaient lu ces « policiers ». Cocteau, Gide, Giono, eux, s'étaient passionnés pour Faulkner, Hemingway, Steinbeck, Goodis et McCoy, ces réalistes critiques. Mais l'exotisme américain était passé de mode sous le gaullisme.

Le traumatisme post-soixante-huitard, la mort de la révolution et des illusions allaient faire superbement coïncider l'air du temps et ces romans sombres. Les parents et les frères aînés s'en amusaient. Reste que le modèle faisait l'affaire : dans ces romans américains, l'archétype du détective, homme seul et conscient face à l'inconfortable et haïssable ordre régnant, fascina. Deux rebelles, Robert Mitchum et Humphrey Bogart, bousculèrent Dany le Rouge et Marcuse qui ne servaient plus.

Nestor Burma libertaire et parigot

Les voies romanesques sont souvent burlesques ou inattendues. A côté de la statue de Manchette, les jeunes gens dressèrent celle de Léo Malet. Né en 1909, ce chansonnier, ami d'André Breton et des surréalistes, crée son double en 1943, le détective Nestor Burma, malchanceux et désinvolte, libertaire et parigot. Grâce à Eric Losfeld, on découvre la sublime *Trilogie noire*, et, grâce à l'éditeur Daniel Mallerin, la vie aventureuse de Malet (*Cahier du silence*) ; on s'arrache *La vie est dégueulasse* (1948), déchirant roman-cri lancé à la société, qui porte en exergue ces mots de Lacenaire : *« Dès lors, ma vie devint un long suicide. »* Coïncidence encore : Nestor Burma, dans *les Nouveaux Mystères de Paris*, est le témoin d'une capitale intacte, préservée. Dans *Brouillard au pont de Tolbiac*, on découvre un treizième arrondissement menacé, alors que les démolisseurs s'en prennent aux halles de Baltard. Protestations sentimentales contre la mort du Paris-villages du siècle de Zola.

Deux phénomènes vont alors « fédérer » esthétiquement ce retour à la littérature et au fameux « je », base fondatrice du polar. La revue *Subjectif*, émanation des éditions du Sagittaire, lance en février 1978 un manifeste explicite : *« A bas les sciences humaines ! Vive l'écriture inhumaine ! Nos maîtres radotent, profitons-en ! Refusons d'être au centre. »* Dans *Subjectif*, on rencontre Eric Ambler que rééditent Les Humanoïdes associés. L'auteur génial du *Masque de Démétrios* confie : *« J'appris, quand j'étais au service publicité d'une compagnie d'équipements électriques, à dire le maximum dans le minimum d'espace, ce qui est un excellent apprentissage pour un romancier. »* Léautaud et Flaubert ne disaient rien de plus. *Subjectif* impose Bukovski, Richard Brautigan. Alphonse Boudard, Chandler, Robert Stone, Faulkner, Saroyan sont loués. Updike, Mac Bain, Richard Wright, Demouzon et d'autres sont démolis. L'engagement littéraire et la morale du style sont défendus ; les lecteurs de « policiers » se forment le goût.

Les critiques de la presse quotidienne qui négligeaient le polar et le cataloguaient à la rubrique « délassement » les veilles de week-ends n'appréhendaient pas ce bouillonnement. *Libération* devait consacrer plusieurs pages chaque semaine à une chronique, à la publication de nouvelles noires et même d'un feuilleton inédit de Martens et Charyn, *le Geek de New-York*. Charyn, dernière « trouvaille » de Marcel Duhamel avant qu'il disparaisse (en 1977), découvrira, quand il viendra en France, qu'il a un public d'*aficionados*. Le prestige de sa trilogie *Zyeux bleus*, *Marilyn la dingue*, *Kermesse à Manhattan*, étonne cet amateur de Joyce, professeur de littérature à Princeton.

Meurtre et sexe chez Victor Hugo

L'histoire se répète : David Goodis, Jim Thompson sont toujours inconnus du grand public américain. Pour *Libération*, le polar n'est ni paralittérature ni sous-genre réservé aux collectionneurs. A l'époque, la science-fiction meurt par la faute de ses thuriféraires. Quant à la bande dessinée, elle doit se défendre des Draculas de l'anthologie. Hervé Prudon, qui publie justement le remarqué *Mardi gris* (Série noire), lance aux moues dubitatives des Diafoirus : *« Relisez Hugo. Sa Notre-Dame, c'est pas ce que vous appelez du polar, ça ? Pas du chiatique phraseur. Une super-Esmeralda roulée commak. Un banal proscrit. Un flic Phœbus et des truands. Le pavé. Les miracles. Frollo le fourbe et Gringoire le gentil journaleux paumé. Et meurtre, violence, populace, beuverie, amour-toujours, sexe. La rue, la nuit, la ville... »*

Le polar force la porte des maisons d'édition, des auteurs s'y engouffrent. Ceux qui ne possédaient aucun sésame pour franchir l'huis des « grandes maisons » — qui répugnaient aux romans de genre germano-pratin qu'elles qualifiaient de « boulevard » — vont publier « pas cher » dans les collections de poche, providence de la jeunesse marginale au salaire extrêmement faible. La Série noire s'ouvre timidement au néo-polar.

C'est alors l'explosion des talents. Alex Varoux, auteur transfuge de la Série noire, crée, au Fleuve noir, la collection « Engrenage ». Il publiera Hervé Jaouen, critique des mœurs provinciales, Alain Dubrieu, l'archange exterminateur de la prison, José Varela, le routard politique. Frédéric Fajardie, chez NEO, crée l'événement avec *Tueurs de flics*, livre de chevet de la jeunesse radicale. Il ne recule devant rien : surréalistes tendance Ravachol, ses héros anti-police n'hésiteront pas à se muer en anthropophages. Joseph Bialot, amoureux de Paris et de Belleville, Grand Prix de littérature policière pour *le Salon du prêt-à-saigner* (Série noire), évoque le quartier du Sentier et ses grossistes soumis à la violence d'un criminel sadique. Comme Demouzon ou ADG, il appartient à la veine populiste du néo-polar.

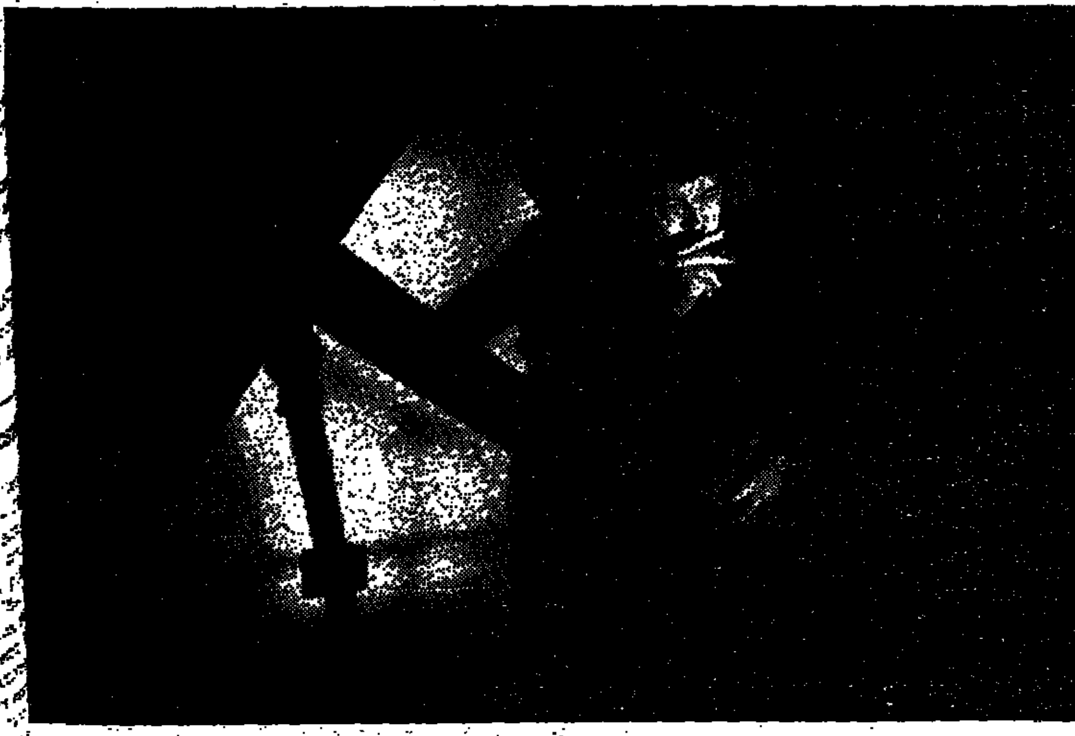
Sur ces lisières, Jean Vautrin, avec *Billy-ze-Kick*, best-seller de la Série noire, pastiche Queneau, dont il a adapté et tourné à l'écran *le Dimanche de la vie*. Avec ce livre souriant et décapant, Vautrin s'en prend à la banlieue, où vivent les mômes des HLM. Gît toujours dans ses romans et ses nouvelles une critique violente de l'injustice dont sont victimes les adultes démunis, les enfants trop fragiles.

Vient enfin l'atomisation. Chaque maison d'édition crée son rayon polar ou publie « son » auteur. Jean Mazarin, Marc Villard, Siniac, Jean-François Vilar, Thierry Jonquet, Tito Topin, Didier Daeninckx, Dominique Roulet, Jacques-Pierre Amette, Hugo Lacroix, Michel Grisolia, forment le peloton de tête de cette avant-garde romanesque qui essaime et peuple désormais les collections blanches de Grasset, du Seuil, de Denoël et de Mazarine. Avec Delacorta, pseudonyme de Daniel Odier, qui sera révélé par l'adaptation cinématographique de *Diva*, de Jean-Jacques Beneix, tous ces auteurs récoltent les prix littéraires, « travaillent » pour le cinéma, les télévisions et le théâtre. Tous les genres s'épanouissent, du style « artiste » au roman psychologique, du pastiche à l'extrême rigueur du style anglo-saxon.

(Lire la suite page V.)

PHOTOS GÉRARD RONDEAU

Léo Malet



Jean-Patrick Manchette

POLAR FRANÇAIS

LE «DOULOS» DES ROSSIGNOL

par Mathilde La Bardonnie

Quand une intrigue policière passe du livre à l'écran, cherchez bien : souvent, derrière, il y a eu l'œil, l'entregent, l'intuition de Jean Rossignol : le Rififi, le Pianiste, le Doulos. *Trouvailles et souvenirs d'un agent littéraire attiré par le «noir».*

VOILA près de quarante ans que Jean Rossignol exerce à domicile son métier d'aiguilleur, d'intermédiaire entre ceux qui écrivent des policiers et ceux qui les adaptent au cinéma. Les producteurs, les réalisateurs, les scénaristes et même certains acteurs savent bien le rôle de ce petit bonhomme au regard transparent bleu, aux cheveux d'argent taillés en brosse. Ils connaissent sa douceur maline, son intuition, son goût des affaires proprement réglées, et aussi son épouse, Suzanne, *alter ego* prompt à trier le bon grain de l'ivraie au fil des manuscrits qu'elle examine pour lui.

Jean Rossignol, profession : agent littéraire, privé, spécialisé donc dans le polar, habite, tranquille, le seizième arrondissement, à la lisière de l'hippodrome d'Auteuil. Appartement envahi par le métier : piles de livres, tables de travail encombrées de contrats à rédiger, de courrier et autres paperasses, probablement relatives à des droits d'auteur.

Pourquoi est-il venu à cette profession de découvreur - entremetteur - protecteur ? Parce que, pendant l'Occupation, Jean Rossignol a lu, comme il dit, *« pas mal de livres »*. C'était la guerre. Aucun de ses amis ne pouvait plus travailler. Lui encore moins, dans l'Aude où il s'était réfugié. Ce qu'il avait fait avant ? Un peu de tout au cinéma, balayeur de plateau, assistant producteur ou réalisateur de films-annonces. Et puis, des sous-titrages pour la Paramount, et des doublages.

Donc de 1940 à 1945, il bouquine, insatiable curieux, il envoie à ses copains producteurs ses impressions sur des cartes interzones. *« Vous êtes trop petite pour avoir connu ça, ces messages tout faits du genre* « Votre père est... » *ou bien* « Nous sommes en bonne santé à... » *à l'endroit des points de suspension, je glissais des notes de lecture. »*

Il apprend à l'époque que Pierre Véry avait tourné *l'Assassinat du Père Noël*, un sujet qu'il avait « repéré ». Arrive la Libération. Eclôt la Série noire, dont il devient l'un des premiers adeptes. *« On n'était plus simplement à la recherche d'un assassin,* dit-il, *mais on avait affaire plutôt à des romans de mœurs. Ça m'a plu immédiatement : on parlait là des mauvais garçons, du milieu, d'une manière non classique. »*

Ainsi, emballé par *Touchez pas au grisbi*, dès le lendemain de sa parution, il apprend par Gaston Gallimard, son parent par alliance, que le producteur Robert Dortmann cherche un sujet pour Jacques Becker. Dortmann lit, mais ne marque pas le même enthousiasme. Rossignol insiste. Assure que c'est intéressant, que l'argot de Simonin est superbe. Huit jours passent. Dortmann rappelle, ébranlé, car en fait Becker, lui, a mordu à l'hameçon. Rossignol file chez Becker.

Le réalisateur accepterait bien l'idée si la fin pouvait différer de celle du livre. Il aimerait mieux, le cinéaste, que Max le Menteur se fasse « repasser » par des bons bourgeois. *« Parlez avec Simonin »*, lui conseille Rossignol. L'auteur consulté n'aura rien contre un tel dénouement, car justement il pensait à ça pour son livre suivant, *Le cave se rebiffe*. Rossignol le met en garde, du coup *Le cave* ne pourra pas faire l'objet d'un film. C'est vendu quand même.

« De toute façon, raconte aujourd'hui Jean Rossignol, *comme d'habitude, Becker n'a pas respecté son idée initiale, mais a voulu suivre le personnage tout le temps sans aucun décrochage. Il a coupé pour réduire à une heure et demie une action qui en durait bien six dans son intégralité. » « De fait, il a supprimé des scènes merveilleuses »*, ajoute-t-il, repensant à ce passage où le cadavre d'un gangster est planqué dans un camion de légumes, destination les Halles. Tout de même Becker a œuvré en liaison avec Simonin pour la question de l'argot. Et finalement s'en est remis à l'avis de Rossignol, qui voyait bien Gabin dans le rôle de Max le Menteur, *« Gabin était un peu dans un trou, il venait de jouer dans des films sans succès. Becker, dans un premier temps, l'a exclu tout net. Je lui ai conseillé de demander à une série de femmes, de comédiennes, qui elles verraient dans la peau de Max. »* Comme par hasard, elles répondirent toutes Gabin. Ce fut donc Gabin. Pas fou, Rossignol. Son premier coup de maître.



DAZNAS/SIPA PRESS

Jean-Paul Belmondo dans «le Doulos», de Jean-Pierre Melville.

Bientôt paraît *Du rififi chez les hommes*. Nouvelle aventure. Rossignol qui trouve ça illico *« très bon, très sec »* appelle Auguste Le Breton. L'écrivain, déjà, entretenait sa légende de « marlou » spécialisé dans les parties de passe anglaise. Il arriva en caban et godillots, expliquant qu'il ne s'était pas couché. Il sortait d'une partie de cartes. Rossignol le convainc, persuade le producteur Henri Bérard, « vaguement corse », pense à Jean-Pierre Melville, puis tout compte fait, sollicite Jules Dassin qui revenait d'Amérique, où l'on chassait les sorcières.

Et voilà comment le *Rififi* vous a un côté plus international que *Touchez pas au grisbi*, très français. Dassin avait choisi pour acteurs des non-vedettes, et tourna dans des endroits de Paris peu typiques. *Rififi*, ça vient de « rif », – « feu » en argot. Le titre fait un malheur immédiat, y compris hors des frontières. Devant ce succès, Rossignol suggère à l'auteur de faire une série *Rififi* en situant ses intrigues dans des pays étrangers.

« Le Breton aimait voyager, explique-t-il. *Il allait dans d'autres pays en respirer le parfum avant d'écrire. Comme un reporter. C'est un type très dur. Il ne s'entendait pas du tout avec Simonin, qu'il accusait d'employer un argot datant du Moyen Age. Or Simonin écrivait très bien ; c'était un ancien taximuiteux. »* Jean Rossignol poursuit : *« Le policier est un véhicule à l'abri duquel on peut dire des choses en général tabou au cinéma, sur la politique et sur le sexe. Bien sûr, jamais de façon aussi crue que dans les livres. Mais, enfin, les gens ressentent ça comme un moyen de se défouler face à la violence qu'ils côtoient, connaissent, mais sans en être les acteurs. »*

M. et Mme Rossignol font remonter à 1954 le début en France de la mode des policiers. *« Tout le monde voulait en faire, j'ai négocié beaucoup à l'époque, en particulier à l'étranger. Puis il y en a eu carrément trop. Vers 1978, 1979, tout s'est arrêté. Une vraie éclipse. De trois ans au moins. Aujourd'hui, c'est reparti. On donne au policier droit de cité, on le transforme en classique. Il y a de nouveau un risque de saturation, spécialement si la télévision diffuse trop d'œuvres du genre. Ne dites pas cela dans votre article, mais je préfère l'aura du cinéma. »* Pardonnez-nous, M. Rossignol, de le répéter ici, mais vous avez raison.

Mme Rossignol s'en retourne à ses manuscrits. *« Elle lit certains livres ; moi d'autres,* dit son mari. *Nous avons la même façon de sélectionner les textes, selon l'action (physique ou morale), selon l'intérêt du conflit, l'épaisseur des personnages. Le policier, c'est pour les réalisateurs – en particulier pour les jeunes qui en sont à leur premier film – la garantie d'un châssis solide : l'histoire comme une colonne vertébrale – plus du suspense... »*

On lui demande quels sont, parmi les films qu'il a « provoqués », ceux dont il se sent fier, il cite en plus de *Touchez pas au grisbi* et du *Rififi* des choses plus récentes comme *le Doulos, Adieu poulet, Mort d'un pourri, Garde à vue*. Il explique comment, ayant lu et aimé *Diva*, il a convaincu le producteur Serge Silbermann. Et il rêve : *« Un film musical coûte vraiment cher, mais j'avais toujours eu envie, dans ma tête, d'une intrigue policière qui aurait eu par exemple pour cadre le Festival d'Aix-en-Provence. »* Il évoque une autre négociation plus ancienne avec Jeanne Moreau, celle-là, pour un livre de Williams où il y avait deux arnaques et un bon rôle pour Belmondo. Il demanda à Sautet d'en écrire l'adaptation. Et il revient à sa première lecture de *Tirez sur le pianiste*, ce titre génial de David Goodis, devenu le deuxième film de Truffaut pour la simple raison que lui, Rossignol, avait soufflé l'idée au producteur Morgan Stern – qui n'était autre que le beau-père du cinéaste de la Nouvelle Vague. Rossignol s'assura que les droits étaient libres. Approuva Truffaut de choisir Aznavour. *« Il y avait entre eux un mimétisme fou, un peu comme entre Prévert et Gabin. La même façon de marcher, de bouger. »*

Nouvelle anecdote charmante, le récit du départ de Truffaut vers les Etats-Unis, à la recherche de Goodis : *« Un type tout petit, tout couturé, cousu de cicatrices, autant de coups de couteau, et qui aimait les grosses femmes. Je peux dire ça, car, dans tous les livres de Goodis, il y a une grosse femme,* dit Rossignol, qui a vendu *« pas mal »* de Goodis dans sa vie.

Chaque année, M. et Mme Rossignol se rendent à Cannes pour faire des rencontres. Ils n'ignorent rien des nouveaux venus au cinéma, des acteurs en particulier, qui, débarquant du café-théâtre, ont ces dernières années, selon eux, *« démodé pas mal de gens avec leur façon de parler différente, leur comportement spécial, leur jeunesse, quoi. Et puis, dans trois ans, viendront d'autres. Il y a,* disent-il, *des vagues. »* M. Rossignol répète. *« Des vagues, c'est cela ! »* Il est né en 1909. Ça ne paraît guère possible. ■

L'ANGOISSE ET L'HORREUR, C'EST MOI !

Propos recueillis par Raphaël Sorin

IL ressemble à un *executive* d'*IBM*. Costume vert clair en toile, cravate club, lunettes teintées, joues roses. Qui pourrait croire que cet américain bien tranquille a écrit des romans aussi perturbants que *Nécropolis* (1), *la Traque* ou *la Nuit du solstice ?* La morgue de New-York, la chasse aux nazis au Paraguay, un psychopathe qui terrorise Broadway... Lieberman est un virtuose de l'angoisse. Un Paganini de l'horreur.

« D'où venez-vous ?

– Je suis né à New-Rochelle, dans l'Etat de New-York, près de l'endroit où les huguenots ont débarqué. Mon père était américain, ma mère roumaine. Elle est arrivée sur le continent à quinze ans, sans savoir un mot d'anglais. Mes premiers souvenirs d'enfance sont des cauchemars. A cinq ans, quand ma grand-mère est morte, j'ai écrit *Nécropolis*, un exorcisme...

– *Études ?*

– Au City College, à New-York, puis à Columbia University. En littérature américaine. J'ai fait une maîtrise sur *Huckleberry Finn*, de Mark Twain, le père, selon moi, de toute la littérature moderne aux États-Unis. J'ai lu Faulkner. Immense. Hemingway ? Un peu surfait, comme Mailer. J'admirais Rimbaud, Baudelaire, Flaubert. Proust, que je viens de relire, me fascine toujours. Je le vois comme une étrange chauve-souris malade, sortant la nuit. Mais le maître du roman policier, c'est Dostoïevski. Je retrouve un peu la folie de ses personnages, leurs manies, leurs terreurs chez un cinéaste, Scorcese. *Taxi Driver* est un film dont je me sens proche. Après mon service militaire, je me suis demandé ce que j'allais faire. J'aimais lire. J'ai enseigné la littérature durant six mois et je suis entré au *New York Times*.

– *Comme reporter ?*

– Ah non, pas du tout ! J'étais chargé de condenser les papiers des autres pour une publication destinée aux adolescents. Une sorte de digest, facile à assimiler. C'est ainsi que j'ai appris à écrire. Je devais réduire des articles sur l'art, la politique, le sport, la musique. Au bout d'un an, on m'a viré. Je suis allé chez Mac Millan, comme *editor*. J'écrivais pour moi le soir, après mon travail de la journée. Puis le Reader's Digest m'a confié des romans à condenser pour son Book Club. On me donnait un Chandler, un Hammett, un Conan Doyle, un Graham Greene à retravailler. J'ai eu du mal à enlever des pages à Simenon. Quel type incroyable ! On le connaît en Amérique. Il a influencé des gens comme McBain. Sinon, à part Sébastien Japrisot, vos auteurs de policiers n'ont pas franchi l'Atlantique. J'ai aussi composé des anthologies de nouvelles. Devant le succès, on m'a envoyé en Angleterre pour commander des histoires originales. J'ai vu de près des professionnels extraordinaires, comme Michael Gilbert.

– *Croyez-vous aux « recettes ».*

– Non. Je me fie, surtout, à mes cauchemars. En vieillissant, j'en ai moins, et cela m'inquiète. *La Maison près du marais*, qui se passe dans une sorte de cave abjecte, est né aussi d'un vieux rêve : la crainte de voir des inconnus sortir d'un sous-sol, avec de mauvaises intentions. Pour *Necropolis*, je suis allé voir le docteur Yong-Myun Rho, le médecin-chef de l'Institut médico-légal de New-York. Il a été mon « conseiller technique ». Le premier jour, j'ai failli tourner de l'œil. Et j'ai dû passer près de quatre cents heures à la morgue ! Imaginez, sous les néons glauques, treize tables avec, sur chacune, un cadavre ouvert. Des viscères, de la cervelle, des membres coupés... On n'a pas idée de ce que le corps humain peut subir. Je réagissais comme les médecins, après plusieurs visites. Ces débris devenaient des éléments d'un immense puzzle, le tableau du crime à New-York, le résultat d'un paquet d'histoires, enchevêtrées, fabuleuses. Pour mon dernier livre, *la Nuit du solstice*, j'ai rôdé dans Broadway, à la sortie des théâtres, et je n'ai pas lâché les flics.

– *Vous partiez d'un fait réel ?*

– A la fin des années 70, sans raison, un dingue montait en haut des immeubles, près de Broadway. Il jetait un bloc de ciment sur les gens qui sortaient du spectacle. Il en a tué trois. Un quatrième passant est resté infirme. J'ai découvert qu'il agissait une fois par an, à la même époque. La police l'avait repéré, sans avoir de preuves suffisantes pour l'arrêter. Depuis, comme il sait qu'on le tient à l'œil, il ne tue plus. Il va peut-être recommencer un jour. Le reste, je l'ai inventé. Pour Watford, la loque-humaine qui traîne d'hôpital en hôpital, je me suis servi d'un cas médical assez répandu, le « syndrome de Münchhaüsen » (2). Les sujets se contaminent volontairement... J'ai étudié plus de cinquante cas. Les malades savent faire monter à volonté leur fièvre ou leur tension artérielle. L'hôpital est l'endroit où ils se sentent à l'abri, loin des tourments et de la pression de la vie normale.

– *Vos héros dans la vie réelle ?*

– Fred Astaire, d'abord. J'aurais aimé être comme lui, un elfe, un miracle vivant. W.C. Fields, les frères Marx. Camus... sa vie est un thriller. William Powell, qui était génial dans *l'Introuvable*, d'après Hammett, avec Myrna Loy. Je vais vous raconter deux anecdotes qui ne manquent pas de sel. Un jour, en avion, je me suis trouvé assis à côté de Ginger Rogers et je l'ai branché sur Astaire. Elle m'a jeté un de ces coups d'œil ! Chez des amis qui avaient invité Myrna Loy, j'ai dit tout le bien que je pensais de Powell. Ça a jeté un froid terrible. J'admire aussi les musiciens de jazz noirs : Charlie Parker, Monk, Mingus. Un soir, à New-York – j'avais dix-huit ans, – j'ai abordé Art Tatum et lui ai offert une bière. Il était gros, suant, triste et solitaire. Devant un piano, il aurait enfoncé Horowitz... » ■

● **La Nuit du solstice, de Herbert Lieberman, traduit de l'américain par Robert Pépin, Seuil. 394 p., 89 F.**

(1) Les romans de Lieberman, sauf *la Huitième Case* (Denoël), sont publiés au Seuil.

(2) Officier allemand (1720-1797), célèbre par ses fanfaronnades.

POLAR FRANÇAIS

DUHAMEL ET SES HOMMES DE MOTS

par Raphaël Sorin

Autour de Marcel Duhamel qui fonde, juste après la guerre, la Série noire, une fine équipe de traducteurs, malins, agiles, exigeants, décidés à faire parler Chase, Goodis, Himes, en argot français. Robillot en était. Il raconte.

ROBILLOT a appartenu au *« gang des traducteurs »* de la Série noire. Avec Boris Vian, Jacques-Laurent Bost ou Maurice Tourneur. Il traduisait en quatrième vitesse des classiques : Chandler, Hammett, Goodis. En tout, plus de cinquante titres.

On se dit en le voyant : mais, c'est Lee Marvin ! Robillot, en effet, ressemble comme deux gouttes de tequila à l'acteur. La brute des *Tueurs*, le film de Don Siegel tiré d'une nouvelle de Hemingway, entre dans un petit bureau de chez Gallimard. Un rien déjeté, sourire de fauve, pull marin, foulard en soie, crinière blanche, l'œil bleu. Il parle vite, populaire, précis. En l'écoutant, on devine qu'il a remâché autrefois, devant sa machine, les répliques des inspecteurs, les blagues à froid des privés, et que tout ça a déteint sur sa façon de s'exprimer, de rire, et de marcher, peut-être. Un rôle de corps qui vous sert du Hammett bien frais, du Goodis instantané.

« J'étais tout jeune critique à l'Ecran français, *lâche-t-il. Un ami, Robert Scipion, m'a dit que Marcel Duhamel cherchait des traducteurs, pour sa collection. On était en 1948. Je n'avais jamais lu un bouquin de la Série noire. Mon anglais était sommaire. Je l'avais appris sur le tas, à Londres, durant la guerre, comme interprète. Duhamel me reçut dans son grand bureau ensoleillé. Il me tendit un livre. Un Goodis ? Possible. « Allez, faites-m'en un chapitre. » « Tout de suite ? » « Oui ». Il s'était fait rouler par des petits malins qui demandaient un coup de main à leur copine, ou à un voisin de bistrot. Ce truc, de la traduction immédiate, était terrible. Je suis tombé en plein milieu de l'action, sans rien y comprendre. Duhamel m'a téléphoné. J'étais engagé.*

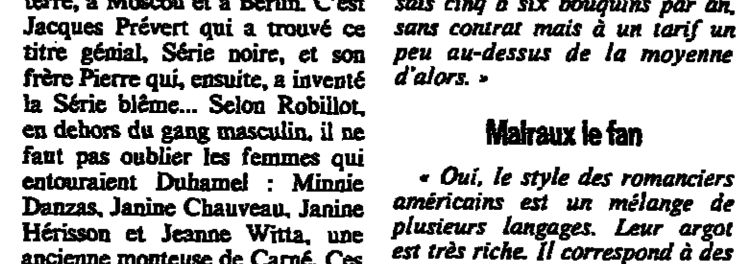
» A l'époque, Duhamel avait recruté son gang un peu au hasard. Nous venions du cinéma ou du journalisme. Aucun universitaire, sauf Jacques Papy. Il y avait Scipion, Bost, qui, en 1946, publia un bon roman, le Dernier des métiers. *Très dur. Il aurait mérité le Goncourt. Bost n'a rien écrit depuis, par flemme, et c'est dommage. Il y avait aussi Philippe Grumbach, Maurice Tourneur, le cinéaste, qui traînait la patte. Il écrivait ses traductions à la main, il les calligraphiait amoureusement. Gromaire, le fils du peintre, Boris Vian, faisaient partie de l'équipe. Ils avaient tous du talent et ils travaillaient vite. Plus tard, quand j'ai dirigé la collection « Panique », avec Duhamel, nous avons vu arriver des profs qui voulaient tâter du polar. Nous avions une autre méthode, pour les tester. Duhamel avait dégotté une phrase atrocement tordue de* Mort dans l'après-midi, *de Hemingway, un livre que le pauvre René Daumal avait massacré en le traduisant. Nous proposions aussi un passage de Chandler, plus que ténébreux, et un paragraphe de Peter Cheney, pour l'argot. Les agrégés d'anglais ont défilé. Ils sont presque tous, tombés comme des mouches, les malheureux. Un vrai massacre ! »*



L'état-major de la « Série noire » chez Gallimard. De gauche à droite, au premier plan : Robert Scipion et Janine Hérisson. Au deuxième plan : Albert Simonin, Janine Chauveau, Henri Robillot, Marcel Duhamel, chef du « gang des traducteurs » et Minnie Danzas.

Ces dames étaient pointilleuses

Dans ses Mémoires (1) (presque six cents pages pourtant), Duhamel passe rapidement sur les débuts de la S.N. Il raconte surtout son amitié avec les surréalistes, la bande de la rue du Château, le groupe Octobre, la faune du Flore, ses voyages en Angleterre, à Moscou et à Berlin. C'est Jacques Prévert qui a trouvé ce titre génial, Série noire, et son frère Pierre qui, ensuite, a inventé la Série blême... Selon Robillot, en dehors du gang masculin, il ne faut pas oublier les femmes qui entouraient Duhamel : Minnie Danzas, Janine Chauveau, Janine Hérisson et Jeanne Witta, une ancienne monteuse de Carné. Ces dames étaient pointilleuses.



Elles relisaient la copie des traducteurs et notaient dans le célèbre « *sottisier* » les anglicismes de chacun, les impropriétés, lourdeurs, maladresses, répétitions, etc. Le style de la S.N. n'a rien à voir avec l'argot de Simonin et de Lebreton, deux cas à part, les Français qui introduisirent le grisbi et le rififi. Robillot admirait la langue de Céline et de Queneau, savante, swingante, le comble du raffinement, sous ses airs débraillés. Il allait au Lorientais, écouter l'orchestre de Claude Luter, fréquentait Henri Crolla, copinait avec Mouloudji, aimait Bogart et Charlie Parker. Ses modèles : Hemingway, Mark Twain, Dos Passos. Il a été aussi l'un des fondateurs du Collège de pataphysique.

« Traduire les Américains, ce n'était pas de la tarte. J'ai commencé avec Micmac maison, *de Bill Goode, le numéro 29, une histoire qui se déroule en vingt-quatre heures. J'ai retraduit des Hammett, publiés au « Scarabée d'or », une collection minable. Himes, Goodis, Latimer, McBain. Nos manuscrits étaient relus de très près, et, contrairement aux « grandes » traductions de la collection « Du monde entier », qui étaient souvent épouvantables, on évitait des bourdes énormes... Chez Duhamel, j'ai rencontré Janine Hérisson, qui est devenue ma femme. Nous avons traduit ensemble* Sur un air de navaja, *de Chandler. Ce roman était trop long pour la S.N. Duhamel nous a demandé d'en couper un bon tiers. Il a fallu s'exécuter. Les puristes, comme Demouzon, nous reprochent encore d'avoir mutilé un chef-d'œuvre. Nous avions enlevé les personnages secondaires et les intrigues annexes qui rendent les romans de Chandler plutôt impénétrables. Je traduisais cinq à six bouquins par an, sans contrat mais à un tarif un peu au-dessus de la moyenne d'alors. »*

Malraux le fan

« Oui, le style des romanciers américains est un mélange de plusieurs langages. Leur argot est très riche. Il correspond à des groupes ethniques, des professions, des Etats, des métropoles, des quartiers. Les flics de Floride ne parlent pas comme les voyous de Chicago. Un jazzman de San-Francisco ne comprend pas un péquenot de l'Alabama. Nous devions éviter l'argot académique, hérité de Carco ou de Mac Orlan, la langue verte, le petit nègre, le parler paysan. Malraux, Gide, Aragon, Giono, des écrivains si différents, étaient des fans de la SN. Notre public était cultivé, exigeant. Nous devions être à la hauteur de notre réputation, de la petite légende qui entourait la collection. Je me sentais très proche de Hammett, sec, implacable. Le style « hard-boiled » *(dur à cuire) doit correspondre à mon tempérament. Ce qui ne m'a pas empêché, par exemple, de m'appuyer* la Mare aux diams, *de Charles Williams, ou* l'Epouvantable Nonne de Jonathan Latimer.

Duhamel était un grand traducteur. Avec Bost, il a traduit le Doigt de Dieu, *de Caldwell. Tous les Hemingway qu'il a fait, sont impeccables.* En avoir... ou pas, Dix Indiens... *et* les Raisins de la colère, *de Steinbeck, ou* la Grande Vallée. *A la fin, il résidait surtout dans sa maison du Midi. Je l'ai vu, allongé près de sa piscine, au soleil. Il traduisait directement un livre au magnétophone, sans se presser. On n'avait plus qu'à taper son texte. »*

En 1965, Robillot décroche. Il reste aujourd'hui, aux côtés de Robert Soulant, qui dirige la collection, un des conseillers de la Série noire. Il a traduit les « grands » auteurs à son tour : Roth, Durrell, Hemingway, Capote, et, pour Flammarion, Bellow. Il nous montre le dernier livre de Bellow qu'il est en train de terminer, *Him with His Foot in His Mouth and Other Stories (les Pieds dans le plat* ou *le Pignouf)*. Il a souligné, presque à chaque page, en bleu, « *ce que je dois demander à un de mes amis américains francophones* », en rouge, « *ce que je n'ai pas compris immédiatement* ». Il a entouré d'un rond « *ce qui résiste* ». Parfois le rouge, le bleu et le rond se superposent. La traduction, quelle galère ! ■

(1) *Raconte pas ta vie*, Mercure de France, 1972.

DU ROUGE AU NOIR

(Suite de la page III.)

Dans un entretien accordé à la revue *Polar* (nº 12), Jean-Patrick Manchette formulait un sombre pronostic à l'égard de « son » école : *« Les uns et les autres, nous continuons notre artisanat, bien que nous soyons traqués par le marché, la critique, et deux mille ans de culture empilés sur nos têtes. On en meurt ou on reste idiots. On peut aussi devenir fou, c'est plus moderne... »* Aurait-il raison ?

Le genre polar, en tout cas, est devenu un style, une esthétique. La fameuse jaquette noir et jaune de Gallimard se commercialise sous forme de serviettes-éponges, de transatlantiques, de mallettes et de draps-housses. Le styliste Castelbajac offre à sa clientèle branchée des robes de grands prix taillées dans les titres de la Série noire. La publicité est friande du « look », la presse magazine, à l'occasion d'affaires politico-policières, n'hésite pas à jouer du célèbre rapport noir-jaune. Dans l'audiovisuel, le polar implose. TF 1 et la société Hamster produisent « Série noire », adaptée les romans Gallimard. FR3 met a dernière main au montage d'un tock de films essentiellement iéo-polars français, fruits de coproductions européennes ; quant au président d'Antenne 2, qui arrive au bout de sa série Maigret, il vient de signer voici peu le tournage des *Nouveaux mystères de Paris*, de Léo Malet.

Au cinéma, les romans de David Goodis sont à la mode ; Chabrol triomphe avec *Poulet au vinaigre*, adaptation d'un roman de Dominique Roulet, auteur Denoël. Pour l'heure, Gérard Mordillat, romancier, couronné pour *Vive la sociale !*, son premier film, tourne le *Billy the Quick*, de Jean Vautrin. Le Festival du film policier de Cognac gagne en notoriété ; quant à celui de Reims, créé en pleine vague du néo-polar, il draine chaque année, en novembre, un large public.

Mais Jean-Patrick Manchette (1), lucide ou désespérant, insiste : *« Ce genre n'est plus que le lieu d'exercices de style, tantôt respectueux, tantôt baroques et bruyants, mais désormais privés définitivement de nécessité, et qui vont s'aligner docilement, les uns à côté des autres, sur les présentoirs de l'égalité culturelle, c'est-à-direde l'insignifiance... »*

ALAIN DUGRAND.

(1) *Le Roman criminel*, Benvenuti, Rizzoni et Lebrun. Éditions l'Atalante, 1982.

LES AGNEAUX QU'ON PLUME

QUEL scoop ! Pour la première fois un journaliste a pu voir le sottisier de la Série noire : un paquet de feuilles quadrillées, écrites à l'encre noire ou bleue, une par traduction. Les perles y sont méticuleusement reproduites. Les commentaires sont sévères, les louanges mesurées. On ne résiste pas au plaisir de recopier quelques-unes de ces bévues, prises au hasard :

Il gloussa autour de sa cigarette collée à sa lèvre inférieure.

Une fille brune avec une figure en forme de sablier. » (Le mot anglais Figure signifie, silhouette).

Sur un tabouret sur deux, une entraîneuse avait posé ses fesses ainsi que sur chaque banquette.

Les grosses joues brunes se pressaient vers des petits yeux rouges.

Une expression d'agonie flotte dans son regard lourd.

Je suivais ceux qui me précédaient.

Les agneaux qu'on plume.

Il s'était mis le sexe en sang en boxant contre des armoires à glace. » (Il fallait traduire : *« Il était très sexy avec des petites culottes de sport violettes.*)

L'ensemble de propreté, de bœuf mode et de huit heures de sommeil m'avait remis en forme.

Elle avait une tournure d'esprit comme un aspirateur.

Les yeux de la fille aux jambes me suivirent dans la travée.

Ses mots eurent l'air d'un gémissement dans ma bouche.

Le lit n'avait pas l'air de permettre à un nain de s'y étendre à l'aise.

Dans le creux, se vautrait un amas inextricable de lumières au néon.

Elle commença par mes cheveux et descendit.

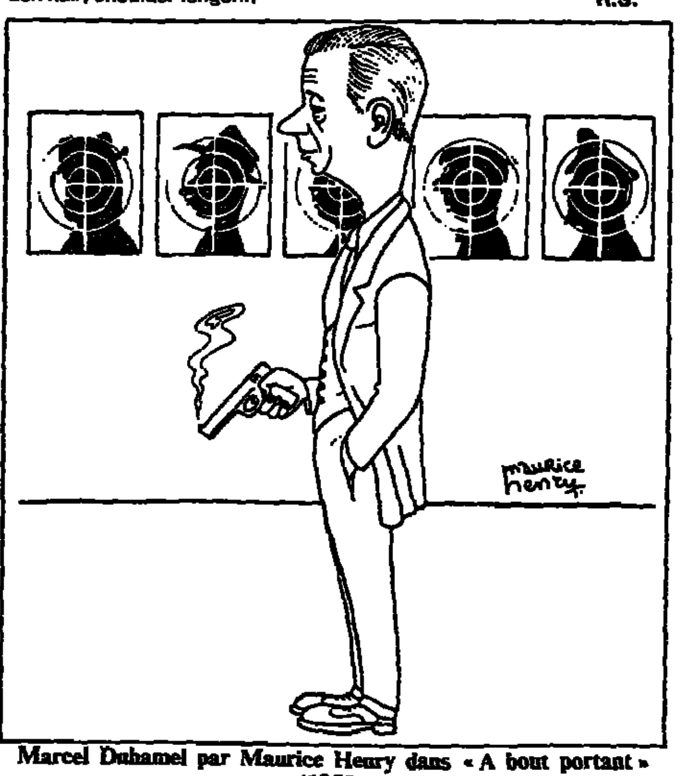
Il parvint à ne pas laisser son visage exprimer ce qu'il éprouva effectivement.

Une masse de cheveux flottait au vent, retombant presque jusqu'à une paire d'épaules, grandeur nature. (Flowing golden hair, shoulder lengon.)

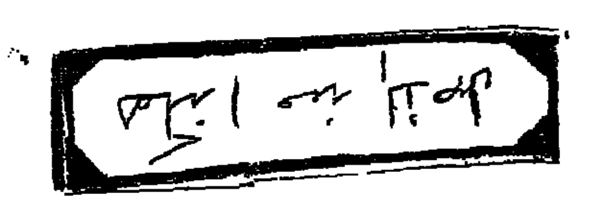
Les titres, farfelus ou poétiques, attribués aux polars traduits ont fait beaucoup pour le succès de la Série noire. Duhamel et son équipe avaient en réserve plus de deux cents titres. Certains n'ont rien à voir avec le livre qu'ils coiffent. Parmi les meilleurs, on retiendra : *Il gèle en enfer. Un linceul n'a pas de poches. Mon cadavre au Canada. Noces de plomb. Les Seins de glace. Freudaines.*

R.S.





Marcel Duhamel par Maurice Henry dans « A bout portant » (1958).



POLAR FRANÇAIS

ENCORE UN EFFORT, CAMARADE LECTEUR !

par Edwy Plenel

Pour certains des jeunes auteurs de romans policiers les plus en vue, la littérature est la lutte politique continuée par d'autres moyens. Thierry Jonquet, alias Ramon Mercader, et Jean-François Vilar étaient trotskistes après 1968. Ils le sont encore...

IL fallait mener l'enquête. Aller au-delà de ce matricule – le numéro 2000, – éclaircir ce jeu de pseudonymes – Thierry Jonquet, Ramon Mercader –, démêler ces pistes politico-policières qui nous égaraient dans les banlieues glauques de roman noir.

Pourquoi l'assassin de Léon Trotski, *en 1940, au Mexique,* le susnommé Mercader, ressuscite-t-il, en France et en littérature, dans *les années 80 ? Pourquoi, sans au*cun sens des convenances, fouine-t-il en eaux troubles, s'en prenant au passé du secrétaire général du Parti communiste – une sombre histoire de STO dans les années 40, – au moral des troupes soviétiques en Afghanistan – *« URSS go home ! »,* c'est son mot d'ordre, – ou à un mic-mac incroyable, une histoire à clefs brassant l'enlèvement d'un baron belge et l'expulsion de quarante-sept « diplomates » soviétiques ? Pourquoi enfin ledit *ressuscité prend-il le pseudonyme* de Thierry Jonquet, et par quel sordide trafic d'influence réussit-il à *décrocher cette année le nu*méro 2000 de la célèbre Série noire des éditions Gallimard ? En somme, la consécration de l'ambiguïté.

Les délits sont établis. Le coupable se cache sous deux identités. Reste à l'« habiller », à le confondre, à accumuler les preuves. L'enquête s'annonçait difficile, avec comme seul indice cette dédicace à son premier polar – (*Du passé faisons table rase,* Albin Michel, 1982) : *« Gare au piolet, Edwy. Nous veillons. Amicalement. Ramon. »* Mais il *en avait trop dit, le bougre !* Au sommier de la préfecture de police, Thierry Jonquet alias Ramon Mercader n'était pas tout à fait un inconnu : une fiche « M.R. » (Mouvements révolutionnaires), crasseuse et écornée à souhait, qui avait réchappé du nettoyage des fichiers ordonné sous Giscard d'Estaing. Car Jonquet est, en fait, un méchant diablotin trotskiste, jouant en redoutable équilibriste de son engagement à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de ses passions littéraires iconoclastes.

Nous tenions donc une piste, l'une de ces clés qui font basculer *une enquête, en l'occurrence de la* littérature à la politique, et inversement, aller-retour. Une piste et un complice : Jean-François Vilar, autre vedette de la nouvelle génération du roman policier, invité lui aussi, comme Jonquet, de Bernard Pivot, à « Apostrophes », vendredi 19 avril. Vilar, un trotskiste aussi, qui revendique cette identité sans parti, le tout matiné de passions surréalistes. Deux, cela fait beaucoup. Il faut donc tenter de com*prendre. Se risquer à ce jeu de « dévoilement »* de *« mise au jour »,* qui selon le philosophe marxiste Ernst *Bloch fait l'essence de la littérature* policière, se plonger dans cette *« atmosphère de jour d'audience consacré aux relents de moisi et au mensonge »* où, ajoutait-il, l'*« on fait tomber tous les masques »* (1).

Dans ce mélange des genres, cette imbrication du politique et du *littéraire, Jonquet et Vilar sont* à l'image de la nouvelle génération du polar, celle qu'inaugura, en précur*seur, Jean-Patrick Manchette. Les* coupables ont un mobile : ils y sont venus parce qu'ils avaient des antécédents, une prédisposition à la criminalité en roman noir, l'épaisseur d'une génération – mai 68 et après – dont ils trimbalent toujours, plus ou moins en fraude, les indignations *et les révoltes, les pieds de nez* et les irrévérences.

Le passé, la mémoire, les colères

Pour son deuxième souffle, le polar avait besoin de cette rencontre, sur la table de vivisection de la crise, du passé et de la modernité, d'une mémoire politique, au regard acéré parce que minoritaire, et d'un théâtre urbain totalement chamboulé, *où chacun vit en solitaire,* où l'on se paume dans un quotidien cloisonné comme une cage d'esca*lier d'HLM. Foin des promenades* embrumées de Léo Malet sous le pont de Tolbiac ou quai de Javel. Ici, le genre populiste semble en retard d'une révolution urbaine.

Si le roman policier dit, selon la formule de Francis Lacassin, *« le fantastique des villes »* (2), s'il le dit *encore mieux* depuis Raymond Chandler et Deshiell Hammett, depuis que, selon le commentaire du *premier, le second « a sorti le crime de son vase vénitien et l'a flanqué dans le ruisseau »,* ces deux-là – Jonquet et Vilar – en sont bien. Jeunes « gauchos » paumés ou « nouveaux » pauvres, tas d'ordures accumulés au fin fond de banlieues anonymes, scénarios de politique-fiction où d'infinies manipulations sont à peine moins crédibles que les montages de la réalité, des avions renifleurs aux poupées-gigognes du terrorisme, flics intelligents et cyniques, au regard lourd de lucidité, pas du tout cow-boys mais tout ce qu'il y a de plus désabusés... Leur univers est bien le nôtre, grossi à la loupe, sans embellage, jeté à la figure du lecteur. Une différence crée cependant la distance avec le lot *commun des polars : le passé, la* mémoire, cet ordonnancement des colères, cette envie de dire l'universel.

Muni de ce portrait-robot, il n'était pas difficile de les interpeller. On les a donc entendus un par un, *confrontés et questionnés, bien que* ces éternels dissidents se soient refusés, selon leurs vieilles habitudes *de méfiance, à contresigner le* procès-verbal d'audition. La pipe au bec, placide, collier de barbe sans *moustache,* genre Breton ou « instit », au choix, Jonquet se refuse aux aveux. Il ne théorise pas, il raconte.

Comment a-t-il sombré dans la délinquance noire ? Une envie de crier. Il travaillait dans un hospice de vieillards un « mouroir », un de ces lieux *innommables que notre* société ne veut pas voir. Il y était ergothérapeute, un sale métier où *l'on donne à des mains rouillées l'il*lusion de la renaissance par le travail. *« J'ai reçu ça dans la gueule, j'en ai bavé de cet hosto, cela m'était resté en travers de la gorge, je voulais le dire, et pour cela le polar, ça collait. »* Résultat : *le Bal des débris* (Fleuve noir). *« Pas un mot de politique, au sens de la langue de bois. »* Simplement une rencontre de hasard avec le roman policier, parce qu'il est par excellence *« le reflet de la violence quotidienne, un examen à la loupe des rapports sociaux ».*

Jonquet a un penchant pour le fantastique social. Son dernier roman – choisi comme numéro 2000 de la Série noire, – *le Bête et la Belle, est parti de la lecture d'un fait* divers : un couple de jeunes employés de banque, proprets, rangés et ponctuels à souhait, dont l'appartement s'était transformé en décharge publique, recelant des milliers de sacs d'ordure entassés *jusqu'au plafond. « C'était fou. Un exemple de comment les gens ne s'entendent pas, de la coupure de la sphère privée et de la sphère sociale, du domestique et du public. Les gens vivent en façade. Et derrière, il y a des folies, des violences accumulées, que personne ne veut voir, qui ne gênent pas tant que ça ne déborde pas... »*



Thierry Jonquet, le numéro 2000 de la Série noire.

GÉRARD RONDEAU

Le regard outrancier

Le rapport de Jonquet au corps du délit est *« tripal » : « Le regard du polar est outrancier, très scandalisé. Il ressemble tout à fait à un regard militant »,* toujours choqué par les lâchetés et les misères du quotidien. Jonquet nous en raconte de belles. Car le cloisonnement public/privé, il n'y échappe pas, il le revendique sous sa double identité Jonquet-Mercader. Côté Jonquet, le roman noir, social, désespéré, où tout est minable, style David Goodis. Côté Mercader, la politique-fiction du vilain lutin trotskiste, antistalinien en diable. Double visage, comme si le militant devait continuer à tirer la langue au romancier.

Double jeu qui est aussi une manière de pied de nez à ces rencontres de militantisme qui s'étonnaient que Jonquet ait *« encore un chapitre à écrire »,* au détriment de son zèle politique. Jonquet ne dit *rien. Il écoute, à l'affût, sans pren*dre de notes, sans dresser de plan – c'est ce qu'il assure, – un auteur-éponge qui boit les malheurs de la crise *justement parce* qu'elle est insupportable. Jonquet, après un passage comme instituteur de *classe de transition,* est *aujourd'hui* éducateur pour le ministère de la justice, enseignant le français à des jeunes de l'éducation surveillée.

Vilar, lui, a quelques péchés mignons : le surréalisme, Marcel Duchamp, une lecture iconoclaste de la ville, celle de Walter Benjamin, une passion pour ces passages parisiens qui, traversant de part en part la capitale, constituaient, selon cet Européen *précurseur de l'esthétique, « le parangon de la modernité ».* Unité de lieu, de temps, de *style : le roman noir est, pour Vilar,* tout à la fois surdéterminé par la ville, l'actualité et l'écriture rapide. *Un conte urbain, de maintenant et* de l'immédiat. *Etat d'urgence* est d'ailleurs le titre de son dernier polar, qui met en scène une Italie du terrorisme où tout le monde manipule tout le monde.

Vilar avoue, sans vergogne. Quand il fait le saut – *Ce sont toujours les autres qui meurent,* son premier roman, – il veut montrer qu'on *« peut être trotskiste et être surpris par la réalité, que les convictions n'interdisent pas la rêverie, le hasard, l'étonnement ».* Le mobile est dévoilé : *« J'ai eu envie de faire des romans noirs parce que j'ai envie de dire des choses politiques. Et ça colle. Parce qu'avec le militantisme il y a des événements, des télescopages, qui étaient restés en jachère. Pour nous, la violence, ça ne choque pas, on a intégré son rôle dans l'Histoire. On a appris à lire une ville comme Haussmann a appris à tracer ses perspectives, avec brutalité. On l'a découverte quand on y a trouvé des pavés. On sait que c'est un endroit où ça craque, de partout, où ça doit péter un jour ou l'autre. »*

Vilar s'enferre : il revendique un *roman noir qui ferait « sortir les cadavres du placard »,* tout ce que l'inconscient social refoule, voile, *étouffe. Le social, toujours : « Si je fais des romans policiers, c'est que je n'ai pas une vision policière de l'Histoire »,* lance-t-il, bravache. Chez lui, comme chez Jonquet, il n'y a d'ailleurs pas de *« privé ».* Ils ont tué Philip Marlowe. *« Ce n'est pas un hasard,* avoue Vilar. *Il ne peut plus y avoir de vie privée. Le recul sur l'histoire personnelle, l'individualité du « privé », ce n'est plus possible. »* Il joue sur les mots, Vilar. Il se cherche des alibis, se revendique d'André Breton, qui aurait écrit : *« On ne sait plus lire une ville. »* Lui, il veut la *« peler »,* la ville, *« comme un oignon ». « Et on découvre alors qu'il n'y a rien. »*

Ils nous ont embrouillés. Cette enquête laisse un goût âcre, désagréable, comme si les culpabilités s'étaient renversées. En fait, nous n'avons rien compris. Jonquet et Vilar, tout simplement, ne sont pas dans la ligne. La vérité, c'est que *« le roman policier est encore le repas mental favori des repus d'Europe. Cette littérature, qui a pénétré les rangs des travailleurs affamés, est l'une des raisons pour lesquelles leur conscience de classe se développe à un rythme aussi lent. (...) Dépeignant comme elle le fait la faible valeur que la bourgeoisie accorde aux vies des classes laborieuses, cette littérature contribue à répandre l'assassinat et d'autres crimes ».* Heureusement que Maxime Gorki, dans son discours du 17 août 1934 au premier congrès des écrivains soviétiques, est là pour nous le rappeler : Jonquet et Vilar sont d'effroyables provocateurs, comme leurs ancêtres trotskistes, qui, en 1934, inauguraient les camps du goulag. ■

(1) Ernst Bloch, « Aspect philosophique du roman policier », *in Autopsies du roman policier,* « 10-18 », 1983.

(2) Francis Lacassin, *Mythologie du roman policier,* « 10-18 », 1974.

PAGAN, FLIC ET PHILOSOPHE

ON attend un auteur de roman policier, on voit arriver un inspecteur principal de police. On s'assied au *café* avec un *ancien professeur* de philosophie, titulaire d'une maîtrise sur l'*« Essence de la vérité chez Hölderlin et Heidegger »,* et on quitte un écrivain tenté par le fantastique, le *« mythologique »* et avouant sa fascination pour *« le poétique, le magique ».*

Ce ne sont pas les préliminaires d'un étrange polar, à l'intrigue labyrinthique et aux personnages tortueux, comme les aime Hugues Pagan. C'est simplement une brève rencontre avec une seule personne, un inspecteur de police qui a pris pour pseudonyme Hugues Pagan et a publié cinq romans dans la collection « Engrenage » du Fleuve noir (dirigée par Alex Varoux). Le dernier, *Boulevard des allongés,* a paru à l'automne 1984 et sera prochainement adapté au cinéma par Michel Audiard. En novembre 1985, c'est Albin Michel qui va sortir le nouveau Pagan, *Last Affair.*

Le regard incisif, mobile, inquiet... l'homme qui a choisi *de s'appeler Pagan force* la curiosité. Il porte ses trente-huit ans avec un air de jeune homme, non pas vieilli, mais atteint par la fatigue de ceux qui vivent sans se ménager et par une certaine anxiété qu'il ne dissimule pas.

Sa pudeur le préserve d'un excès de confidences, mais il suffit de savoir qu'il est né en Algérie et a quitté ce pays à l'âge de dix-sept ans, après la guerre, pour lui imaginer une adolescence particulièrement douloureuse. *« Le premier livre que j'ai proposé à un éditeur, à vingt-trois ans,* dit-il, *avait pour toile de fond l'Algérie. La Série noire l'a refusé, avec juste raison. C'était extrêmement mauvais. Du reste, à l'époque, je n'avais toujours lu aucun polar, sauf une des versions de* Pas *d'orchidées pour* Miss Blandish, *de Chase. »*

Pourtant, depuis son enfance, Yan – il semble que ce soit son véritable prénom – lisait avec une sorte de frénésie, *« mais pas pour fuir la réalité »,* précise-t-il. *« Il faut reconnaître que je n'avais pas une manière très intelligente de choisir mes lectures. J'achetais des livres de poche – le catalogue était moins impressionnant qu'aujourd'hui – en suivant la liste alphabétique. »*

Ce n'est qu'en 1970, après un veuvage à un âge pour lequel ce mot paraît inconcevable, qu'il a acheté, par hasard, des romans policiers, dans l'espoir de tromper un moment *« cette sale déprime »* qui le tenait. *« Depuis, je n'ai plus cessé : polar, polar, polar, plus cinéma policier. Pour le reste, je ne lis plus que quelques livres ou quelques auteurs, de manière répétitive :* Voyage au bout de la nuit, *de Céline,* le Roi sans divertissement, *de Giono, Lao-Tseu, Chamfort, Shakespeare. Pour ce qui concerne le polar, je ne me considère pas comme quelqu'un de cultivé en ce domaine, mais comme un gastronome. Et dès 1970, dès le premier polar ouvert, j'ai eu envie d'en écrire. »*

Etait-ce un désir de renouer avec son tout premier livre – écrit *lorsqu'il avait sept ans,* – un récit fantastique où des chats étaient les agents de renseignement du diable ? *« Une sorte de continuité ? Peut-être... En tout cas, en ce moment, j'ai six chats chez moi, et si le personnage principal de* Boulevard des Allongés *se nomme Katz, ce n'est sans doute pas un hasard. »*

Faire du terrain

Ce n'est probablement pas par hasard non plus que Yan est entré dans la police en 1971. Son itinéraire a d'étranges méandres, qu'il ne souhaite pas dénouer publiquement. Il a débuté comme enquêteur dans le souci de *« toujours commencer à la base »,* même si sa maîtrise en philosophie l'autorisait à brûler les étapes. Il a fait *« du terrain »,* dit-il sans plus de précisions, jusqu'en 1981. Depuis il s'occupe de formation, ce qui lui a permis de devenir enfin romancier.

Les polars de Pagan ne sont pas de ceux qu'on peut classer dans la littérature de pure éva*sion ou de « divertissement ».* Leurs héros solitaires sont des personnages extrêmement ambigus, à la limite de la rupture, fascinés par les marges, les lieux où le réel et l'imaginaire ne sont plus nettement séparés, oscillant entre la banalité et la démence. La trame du récit est complexe. Les descriptions sont au contraire très économes, sèches, porteuses d'une angoisse qui, pour le lecteur, confine au malaise.

« Oui, je crois que « ça » fait mal, confirme Pagan. *Mais, vous savez, c'est dur aussi pour celui qui écrit. Je pense que, si je n'avais pas été policier, mes histoires policières auraient été plus paisibles. Mais, quand on est pendant des années le témoin et l'acteur de cet univers souterrain que le reste de la population refuse de voir, quand on fait partie de cette mauvaise conscience que la société trimbale... tout est nécessairement assez noir. »*

Bien que la violence de son univers soit directement issue de son *expérience de la réalité policière,* le strict récit policier devient à l'évidence trop étroit pour Hugues Pagan. Déjà *Last Affair* est *« un règlement de comptes métaphysique à l'échelle d'un pays »,* et *Moissons blêmes,* en préparation, est plus nettement encore *« dans le fantastique, de Notre-Dame de Paris à Vézelay et Chartres. Mais on ne saura jamais si cela se passe au XII[e] siècle, au XX[e], au XXII[e], ou à toutes les époques en même temps ».* Une manière, pour Yan, après une longue errance, de retrouver les chats et les diables de ses sept ans, sa véritable passion littéraire.

JOSYANE SAVIGNEAU.

POLAR FRANÇAIS

NETTOYEURS D'OCCIDENT

par Érik Neveu (*)

Ayant pris le parti du réalisme, le roman d'espionnage installe ses héros dans l'actualité immédiate. Bas les masques ! Anticommunisme viscéral, racisme, préjugés politiques, caricatures sociales... L'idéologie latente ou explicite de cette littérature populaire exploite à gogo les thèmes de l'extrême droite.

QU'UN lecteur du *Monde*, qu'un intelletuel, reconnaisse aime le roman policier... l'aveu ne prête pas à conséquence, surtout s'il mobilise avec tact les ressources d'une érudition imprévue.

Le roman noir américain a acquis avec le temps la légitimité combinée de l'œuvre littéraire et du témoignage sur l'Amérique des années de crise. Quant aux auteurs européens, leurs attributs peuvent varier (parfum désuet pour Agatha Christi, saveur gouleyante chez San Antonio, épaisseur sociologique le Simenon), leur fréquentation n'est jamais déshonorante. Elle atteste de l'éclectisme d'un lecteur qui sait à la fois fréquenter les monuments de la culture légitime et des œuvres mineures mais de bonne compagnie.

Mais s'avouer passionné par *SAS, Coplan ou OSS 117 !* Voilà qui relève de la provocation ou de la recherche du marivre culturel. Dans la hiérarchie actuelle des genres littéraires, en France, le roman d'espionnage s'illustre comme le secteur le plus dévalué d'une littérature elle-même tenue pour mineure (le polar). Le succès récent des romans de John Le Carré, la promotion d'Eric Ambler par le Seuil, la respectabilité acquise par Vladimir Volkoff, peuvent à terme modifier cette perception. La majeure partie de la production française reste aujourd'hui frappée d'ostracisme par le public lettré. Même l'auteur d'un intéressant panorama du genre avoue l'avoir pu se résoudre à lire cette *«production purement commerciale»* (1).

Le sociologue de la littérature observera que ces livres méprisés sont aussi de ceux, fort rares, dont le public est essentiellement populaire et les auteurs souvent issus de filières aussi peu conventionnelles que l'armée par exemple. Le politologue ne pourra que déplorer l'indifférence méprisante qui entoure une production culturelle qui a pourtant beaucoup à nous dire sur les mentalités, les valeurs, les fantasmes le rapport à l'histoire qu'entretiennent nombre de nos contemporains.

Dans les poches des GI

Genre d'origine anglo-saxonne, le roman d'espionnage s'acclimate en France dans les années 30 (Charles-Robert Dumas, Pierre Nord). Mais il faut attendre les lendemains de la Libération pour observer le succès populaire du genre, son accession à la culture de masse. Les éditions du Fleuve noir qui auront longtemps un quasi-monopole du genre, se créent en 1949. Les grandes séries de l'après-guerre ne tarderont pas à naître : Gaunce, OSS 117, Coplan. Le roman d'espionnage tire profit de la vogue du roman noir introduit par les GI dans leurs battledress... même si les auteurs français aux patronymes américanisés n'ont souvent aucune connivence avec l'univers de critique sociale que recèlent les livres de Hammett ou de Chandler. Le contexte de la guerre froide n'est pas étranger non plus au succès de cette production.


CAHIERS DU CINÉMA

SAS au San-Salvador, de Raoul Coutard (1982).

Après quinze ans de prospérité, le roman d'espionnage classique va subir une crise grave. Les ventes chutent de 50 % en 1965-1966. La concurrence d'autres genres paralittéraires, l'usure d'une production stéréotypée, peuvent expliquer le fait. L'entrée dans une ère de détente internationale, l'érosion de quelques certitudes occidentales, sont aussi à prendre en compte.

Le renouveau du genre passera par la politique-fiction esquissée par Claude Rank et consacrée par la série SAS de Gérard de Villiers. La recette du genre tient en quatre éléments : réalisme, politisation, érotisme, exotisme.

Aux héros à la sobriété presque morose succèdent des vedettes qui assument sans complexes leur surhumanité. Stakhanoviste de la séduction, SAS reste rarement seul au-delà de la page 40.

Le parti pris d'extrême réalisme passe aussi par l'insertion des intrigues dans l'actualité immédiate. Le fait explique en partie la politisation explicite du genre. Lorsqu'un roman évoque en 1975 la «révolution des œillets» au Portugal, le Nicaragua sandiniste en 1980, l'apparente neutralité qu'autorisaient les épisodes conventionnels des classiques devient impraticable. Le choix partisan est obligatoire.

Le triomphe de la politique-fiction est contemporain de l'émergence d'une troisième génération de séries. La direction du Fleuve noir a voulu répondre à la crise du genre par une production plus adaptée aux goûts d'un public jeune qui se détache des produits traditionnels. Débarrassée de l'hypothèque d'un nationalisme intransigeant, délié de toute fidélité à la cause de l'Amérique de Richard Nixon, la collection «Espiomatic» veut inaugurer un espionnage jeune, moderne, basé sur les ordinateurs et le mondialisme. Avec les aventures de Vic Saint Val (1970), agent secret pacifiste lié à l'ONU, Maurice Dumoulin laisse filtrer dans le roman d'espionnage un peu de l'air du temps de l'après-1968.

La série «Le Commander» de G.-J. Arnaud mérite enfin une mention spéciale. Ancien de la CIA, Kovask a pris au fil des récits et missions ses distances avec les mythologies du monde libre. Il quitte les services spéciaux en 1974 pour se mettre au service d'un sénateur démocrate et dénoncer les scandales de l'«*Amérique paranoïaque, celle de Nixon et du Ku Klux Klan, de la John Birch Society et des repus... l'Amérique du colt, du Far-West, du lynchage, celle qui faisait flamber les ghettos noirs, parquait les Indiens, bombardait Hiroshima*». Kovask est aussi, depuis lors, de tous les combats des soixante-huitards d'Europe de l'Ouest : mouvement antinucléaire, boycottage du Mundial de football en 1978.

La menace rouge

Mais pour un Kovask qui place l'arme à gauche, pour un Vic Saint Val mondialiste, il faut compter vingt séries, dont l'ancrage idéologique se situe dans une tradition politico-culturelle fort ancienne de la droite française : celle du nationalisme français, du «droitisme» que redécouvrent avec un pittoresque étonnement bien des commentateurs de notre vie politique depuis 1984... Le contact avec le roman d'espionnage dispense en tout cas de ces naïves stupeurs.

L'enracinement conservateur du genre se lit au premier chef dans sa vision de la société internationale.

L'anticommunisme est congénital à cette littérature. Les pays de l'Est sont présentés comme de vastes goulags. «*Pour les communistes, le micro fait partie de l'ameublement*», observe de Villiers, qui s'amuse de la fascination qu'exerce la lugubre RDA sur une délégation bulgare : «*Leur pays ne produisant que des yaourts, Berlin-Est avait pour eux les charmes de Byzance.*» Le socialisme, c'est encore la pénurie, l'endoctrinement frénétique, les privilèges des nomenklaturistes «*repus, sans inquiétude sur leur avenir, loin de la masse des exclus*» (Puy-Montbrun).

Au plan international, les empires communistes nourrissent bien sûr des projets hégémoniques. «*La Chine rouge est la grande menace pour toutes les nations, qu'elles soient capitalistes ou communistes, blanches, jaunes ou noires*» (J. Bruce).

Ce procès du socialisme réel n'est pas toujours inéquitable. Il mêle cependant sans scrupules les faits vérifiables et les fabulations. Un agent maoïste explique : «*Nous avons pour mission d'intoxiquer les jeunes faisant partie d'une certaine classe de la société, tout ce qui touche au gouvernement des pays, les diplomates, les savants... Dans toutes les capitales, nous avons quelqu'un pour les piquer quand ils en ont besoin*» (J. Bruce). Par ailleurs, la vigilance démocratique de bien des auteurs entre en léthargie lorsqu'ils quittent Moscou pour Séoul ou l'Athènes des colonels.

La description du tiers-monde donne lieu à un paroxysme de critiques. La décolonisation est une catastrophe. Elle laisse le pouvoir à des arrivistes incapables. «*Autrefois modeste commis à la gare de marchandises, il avait à présent réalisé toutes ses ambitions : conduire une voiture américaine, coucher avec une femme française, porter des chaussures italiennes... Que demander de plus à la révolution ?*» (J.-P. Conty). Les régimes africains gouvernent avec des principes «*inspirés d'Ubu et de Kafka*», nationalisent «*noix de coco*» et «*bidonvilles*» (de Villiers).

Paradoxalement, la littérature d'espionnage est anti-impérialiste... contre la «*nouvelle forme d'impérialisme*» (J. Bruce) que représente le tribut pétrolier et les revendications financières du Sud. Les «rois nègres» vivent aux crochets des contribuables français. Le dictateur de «Basse Volta» n'a qu'à décrocher son téléphone pour boucler le budget de l'État : faute d'un chèque du Trésor français, il menace d'envahir le pays voisin (A. Gex). Ces critiques ne datent pas de la crise pétrolière ; elles remontent aux années 60 et au cartiérisme.

Une jeunesse fanatique et droguée

L'idéalisme de ces tableaux veut ignorer l'évolution des rapports de forces pour attribuer au seul manque de fermeté de l'Occident les revendications des jeunes Etats. C'est l'utopie réactionnaire – au sens étymologique – d'un retour à la politique de la canonnière qui filtre ici.

Mais le drame des romanciers réside avant tout dans l'explosion de la subversion en Occident. Les romans d'espionnage des années 70 sont aussi la narration incessante et rageuse des méfaits de la contestation. Aux Etats-Unis, «*une pseudo-intelligentsia qui s'affirmait libérale et moraliste*» préfère prendre pour cible son président, son armée, la CIA, plutôt que le totalitarisme. En Europe, les syndicats répandent l'esprit de jouissance. «*Les bons ouvriers étaient difficiles à trouver. Les menaces de grève étaient constantes*» (F. Chabrey). L'intelligentsia contestataire s'entiche des marxismes exotiques qui «*lui séchaient le gosier et l'amenaient à doubler sa consommation de whisky*» (J. Robert). Des intellectuels «*sans enthousiasme pour tout effort soutenu*» colonisent l'enseignement. Livrée aux maîtres penseurs et aux drogues, la jeunesse devient «*négligée, excitée, débraillée, vautrée... fanatique et droguée*» (F. Chabrey). L'Occident est entré dans l'ère de la décadence.

L'étude du roman d'espionnage peut aider à repérer des idéologies en mouvement. Elle permet de discerner dans cette littérature de «hall de gare» un lieu important où de larges fractions du public sont mises en présence d'une évocation de l'actualité. Elle peut aussi déboucher sur de fausses interrogations. Le dilemme du complot et du marché en est une. Thèse de «gauche» ; le roman d'espionnage est produit pour anesthésier les masses ; thèse de «droite» : le marché impartial offre au public les livres qu'il désire et mérite.

L'alternative de la connivence populiste (un genre populaire, donc attachant) et de la fascination horrifiée ne paraît pas plus stimulante. Le roman d'espionnage ne mérite ni la complaisance ni le mépris aristocratique. Là encore la compréhension sociologique des mécanismes objectifs qui président à la mise en relation d'auteurs, de produits et de lecteurs s'avère plus éclairante que les jugements moraux. Elle suscite aussi des questions nouvelles, troublantes pour le confort du lecteur critique ou du chercheur...

Question des capacités de communication des intellectuels... Si la culture de masse est le royaume des Bruce et de Villiers, n'est-ce pas parce que les intellectuels français ne savent pas, ne désirent pas produire des œuvres de masse, populaires sans démagogie, enrichissantes sans élitisme ?

Question du respectable et du pathologique en matière d'idéologies... Le simplisme, l'outrance idéologique des produits «Fleuve noir» feront sans doute sourire le lecteur «cultivé». Et pourtant... une fois exclus l'appareil de références culturelles, les séductions du verbe, l'art de l'euphémisme et de la fausse nuance, existe-t-il un abîme idéologique entre un roman d'espionnage populaire et un roman d'espionnage littéraire (Volkoff) ? Entre l'idéologie du roman d'espionnage et celle de quelques «must» intellectuels récents (certaines facettes de la nouvelle philosophie) ?

Mais où mèneraient SAS et Coplan s'il fallait les prendre au sérieux ! Mieux vaut décidément laisser le roman d'espionnage à la critique rongeuse des souris... ■

(1) G. Veraldi, *le Roman d'espionnage*. PUF, 1983.

(*) Professeur de sciences politiques à l'université de Rennes. Auteur de *l'Idéologie dans le roman d'espionnage*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.

INTRIGUES SOUS LE KÉPI

QUI écrit les romans d'espionnage ? L'enquête que nous avons effectuée auprès de vingt auteurs qui réalisaient en 1980 plus des deux tiers des ventes du genre permet quelques constats...

– La corporation des écrivains d'espionnage est affectée d'un net phénomène de vieillissement. 65 % des auteurs dépassaient la cinquantaine en 1980. 70 % avaient amorcé leur carrière avant 1965.

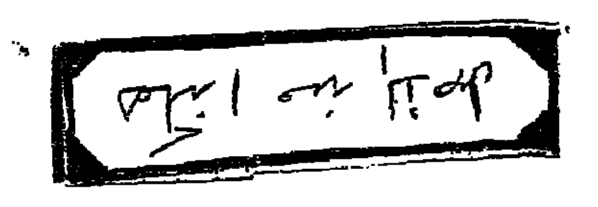
– Plus de la moitié des auteurs ont exercé des fonctions militaires ou policières. On trouve parmi les écrivains d'espionnage un préfet de police, un inspecteur, des officiers parachutistes, un ancien responsable des services de renseignements militaires, plusieurs engagés volontaires de la France libre.

– 75 % des auteurs ont une formation universitaire. La moitié d'entre eux ont fréquenté les facultés de droit ou Sciences-Po pour entamer ensuite une carrière dans le monde des médias (journalistes, traducteurs, agences de presse). Mais l'on rencontre aussi quelques autodidactes (MM. Dumoulin et Kenny).

Qui lit ? Le roman d'espionnage est consommé par un public essentiellement populaire. Une enquête réalisée en 1975 pour le Fleuve noir enregistrait 57 % de lecteurs ouvriers ou employés, 27 % de cadres supérieurs et professions libérales, 17 % d'agriculteurs et ouvriers agricoles.

D'autres enquêtes confirment ces répartitions.

Le public est aussi jeune, masculin, son niveau de diplôme se situe souvent en fin de cycle primaire. La lecture des diverses séries varie selon des facteurs sociaux. De Villiers ou Rank sont d'abord lus par des cadres et professions libérales. Les lecteurs de Coplan et OSS appartiennent à des milieux plus populaires.



POLAR FRANÇAIS

LYON, SÉRIE NOIRE 2000

par Bernard Schalscha

Sept ans après sa création, une librairie spécialisée de Lyon propose seize mille titres, tous plus ou moins « noirs » : la littérature policière, et celle qui met en scène les milieux populaires, avec ou sans crime à la clé. C'est là qu'on fêtera, en mai, par une exposition, le numéro 2000 de la fameuse série jaune et noir.

DU côté des libraires, Lyon sera tout au long du mois de mai le lieu géométrique de la célébration du numéro 2000 de la Série noire. Certes – une fois n'est pas coutume – le polar est en ce moment à l'honneur dans les vitrines des marchands de livres qui, aux quatre coins de l'Hexagone, ont compris qu'ils pouvaient difficilement rater l'occasion.

Mais ce que concoctent dans les locaux de Choc Corridor Williams Jouffroy et Jacques Dugrand, pères fondateurs de cette librairie assidûment fréquentée par les fidèles de la littérature populaire, constituera en quelque sorte un événement dans l'événement. En association avec Gallimard, les libraires de la rue des Trois-Maris, au cœur du vieux Lyon, organisent une exposition tout entière vouée à la célèbre collection noir et jaune.

Il n'y a que ses adorateurs les plus fervents pour savoir la source d'inspiration que celle-ci représente, et le tandem Jouffroy-Dugrand est en mesure d'apporter les preuves irréfutables que publicistes, designers, stylistes, journalistes ou éditeurs concurrents ont souvent repris l'esprit et la typographie de la couverture identifiable entre toutes (avec ou sans l'accord de Gallimard, ce qui a d'ailleurs valu à certains d'être poursuivis en justice).

L'exposition présente ainsi un étonnant rassemblement d'objets sur lesquels cette dernière se trouve reproduite. Entre autres : taies d'oreillers, serviettes de bain, chaises longues, robes de haute couture (Castelbajac), pochettes de disques (*l'Homme à la guitare*, d'Olivier Despax), dépliants publicitaires (pour du matériel de télécommunication d'une filiale de Matra ou pour les chips Flodor), « unes » de journaux... sans parler des jaquettes de livres qui, par souci d'afficher une complicité, ou plus prosaïquement de racoler le lecteur, imitent carrément celle de la Série noire.

Mais, eux, les abriteurs du céleste bric-à-brac, d'où viennent-ils ?



GALLIMARD.

Duhamel au cœur de sa collection.

Les 16 000 titres

« On ne trouvait jamais les polars qu'on cherchait. La meilleure solution, c'était encore de monter notre propre boutique. » Jacques Dugrand et Williams Jouffroy ont donc ouvert Choc Corridor. C'était en 1978. Le catalogue de la librairie propose maintenant 16 000 titres.

La passion de ces deux-là c'est, bien entendu, la *« littérature populaire et policière »*, pour reprendre leur expression. *« Mais je ne fais pas une fixation sur le polar. Ce que j'aime,* affirme Jacques Dugrand, *c'est la littérature vraie. Ça va de Georges Darien à Philippe Djian, en passant par Henri Calet, Céline, Truman Capote ou Modiano. D'ailleurs dans la Série Noire il y a des textes, ceux de Jérôme Charyn par exemple, qui ne sont pas du polar à proprement parler. Pas de détective, pas de meurtre, pas de violences physiques... c'est de la littérature avant tout. »* S'ils se veulent libraires spécialisés à qui rien de ce qui est roman noir, récit policier, livre d'aventures, *detective story* et apparenté n'est étranger, Jouffroy et Dugrand n'ont cessé de souligner qu'ils ont toujours vendu Selby ou Bukowski.

Ou *l'Instinct de mort*, de Jacques Mesrine. Une manière de rester fidèles à eux-mêmes. A vingt ans l'un baignait dans l'ultra-gauche, l'autre s'activait aux côtés des anarchistes.

Aujourd'hui qu'ils ont allègrement dépassé la trentaine, devenus commerçants respectés et libraires estimés, ils persévèrent dans leur être en défendant l'univers littéraire délimité par Chandler, Eugène Sue, Conan Doyle, Carco et les centaines de petits et grands maîtres du mystère, auteurs blêmes ou noirs, inconnus ou célèbres, fantassins de la « série B ».

Partageant leur amour de cette littérature avec leur clientèle, les deux libraires ont fait de Choc Corridor le tout premier salon où l'on cause littérature policière. Jacques Dugrand : *« Beaucoup de nos clients sont devenus des relations ou des amis. On a aussi retrouvé à la boutique des gens qu'on connaissait depuis des années par le biais de la politique. On a été aussi surpris les uns que les autres de découvrir qu'on était des dingues de polars alors qu'à l'époque du militantisme ni eux ni nous n'en parlaient jamais. »* Et de citer ce militant maoïste qui lui a récemment écrit : *« Camarade, peux-tu me faire parvenir le dernier Siniac ? »*

Les mains qui tremblent

Dugrand et Jouffroy évoquent avec un étonnement tendre et fasciné les personnages tout droit sortis de romans noirs qui fréquentent fidèlement la librairie. Tels ces insomniaques qui dévorent trois bouquins par nuit et ont accumulé une fabuleuse érudition ou ce commissaire principal qui, la cinquantaine venant, se replonge dans les polars de son adolescence. Il a fini par remettre la main sur *La bête qui sommeille*, de Don Tracy, qui l'avait tant impressionné à quatorze ans. *« Dans cette librairie il y a incontestablement un courant qui passe avec le client »*, reconnaît le commissaire avec chaleur.

Il faudrait aussi citer ces membres du Cercle des études lupiniennes qui font de temps à autre une apparition. Ou encore cette dame de quatre-vingt-quatre ans qui ne manque jamais d'apporter un gâteau en venant acheter un *Agatha Christie ou un* SA Steeman. Et les types pas très clairs qui feuillettent les mains tremblantes des ouvrages aux noms aussi évocateurs que *les Châtiments corporels*, étude historique, critique et de législation comparée. Et les collectionneurs qui se précipitent sur les piles de *Qui ? Détective* » ou rêvent devant le premier San Antonio *Faites chauffer la colle* (1949, aux éditions Jacquier) dont le coût avoisine les 100 francs. Les curieux s'extasient devant certains titres *Toto Fouinard* dans la collection « La vie d'aventures » (aux alentours de 19[illegible]) – ou s'étonnent de découvrir l'auteur de polar François Brigneau, qui, avant de diriger *Minute* a signé an 1953 *La beauté qui meurt* aux éditions André Martel.

Les deux coéquipiers affirment ne pas être collectionneurs – ou ne plus l'être. *« Ça devenait de la folie furieuse,* raconte Williams Jouffroy, *je ne pensais plus qu'à ça, la lecture passait au second plan au profit de la recherche de couvertures... »* Ils se veulent avant tout découvreurs de textes. Dénicher un roman du début du siècle ou un nouvel auteur, là est leur plaisir. Ce qui les a d'ailleurs conduits à proposer des collections « Choc Corridor » à divers éditeurs ; ils ont ainsi fini par faire publier plusieurs titres (le dernier, *la Fête du rat* d'Alain Gautré, chez Scarabée et C[ie]).

La petite librairie marginale d'il y a sept ans a désormais rang d'entreprise plutôt prospère qui négocie de plain-pied avec les plus grands. Ainsi l'exposée montée en commun avec Gallimard *(voir ci-contre)*, alors qu'il y a encore quelques années Dugrand et Jouffroy disaient pis que pendre de la grande maison d'édition. De l'eau a *coulé sous les ponts*, au plus grand profit toutefois de la « littérature populaire et policière » et de ses amoureux. ■

● **Exposition « Série Noire 2000 » du 3 au 31 mai à la librairie et galerie Choc Corridor, 7 et 19, rue des Trois-Maris, 69005 Lyon. Pour tous renseignements : (7) 842-63-4[illegible].**

LIVRES ET LIBRAIRIES

● **Les librairies spécialisées :**

– L'Introuvable. 23-25, rue Juliette-Dodu, 75010 Paris. Tél. : 200-61-43. Puce. 30, rue Bouret, 75019 Paris. Tél. : 240-70-21. Nuits Blanches. 25, rue Thiers, 38000 Grenoble. Tél. : (76) 46-28-37. L'Atalante. 2, rue de l'Echelle, 44000 Nantes. Tél. : (40) 47-54-77.

● **Ouvrages spécialisés.**

– L'importance du « marché » du polar a rendu nécessaire l'édition d'un « Argus » de cotations, un ouvrage indispensable pour le collectionneur, l'amateur et le marchand. Le Bisceglia qui paraît tous les deux ans est un guide de références utiles. Apprenez donc que le n° 1 de la Série Noire, (1945), *la Môme Vert-de-Gris* de Peter Cheyney se déniche à 200 F, que le n° 5, *Neige d'antan* (1947) de Don Tracy, très rare, se vend à 500 F. En règle générale tous les numéros de la S.N. jusqu'au n° 169 valent bien plus cher que les dernières parutions brochées d'avril 1985. Par contre *M. Langlois n'est pas toujours égal à lui-même*, d'Edgar Sanday – pseudonyme transparent d'Edgar Faure, romancier – (1950) Julliard se liquide... à 10 F. *Rien que des canailles*, de Dashiell Hammett, Ed. Amiot-Dumont (1949) cote, lui, 250 F...

– Catalogue encyclopédique Bisceglia. Trésors du roman policier. Ed. de l'amateur, 5, rue de Montholon, 75009 Paris. 536 pages, 210 F.

– L'Année du Polar 85. Michel Lebrun. Ed. Ramsay. 320 pages, 85 F.

MAC COY VAUT MODIANO

IL m'arrive de regarder en arrière et d'avoir peur. Le refaire ? Retrouver ce point de rencontre entre le travail, la chance, le hasard, me semble impossible.

J'écris des romans noirs.

Je vis, autant l'avouer, moins des romans eux-mêmes que des activités annexes qui en découlent : radio, théâtre, cinéma.

Je n'ai jamais été un *looser*, un pauvre type peut-être mais pas un *looser*. Scolarité interrompue, accident du père, monde du travail, haine de classe. Un bon départ de roman noir. Mais à ce point du récit notre héros, qui relevait la tête, découvrit presque en même temps la littérature, l'envie d'écrire autre chose que des lettres d'amour et la Chine rouge de la révolution culturelle.

J'avais vingt ans, et mai 68. C'est important surtout avec cette découverte : moi, obscur petit employé, j'arrivais à comprendre le baratin dogmatique des étudiants, mais, aux portes des usines, lorsque ceux-ci restaient cois, aucune barrière ne m'empêchait de dialoguer avec les jeunes ouvriers.

Nous venions des mêmes quartiers déshérités, nous nous étions sali les mains sur les mêmes chaînes de mobylette, avions fréquenté les mêmes ateliers où les coups volaient lorsqu'on oubliait d'assujettir les mordaches à l'étau.

Sentiment de plénitude. Une position particulière. Privilégiée même, considérant le silence des uns et des autres. Envie d'écrire. De maîtriser enfin l'outil, le vrai, celui qui vous consacre conteur de la communauté.

Ce pouvoir-là aussi repose sur *le savoir. A moins qu'il ne s'agisse* que de savoir-faire. Alors, aller au bout du rêve pour qu'il s'accomplisse. Un bac de philo obtenu en candidat libre, l'université de Jussieu, les TD du soir, des licences – trois, chiffre magique. Et le vertige. L'écriture devenue mécanique, une mécanique un peu rouillée, et l'impression d'être cerné par les armées de signifiants et les corps de bataille des signifiés. Fuir, vite. Battre en retraite. Abandonner une partie du savoir tout neuf et ne garder que celui qui, fonctionnel, qui participe de l'explication du monde.

Et cette vieille haine, toujours tenace malgré la disparition du gauchisme. Haine du conventionnel, du « comme il faut », de ce qui ne s'appelait pas encore le « bon chic, bon genre » mais qui, déjà, s'appliquait à cette littérature ennuyeuse et nombriliste où personne, jamais, ne rêvait de casser la baraque.

∴

Alors le roman noir, clé de verre, cercle magique, espace de liberté où tous les sentiments tels que la haine, l'amour, la violence, la vie en somme, pouvaient cohabiter. Ecrire enfin sur un monde et des gens dont la littérature ne rendait pas compte, reprendre le principe d'Hammett, Chandler, Burnett, Goodis et Jessup pour parler de la société française et de la grande crise économique.

Et dire qu'il se trouva des crétins aussi nuls que scolastiques pour baptiser « néo-polar » une démarche vieille d'un demi-siècle, à peine altérée par l'apport des sciences humaines.

Ainsi en est-il. Une littérature d'évasion et un témoignage sur l'époque. La double fonction assignée au roman noir par les vrais amateurs. Certes, il est possible de formuler tout cela autrement.

Lorsqu'à l'université je suivais les cours de Julia Kristeva j'aurais expliqué les choses ainsi : « il s'agit de créer une situation qui contienne le développement de contradictions, de sorte que cela entraîne chez le lecteur un processus d'analyse sociale. *Same old story !* »

∴

Mais comment ne pas se répéter à la longue ? Je l'ignore. Je garde les yeux grand ouverts sur la vie qui va ou ne va pas. Et ça marche. A croire que l'auteur de romans noirs se nourrit essentiellement du spectacle du quotidien, ce qui oblige à sortir dans la rue, beaucoup, parfois la nuit. C'est toujours plus agréable que de pousser la lime.

Inutile de parler de l'angoisse du créateur. Je me demande où serait le créateur s'il ne crevait pas d'angoisse, s'il n'était nerveux, speedé, tendu comme un fil : les risques du métier.

Reste la marginalité littéraire. Me croira-t-on si j'écris que j'ai, à *plusieurs reprises, opposé un refus* net à des éditeurs qui me proposaient, excusez du peu, de leur écrire un *« roman roman »* ou un *« vrai roman »* ? Une façon de m'expliquer, en plein visage, que mes quinze autres livres n'étaient que de la merde. A ce jour, de la merde à 300 000 exemplaires, coco : de quoi, pour un éditeur, s'offrir une douzaine de vrais auteurs.

Le roman noir n'est pas un genre mineur ou marginal. Horace Mac Coy vaut Modiano, largement, très largement. En fait, il existe là aussi de bons et de mauvais auteurs qui font de la bonne ou de la mauvaise littérature.

L'histoire de la littérature, sans pitié, l'a d'ores et déjà démontré.

FRÉDÉRIC H. FAJARDIE.

(*) Né en 1947, Frédéric Fajardie est très influencé par Jean-Patrick Manchette, père du néo-polar. Ouvrier agricole, peintre en bâtiment il obtient une brassée de diplômes universitaires. Son premier roman, « Tueurs de flics », le place parmi les très bons romanciers du polar. A retenir « Sniper » (Fayard), « Bleu de métylène » (Denoël) et un roman à paraître chez Mazarine le mois prochain.

ÉCRAN A FRISSONS

« *COMMISSAIRE MAIGRET, je présume ?...* » Qu'importe la réponse ! Dans l'imagerie des téléspectateurs français, un commissaire de police s'appelle forcément Maigret. Et pourtant « Les cinq dernières minutes » qui ont fait frissonner les foyers sont, semble-t-il, de plus en plus soumises à concurrence.

Le polar fait des ravages sur les écrans ; c'est même le *« top de mobilisation du public »* selon Jean Capin, directeur de l'unité de fiction d'Antenne 2.

Et les chaînes, fidèles au genre, et friandes d'audience, font de la surenchère. TF1 d'abord avec sa « Série noire », une fiction mensuelle fort bien *réalisée, à partir de romans policiers publiés dans la célèbre collection de chez Gallimard.* Antenne 2 également, qui s'est donné pour objectif d'adapter le genre policier télévisé à l'évolution qu'a connue récemment la littérature du même type. Et de porter sur le petit écran les œuvres de jeunes auteurs.

L'adaptation du roman de Patrick Besson *le Deuxième Couteau* sera ainsi diffusée dans le courant du mois de mai, alors que *Je tue à la campagne*, le roman de Jacques-Pierre Amette, sera encore en cours de tournage. La chaîne, enfin, mijote, avec beaucoup d'enthousiasme, une série qui aurait pour héros le détective Nestor Burma, l'étonnant personnage créé par Léo Malet. Un accord « ouvert » a récemment été passé avec ce dernier, et une première émission sera filmée dès cette année.

Après une amusante série tirée de l'œuvre d'Agatha Christie et diffusée actuellement le vendredi soir, FR 3 enchaînera dès septembre avec « Néo-polar » : six films de cinquante-deux minutes liés entre eux par le même style d'écriture : celui des *« rénovateurs du genre noir français »*, qui, écrit Alain Dugrand, *« trempent leurs plumes dans les égouts des grandes villes, respirent l'air du temps et fredonnent les rock and roll »*.

On y verra notamment la Théorie du 1 %, de Frédéric Fajardie, réalisé par Gérard Marx ; *Des choses qui arrivent*, de Jean-Yves Berchet, réalisé par Philippe Venault ; *Shangaï Skipper*, de Tito Topin, filmé par Michel Andrieu. Rythmés, drôles, efficaces ... Un style neuf, mais des ficelles éternelles pour faire naître le suspense.

Ce suspense que maîtrisait si bien Georges Simenon, dont le fils, Marc, vient de tourner à Cognac, toujours pour FR 3, l'adaptation du fameux *Petit Docteur*.

ANNICK COJEAN.

CONTRE LA FAIM

MUSICIENS SANS FRONTIÈRES

par Claude Fléouter

TOUT commence à Londres en décembre dernier avec *Do They Know it's Christmas ?*, une chanson enregistrée par quelques-uns des plus fameux musiciens et chanteurs britanniques rassemblés dans un groupe baptisé pour l'occasion Band Aid.

L'initiative est due à Bob Geldof, ancien chanteur devenu producteur, qui a décidé, en liaison avec des associations humanitaires, de lancer une opération de charité au profit de l'Ethiopie. Les Africains, avec Manu Dibango, prennent le relais. Puis les Américains, qui rassemblent quarante-cinq de leurs meilleurs artistes de rock, de variétés, de jazz et de country, sous la direction musicale de Quincy Jones pour chanter *We are the world*. Enfin, le chanteur Renaud monte l'entreprise française avec trente-cinq chanteurs et comédiens (1) qui chantent : « *Donnez aux enfants d'Ethiopie des lendemains en échange de rien. Donnez-leur la vie. Seulement la vie.* »

Bob Geldof a conseillé les Américains et il a expliqué à Renaud l'ampleur prise par le mouvement, les sept millions d'exemplaires vendus du 45 tours britannique, les 800 000 francs de recette réalisés avec les T-shirts fabriqués pour l'ocasion, les bénéfices obtenus d'autres produits dérivés, les 100 millions de dollars escomptés avec les campagnes anglaises et américaines. Il a fait part de l'extraordinaire élan de solidarité manifesté en Grande-Bretagne (où les usines de pressage ont travaillé gratuitement) et aux Etats-Unis. Pour Geldof, la prochaine étape de l'opération Ethiopie aura lieu le 13 juillet à Londres et à New-York avec deux concerts monstres.

Renaud espère qu'un million d'exemplaires du maxi 45 tours *Ethiopie* (Pathé-Marconi) seront vendus. Prix : 25 F. Tous les bénéfices et droits d'auteur seront versés intégralement à Médecins sans frontières. Un vidéo-clip de l'enregistrement va être diffusé dans les salles de cinéma pour mieux promouvoir l'opération.

Cinq cent mille exemplaires en quarante-huit heures

La vente du 45 tours américain a dépassé les cent mille exemplaires en dix jours. Le 33 tours contenant le même titre, plus neuf autres chansons interprétées séparément par Chicago, Huey Lewis and the News, Steve Perry, the Pointer Sisters, Prince, Kenny Rogers, Bruce Springsteen, Tina Turner et Northern Lights (2) est sorti cette semaine en France. Aux Etats-Unis, cinq cent mille exemplaires de l'album ont été vendus en 48 heures.

Toutes les recettes, royalties et droits d'auteur vont être versés à la fondation US aid for Africa, qui a décidé de distribuer l'argent reçu de la manière suivante : 35 % pour une aide immédiate au continent africain sous forme de médicaments et d'envoi de médecins ; 35 % pour l'acquisition d'engrais, de machines agricoles et pour la construction de systèmes d'irrigation en Afrique ; 20 % pour le développement économique à long terme du continent africain ; 10 % pour les « *affamés et sans domicile aux Etats-Unis* ».

Evidemment, le produit des ventes internationales sera destiné uniquement à l'Afrique.

C'est le comédien chanteur et producteur Harry Belafonte qui eut l'idée du disque américain. Belafonte a, dans les années 60, consacré une grande partie de son temps à la défense des droits civiques et travaillé, notamment, avec le pasteur Martin Luther King, « *assassiné*, dit l'acteur, *pour avoir dit aux pauvres qu'ils avaient leur part du gâteau économique* ». Belafonte a pris des contacts avec Ken Kragen, manager de Lionel Richie, Kenny Rogers et beaucoup d'autres artistes. Quincy Jones a été chargé de la production du disque (CBS) et Michael Jackson et Lionel Richie ont écrit la chanson. Le 28 janvier dernier, 45 artistes américains étaient pour la première fois réunis dans un studio de Los Angeles : Bob Dylan, Ray Charles, Michael Jackson, Al Jarreau, Waylon Jennings, Billy Joël, Bette Midler, Wilson Nelson, Lionel Richie, Kenny Rogers, Diana Ross, Paul Simon, Bruce Springsteen, Tina Turner, Dionne Warwick, Stevie Wonder, Harry Belafonte et Bob Geldof notamment. Une étonnante pléiade de superstars.

Une assemblée d'égocentriques au pouvoir magique qui faisaient tout à coup abstraction de leur propre personne pour se fondre dans un chœur et chanter : « *Il y a des gens qui meurent. Il est temps de donner une main pour vivre.* »

(1) *Le Monde* du 16 avril. Les participants français sont : Julien Clerc, Axel Bauer, Michel Berger, Richard Berry, Gérard Blanchard, Hughes Auffray, Josiane Balasko, Didier Barbelivien, Francis Cabrel, Louis Chedid, Hervé Christiani, Christophe, Coluche, Charlelie Couture, Michel Delpech, Gérard Depardieu, Diane Dufresne, France Gall, Jean-Jacques Goldman, Gotainer, Jacques Higelin, Valérie Lagrange, Catherine Lara, Lily Drop, Maxime Le Forestier, Jane Manson, Nicolas Peyrac, Renaud, Véronique Sanson, Alain Souchon, Telephone, Diane Tell, Fabienne Thibault, Trust, Laurent Voulzy.

(2) Sous ce nom se sont groupés pour un titre : Joni Mitchell, Neil Young, Oscar Peterson, Gordon Lightfoot et beaucoup d'autres.

TAM-TAM POUR L'ETHIOPIE

par Alain Wais

LES 21, 22 et 23 décembre 1984, une dizaine de groupes, près de quarante musiciens africains, enregistrent aux studios Davout et Accousti à Paris. La chanson a pour titre *Tam-Tam pour l'Ethiopie*, le refrain fait : « Pourquoi la faim ? Africa... » Elle permettra, même provisoirement, de sauver de la famine plusieurs milliers de vies humaines en Ethiopie. Pendant trois jours et trois nuits, les stars de la musique africaine (Manu Dibango, M'Bamina, Salif Keita, Touré Kunda, Mory Kante, Ghetto Blaster, Souzy Kasseya, Ray Lema) représentant une douzaine de pays du continent, vont mêler leurs langues (douala, lingala, malinké, wolof, swahili), leurs cultures, leurs chants, leurs rythmes, pour battre un tempo brûlant et solidaire sous la direction musicale de Manu Dibango.

On contacte par téléphone ceux qui sont en Afrique, comme King Sunny Adé, grâce au réseau de Radio-France internationale : leurs voix sont enregistrées et leurs messages mixés à la version instrumentale qui constituera la face B du 45 tours. A la veille de Noël, les volontés se mobilisent, les passions se déclenchent, les élans se rencontrent pour créer l'une des plus belles chansons africaines, à la mélodie superbement structurée. Demain, c'est Noël, là-bas, le savent-ils ? C'est, du moins, la question que pose la chanson du Band Aid, l'équivalent anglais qui est à l'origine du *Tam-Tam pour l'Ethiopie*.

Quelques semaines avant l'enregistrement, Martin Meissonnier, le jeune producteur français (qui vit en Angleterre) de King Sunny Adé, raconte au téléphone l'aventure du Band Aid à Manu Dibango. Pour celui-ci, c'est le déclic, il faut, en France, faire la même chose : l'Afrique à l'aide de l'Afrique. Une manière de mettre, à travers voix et instruments, « *les gouvernements africains en face de leurs responsabilités* ». « *Est-ce que ça ne fera pas réchauffé ?* » demande Martin. Non. Il n'y aura jamais assez d'argent pour sauver ces gens.

Alors, maillon par maillon, de bénévolat en bénévolat, il faut monter la chaîne. Vite. L'éditeur Clouseau Musique est contacté et met ses compétences en branle, la société Phonogram (qui a déjà l'expérience du Band Aid) assurera la fabrication et la distribution du disque (à perte), Davout et Accousti mettront gracieusement leurs studios à la disposition des musiciens qui, bien évidemment, abandonnent leurs royalties. Médecins sans frontières, qui, assailli par les propositions, a l'habitude d'être vigilant, accepte de servir de relais et de garantir aux deux bouts de la chaîne l'acheminement des secours et des denrées en affrétant des avions à destination du camp de Korem où il est présent déjà depuis le mois de mars 1984.

Entre-temps, Manu Dibango, qui assurera la production artistique de l'enregistrement, compose le thème musical qui servira de cadre aux interventions des musiciens, Alpha Blondy (qui, souffrant, ne pourra malheureusement participer aux séances de studio) écrit un texte. Parallèlement, Alain Denvers décide de consacrer sur TF 1 un numéro d'« Infovision » à l'Ethiopie, qui coïncidera avec la sortie du disque. Manu Dibango et Mory Kante iront sur place pour témoigner dans la presse de ce qu'ils ont vu. RFI assurera le relais de l'information sur l'Afrique. Pendant les trois jours de l'enregistrement, une équipe de Télélibération, avec la participation (50 000 F) du ministère de la culture par l'intermédiaire de l'OCTET, tourne un vidéo-clip – c'est le premier d'un groupe africain qui sera diffusé à « Top of the Pop », l'une des émissions les plus anciennes et les plus populaires en Angleterre, qui reproduit chaque semaine le hit-parade des ventes.

Le maillon manquant des disquaires

L'agence de publicité TBWA conçoit la campagne de presse et d'affichage, obtient des espaces gratuits (presse écrite, radio, métro-bus parisiens, cinéma). On peut lire : « *L'Ethiopie meurt, vous lui devez 46 F.* » Naturellement, toutes les parties concernées travaillent bénévolement.

Le 24 janvier 1985, *Tam-Tam pour l'Ethiopie* est en place chez les disquaires sur format 45 tours et maxi-45 tours. Le soir, TF1 diffuse le vidéo-clip en ouverture du reportage d'« Infovision » qui sera la clé de l'opération. Un apppel est lancé. Le prix de vente du maxi-45 tours conseillé aux disquaires est de 46 F. Par ailleurs. Médecins sans frontières ouvre une boîte postale pour les dons bénévoles (des commerçants, autres que les disquaires, appelleront Phonogram pour savoir comment vendre les disques).

La part versée à Médecins sans frontières sur chaque disque par Phonogram est de 11,34 F (prix de gros : 16,50 F) pour les 45 tours et de 13,88 F (prix de gros 23,22 F) pour les maxi-45 tours. La SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs musicaux) et la SDRM (Société des droits de reproduction mécanique) abandonnent également leurs droits sur les ventes (10,10 % du prix de gros, soit 1,70 F pour les 45 tours et 2,50 F pour les maxi-45 tours). M. Bérégovoy, ministre du budget et des finances, consent à restituer le montant de la TVA (environ 10 F par disque). Etant donnée l'urgence des besoins, à la demande de Médecins sans frontières, une avance consentie sur l'estimation des ventes sera tirée sur une ligne de crédit du ministère de la coopération.

Tam-Tam pour l'Ethiopie s'est vendu à ce jour à cent mille exemplaires (38 000 45 tours, 62 000 maxi-45 tours), un meilleur score que le Band Air en France, la meilleure performance établie par un groupe africain. Phonogram a remis à Médecins sans frontières un premier chèque de 956 637 F, qui correspond à l'état des ventes arrêté au 28 février. Au 8 mars, la boîte postale ouverte avait généré 528 000 F. Au total, Médecins sans frontières estime à 3,5 millions de francs le bénéfice de l'opération, soit plus d'un cinquième de ses dépenses en Ethiopie depuis le mois de mars 1984. Depuis novembre, chaque mois, un avion est affrété avec plus de 50 tonnes de matériel de secours. *Tam-Tam pour l'Ethiopie* permettra d'en envoyer au moins trois de plus, de quoi aider les vingt mille réfugiés du camp de Korem pendant trois mois. « *C'est une bonne opération*, dit Gilles Vesco, qui a assuré la coordination pour Médecins sans frontières, *qui correspond pour nous à des sorties très importantes de trésorerie. Aucune de nos campagnes ne rapporte autant d'argent. C'était rapide, efficace et, de plus, l'absence de frais de mailing et de dépenses pour le recrutement de donateurs minore d'autant notre ratio de coût de fonctionnement.* »

Le seul maillon de la chaîne qui n'a pas fait écho au *Tam-Tam pour l'Ethiopie*, ce sont les disquaires, qui n'ont pas reversé leur contribution. Médecins sans frontières leur a adressé une lettre par l'intermédiaire de Phonogram. Dans les grandes surfaces, comme la FNAC, le maxi-45 tours est vendu à prix coûtant (31 F) : vendre moins cher pour vendre plus, c'était pour elles le seul moyen devant l'impossibilité de faire un état des stocks au numéro. Mais dans certaines boutiques (comme Lido Musique ou Champs Disques), le prix de vente était de 51 F. Un seul chèque de 71 F provenant d'un disquaire est arrivé à Médecins sans frontières. « *J'ai demandé à Phonogram la liste de ses trente plus gros clients pour les relancer. Pas de réponse*, déplore Gilles Vesco. *Je compte bien persister, mais c'est sans illusions. Leur contribution pourrait gonfler d'un quart les bénéfices.* »

Aujourd'hui, les ventes se sont tassées, même si une nouvelle campagne d'affichage vient d'être mise en place – les disques des Français et des Américains lui succèdent. La firme Virgin prend le relais pour l'Europe et le Japon en distribuant *Tam-Tam pour l'Ethiopie* couplé sur l'autre face à *Starvation* (Famine), une chanson enregistrée par les musiciens de reggae anglais de UB 40, Madness, Pioneers, Specials, General Public, etc. La qualité de *Tam-Tam pour l'Ethiopie* est intemporelle. La boîte postale reste ouverte, nous leur devons 46 F. Pourquoi la faim ? ■

● Tam-tam pour l'Ethiopie, BP 138,75223 Cedex 05 Paris. 45 tours : Phonogram, 880 568-7. Maxi-45 tours : Phonogram, 880 568-1.

GELDOF LE MISSIONNAIRE

HUIT millions d'exemplaires dans le monde en à peine plus d'un mois, c'est le score de *Do They Know It's Christmas ?* (Savent-ils que c'est Noël ?), le 45 tours du Band Aid.

Les bénéfices en faveur de l'Ethiopie sont évalués à huit millions de livres sterling (95 millions de francs environ), dont cinq millions et demi ont déjà été versés. 1.250.000 exemplaires ont été vendus la première semaine, dont la moitié sur le territoire britannique. Avec trois millions d'exemplaires, *Do They Know It's Christmas ?* a pulvérisé le record des ventes de 45 tours en Grande-Bretagne, détenu jusqu'alors par Paul McCartney pour la chanson *Mull Of Kintyre* (deux millions de copies).

Les ventes n'ont démarré en France qu'à la mi-janvier, pour plafonner aux environs de 80 000 exemplaires, ce qui est ridiculement peu au regard de la pléiade de super-stars anglaises qui ont enregistré la chanson.

A l'origine de cette fabuleuse aventure : le chanteur des Boomtown Rats (qui tenait le rôle principal dans *The Wall*, le film d'Alan Parker), Bob Geldof, s'est dévoué corps et âme à la cause éthiopienne après avoir vu le reportage de la BBC sur la tragédie qui a remué l'opinion publique en Angleterre et déclenché une avalanche de dons bénévoles. Le temps d'écrire une chanson avec Midge Ure (le guitariste d'Ultravox), et tous les plus grands musiciens du rock anglais (une quarantaine) se retrouvaient en studio, dans la nuit du 25 novembre : U2, Paul Weller, Ultravox, Phil Collins, Duran Duran, Sting, Heaven 17, Boy George et bien d'autres, chacun se présentant à la fin du morceau pour adresser un joyeux Noël à l'auditeur.

Le prix du 45 tours est fixé à 1,35 livre sterling (16 francs environ), la part reversée au Band Aid Trust étant de 95 pence. Des T-shirts sont également en vente avec le slogan *Feed The World* (Nourrissez le monde). Après un premier refus, Mme Thatcher acceptera, devant l'ampleur du phénomène, de reverser la TVA.

Pour Bob Geldof, une véritable croisade commence. D'après Manu Dibango et Mory Kante qui arrivent en même temps que lui à Addis-Abeba, personne, du moins au début, ne veut de son argent. Gilles Vesco, de Médecins sans frontières, qui n'a pas d'informations précises à ce sujet, affirme en tout cas que « *tout l'argent du monde ne sert à rien s'il n'est pas transformé par une organisation compétente qui a l'expérience du terrain. La bonne clé dans la bonne serrure* ». Geldof ne repartira pas sans avoir trouvé la solution.

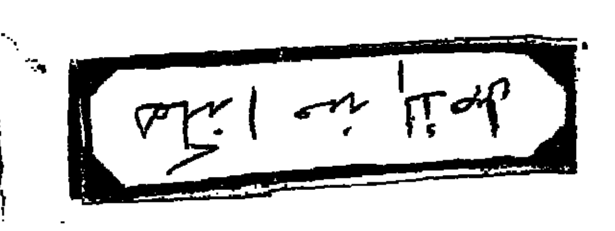
« *En fait*, dit John Kennedy, l'avocat du Band Aid Trust, *la difficulté était que tout le monde voulait cet argent et qu'une telle somme ne pouvait être remise entre des mains incertaines.* » Finalement, c'est un missionnaire irlandais, Brother Gus, sur place depuis une douzaine d'années, qui guidera le chanteur, et l'argent a été versé à plusieurs associations qui travaillent sur le terrain.

« *Il n'y a rien d'exceptionnel à chanter des chansons populaires*, déclarait Bob Geldof. *C'est, au mieux, un talent mineur ridiculement surévalué par la société. Maintenant, si cette société choisit de m'accorder gloire et richesse parce que je peux concocter une chanson, parfait, je les prends sans culpabilité, à condition de l'utiliser pour le bien. Ce que USA For Africa et le Band Aid ont réussi, c'est à faire de la charité une mode. Si la prise de conscience et la solidarité sont « dans le coup », alors ça vaut la peine. Ce qui se passe en Afrique est un crime. Je veux être une des personnes qui pourra répondre « non coupable » quand l'histoire se souviendra.* »

A la suite de l'initiative du Band Aid, une quarantaine de concerts ont été organisés en Angleterre en faveur de différentes causes : avec Paul Weller, un 45 tours a été enregistré au profit des mineurs ; des musiciens des Rolling Stones, des Who, des Beatles, de Led Zeppelin, ont repris des vieux morceaux de blues et de rock'n roll pour un 33 tours intitulé *Willie and The Poor Boys*, au bénéfice de la recherche contre la sclérose en plaques.

A. W.

● Band Aid : Phonogram, 880 502-1. Pour obtenir le T-shirt Feed The World, envoyer 72 francs à : Official Band Aid, Feed The World T-shirt, Band Aid Concert Publishing, 166-198 Liverpool Road London N1 1LA. – WILLIE AND THE POOR BOYS, Phonogram, 824606-1.



L'ŒIL ENQUÊTE

VINGT MILLE CLICHÉS POUR UNE PHOTO DU PAYSAGE

ENQUÊTE sur un état du paysage, en France, en 1985. Enquête sur un état de la misère paysanne, aux Etats-Unis, en 1930, dans la crise. Mission héliographique sur un état du patrimoine monumental en France, en 1851.

L'entreprise, l'aventure, dans laquelle s'est engagée, l'an dernier, la *Datar en demandant à une douzaine* de photographes leur « point de vue » sur le paysage français a quelques glorieux antécédents. Mieux voir pour comprendre. Faire l'inventaire pour agir. Ou même, comme l'espèrent les responsables de la mission de la délégation à l'aménagement du territoire, provoquer un « choc culturel », en proposant aux responsables, au grand public aussi, une vision réfléchie des paysages *qui nous entourent : paysage nou*veau de la ville, paysage inchangé de certaines campagnes, paysage brutalisé par l'industrie, hachuré par l'appareillage automobile, paysage sauvage maté par le chemin de fer, paysage du travail... Résultat harmonieux ou brusqué, aimé ou détesté, de l'action humaine.

Même avec plusieurs dizaines de milliers de clichés — vingt à trente mille seront retenus — cette ambition encyclopédique ne pourrait être réalisée que par fragments. Mais elle se double d'un « projet » qui concerne plus particulièrement les photographes, leur façon de travailler.

François Hers, conseiller technique de la mission que dirige Bernard Latarjet, explique ainsi son propos : *« Habituellement, on s'adresse à la photographie pour faire œuvre documentaire en espérant que l'opérateur aura du talent. Nous, nous avons choisi des créateurs ; et s'ils font œuvre documentaire, ce sera tant mieux. Il ne s'agit plus de faire du reportage,* dit cet ancien reporter. *La photo, comme outil d'information, on ne peut pas rêver pire. »*

Chaque photographe est invité à faire son travail jusqu'au bout, à mener une idée, une recherche à son terme, à choisir lui-même ses clichés, à réfléchir au format, à la présentation, au montage d'un livre ou d'une exposition. C'est une *« véritable commande,* dit François Hers. *La Datar aurait pu se contenter de distribuer des bourses ; les photographes auraient pu répondre par une provocation, une pirouette. Non, c'est une véritable action culturelle, il s'agit de faire des œuvres. »*

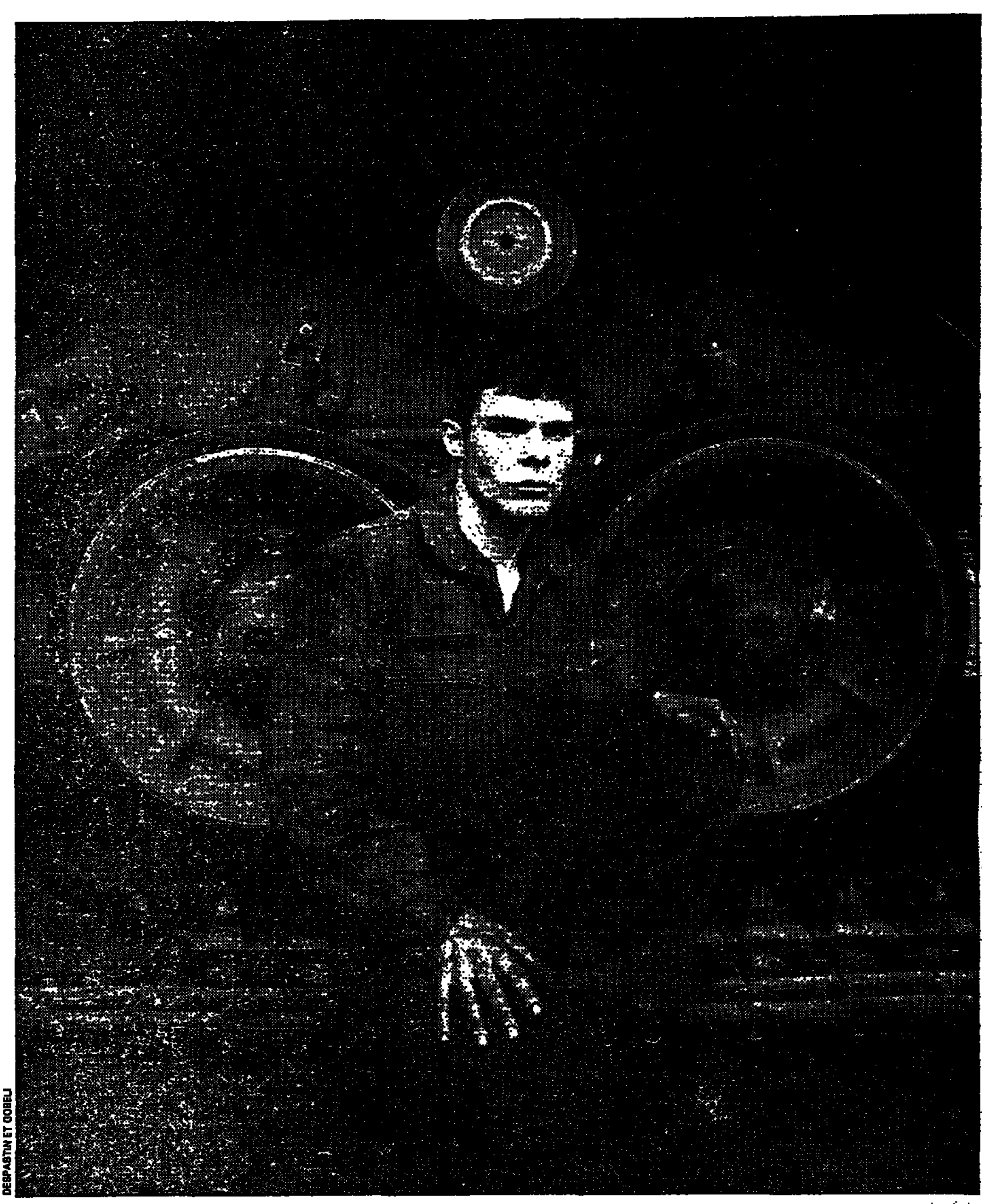
Avec un budget de 3,5 millions par an en 1984 et en 1985, sans doute la même chose l'an prochain puisque l'affaire est engagée sur trois ans avec l'idée d'une grande exposition au Centre Pompidou en 1987, la mission photographique a donc un double objectif : se créer un patrimoine d'images ; inciter les photographes, qui restent propriétaires de leur travail à réfléchir avant de déclencher, et puis encore après.

L'exigence des « commandeurs » est fondée sur une réflexion plus large. François Hers encore : *« Toutes les sociétés modifient le paysage ; toujours, elles détruisent ; mais c'est la première fois qu'on détruit sans installer un nouvel ordre ; c'est l'arbitraire, le chaotique, la superposition d'intérêts mouvants. »*

Les thèmes retenus étaient variés, personnalités très différentes... Pourtant, de sélection en sélection, une unité s'installe. Le regard des photographes sur le monde actuel est froid, effrayé de la froideur qui nous entoure. Toute silhouette humaine est écartée et les personnages sont traités comme un paysage, à distance.

Doisneau lui-même, Doisneau le portraitiste attendri de la banlieue de l'après-guerre, est saisi par le désir de céder à la couleur, d'exalter avec des couleurs, les plus vives, les plus joyeuses, un paysage qui le désole, celui de la ville moderne. Il faut un champ de colza d'un jaune éclatant comme sait l'être le colza pour lui faire admettre la forêt de pylônes qui emprisonne les ciels de l'Ile-de-France. Et les volets — mauves et roses — les volets des pauvres cités nouvelles sont-ils gais ou dérisoires ?

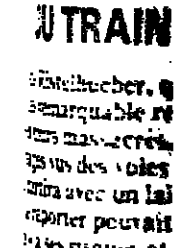
Vingt mille clichés pour un portrait de la France. Est-ce le bon ? ■



DESPATIN ET GOBELI

L'HOMME AUSSI

L'homme est-il un paysage en soi ? Despatin et Gobeli, qui photographient en duo depuis de nombreuses années, ont rassemblé depuis 1977 une impressionnante galerie de personnages de la vie populaire. *Ce n'était pas l'un des moindres* risques que de les envoyer tirer le portrait du paysage des hommes et des femmes de France. « Tout individu qui répond à notre demande prend un risque. Il se met devant l'objectif au vu et au su des autres. Il se démarque, se singularise, collabore avec l'« ennemi ». Comme ce jeune tankiste à l'ouvrage sur son engin dans un casernement de Bourges.

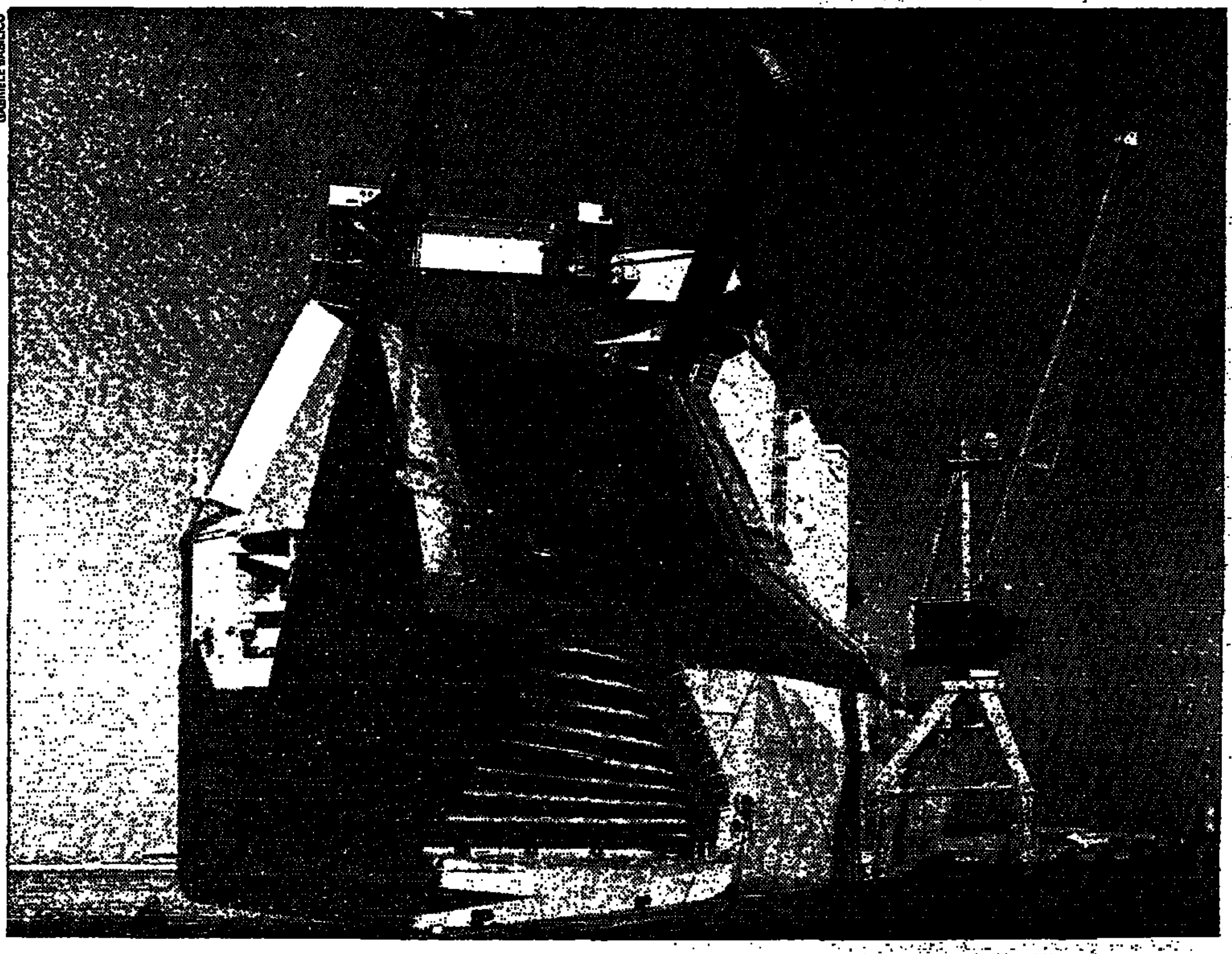




UN ITALIEN SUR LE LITTORAL

Le littoral est revenu à un Italien, Gabriele Basilico. Des recherches récentes en faisaient un interlocuteur de poids, face à un sujet délicat qu'il va traiter en force. « *Mes toutes dernières* expériences — deux analyses urbaines commanditées par les mairies de Naples et de Verbania — ont fait intervenir la mer (à Naples) et le lac (à Verbania) comme principe de scénographie constant, obsédant et absolument systématique. » C'est dans la continuité de cette recherche que Basilico a situé son travail pour la DATAR.

GABRIELE BASILICO



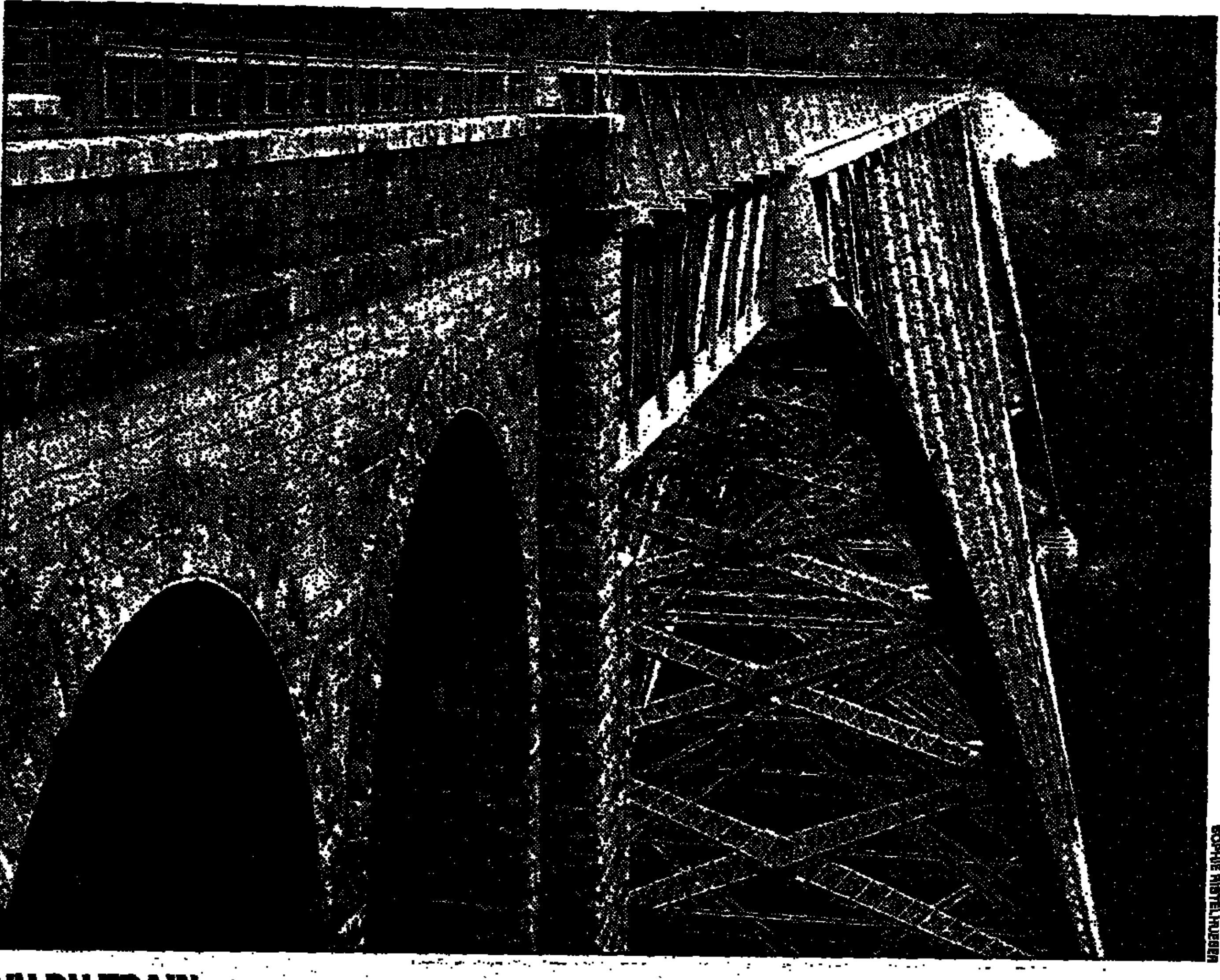


DU PAYSAG

L'HOMME AUSSI

[illegible]

Par Michèle Champenois

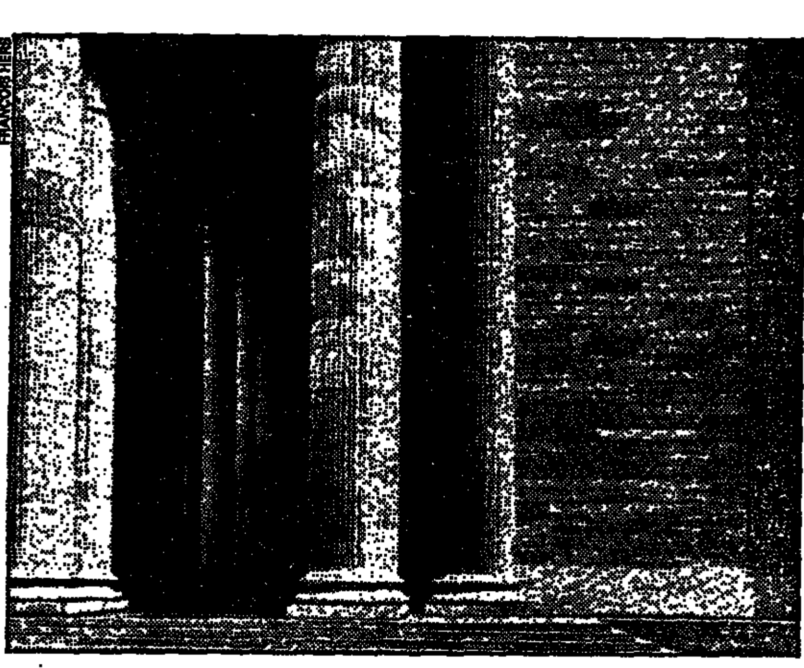


SOPHIE RISTELHUEBER

VU DU TRAIN

Sophie Ristelhueber, qui, il y a un an, rapportait du Liban un très remarquable reportage sur Beyrouth et ses murs massacrés, avait choisi le dossier : paysages vus des voies ferrées.
Elle partira avec un laissez-passer officiel qui précisait que le reporter pouvait travailler sur l'ensemble du réseau mais « à ses risques et périls ». Long repérage, mais aussi longs voyages en voiture, à pied, en draisine, ou en locomotive.

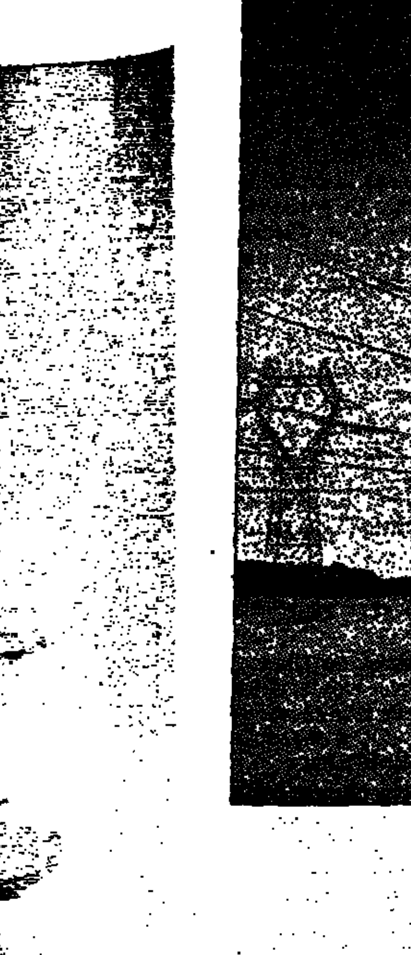
Ci-dessus, le viaduc de Viaur, près de Tanus (Tarn).

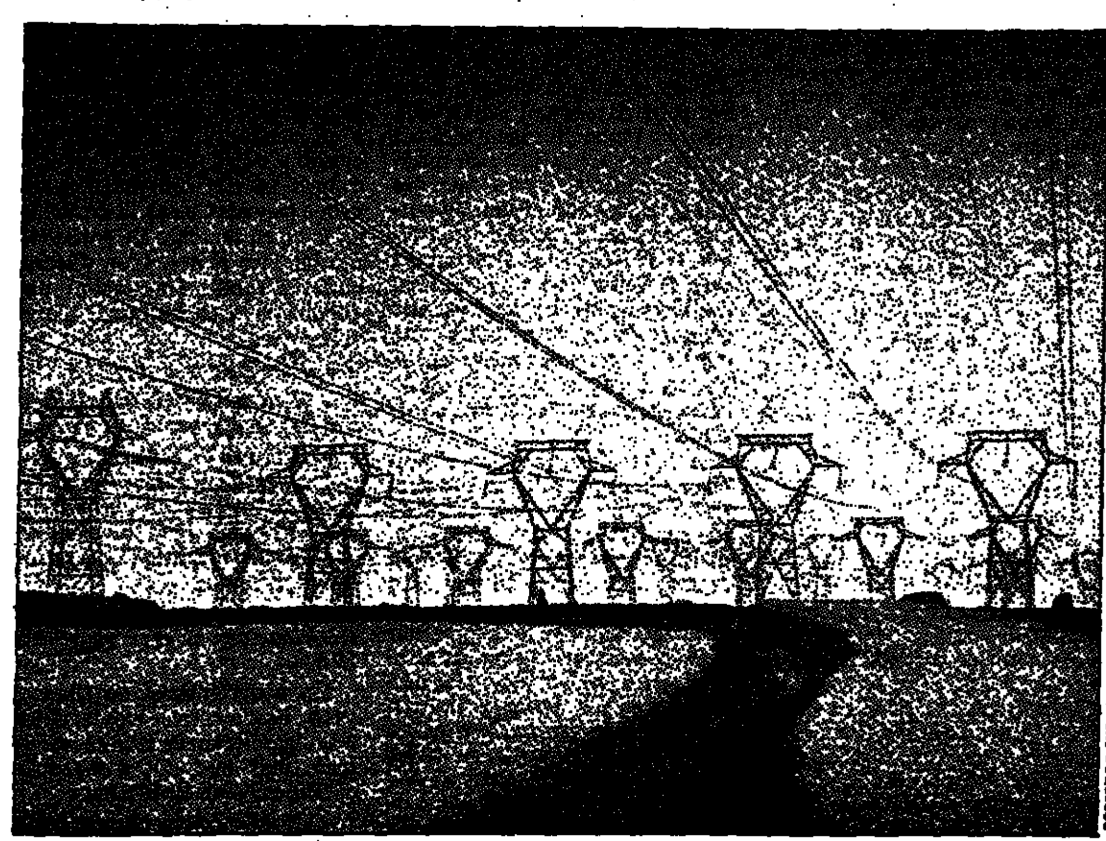


FRANÇOIS HERS

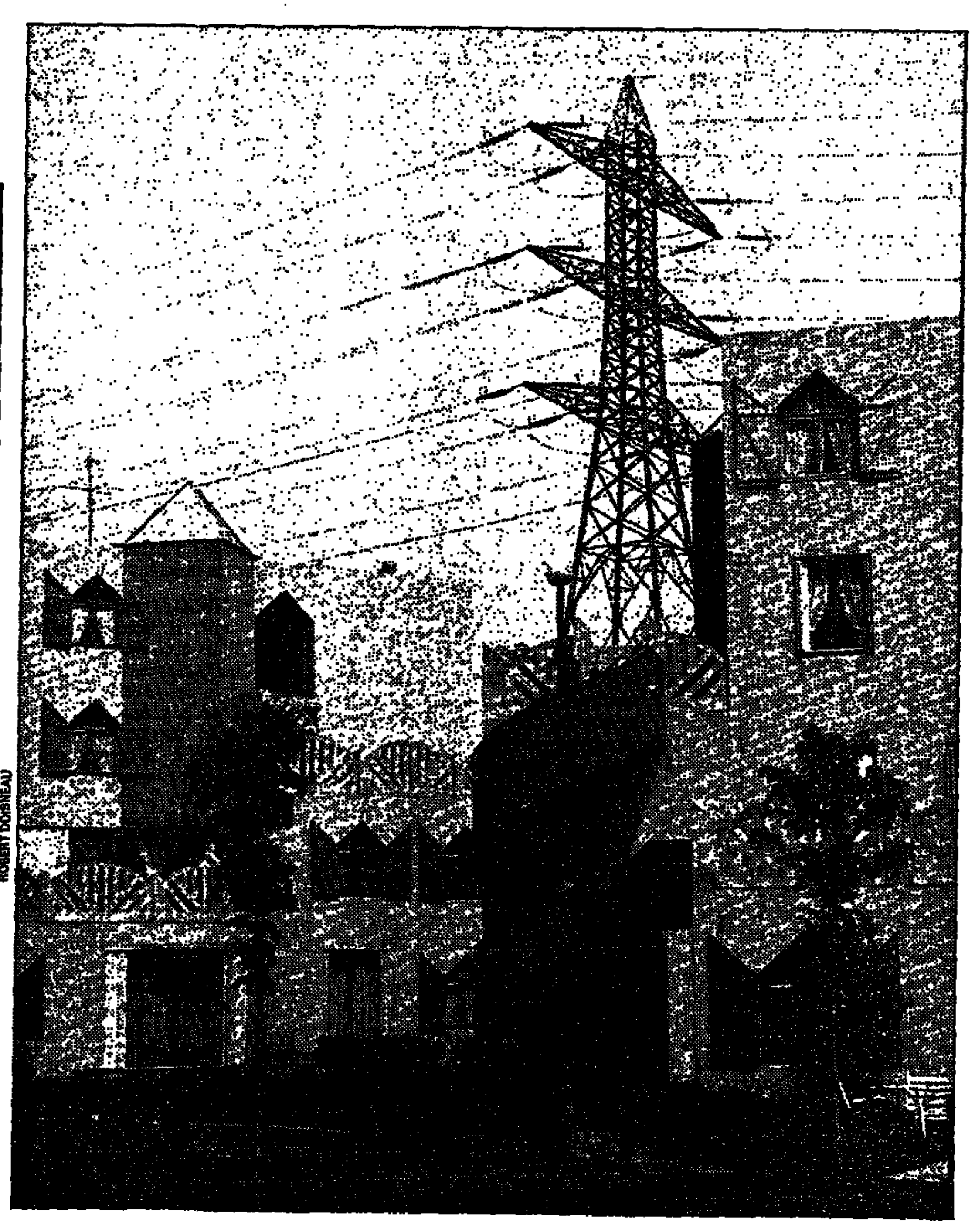
RETOUR A L'ORDRE

Né en 1943 en Belgique, François Hers vit et travaille en France depuis 1968.
Cofondateur de l'agence Viva en 1972, il a pratiqué le reportage dans cette agence jusqu'en 1976.
Conseiller technique de la mission photographique de la DATAR, il peut énoncer ainsi son nouvel engagement : « Beaucoup d'entre nous cherchent dans cette entreprise de restauration – qui amène à réhabiliter la notion naguère maudite de beauté – l'occasion de rendre une fonction sociale à leur métier de créateur d'images. »





ROBERT DOISNEAU



ROBERT CHEZ MIMILE

Le doyen des « enquêteurs » s'appelait Robert Doisneau.
On lui avait confié pour mission de rapporter des images de sa chère banlieue, ou de ce qu'il en reste.
De la nouvelle, aussi, la brutale, celle qui fait encore peur.
« Quand les grues se pointent à l'horizon, le pavillon Mimile n'en mène pas large. »
Déboussolé, Robert : « Avec le déferlement des résidences, la métamorphose de la banlieue est telle que le banlieusard d'appellation contrôlée que je suis ne s'y retrouve plus.
Vexé comme un dindon, j'ai voulu que mon rôle de glouton optique montre les résultats involontaires de cette frénésie. »

NOUVELLE

L'OBJECTIF

Par Koraïch Elmekki



ALEX VARENNE

QUAND le camion à ordures passa, en ahanant, il se retira, par prudence, dans l'ombre à deux pas de la fenêtre. Ça n'était pas grand-chose, mais la vue de ce camion l'avait réconforté : bien qu'il fût bruyant et usé, c'était la *première manifestation de vie*, ce matin-là, dans la ville en contrebas.

L'été, les villes du Sud ne sont vraiment belles qu'aux toutes premières heures de la matinée : rien, ou presque, n'y bouge encore ; l'air est limpide, calme, allégé encore par la fraîcheur de la nuit toute proche ; la lumière y semble tellement jeune, alors, qu'on voudrait que le temps s'arrête.

Mais il ne voulait pas, lui, que le *temps s'arrête. Et il se moquait* bien du charme des villes un matin d'été. Il aurait plutôt préféré qu'il soit bien plus tard et que la nuit tombe à nouveau. Il aurait voulu être déjà plus vieux de quelques heures... Mais il n'était encore que 6 h 30 à sa montre, et on ne voyait maintenant qu'un petit homme solitaire, en bleu de travail, balayer tout seul un bout de l'avenue interminable. Un chat traversa la chaussée d'un pas égal, sans se presser le moins du monde : elle lui appartenait encore...

Il nota quand même que le service municipal avait bien fait les choses : tout était en place pour le grand jour depuis la veille au soir. Des barrières portatives en bois peint, rouges et blanches, avaient été installées tout le longs des trottoirs. Toutes portaient la même inscription, en noir, au pochoir : « STOP. INTERDIT DE FRANCHIR ». Les arbres de l'avenue étaient enluminés d'oriflammes qui pendaient aussi au coin de chaque rue, au bout de longs poteaux blancs. D'aussi loin qu'il pouvait voir, l'avenue qui venait vers lui avait un air de fête ; mais, ainsi dépeuplée, elle ressemblait à une boîte de nuit la veille d'un réveillon, se dit-il paisiblement. Flanqué d'une rangée double de drapeaux identiques, son « S » allongé sortait de la vieille ville, longeait le fleuve, jusqu'à ce qu'une rangée d'immeubles bordés de grands platanes les sépare à nouveau l'un de l'autre, presque à l'aplomb de sa fenêtre.

Celle-ci ne donnait d'ailleurs pas directement sur l'avenue : elle la prenait plutôt en enfilade et en était séparée par deux pâtés de maisons basses ; leurs cours intérieures étaient encore plongées dans une obscurité profonde, pour lui qui avait déjà toute la lumière *du soleil, au vingt-huitième étage* de cet immeuble en construction. C'était pour ça qu'il l'avait choisi : parce qu'il était à la fois un peu à l'écart et encore suffisamment proche de l'axe de l'avenue : 100 mètres à peine, d'après ses calculs. L'aube commençait à poindre qu'il était déjà posté derrière cette fenêtre sans carreaux, après avoir silencieusement grimpé les étages jusqu'au dernier.

Aux alentours, deux bâtiments seulement étaient aussi hauts que le sien. Le plus lointain était à 500 mètres, mais déjà de l'autre côté du fleuve. Il était de style ancien, et tout en brique rouge. Les stores de ses fenêtres se levaient maintenant, les uns après les autres ; avec résignation. Des gens apparurent : certains goûtaient en silence cette paix matinale ; d'autres, en tricot de corps, s'étiraient avec un bâillement qu'il devinait sonore, malgré la distance. Quelqu'un ébauchait une culture physique encore hésitante pendant qu'une petite femme dodue préparait à côté le café du matin. Certaines fenêtres restèrent closes : il les inspecta longuement, mais aucune ne lui parut vraiment suspecte.

L'autre immeuble, beaucoup plus proche, était aussi en voie d'achèvement. Il en inspectait aussi, régulièrement et soigneusement, chaque étage à la lunette, plus encore que le précédent. Mais aucune présence n'était décelable dans les étages encore ouverts aux courants d'air. Du bon travail...

Il se rencoigna dans l'ombre, pensant à des choses sans importance. Il excellait dans ce travail à cause de cela, d'ailleurs : pas de grands combats intérieurs, pas d'hésitation dans les moments critiques, mais beaucoup de minutie et un esprit toujours calme et détaché. On le connaissait bien au bureau, mais, cette fois, on lui avait répété la même consigne des jours durant, jusqu'à lui en marteler la cervelle : « *Soyez à la hauteur ce jour-là. Particulièrement ce jour-là. Soyez l'homme qu'il faut, là où il faut, quand il faut : l'erreur n'est pas permise car l'enjeu est immense...* » Mais il avait simplement haussé les épaules : pour eux, c'était capital. Pour lui, c'était simplement un travail.

Dans la rue, les choses commençaient à bouger : il montait de toute la ville un brouhaha qui s'amplifiait doucement : celui des premières voitures, des autobus, des usines qui accélèrent leur rythme après les horaires de nuit... Des agents en grand uniforme se répartissaient l'étendue du trottoir, un tous les 50 mètres, tandis que les badauds s'accoudaient aux barrières, suivant les préparatifs d'un regard nonchalant. Posté en haut d'une nacelle, sur un camion jaune, un ouvrier au casque jaune devait vérifier des haut-parleurs, car des bribes éraillées d'hymne national montèrent jusqu'à lui un court instant. Une voiture de police remontait lentement l'avenue et il se renfonça à nouveau dans l'ombre de la fenêtre. Surtout, ne pas se faire voir et bouger à peine : ce n'était pas encore le moment opportun.

ACCROUPI sur le carrelage, il tira posément d'un étui de cuir rigide un long fusil sombre dont le métal poli luisait à peine dans la demi-pénombre de la pièce. C'était un modèle rare, dont il avait lui-même retouché la crosse pour qu'elle s'ajuste exactement à l'arrondi de sa joue. Certains disaient que ce modèle était trop vieux, ou trop lourd, ou difficile à tenir en main. Mais lui seul tirait avec, et il faisait mouche. Il avait eu tout le temps de régler le télescope qui surmontait la ligne de mire, à l'entraînement, jusqu'à ce que tout, à une distance de 200 mètres, lui paraisse parfaitement net : l'immeuble en construction, en face, l'avenue avant qu'elle ne soit bordée par les grands arbres : la moindre de leurs feuilles remplissait au moins la moitié du champ dans le réticule de visée.

Il sentait maintenant toute la chaleur du soleil au travers du tissu de sa combinaison noire, quand il se hasardait un court moment à la fenêtre. Mais ses mains étaient sèches et ne tremblaient pas. En contrebas, les trottoirs disparaissaient insensiblement sous une foule colorée et bruyante qui agitait déjà des calicots de bienvenue, ou répétait des slogans sur une ritournelle de circonstance. Le milieu de la chaussée, encore libre, se couvrait pourtant, mystérieusement, de papiers gras.

Un agent à cheval passa soudain au petit trot, faisant de grands gestes aux policiers en faction. La respiration bruyante de la foule sembla s'intensifier encore : le cortège officiel approchait. On l'entendait déjà sans le voir, loin derrière le coude de la rivière : une sourde rumeur dont l'intensité sonore passait graduellement à l'aigu. Il pouvait maintenant suivre toute l'approche du cortège dans sa lunette spéciale, dépourvue de reflets gênants. Une file de voitures encore minuscules venait en effet d'apparaître là-bas, au bout du tournant : d'abord une longue voiture noire décapotée, entourée de motards et d'hommes à pied, puis huit autres voitures encore, des limousines aux vitres sombres qu'il connaissait bien. Toutes avançaient lentement. Derrière elles, après l'arrière-garde policière, la foule envahissait joyeusement la chaussée, se répandant en clameurs interminables. Vue de son nid d'aigle, c'était une image curieuse : devant le cortège, la chaussée était nette et précise, tracée au tire-ligne entre deux haies de gardes armés ; derrière le cortège, plus de chaussée visible, simplement le chaos immense de la foule en délire. *Il lui sembla que ce cortège solennel et silencieux tirait la* fermeture Eclair d'un immense tissu humain en se rapprochant inexorablement de lui.

Quand le cortège fut à environ 1500 mètres, il enfila une paire de gants en cuir fin et sombre, saisit son fusil, dont seul le bout du canon dépassa de l'encoignure de la fenêtre. Puis il reposa le fusil d'un geste rapide, défit son ceinturon d'un cran pour être plus à l'aise, et reprit immédiatement la pose, un genou en terre. Il était prêt.

Maintenant, il avait parfaitement dans le viseur les deux hommes qui se tenaient debout à l'arrière de la voiture de tête, saluant la foule d'un air réjoui. Celui de droite semblait le plus à l'aise. Mais le sourire de son voisin était nettement plus crispé, plus machinal : au télescope, c'était évident. Ses yeux allaient sans arrêt d'un trottoir à l'autre, comme s'il cherchait à connaître les pensées les plus intimes de chacun des spectateurs massés au long de sa route. Il était même inondé de sueur et desserra d'un geste discret le dernier bouton de sa chemise, derrière une cravate aux couleurs éclatantes.

ILS arrivèrent dans la dernière courbe, à 500 mètres à peine de son fusil : mais, à deux fois cette distance, il faisait déjà mouche. En bas, les haut-parleurs dévidaient avec entrain leur musique triomphale, tandis que des enfants suivaient à distance le cortège, courant de trottoir en trottoir. Les deux hommes debout dans la voiture venaient de joindre leurs mains, les deux paumes dressées vers le ciel, dans un geste d'amitié fraternelle ; mais, dans le viseur, ce geste avait quelque chose de douloureusement pathétique.

A 300 mètres, ils étaient si proches qu'il ne pouvait plus détailler qu'un visage à la fois. Celui de l'homme qui était le plus à l'aise était fin, avec des traits nets et un regard calme. Mais lui seul avec son optique puissante pouvait voir avec quelle vitesse le sang battait dans les vaisseaux du cou, et combien cette surface dégagée, derrière l'oreille, avait une peau écarlate, entre les graduations noires du viseur. Une veine au trajet sinueux battait lentement en descendant le long du front, avant de se perdre dans les muscles du visage.

Alors, par un réflexe conditionné, il interrompit sa respiration quand son doigt effleura avec douceur le bout de la gâchette bien à l'abri du pontet. Il avait des index plus allongés que la moyenne, et tout le secret de la précision de son tir était là : au moment fatidique, ce qui bougeait dans son corps était infime, plus infime encore que chez les autres. Et il avait maintenant, au bout de cet index long et légèrement incurvé, la vie de l'homme qu'il tenait déjà prisonnier dans un viseur depuis de longues minutes. Quand elle est posée en équilibre instable sur le bout d'un index, une vie humaine n'est déjà plus rien...

Le soleil déclinait quand il atteignit le rez-de-chaussée de *l'immeuble en sifflotant* une marche. L'agent qui en gardait l'entrée lui sourit et le salua, tandis qu'il ajustait à nouveau sur son crâne une casquette de l'armée. Les barrières ne retenaient plus personne, et il vit le même chat retraverser l'avenue, désormais presque déserte. Toujours sifflotant, il montra son badge à un agent, qui le laissa rejoindre un camion de déménagement bleu et blanc qui ralentit à sa hauteur. A l'arrière du camion deux hommes vêtus comme lui (et qui portaient le même paquet oblong) l'aidèrent à grimper en marche. Ils portaient des lunettes noires. L'un d'entre eux lui tendit finalement un chewing-gum en lui disant d'une voix posée :

« *Alors ? Rien de spécial ?*

— *Non, tout s'est bien passé ; je n'ai rien vu d'anormal. Et toi ?*

— *Je t'ai vu un moment au dernier étage de ton immeuble. Le canon du fusil... Puis il a disparu. N'oublie pas que tu viens dîner ce soir à la maison, hein ? Rappelle-le à ta femme...*

— *Je n'ai pas oublié, rassure-toi. Nous serons chez vous vers 19 h.* »

Un court instant de silence passa. Ils allumèrent tous les deux une cigarette après leur chewing-gum, puis l'un dit, d'une voix curieusement basse et tendue :

« *Tu les as suivis tous les deux au télescope, n'est-ce pas, au lieu de surveiller les immeubles alentour, suivant la consigne...*

— *Oui... comment le sais-tu ?*

— *Oh... Nous avons fait tous les trois la même chose... question d'habitude, sans doute.* »

Et il ajouta rêveusement, après une bouffée de sa cigarette :

« *Oui, aujourd'hui, nous étions les « bons »... Ils ont eu de la chance.* » ■

[Né à Tunis en 1953, Koraïch Elmekki est médecin.]